# internationale situationniste

*Revue de la section française de l'I.S.*

Numéro 12 — Septembre 1969.
Directeur : Debord.
Rédaction : B. P. 307-03 Paris.

12

*Comité de Rédaction :*
Mustapha Khayati, René Riesel, Christian Sébastiani,
Raoul Vaneigem, René Viénet.

# LE COMMENCEMENT D'UNE ÉPOQUE

« Nous vivrons assez pour voir une révolution politique ? *nous,* les contemporains de ces Allemands ? Mon ami, vous croyez ce que vous désirez », écrivait Arnold Ruge à Marx, en mars 1844 ; et quatre ans plus tard cette révolution était là. Comme exemple amusant d'une inconscience historique qui, entretenue toujours plus richement par des causes similaires, produit intemporellement les mêmes effets, la malheureuse phrase de Ruge fut citée en épigraphe dans *La Société du Spectacle,* qui parut en décembre 1967 ; et six mois après survint le mouvement des occupations, le plus grand moment révolutionnaire qu'ait connu la France depuis la Commune de Paris.

La plus grande grève générale qui ait jamais arrêté l'économie d'un pays industriel avancé, et la première *grève générale sauvage* de l'histoire ; les occupations révolutionnaires et les ébauches de démocratie directe ; l'effacement de plus en plus complet du pouvoir étatique pendant près de deux semaines ; la vérification de toute la théorie révolutionnaire de notre temps, et même çà et là le début de sa réalisation partielle ; la plus importante expérience du mouvement prolétarien moderne qui est en voie de se constituer dans tous les pays sous sa forme *achevée,* et le modèle qu'il a désormais à dépasser — voilà ce que fut essentiellement le mouvement français de mai 1968, voilà *déjà* sa victoire.

Nous dirons plus loin les faiblesses et les manques du mouvement, les conséquences naturelles de l'ignorance et de l'improvisation, comme du poids mort du passé, là même où ce mouvement a pu le mieux s'affirmer ; conséquences surtout des *séparations* que réussirent de justesse à défendre toutes les forces associées du maintien de l'ordre capitaliste, les encadrements bureaucratiques politico-syndicaux s'y étant employés, au moment où c'était pour le système une question de vie ou de mort, plus et mieux que la police. Mais énumérons d'abord les caractères manifestes du mouvement des occupations là où était son *centre,* là où il fut le plus libre de traduire, en paroles et en actes, son contenu. Il y proclama ses buts *bien plus explicitement* que tout autre mouvement révolutionnaire spontané de l'histoire; et des buts beaucoup plus radicaux et actuels que ne surent jamais en énoncer, dans leurs programmes, les organisations révolutionnaires du passé, même aux meilleurs jours qu'elles connurent.

Le mouvement des occupations, c'était le retour soudain du prolétariat comme classe historique, *élargi* à une majorité des salariés de la société moderne, et tendant toujours à l'abolition effective des classes et du salariat. Ce mouvement était la redécouverte de l'histoire, à la fois collective et individuelle, le sens de l'intervention possible sur l'histoire et le sens de l'événement irréversible, avec le sentiment du fait que « rien ne serait plus comme avant » ; et les gens regardaient avec amusement l'existence *étrange* qu'ils avaient menée huit jours plus tôt, leur survie dépassée. Il était la *critique généralisée* de toutes les aliénations, de toutes les idéologies et de l'ensemble de l'organisation ancienne de la vie réelle, la passion de la généralisation, de l'unification. Dans un tel processus, la propriété était niée, chacun se voyant partout chez soi. Le *désir reconnu* du dialogue, de la parole intégralement libre, le goût de la communauté véritable, avaient trouvé leur terrain dans les bâtiments ouverts aux rencontres et dans la lutte commune : les téléphones, qui figuraient parmi les très rares

moyens techniques encore en fonctionnement, et l'errance de tant d'émissaires et de voyageurs, à Paris et dans tout le pays, entre les locaux occupés, les usines et les assemblées, portaient cet usage réel de la communication. Le mouvement des occupations était évidemment le refus du travail aliéné ; et donc la fête, le jeu, la présence réelle des hommes et du temps. Il était aussi bien le refus de toute autorité, de toute spécialisation, de toute dépossession hiérarchique; le refus de l'Etat et, donc, des partis et des syndicats aussi bien que des sociologues et des professeurs, de la morale répressive et de la médecine. Tous ceux que le mouvement, dans un enchaînement foudroyant — « Vite », disait seulement celui des slogans écrits sur les murs qui fut peut-être le plus beau — avait réveillés, méprisaient radicalement leurs anciennes conditions d'existence, et donc ceux qui avaient travaillé à les y maintenir, des vedettes de la télévision aux urbanistes. Aussi bien que les illusions staliniennes de beaucoup se déchiraient, sous leurs formes diversement édulcorées, depuis Castro jusqu'à Sartre, tous les mensonges rivaux et solidaires d'une époque tombaient en ruines. La solidarité internationale reparut spontanément, les travailleurs étrangers se jetant en nombre dans la lutte, et quantité de révolutionnaires d'Europe accourant en France. L'importance de la participation des femmes à toutes les formes de lutte est un signe essentiel de sa profondeur révolutionnaire. La libération des mœurs fit un grand pas. Le mouvement était également la critique, encore partiellement illusoire, de la marchandise (sous son inepte travestissement sociologique de « société de consommation »), et déjà un *refus* de l'art qui ne se connaissait pas encore comme sa *négation* historique (sous la pauvre formule abstraite « d'imagination au pouvoir », qui ne savait pas les moyens de mettre en pratique ce pouvoir, de tout réinventer ; et qui, manquant de pouvoir, manqua d'imagination). La haine partout affirmée des *récupérateurs* n'atteignait pas encore au savoir théorico-pratique des manières de les éliminer : néo-artistes et néo-directeurs politiques, néo-spectateurs du mouvement même qui les démentait. Si la critique en actes du spectacle de la non-vie n'était pas encore leur dépassement révolutionnaire, c'est que la tendance « spontanément conseilliste » du soulèvement de mai a été en avance sur presque tous les moyens concrets, parmi lesquels sa conscience théorique et organisationnelle, qui lui permettront de se traduire en pouvoir, en étant le seul pouvoir.

Crachons en passant sur les commentaires applatissants et les faux-témoignages des sociologues, des retraités du marxisme, de tous les doctrinaires du vieil ultra-gauchisme en conserve ou de l'ultra-modernisme rampant de la société spectaculaire; personne, parmi ceux qui ont *vécu* ce mouvement, ne pourra dire qu'il ne contenait pas tout cela.

Nous écrivions, en mars 1966, dans le n° 10 d'*Internationale Situationniste* (p. 77) : « Ce qu'il y a d'apparemment osé dans plusieurs de nos assertions, nous l'avançons avec l'assurance d'en voir suivre une démonstration historique d'une irrécusable lourdeur. » On ne pouvait mieux dire.

Naturellement, nous n'avions rien prophétisé. Nous avions dit ce qui *était là* : les conditions matérielles d'une nouvelle société avaient été produites depuis longtemps, la vieille société de classes s'était maintenue *partout* en modernisant considérablement son oppression, et en développant avec toujours plus d'*abondance* ses contradictions, le mouvement prolétarien vaincu revenait pour un second assaut plus conscient et plus total. Tout ceci, certes, que l'histoire et le présent montraient à l'évidence, beaucoup le pensaient et certains même le disaient, mais abstraitement, donc dans le vide : sans écho, sans possibilité d'intervention. Le mérite des situationnistes fut simplement de reconnaître et de désigner les nouveaux points d'application de la révolte dans la société moderne (qui n'excluent aucunement mais, au contraire, ramènent tous les anciens) : urbanisme, spectacle, idéologie, etc. Parce que cette




**LA SORBONNE OCCUPÉE**

«Des assemblées populaires absolument libres dans les murs des universités, alors que, dans la rue, c'est le règne illimité de Trépov, voilà un des paradoxes les plus étonnants du développement politique et révolutionnaire pendant l'automne de 1905. (...) «Le peuple» emplissait les corridors, les amphithéâtres et les salles. Les ouvriers venaient directement de la fabrique à l'université. Les autorités avaient perdu la tête. (...) Non, cette foule inspirée n'absorbait pas en elle toute doctrine. Nous aurions voulu voir prendre la parole devant elle ces gaillards de la réaction qui prétendent qu'entre les partis extrémistes et la masse, il n'y a point de solidarité. Ils n'osèrent point. Ils restèrent confinés dans leurs tannières, attendant un répit pour calomnier le passé.»

Trotsky, **1905.**

tâche fut accomplie radicalement, elle fut en mesure de susciter parfois, en tout cas de renforcer grandement, certains cas de révolte pratique. Celle-ci ne resta pas sans écho : la critique *sans concessions* avait eu bien peu de porteurs dans les gauchismes de l'époque précédente. Si beaucoup de gens ont *fait* ce que nous avons *écrit,* c'est parce que nous avions écrit essentiellement le négatif qui avait été vécu, par tant d'autres avant nous, et aussi par nous-mêmes. Ce qui est ainsi venu au jour de la conscience dans ce printemps de 1968, n'était rien d'autre que ce qui dormait dans cette nuit de la « société spectaculaire », dont les *Sons et Lumières* ne montraient qu'un éternel décor positif. Et nous, nous avions « cohabité avec le négatif », selon le programme que nous formulions en 1962 (cf. *I.S.* 7, p. 10). Nous ne précisons pas nos « mérites » pour être applaudis ; mais pour éclairer autant que possible d'autres, qui vont agir de même.

Tous ceux qui se bouchaient les yeux sur cette « critique dans la mêlée » ne contemplaient, dans la force inébranlable de la domination moderne, que leur propre renoncement. Leur «réalisme» anti-utopique n'était pas davantage le réel qu'un commissariat de police ou la Sorbonne ne sont des bâtiments plus réels que ceux qu'en font des incendiaires ou des « Katangais ». Quand les fantômes souterrains de la révolution totale se levèrent et étendirent leur puissance sur tout le pays, ce furent toutes les puissances du vieux

monde qui parurent des illusions fantômatiques qui se dissipaient au grand jour. Tout simplement, après trente années de misère qui, dans l'histoire des révolutions, n'ont pas plus compté qu'un mois, est venu ce mois de mai qui résume en lui trente années.

Faire de nos désirs la réalité est un travail historique précis, exactement contraire à celui de la prostitution intellectuelle qui greffe, sur n'importe quelle réalité existante, ses illusions de permanence. Ce Lefebvre, par exemple, déjà cité dans le précédent numéro de cette revue (octobre 1967), parce qu'il s'aventurait dans son livre *Positions contre les technocrates* (éditions Gonthier), à une conclusion catégorique dont la prétention scientifique a révélé, elle aussi, sa valeur en guère plus de six mois : « Les situationnnistes... ne proposent pas une utopie concrète, mais une utopie abstraite. Se figurent-ils vraiment qu'un beau matin ou un soir décisif, les gens vont se regarder en se disant : « Assez ! Assez de labeur et d'ennui ! Finissons-en ! » et qu'ils entreront dans la Fête immortelle, dans la création des situations ? Si c'est arrivé une fois, le 18 mars 1871 à l'aube, cette conjoncture ne se reproduira plus. » Ainsi Lefebvre se voyait attribuer quelque influence intellectuelle là où il copiait subrepticement certaines thèses radicales de l'I.S. (voir dans ce numéro la réédition de notre tract de 1963 : *Aux poubelles de l'histoire*), mais il réservait au passé la vérité de cette critique qui, pourtant, venait du *présent* plus que de la réflexion historicienne de Lefebvre. Il mettait en garde contre l'illusion qu'une lutte présente pût retrouver ces résultats. N'allez pas croire que Henri Lefebvre soit le seul ci-devant penseur que l'événement a définitivement ridiculisé : ceux qui se gardaient d'expressions aussi comiques que les siennes n'en pensaient pas moins. Sous le coup de leur émotion en mai, tous les *chercheurs du néant historique* ont admis que personne n'avait en rien prévu ce qui était arrivé. Il faut cependant faire une place à part pour toutes les sectes de « bolcheviks ressuscités », dont il est juste de dire que, pendant les trente dernières années, elles n'avaient pas cessé un instant de signaler l'imminence de la révolution *de 1917*. Mais ceux-là aussi se sont bien trompés : ce n'était vraiment pas 1917, et ils n'étaient même pas tout à fait Lénine. Quant aux débris du vieil ultra-gauchisme non-trotskiste, il leur fallait au moins une crise économique majeure. Ils subordonnaient tout moment révolutionnaire à son retour, et ne voyaient rien venir. Maintenant qu'ils ont reconnu une crise révolutionnaire en mai, il leur faut prouver qu'il y avait donc là, au printemps de 1968, cette crise économique *invisible*. Ils s'y emploient sans crainte du ridicule, en produisant des schémas sur la montée du chômage et des prix. Ainsi, pour eux, la crise économique n'est plus cette réalité objective, terriblement voyante, qui fut tant vécue et décrite jusqu'en 1929, mais une sorte de présence eucharistique qui soutient leur religion.

De même qu'il faudrait rééditer toute la collection d'*I.S.* pour montrer combien tous ces gens ont pu se tromper *avant*, de même il faudrait écrire un fort volume pour faire le tour des stupidités et des demi-aveux qu'ils ont produits depuis mai. Bornons-nous à citer le pittoresque journaliste Gaussen, qui croyait pouvoir rassurer les lecteurs du *Monde*, le 9 décembre 1966, en écrivant des quelques fous situationnistes, auteurs du scandale de Strasbourg, qu'ils avaient « une confiance messianique dans la capacité révolutionnaire des masses et dans son aptitude à la liberté ». Aujourd'hui, certes, l'aptitude à la liberté de Frédéric Gaussen n'a pas progressé d'un millimètre, mais le voilà, dans le même journal en date du 29 janvier 1969, s'affolant de trouver partout « le sentiment que le souffle révolutionnaire est universel ». « Lycéens de Rome, étudiants de Berlin, « enragés » de Madrid, « orphelins » de Lénine à Prague, contestataires à Belgrade, tous s'attaquent à un même monde, le Vieux Monde... » Et Gaussen, utilisant presque les mêmes mots, attribue maintenant à toutes ces foules révolutionnaires la même « croyance quasi-mystique en la spontanéité créatrice des masses ».

Nous ne voulons pas nous étendre triomphalement sur la déconfiture de tous nos adversaires intellectuels, non que ce « triomphe », qui est en fait simplement celui du mouvement révolutionnaire moderne, n'ait pas une importante signification; mais à cause de la monotonie du sujet, et de l'éclatante évidence du jugement qu'a prononcé, sur toute la période qui a fini en mai, la réapparition de la lutte des classes directe, reconnaissant des buts révolutionnaires *actuels*, la réapparition de l'histoire (avant, c'était la subversion de la société existante qui paraissait invraisemblable ; maintenant, c'est son maintien). Au lieu de souligner ce qui est déjà vérifié, il est plus important désormais de poser les nouveaux problèmes ; de *critiquer le mouvement de mai* et d'inaugurer la pratique de la nouvelle époque.

Dans tous les autres pays, la récente recherche, d'ailleurs restée jusqu'ici confuse, d'une critique radicale du capitalisme moderne (privé ou bureaucratique) n'était pas encore sortie de la base étroite qu'elle avait acquise dans un secteur du milieu étudiant. Tout au contraire, et quoiqu'affectent d'en croire le gouvernement et les journaux aussi bien que les idéologues de la sociologie moderniste, *le mouvement de mai ne fut pas un mouvement d'étudiants.* Ce fut un mouvement révolutionnaire prolétarien, resurgissant d'un demi-siècle d'écrasement et, normalement, *dépossédé* de tout : son paradoxe malheureux fut de ne pouvoir prendre la parole et prendre figure concrètement que sur le *terrain* éminemment défavorable d'une révolte d'étudiants : les rues tenues par les émeutiers autour du Quartier Latin et les bâtiments occupés dans cette zone, qui avaient généralement dépendu de l'Education Nationale. Au lieu de s'attarder sur la parodie historique, effectivement risible, des étudiants léninistes, ou staliniens chinois, qui se déguisaient en prolétaires, et du coup en avant-garde dirigeante du prolétariat, il faut voir que c'est au contraire la fraction la plus avancée des travailleurs, inorganisés, et séparés par toutes les formes de répression, qui s'est vue *déguisée en étudiants,* dans l'imagerie rassurante des syndicats et de l'information spectaculaire. Le mouvement de mai ne fut pas une quelconque théorie politique qui cherchait ses exécutants ouvriers : ce fut le prolétariat agissant qui cherchait sa conscience théorique.

Que le *sabotage* de l'Université, par quelques groupes de jeunes révolutionnaires qui étaient en fait notoirement des *anti-étudiants,* à Nantes et à Nanterre (en ce qui concerne les « Enragés », et non certes la majorité du « 22 mars » qui prit tardivement la relève de leur activité), ait donné *l'occasion* de développer des formes de lutte directe que le mécontentement des ouvriers, principalement les jeunes, avait déjà choisies dans les premiers mois de 1968, par exemple à Caen et à Redon, voilà une circonstance qui n'est aucunement fondamentale, et qui ne pouvait en rien nuire au mouvement. Ce qui fut nuisible, c'est que la grève lancée en tant que *grève sauvage,* contre toutes les volontés et les manœuvres des syndicats, ait pu être ensuite contrôlée par les syndicats. Ils acceptèrent la grève qu'ils n'avaient pu empêcher, ce qui a toujours été la conduite d'un syndicat devant une grève sauvage ; mais cette fois ils durent l'accepter à l'échelle nationale. Et en acceptant cette grève générale « non-officielle », ils restèrent acceptés par elle. Ils restèrent en possession des portes des usines, et *isolèrent du mouvement réel* à la fois l'immense majorité des ouvriers en bloc, et chaque entreprise relativement à toutes les autres. De sorte que l'action la plus unitaire et la plus *radicale* dans sa critique qu'on ait jamais vue fut en même temps une somme d'isolements, et un festival de platitudes dans les revendications officiellement soutenues. De même qu'ils avaient dû laisser la grève générale s'affirmer *par fragments,* qui aboutirent à une quasi-unanimité, les syndicats s'employèrent à liquider la grève par fragments, en faisant accepter dans chaque branche, par le terrorisme du truquage et des liaisons monopolisées, les miettes qui avaient été encore rejetées *par tous* le 27 mai. La grève révolutionnaire fut ainsi ramenée à un équilibre de *guerre froide* entre les bureaucraties syndi-

cales et les travailleurs. Les syndicats *reconnurent* la grève à condition que la grève reconnût tacitement, par sa passivité dans la pratique, *qu'elle ne servirait à rien.* Les syndicats n'ont pas « manqué une occasion » d'être révolutionnaires parce que, des staliniens aux réformistes embourgeoisés, ils ne le sont absolument pas. Et ils n'ont pas manqué une occasion d'être *réformistes avec de grands résultats,* parce que la situation était trop dangereusement révolutionnaire pour qu'ils prennent le risque de jouer avec ; pour qu'ils s'attachent même à en tirer parti. Ils voulaient, très manifestement, que cela finisse d'urgence, à n'importe quel prix. Ici, l'hypocrisie stalinienne, rejointe d'admirable façon par les sociologues semi-gauchistes (cf. Coudray, dans *La Brèche,* Editions du Seuil, 1968) feint, seulement à l'usage de moments si exceptionnels, un extraordinaire respect de la compétence des ouvriers, de leur « décision » expérimentée que l'on suppose, avec le plus fantastique cynisme, clairement débattue, adoptée en connaissance de cause, reconnaissable d'une façon absolument univoque : les ouvriers, pour une fois, sauraient bien ce qu'ils veulent, parce « qu'ils ne voulaient pas la révolution » ! Mais les obstacles et les baillons que les bureaucrates ont accumulés, en suant l'angoisse et le mensonge, devant cette *non-volonté* supposée des ouvriers, constituent la meilleure preuve de leur volonté réelle, désarmée et redoutable. C'est seulement en oubliant la totalité historique du mouvement de la société moderne que l'on peut se gargariser de ce positivisme circulaire, qui croit retrouver partout comme rationnel l'ordre existant, parce qu'il élève sa « science » jusqu'à considérer cet ordre successivement du côté de la demande et du côté de la réponse. Ainsi, le même Coudray note que « si l'on a ces syndicats, on ne peut avoir que 5 % et si c'est 5 % que l'on veut, ces syndicats y suffisent ». En laissant de côté la question de leurs intentions en relation avec leur vie réelle et ses intérêts, ce qui pour le moins manque à tous ces messieurs, c'est la dialectique.

Les ouvriers, qui avaient naturellement — comme toujours et comme partout — d'excellents motifs de mécontentement, ont commencé la grève sauvage parce qu'ils ont senti *la situation révolutionnaire* créée par les nouvelles formes de sabotage dans l'Université, et les erreurs successives du gouvernement dans ses réactions. Ils étaient évidemment aussi indifférents que nous aux formes ou réformes de l'institution universitaire ; mais certainement pas à la critique de la culture, du paysage et de la vie quotidienne du capitalisme avancé, critique qui s'étendit si vite à partir de la première déchirure de ce voile universitaire.

Les ouvriers, en faisant la grève sauvage, ont *démenti les menteurs* qui parlaient en leur nom. Dans la masse des entreprises, ils n'ont pas su aller jusqu'à prendre véridiquement la parole pour leur compte, et *dire ce qu'ils voulaient.* Mais pour dire ce qu'ils veulent, il faut déjà que les travailleurs créent, par leur action autonome, les conditions concrètes, *partout inexistantes,* qui leur permettent de parler et d'agir. Le manque, presque partout, de ce dialogue, de cette liaison, aussi bien que de la connaissance théorique des buts autonomes de la lutte de classe prolétarienne (ces deux catégories de facteurs ne pouvant se développer qu'ensemble), a empêché les travailleurs *d'exproprier les expropriateurs de leur vie réelle.* Ainsi, le noyau avancé des travailleurs, autour duquel prendra forme la prochaine organisation révolutionnaire prolétarienne, vint au Quartier Latin en *parent pauvre* du « réformisme étudiant », lui-même produit largement artificiel de la pseudo-information ; ou de l'illusionnisme groupusculaire. C'étaient de jeunes ouvriers ; des employés ; des travailleurs de bureaux occupés ; des blousons noirs et chômeurs ; des lycéens révoltés, qui étaient souvent ces fils d'ouvriers que le capitalisme moderne recrute pour cette instruction au rabais destinée à préparer le fonctionnement de l'industrie développée (« *Staliniens, vos fils sont avec nous !* ») ; des « intellectuels perdus » et des « Katangais ».

Qu'une proportion non négligeable des étudiants français, et surtout pa-

risiens, ait participé au mouvement, voilà un fait évident, mais qui ne peut servir à le caractériser fondamentalement, ni même être accepté comme un de ses points principaux. Sur 150 000 *étudiants* parisiens, 10 à 20 000 tout au plus furent présents dans les heures les moins dures des manifestations, et quelques milliers seulement dans les violents affrontements de rue. L'unique moment de la crise qui a dépendu des seuls étudiants — ce fut du reste un des moments décisifs de son extension — a été l'émeute spontanée du Quartier Latin, le 3 mai, après l'arrestation des responsables gauchistes dans la Sorbonne. Au lendemain de l'occupation de la Sorbonne, près de la moitié des participants de ses assemblées générales, alors qu'elles avaient visiblement pris une fonction insurrectionnelle, étaient encore des étudiants inquiets des modalités de leurs examens, et souhaitant quelque réforme de l'Université qui leur fût favorable. Sans doute un nombre un peu supérieur des participants *étudiants* admettait que la question du pouvoir était posée ; mais ceux-ci l'admettaient le plus souvent en tant que naïve clientèle des petits partis gauchistes ; en spectateurs des vieux schémas léninistes, ou même de l'exotisme extrême-oriental du stalinisme maoïste. Ces groupuscules, en effet, avaient leur base quasi-exclusive dans le milieu étudiant ; et la *misère* qui s'était conservée là était clairement lisible dans la quasi-totalité des tracts émanant de ce milieu : néant des Kravetz, bêtise des Péninou. Les meilleures interventions des ouvriers ac-



**LA FIN DE LA TRANQUILLITÉ**

«— Pourquoi étiez-vous mêlés aux étudiants ? demande le président. Il y avait aussi des mouvements ouvriers qui occupaient la faculté. Nous y étions à ce titre». Tel n'est pas l'avis du président qui pense qu'il s'agit plutôt d'agissements de malfaiteurs de droit commun qui ont profité des événements pour commettre des vols.»

**Le Monde** (14-9-68).

«Le Général de Gaulle a pris le parti de transformer les structures, pour le moins fatiguées, de notre pays... C'est la voie des réformes. C'est la tâche d'une génération, c'est la seule qui puisse éviter les révolutions dont mai 1968 était les prémices.»

Alain Griotteray (déclaration citée dans **Le Monde** du 12-4-69).

courus, dans les premières journées de la Sorbonne, furent souvent accueillies par la pédante et hautaine sottise de ces étudiants qui se rêvaient docteurs ès-révolutions, quoique les mêmes fussent prêts à saliver et applaudir au stimulus du plus maladroit manipulateur avançant quelque ineptie tout en citant « la classe ouvrière ». Cependant le fait même que les groupements recrutent une certaine quantité d'étudiants est déjà un signe du malaise dans la société actuelle : les groupuscules sont l'expression théâtrale d'une révolte réelle et vague, qui cherche ses raisons au rabais. Enfin, le fait qu'une petite fraction des étudiants a vraiment adhéré à toutes les exigences radicales de mai témoigne encore de la profondeur de ce mouvement ; et reste à leur honneur.

Bien que plusieurs milliers d'étudiants aient pu, en tant qu'individus, à travers leur expérience de 1968, se détacher plus ou moins complètement de la place qui leur est assignée dans la société, la masse des étudiants n'en a pas été transformée. Ceci, non en vertu de la platitude pseudo-marxiste qui considère comme déterminante l'*origine* sociale des étudiants, très majoritairement bourgeoise ou petite-bourgeoise, mais bien plutôt à cause du destin social qui définit l'étudiant : le *devenir* de l'étudiant est la vérité de son être. Et il est massivement fabriqué et conditionné pour le haut, le moyen ou le petit encadrement de la production industrielle moderne. L'étudiant est du reste malhonnête quand il se scandalise de « découvrir » cette logique de sa formation — qui a toujours été franchement déclarée. Que les incertitudes économiques de son emploi optimum, et surtout la mise en question du caractère véritablement désirable des « privilèges » que la société présente peut lui offrir, aient eu un rôle dans son désarroi et sa révolte, c'est certain. Mais c'est justement en ceci que l'étudiant fournit le bétail avide de trouver sa marque de qualité dans l'idéologie de l'un ou l'autre des groupuscules bureaucratiques. L'étudiant qui se rêve bolchevik ou stalinien-conquérant (c'est-à-dire : le maoïste) joue sur les deux tableaux : il escompte bien gérer quelque fragment de la société en tant que cadre du capitalisme, par le simple résultat de ses études, si le changement du pouvoir ne vient pas répondre à ses vœux. Et dans le cas où son rêve se réaliserait, il se voit la gérant plus glorieusement, avec un plus beau grade, en tant que cadre politique « scientifiquement » garanti. Les rêves de domination des groupuscules se traduisent souvent avec maladresse dans l'expression de mépris que leurs fanatiques croient pouvoir se permettre, vis-à-vis de quelques aspects des revendications ouvrières, qu'ils ont souvent qualifiées de simplement « alimentaires ». On voit déjà poindre là, dans l'impuissance qui ferait mieux de se taire, le dédain que ces gauchistes seraient heureux de pouvoir opposer au mécontentement futur de ces mêmes travailleurs le jour où eux, spécialistes auto-patentés des intérêts généraux du prolétariat, pourraient tenir « dans leurs mains fragiles » ainsi opportunément renforcées, le pouvoir étatique et la police, comme à Cronstadt, comme à Pékin. Une fois mise à part cette perspective de ceux qui sont les porteurs de germes de bureaucraties souveraines, on ne peut rien reconnaître de sérieux aux oppositions sociologico-journalistiques entre les étudiants rebelles, qui seraient censés refuser « la société de consommation », et les ouvriers, qui seraient encore avides d'y accéder. La consommation en question n'est que celle des marchandises. C'est une consommation hiérarchique, et qui croît pour tous, mais en se hiérarchisant davantage. La baisse et la falsification de la valeur d'usage sont présentes pour tous, quoique inégalement, dans la marchandise moderne. Tout le monde vit cette consommation des marchandises spectaculaires *et* réelles dans une pauvreté fondamentale, « parce qu'elle n'est pas elle-même au-delà de la privation, mais qu'elle est la privation devenue plus riche » (*La Société du Spectacle*). Les ouvriers aussi passent leur vie à consommer le spectacle, la passivité, le mensonge idéologique et marchand. Mais en outre ils ont moins d'illusions que personne sur les conditions concrètes que leur impose, sur ce que leur coûte, dans tous les moments de leur vie, la *production* de tout ceci.

Pour cet ensemble de raisons, les étudiants, comme couche sociale elle aussi en crise, n'ont rien été d'autre, en mai 1968, que *l'arrière-garde* de tout le mouvement.

La déficience presque générale de la fraction des étudiants qui affirmait des intentions révolutionnaires a été certainement, par rapport au temps libre que ceux-ci *auraient pu* consacrer à l'élucidation des problèmes de la révolution, lamentable, mais très secondaire. La déficience de la grande masse des travailleurs, tenue en laisse et baillonnée, a été, au contraire, bien excusable, mais décisive. La définition et l'analyse des situationnistes quant aux *moments principaux* de la crise ont été exposés dans le livre de René Viénet, *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations* (Gallimard, 1968). Il nous suffira ici de résumer les points retenus par ce livre, rédigé à Bruxelles dans les trois dernières semaines de juillet, avec les documents déjà disponibles, mais dont aucune conclusion ne nous semble devoir être modifiée. De janvier à mars, le groupe des Enragés de Nanterre (relayé tardivement en avril par le « mouvement du 22 mars ») entreprit avec succès le sabotage des cours et des locaux. La répression, trop tardive et fort maladroite, par le Conseil de l'Université, assortie de deux fermetures successives de la Faculté de Nanterre, entraîna l'émeute spontanée des étudiants, le 3 mai au Quartier Latin. L'Université fut paralysée par la police et par la grève. Une semaine de lutte dans la rue donna l'occasion aux jeunes ouvriers de passer à l'émeute ; aux staliniens de se discréditer chaque jour par d'incroyables calomnies ; aux dirigeants gauchistes du S.N.E. Sup. et des groupuscules, d'étaler leur manque d'imagination et de rigueur ; au gouvernement, d'user toujours à contre-temps de la force et des concessions malheureuses. Dans la nuit du 10 au 11 mai, le soulèvement qui s'empara du quartier environnant la rue Gay-Lussac et put le tenir plus de huit heures, en résistant sur soixante barricades, réveilla tout le pays, et amena le gouvernement à une capitulation majeure : il retira du Quartier Latin les forces du maintien de l'ordre, et rouvrit la Sorbonne qu'il ne pouvait plus faire fonctionner. La période du 13 au 17 mai fut celle de l'ascension irrésistible du mouvement, devenu une crise révolutionnaire générale, le 16 étant sans doute la journée décisive dans laquelle les usines commencèrent à se déclarer pour la grève sauvage. Le 13, la simple journée de grève générale décrétée par les grandes organisations bureaucratiques pour achever vite et bien le mouvement, en en tirant si possible quelque avantage, ne fut en réalité qu'un début : les ouvriers et les étudiants de Nantes attaquèrent la préfecture, et ceux qui rentrèrent dans la Sorbonne comme occupants l'ouvrirent aux travailleurs. La Sorbonne devint à l'instant un « club populaire » en regard duquel le langage et les revendications des clubs de 1848 paraissent timides. Le 14, les ouvriers nantais de Sud-Aviation occupèrent leur usine, tout en séquestrant les managers. Leur exemple fut suivi le 15 par deux ou trois entreprises, et par davantage à partir du 16, jour où la base imposa la grève chez Renault à Billancourt. La quasi-totalité des entreprises allaient suivre ; et la quasi-totalité des institutions, des idées et des habitudes allaient être contestées dans les jours suivants. Le gouvernement et les staliniens s'employèrent fébrilement à arrêter la crise par la dissolution de sa force principale : ils s'accordèrent sur des concessions de salaire susceptibles de faire reprendre tout de suite le travail. Le 27, la base rejeta partout « les accords de Grenelle ». Le régime, qu'un mois de dévouement stalinien n'avait pu sauver, se vit perdu. Les staliniens eux-mêmes envisagèrent, le 29, l'effondrement du gaullisme, et s'apprêtèrent à contre-cœur à ramasser, avec le reste de la gauche, son dangereux héritage : la révolution sociale à désarmer ou à écraser. Si, devant la panique de la bourgeoisie et l'usure rapide du frein stalinien, de Gaulle s'était retiré, le nouveau pouvoir n'eût été que l'alliance précédente affaiblie, mais *officialisée* : les staliniens auraient défendu un gouvernement, par exemple Mendès-Waldeck, avec des milices bourgeoises, des activistes du parti et des fragments de l'armée. Ils auraient essayé de faire non du Kerensky, mais du

Noske. De Gaulle, plus ferme que les cadres de son administration, soulagea les staliniens et annonçant, le 30, qu'il essaierait de se maintenir par tous les moyens : c'est-à-dire en engageant l'armée pour ouvrir la guerre civile, pour tenir ou reconquérir Paris. « Les staliniens, enchantés, se gardèrent bien d'appeler à maintenir la grève jusqu'à la chute du régime. Ils s'empressèrent de se rallier aux élections gaullistes, quel qu'en dût être pour eux le prix. Dans de telles conditions, l'alternative était immédiatement entre l'affirmation autonome du prolétariat ou la défaite complète du mouvement ; entre la révolution des Conseils et les accords de Grenelle. Le mouvement révolutionnaire ne pouvait en finir avec le P.C.F. sans avoir d'abord chassé de Gaulle. La forme du pouvoir des travailleurs qui aurait pu se développer dans la phase après-gaulliste de la crise, se trouvant bloquée à la fois par le vieil Etat réaffirmé et le P.C.F., n'eut plus aucune chance de prendre de vitesse sa défaite en marche. » (Viénet, *op. cit.*). Le reflux commença, quoique les travailleurs aient poursuivi obstinément, pendant une ou plusieurs semaines, la grève que tous leurs syndicats les pressaient d'arrêter. Naturellement, la bourgeoisie n'avait pas disparu en France ; elle était seulement muette de terreur. Au 30 mai, elle resurgit, avec la petite bourgeoisie conformiste, pour appuyer l'Etat. Mais cet Etat, déjà si bien défendu par la gauche bureaucratique, aussi longtemps que les travailleurs n'avaient pas éliminé la base du pouvoir de ces bureaucrates en imposant la forme de leur propre pouvoir autonome, ne pouvait tomber que s'il le voulait bien. Les travailleurs lui laissèrent cette liberté, et en subirent les conséquences normales. Ils n'avaient pas, en majorité, reconnu le sens total de leur propre mouvement ; et personne ne pouvait le faire à leur place.

Si, dans une seule grande usine, entre le 16 et le 30 mai, une assemblée générale s'était constituée en *Conseil* détenant tous les pouvoirs de décision et d'exécution, chassant les bureaucrates, organisant son auto-défense et appelant les grévistes de toutes les entreprises à se mettre en liaison avec elle, ce dernier pas qualitatif franchi eût pu porter le mouvement tout de suite à la *lutte finale* dont il a tracé historiquement toutes les directives. Un très grand nombre d'entreprises aurait suivi la voie ainsi découverte. Immédiatement, cette usine eût pu se substituer à l'incertaine et, à tous égards, excentrique Sorbonne des premiers jours, pour devenir le centre réel du mouvement des occupations : de véritables *délégués* des nombreux conseils existant déjà virtuellement dans certains bâtiments occupés, et de tous ceux qui auraient pu s'imposer dans toutes les branches de l'industrie, se seraient ralliés autour de cette base. Une telle assemblée eût pu alors proclamer l'expropriation de tout le capital, *y compris étatique* ; annoncer que tous les moyens de production du pays étaient désormais la propriété collective du prolétariat organisé en démocratie directe ; et en appeler directement — par exemple, en saisissant enfin quelques-uns des moyens techniques des télécommunications — aux travailleurs du monde entier pour soutenir cette révolution. Certains diront qu'une telle hypothèse est utopique. Nous répondrons : c'est justement parce que le mouvement des occupations a été objectivement, à plusieurs instants, *à une heure* d'un tel résultat, qu'il a répandu une telle épouvante, lisible par tous sur le moment dans l'impuissance de l'Etat et l'affolement du parti dit communiste, et depuis dans la conspiration du silence qui est faite sur sa gravité. Au point que des millions de témoins, repris par « l'organisation sociale de l'apparence » qui leur présente cette époque comme une folie passagère de la jeunesse — peut-être même uniquement universitaire — doivent se demander à quel point n'est pas elle-même folle une société qui a pu ainsi *laisser passer* une si stupéfiante aberration.

Naturellement, dans cette perspective, la guerre civile était inévitable. Si l'affrontement armé n'avait plus dépendu de ce que le gouvernement craignait ou feignait de craindre quant aux mauvaises intentions éventuelles du parti dit communiste mais, tout objectivement, de la consolida-

tion d'un pouvoir prolétarien direct dans une base industrielle (pouvoir évidemment total, et non quelque « pouvoir ouvrier » limité à on ne sait quel pseudo-contrôle de la production de sa propre aliénation), la contre-révolution armée eût été déclenchée sûrement aussitôt. Mais elle n'était pas sûre de gagner. Une partie des troupes se serait évidemment mutinée ; les ouvriers auraient su trouver des armes, et n'auraient certainement plus construit de barricades — bonnes sans doute comme forme d'expression *politique* au début du mouvement, mais évidemment dérisoires *stratégiquement* (et tous les Malraux qui disent *a posteriori* que les tanks eussent emporté la rue Gay-Lussac bien plus vite que la gendarmerie mobile ont certes raison sur ce point, mais pouvaient-ils alors couvrir *politiquement* les dépenses d'une telle victoire ? Ils ne s'y sont pas risqués, en tout cas, ils ont préféré faire les morts ; et ce n'est certainement pas par humanisme qu'ils ont digéré cette humiliation). L'invasion étrangère eût suivi fatalement, quoi qu'en pensent certains idéologues (on peut avoir lu Hegel et Clausewitz, et n'être que Glucksmann), sans doute à partir des forces de l'O.T.A.N., mais avec l'appui indirect ou direct du « Pacte de Varsovie ». Mais alors, tout aurait été sur-le-champ rejoué à quitte ou double devant le prolétariat d'Europe.

Depuis la défaite du mouvement des occupations, ceux qui y ont participé aussi bien que ceux qui ont dû le subir, ont souvent posé la question : « Etait-ce une révolution ? ». L'emploi répandu, dans la presse et la vie quotidienne, d'un terme lâchement neutre — « les événements » —, signale précisément le recul devant une réponse ; devant même la formulation de la question. Il faut placer une telle question dans sa vraie lumière historique. La « réussite » ou l' « échec » d'une révolution, référence triviale des journalistes et des gouvernements, ne signifient rien dans l'affaire, pour la simple raison que, depuis les révolutions bourgeoises, *aucune révolution n'a encore réussi* : aucune n'a aboli les classes. La révolution prolétarienne n'a vaincu nulle part jusqu'ici, mais le processus pratique à travers lequel son projet se manifeste a déjà créé une dizaine, au moins, de moments révolutionnaires d'une extrême importance historique, auxquels il est convenu d'accorder le nom de révolutions. Jamais le *contenu total* de la révolution prolétarienne ne s'y est déployé ; mais chaque fois il s'agit d'une interruption essentielle de l'ordre socio-économique dominant, et de l'apparition de nouvelles formes et de nouvelles conceptions de la vie réelle, phénomènes variés qui ne peuvent être compris et jugés que dans leur signification d'ensemble, qui n'est pas elle-même séparable de l'avenir historique qu'elle peut avoir. De tous les critères partiels utilisés pour accorder ou non le titre de révolution à telle période de trouble dans le pouvoir étatique, le plus mauvais est assurément celui qui considère si le régime politique alors en place est tombé ou a surnagé. Ce critère, abondamment invoqué après mai par les penseurs du gaullisme, est le même qui permet à l'information au jour le jour de qualifier de révolution n'importe quel *putsch* militaire qui aura changé dans l'année le régime du Brésil, du Ghana, de l'Irak, et on en passe. Mais la révolution de 1905 n'a pas abattu le pouvoir tsariste, qui a seulement fait quelques concessions provisoires. La révolution espagnole de 1936 ne supprima pas formellement le pouvoir politique existant : elle surgissait au demeurant d'un soulèvement prolétarien commencé pour maintenir cette République contre Franco. Et la révolution hongroise de 1956 n'a pas aboli le gouvernement bureaucratique-libéral de Nagy. A considérer en outre d'autres limitations regrettables, le mouvement hongrois eut beaucoup d'aspects d'un soulèvement national contre une domination étrangère ; et ce caractère de résistance nationale, quoique moins important dans la Commune, avait cependant un rôle dans ses origines. Celle-ci ne supplanta le pouvoir de Thiers que dans les limites de Paris. Et le soviet de Saint-Pétersbourg en 1905 n'en vint même jamais à prendre le contrôle de la capitale. Toutes les crises citées ici comme exemples, inachevées dans leurs réalisations pratiques et même dans leurs contenus, apportèrent cependant assez de nouveautés radicales, et mi-



**UN SLOGAN DE MAI**

Cette inscription, tracée sur un mur du boulevard de Port-Royal, reproduit exactement celle dont le n° 8 de cette revue (p. 42) avait publié la photographie. Elle gagnait certainement en force à accompagner, cette fois, une grève sauvage étendue à tout le pays.

rent assez gravement en échec les sociétés qu'elles affectaient, pour être légitimement qualifiées de révolution. Quant à vouloir juger des révolutions par l'ampleur de la tuerie qu'elles entraînent, cette vision romantique ne mérite pas d'être discutée. D'incontestables révolutions se sont affirmées par des heurts fort peu sanglants, même la Commune de Paris, qui allait finir en massacre ; et quantité d'affrontements civils ont accumulé les morts par milliers sans être en rien des révolutions. Généralement, ce ne sont pas les révolutions qui sont sanglantes, mais la réaction et la répression qu'on y oppose dans un deuxième temps. On sait que la question du nombre des morts dans le mouvement de mai a donné lieu à une polémique sur laquelle les tenants de l'ordre, provisoirement rassurés, ne cessent de revenir. La vérité officielle est qu'il n'y eut que cinq morts, tués sur le coup, dont un seul policier. Tous ceux qui l'affirment ajoutent eux-mêmes que c'est un bonheur invraisemblable. Ce qui ajoute beaucoup à l'invraisemblance scientifique, c'est que l'on n'a jamais admis qu'un seul des très nombreux blessés graves ait pu mourir dans les jours suivants : cette chance singulière n'est pourtant pas due à des secours chirurgicaux rapides, surtout lors de la nuit de Gay-Lussac. Par ailleurs, si un facile truquage pour sous-estimer le nombre des morts était fort utile *sur le moment* pour le gouvernement aux abois, il est resté fort utile *après*, pour des raisons différentes. Mais enfin, dans l'ensemble, les preuves rétrospectives du caractère révolutionnaire du mouvement des occupations sont aussi éclatantes que celles qu'il a jetées à la face du monde *en existant :* la preuve qu'il avait ébauché une légitimité nouvelle, c'est que le régime rétabli en juin n'a jamais cru pouvoir poursuivre, pour atteindre à la même sûreté in-

térieure de l'Etat, les responsables d'actions manifestement illégales qui l'avaient partiellement dépouillé de son autorité, voire de ses bâtiments. Mais le plus évident, pour ceux qui connaissent l'histoire de notre siècle, est encore ceci : tout ce que les staliniens ont fait, sans répit, à tous les stades, pour combattre le mouvement, prouve que la révolution était là.

Tandis que les staliniens représentèrent, comme toujours, en quelque sorte l'idéal de la bureaucratie anti-ouvrière comme forme pure, les embryons bureaucratiques des gauchismes étaient en porte-à-faux. Tous ménageaient ostensiblement les bureaucraties effectives, tant par calcul que par idéologie (à l'exception du « 22 mars », qui se contentait de ménager ses propres noyauteurs, J.C.R., maoïstes, etc.). De sorte qu'il ne leur restait plus qu'à vouloir « pousser à gauche » — mais seulement en fonction de leurs propres calculs déficients — à la fois un mouvement spontané qui était bien plus extrémiste qu'eux, et des appareils qui ne pouvaient en aucun cas faire des concessions au gauchisme dans une situation si manifestement révolutionnaire. Aussi les illusions pseudo-stratégiques fleurirent-elles abondamment : certains gauchistes croient que l'occupation d'un quelconque ministère dans la nuit du 24 mai, aurait assuré la victoire du mouvement (mais d'autres gauchistes manœuvrèrent alors pour empêcher un « excès » qui n'entrait pas dans leur propre planification de la victoire). D'autres, en attendant le rêve plus modeste d'en conserver la gestion « responsable » et dératisée pour y tenir une « université d'été », crurent que les facultés deviendraient des bases de la guérilla urbaine (toutes tombèrent après la grève ouvrière sans s'être défendues, et déjà la Sorbonne, alors même qu'elle était le centre momentané du mouvement en expansion, toutes portes ouvertes et presque dépeuplée vers la fin de la nuit critique du 16 au 17 mai, eût pu être reprise en moins d'une heure par un raid de C.R.S.). Ne voulant pas voir que le mouvement allait déjà au-delà d'un changement politique dans l'Etat, et en quels termes était posé l'enjeu réel (une prise de conscience *cohérente*, totale, dans les entreprises), les groupuscules travaillèrent assurément contre cette perspective, en répandant à foison les illusions mangées aux mites et en donnant partout le mauvais exemple de cette conduite bureaucratique vomie par tous les travailleurs révolutionnaires ; enfin, en parodiant de la manière la plus malheureuse toutes les formes de révolutions du passé, le parlementarisme comme la guerilla dans le style zapatiste, sans que ce pauvre cinéma recoupât jamais la moindre réalité. Les idéologues attardés des petits partis gauchistes, adorateurs des erreurs d'un passé révolutionnaire disparu, étaient normalement fort désarmés pour comprendre un mouvement *moderne*. Et leur somme éclectique, enrichie d'incohérence moderniste cousue de bouts de ficelle, le « mouvement du 22 mars », combina presque toutes les tares idéologiques du passé avec les défauts du confusionnisme naïf. Les récupérateurs étaient installés à la direction de ceux-là mêmes qui manifestaient leur crainte de « la récupération », considérée d'ailleurs vaguement comme un péril d'une nature quelque peu mystique, faute de la moindre connaissance des vérités élémentaires sur la récupération et sur l'organisation ; sur ce qu'est un délégué et sur ce qu'est un « porte-parole » irresponsable, tenant de ce fait la direction, puisque le principal pouvoir effectif du « 22 mars » fut de parler aux journalistes. Leurs vedettes dérisoires venaient sous tous les *sunlights* pour déclarer à la presse qu'elles prenaient garde de ne pas devenir vedettes.

Les « Comités d'action », qui s'étaient formés spontanément un peu partout, se trouvèrent sur la frontière ambiguë entre la démocratie directe et l'incohérence noyautée et récupérée. Cette contradiction divisait intérieurement presque tous ces comités. Mais la division était encore plus claire entre les deux types principaux d'organisation que la même étiquette recouvrit. D'un côté, il y eut des comités formés sur une base *locale* (C.A. de quartiers ou d'entreprises, comités d'oc-

cupation de certains bâtiments tombés aux mains du mouvement révolutionnaire), ou bien constitués pour accomplir certaines tâches spécialisées dont la nécessité pratique était évidente, notamment l'extension internationaliste du mouvement (C.A. italien, maghrébin, etc.). De l'autre côté, on vit se multiplier des comités *professionnels*, tentative de restauration du vieux syndicalisme, mais le plus souvent à l'usage de semi-privilégiés, donc avec un caractère nettement corporatiste, comme tribune des spécialistes séparés qui voulaient, en tant que tels, se rallier au mouvement, y survivre, et même y pêcher quelque avantage en notoriété (« Etats Généraux du Cinéma », Union des Ecrivains, C.A. de l'Institut d'Anglais, et la suite). L'opposition des méthodes était encore plus nette que l'opposition des buts. Là, les décisions étaient exécutoires ; ici, elles étaient des vœux abstraits. Là, elles préfiguraient le pouvoir révolutionnaire des Conseils ; ici, elles parodiaient les groupes de pression du pouvoir étatique.

Les bâtiments occupés, quand ils ne furent pas sous l'autorité des « loyaux gérants » syndicalistes, et dans la mesure où ils ne restèrent pas isolés comme possession pseudoféodale de la seule assemblée de leurs habituels usagers universitaires (par exemple la Sorbonne des premiers jours, les bâtiments ouverts aux travailleurs et zonards par les « étudiants » de Nantes, l'I.N.S.A. où s'installèrent des ouvriers révolutionnaires de Lyon, l'Institut Pédagogique National), constituaient un des points les plus forts du mouvement. La logique propre de ces occupations pouvait conduire aux meilleurs développements : on doit noter, du reste, combien un mouvement qui resta paradoxalement timide devant la perspective de la *réquisition* des marchandises, ne s'inquiétait aucunement de s'être déjà approprié une part du capital immobilier de l'Etat.

Si la reprise de cet exemple dans les usines fut finalement empêchée, il faut dire aussi que le style créé par beaucoup de ces occupations laissait grandement à désirer. Presque partout les routines conservées empêchèrent de voir la portée de la situation, les instruments qu'elle offrait pour l'action en cours. Par exemple, le numéro 77 d'*Informations Correspondance Ouvrières* (janvier 1969) objecte au livre de Viénet — qui avait cité leur présence à Censier — que les travailleurs depuis longtemps en contact autour de ce bulletin « n'ont pas « siégé » : ni à la Sorbonne, ni à Censier, ni ailleurs; tous étaient engagés dans la grève sur leur lieu de travail » et « dans les assemblées, dans la rue ». « Ils n'ont jamais pensé tenir, sous une forme ou sous une autre une « permanence » dans les facultés, encore moins se constituer en « liaison ouvrière » ou en « conseil », fut-ce pour le « maintien des occupations » ; ce qu'ils disent considérer comme « une participation à des organismes parallèles dont la finalité aurait été de se substituer au travailleur ». Plus loin, *I.C.O.* ajoute qu'ils avaient tout de même tenu là « deux réunions par semaine » de leur groupe parce que « les facultés et notamment Censier, plus calme, offraient des salles gratuites et disponibles ». Ainsi, les scrupules des travailleurs d'*I.C.O.* (que l'on veut bien supposer des travailleurs aussi efficaces que modestes là où ils s'engagent dans la grève, sur les lieux précis de leur travail et dans les rues avoisinantes) les ont menés à ne voir dans un des aspects les plus originaux de la crise que la possibilité de remplacer leur café habituel en empruntant des salles gratuites dans une faculté calme. Ils conviennent aussi, mais d'un air toujours aussi satisfait, que nombre de leurs camarades ont « rapidement cessé d'assister aux réunions d'*I.C.O.* parce qu'ils n'y trouvaient pas une réponse à leur désir de « faire quelque chose ». Ainsi, « faire quelque chose » est devenu automatiquement, pour ces travailleurs, la honteuse tendance à se substituer « au travailleur », en quelque sorte à l'être du travailleur en soi qui n'existerait, par définition, que dans son usine, là où par exemple les staliniens l'obligeront à se taire, et où *I.C.O.* devrait normalement attendre que tous les travailleurs se soient purement libérés *sur place* (sinon, ne risque-t-on pas de se substituer à ce vrai travailleur encore muet ?). Un tel choix idéo-

logique de la dispersion est un défi au besoin essentiel dont tant de travailleurs ont ressenti en mai l'urgence vitale : la coordination et la communication des luttes et des idées à partir de bases de rencontres libres, extérieurement à leurs usines soumises à la police syndicale. Pourtant *I.C.O.* n'a pas été, ni avant ni depuis mai, jusqu'au bout de son raisonnement métaphysique. Il existe, en tant que publication ronéotypée à travers laquelle quelques dizaines de travailleurs se résignent à « substituer » leurs analyses à celles que peuvent faire spontanément quelques centaines d'autres travailleurs qui ne l'ont pas rédigé. Le numéro 78, de février, nous apprend même qu'« en un an, le tirage d'*I.C.O.* est passé de 600 exemplaires à 1 000 ». Mais ce *Conseil pour le maintien des occupations,* par exemple, qui semble choquer la vertu d'*I.C.O.,* rien qu'en occupant l'Institut Pédagogique National, et sans préjudice de ses autres activités ou publications du moment, a pu faire tirer gratuitement à 100 000 exemplaires, par une entente immédiatement obtenue avec les grévistes de l'imprimerie de l'I.P.N. à Montrouge, des textes dont le tirage fut répandu, dans sa très grande majorité, parmi d'autres travailleurs en grève; et dont personne n'a jusqu'à présent essayé de montrer que le contenu pouvait viser le moins du monde à se substituer aux décisions de quelque travailleur que ce soit. Et la participation aux liaisons assurées par le C.M.D.O., à Paris et en province, n'a jamais été contradictoire avec la présence de grévistes sur leurs lieux de travail (ni, certes, dans les rues). De plus, quelques typographes grévistes du C.M.D.O. trouvaient fort bon de travailler n'importe où ailleurs sur les machines disponibles, plutôt que de rester passifs dans « leur » entreprise.

Si les puristes de l'inaction ouvrière ont certainement manqué là des occasions de prendre la parole, en réponse à toutes les fois où ils furent contraints à un silence qui est devenu chez eux une sorte de fière habitude, la présence d'une foule de noyauteurs néo-bolcheviks fut beaucoup plus nuisible. Mais le pire fut encore l'extrême *manque d'homogénéité* de l'assemblée qui, dans les premiers jours de l'occupation de la Sorbonne, se retrouva, sans l'avoir voulu ni même clairement compris, le centre exemplaire d'un mouvement qui entraîna les usines. Ce manque d'homogénéité sociale découlait d'abord du poids numérique écrasant des étudiants, malgré la bonne volonté de beaucoup d'entre eux, aggravé même par une assez forte proportion de visiteurs obéissant à des motivations simplement touristiques : c'est une telle base objective qui permit le déploiement des plus grossières manœuvres des Péninou ou des Krivine. L'ambiguïté des participants s'ajoutait à l'ambiguïté essentielle des actes d'une assemblée improvisée qui, par la force des choses, en était venue à *représenter* (à tous les sens du mot, et donc aussi au plus mauvais sens) la perspective conseilliste pour tout le pays. Cette assemblée prenait à la fois des décisions pour la Sorbonne — d'ailleurs mal, d'une manière mystifiée : elle ne put même jamais devenir maîtresse de son propre fonctionnement — et pour la société en crise : elle voulait et proclamait, en termes maladroits mais sincères, l'union avec les travailleurs, la négation du vieux monde. En disant ses fautes, n'oublions pas combien elle a été *écoutée.* Le même numéro 77 d'*I.C.O.* reproche aux situationnistes d'avoir cherché alors dans cette assemblée l'acte exemplaire à faire « entrer dans la légende » ; d'y avoir placé quelques têtes « sur le podium de l'histoire ». Nous croyons, nous, n'avoir mis personne en vedette sur une tribune historique, mais nous pensons aussi que l'affectation d'ironie supérieure de ces « belles âmes » ouvrières tombe fort mal. *C'était* une tribune historique.

La révolution ayant été perdante, les mécanismes socio-techniques de la fausse conscience devaient naturellement se rétablir, intacts pour l'essentiel : le spectacle se heurte à sa négation pure, et nul réformisme ne peut ensuite venir majorer, ne serait-ce que de 7 %, les concessions qu'il accorde à la réalité. Voilà ce que suffirait à montrer aux moins avertis l'examen des *trois cents livres*

environ qui ont paru, à ne considérer que l'édition en France même, dans l'année qui a suivi le mouvement des occupations. Ce n'est pas ce nombre de livres qui pourrait être raillé ou blâmé, comme ont cru devoir le déclarer certains obsédés du péril de la récupération ; qui pourtant ont d'autant moins de raisons d'être inquiets qu'il n'y a généralement pas grand chose chez eux qui puisse attirer la cupidité des récupérateurs. Le fait que tant de livres aient été publiés signifie principalement que l'importance historique du mouvement a été profondément ressentie, malgré les incompréhensions et les dénégations intéressées. Ce qui est criticable, beaucoup plus simplement, c'est que, sur trois cents livres, il n'y en ait guère que dix qui méritent d'être lus, qu'il s'agisse de récits et d'analyses échappant à des idéologies risibles, ou de recueils de documents non-truqués. La sous-information ou la falsification, qui dominent sur toute la ligne, ont trouvé une application privilégiée dans la manière dont on a, presque toujours, rendu compte de l'activité des situationnistes. Sans parler même des livres qui se bornent à garder le silence sur ce point, ou à quelques imputations absurdes, trois styles de contre-vérité ont été choisis par autant de séries de ces ouvrages. Le premier modèle consiste à limiter l'action de l'I.S. à Strasbourg, dix-huit mois auparavant, comme premier déclenchement lointain d'une crise dont elle aurait ensuite disparu (c'est également la position du livre des Cohn-Bendit, qui a même réussi à ne pas dire un mot sur l'existence du groupe des « Enragés » à Nanterre). Le deuxième modèle, mensonge cette fois positif et non plus par omission, affirme contre toute évidence que les situationnistes auraient accepté d'avoir un contact quelconque avec le « mouvement du 22 mars » ; et beaucoup vont jusqu'à nous y fondre complètement. Enfin, le troisième modèle nous présente comme un groupe autonome d'irresponsables et de furieux, surgissant par surprise, voire à main armée, à la Sorbonne ou ailleurs, pour semer un monstrueux désordre; et proférant les plus extravagantes exigences.

Pourtant, il est difficile de nier une certaine continuité dans l'action des situationnistes en 1967-1968. Il semble même que cette continuité ait été précisément ressentie comme un désagrément par ceux qui prétendent, à grands coups d'*interviews* ou de recrutements, se faire attribuer un rôle de *leader* du mouvement, rôle que l'I.S., pour sa part, a toujours repoussé : leur stupide ambition porte certains de ces gens à cacher ce que, justement, ils connaissent un peu mieux que d'autres. La théorie situationniste s'était trouvée pour beaucoup dans l'origine de cette critique généralisée qui produisit les premiers incidents de la crise de mai, et qui se déploya avec elle. Ceci n'était pas seulement le fait de notre intervention contre l'Université de Strasbourg. Les livres de Vaneigem et Debord, par exemple, dans les quelques mois précédant mai, avaient été répandus déjà à 2 ou 3 000 exemplaires chaque, surtout à Paris, et une proportion inhabituelle en avait été lue par des travailleurs révolutionnaires (d'après certains indices, il paraît que ces deux livres ont été, du moins relativement à leur tirage, *les plus volés* en librairie de l'année 1968). A travers le groupe des Enragés, l'I.S. peut se flatter de n'avoir pas été sans importance dans l'origine précise de l'agitation de Nanterre, qui mena si loin. Enfin, nous croyons n'être pas trop restés en deçà du grand mouvement spontané des masses qui domina le pays en mai 1968, tant par ce que nous avons fait à la Sorbonne que par les diverses formes d'action que put ensuite mener le « Conseil pour le maintien des occupations ». En plus de l'I.S. proprement dite, ou d'un bon nombre d'individus qui en admettaient les thèses et agirent en conséquence, bien d'autres encore défendirent des perspectives situationnistes, soit par une influence directe, soit inconsciemment, parce qu'elles étaient en grande partie celles que cette époque de crise révolutionnaire portait objectivement. Ceux qui en doutent n'ont qu'à *lire les murs* (pour qui n'a pas eu cette expérience directe, citons le recueil de photographies publié par Walter Lewino, *L'imagination au pouvoir*, Losfeld, 1968).

On peut donc avancer que la minimisation systématique de l'I.S. n'est qu'un détail homologue à la minimisation actuelle, et normale dans l'op-

tique dominante, de l'ensemble du mouvement des occupations. L'espèce de jalousie éprouvée par certains gauchistes, et qui contribue fortement à cette besogne, est du reste complètement hors de propos. Les groupuscules les plus gauchistes n'ont aucun motif de se poser en rivaux de l'I.S., parce que l'I.S. n'est pas un groupe dans leur genre, les concurrençant sur le terrain de leur militantisme ou prétendant comme eux diriger le mouvement révolutionnaire, au nom de l'interprétation prétendue « correcte » de telle vérité pétrifiée extraite du marxisme ou de l'anarchisme. Voir ainsi la question, c'est oublier que, contrairement à ces redites abstraites où d'anciennes conclusions toujours actuelles dans les luttes de classes se trouvent inextricablement mélangées à une foule d'erreurs ou d'impostures qui s'entredéchirent, l'I.S. avait principalement apporté un *esprit nouveau* dans les débats théoriques sur la société, la culture, la vie. Cet esprit était, assurément, révolutionnaire. Il a pu se lier, dans une certaine mesure, au mouvement révolutionnaire réel qui recommençait. Et c'est dans la mesure même où ce mouvement avait lui aussi un caractère nouveau qu'il s'est trouvé *ressembler* à l'I.S., qu'il en a partiellement repris à son compte les thèses ; et nullement par un processus politique traditionnel d'adhésion ou de suivisme. Le caractère largement nouveau de ce mouvement pratique est précisément lisible dans cette *influence* même, tout à fait étrangère à un rôle directif, que l'I.S. s'est trouvée exercer. Toutes les tendances gauchistes — y compris le « 22 mars » qui tenait dans son bric-à-brac du léninisme, du stalinisme chinois, de l'anarchisme, et même un zeste de « situationnisme » incompris — s'appuyaient très explicitement sur un long passé de luttes, d'exemples, de doctrines cent fois publiées et discutées. Sans doute, ces luttes et ces publications avaient été étouffées par la réaction stalinienne, négligées par les intellectuels bourgeois. Mais elles étaient cependant infiniment plus accessibles que les positions nouvelles de l'I.S., qui n'avaient jamais pu se faire connaître que par nos propres publications et activités récentes. Si les rares documents connus de l'I.S. ont rencontré une telle audience, c'est évidemment qu'une partie de la critique pratique avancée se reconnaissait d'elle-même dans ce langage. Ainsi, nous nous trouvons maintenant en assez bonne position pour dire ce que mai fut essentiellement, même dans sa part demeurée latente : pour rendre conscientes les tendances inconscientes du mouvement des occupations. D'autres, qui mentent, disent qu'il n'y avait rien à comprendre dans ce déchaînement absurde ; ou bien ne décrivent comme le tout, à travers l'écran de leur idéologie, que des aspects réels plus anciens et moins importants; ou bien continuent l'« argumentisme » à travers maintenant de nouveaux sujets de « questionnement » nourri de lui-même. Ils ont pour eux les grands journaux et les petites amitiés, la sociologie et les gros tirages. Nous n'avons rien de tout cela, et nous ne tenons notre droit à la parole que de nous-mêmes. Et pourtant, ce qu'ils disent de mai devra s'éloigner dans l'indifférence et être oublié ; et c'est ce que nous en disons, nous, qui devra rester, qui finalement sera cru et sera repris.

L'influence de la théorie situationniste se lit, aussi bien que sur les murs, dans les actions des révolutionnaires de Nantes et dans celles, différemment exemplaires, des Enragés à Nanterre. On voit, dans la presse du début de 1968, quelle indignation répondit aux nouvelles formes d'action inaugurées ou systématisées par les Enragés. Nanterre-dans-la-boue y devenait « Nanterre-la-Folie » parce que quelques « voyous de campus » s'étaient mis un jour d'accord sur le fait que « tout ce qui est discutable est à discuter », et parce qu'ils voulaient « qu'on se le dise ».

De fait, ceux qui se rencontrèrent alors et formèrent le *Groupe des Enragés* n'avaient pas d'idée d'agitation préconçue. Ces «étudiants» n'étaient là que pour la forme, et *les bourses.* Il arriva seulement que les ornières et les bidonvilles leur furent moins odieux que les bâtiments de béton, la balourde fatuité étudiante, et les arrières-pensées des professeurs mo-

dernistes. Ils voyaient là un reste d'humanité, quand ils ne trouvaient que misère, ennui, ou mensonge, dans le bouillon de culture où pataugeaient de concert Lefebvre et son honnêteté, Touraine et la fin de la lutte des classes, Bouricaud et ses gros bras, Lourau et son avenir. De plus, ils connaissaient les thèses situationnistes, savaient que les têtes pensantes du ghetto les connaissaient, y pensaient souvent, et y puisaient leur modernisme. Ils décidèrent que tout le monde le saurait, et s'employèrent à démasquer le mensonge, se réservant de trouver plus tard d'autres terrains de jeux : ils comptaient bien que, les menteurs et les étudiants chassés, la Faculté




**DÉTAIL D'UNE BANDE DESSINÉE DES ENRAGÉS** (publiée le 14-2-68).

détruite, la chance leur nouerait d'autres rencontres, à une autre échelle, et qu'alors « bonheur et malheur prendraient forme ».

Leur passé, qu'ils ne cachaient pas (origine majoritairement anarchiste mais aussi surréaliste, dans certain cas trotskiste) eut tôt fait d'inquiéter ceux auxquels ils se heurtèrent d'abord : les vieux groupuscules gauchistes, trotskistes du C.L.E.R. ou étudiants anarchistes englobant Daniel Cohn-Bendit, se disputant tous sur le manque d'avenir de l'U.N.E.F. et la fonction de psychologue. Le choix qu'ils firent d'exclusions nombreuses et sans indulgence inutile les garantit contre le succès qu'ils connurent rapidement auprès d'une vingtaine d'*étudiants;* il les garantissait aussi des adhérents débiles, de tous ceux qui guettaient un situationnisme sans situationniste où ils pourraient porter leurs obsessions et leurs misères. Dans ces conditions, le groupe, qui atteignit parfois la quinzaine, fut le plus souvent formé d'une demi-douzaine d'agitateurs. On a vu que c'était suffisant.

Les méthodes qu'employèrent les Enragés, sabotages de cours en particulier, si elles sont aujourd'hui banales dans les Facultés comme dans les lycées, scandalisèrent profondément aussi bien les gauchistes que les bons étudiants, les premiers organisant même parfois des services d'ordre pour protéger les professeurs d'une pluie d'injures et d'oranges pourries. La généralisation de l'usage de l'insulte méritée, du graffiti, le mot d'ordre de boycott inconditionnel des examens, la distribution de tracts dans les locaux universitaires, le scandale quotidien de leur existence enfin, attirèrent sur les Enragés la première tentative de répression : convocation de Riesel et Bigorgne devant le doyen, le 25 janvier ; expulsion de Cheval hors de la résidence au début de février ; interdiction de séjour (fin février), puis cinq ans d'exclusion de l'Université française (début avril) pour Bigorgne. Entretenue par les groupuscules, une agitation plus étroitement politique commença à se développer parallèlement.

Cependant, les vieux singes de la Réserve, perdus dans l'imbroglio de la mise en scène de leur « pensée », ne s'inquiétèrent que tardivement. Il fallut donc les forcer à faire la grimace, tel Morin s'écriant, vert de dépit, sous les applaudissements des étudiants : « L'autre jour vous m'avez rejeté aux poubelles de l'Histoire... » — Interruption : « Comment se fait-il que tu en sois ressorti ? » — « Je préfère être du

côté des poubelles que du côté de ceux qui les manient, et en tout cas, je préfère être du côté des poubelles que du côté des crématoires ! » Tel encore Touraine, bavant de rage et hurlant : « J'en ai assez des anarchistes, et encore plus des situationnistes ! Pour le moment, c'est moi qui commande ici, et si un jour c'était vous, je m'en irais dans les endroits où l'on sait ce que c'est que le travail. » Ce n'est qu'un an plus tard que les découvertes de ces précurseurs trouvèrent leur usage, dans les articles de Raymond Aron et d'Etiemble, protestant contre l'impossibilité de travailler, et la montée du totalitarisme gauchiste et du fascisme rouge. A partir du 26 janvier, les interruptions violentes des cours ne cessèrent presque pas, jusqu'au 22 mars. Elles entretenaient une agitation permanente en vue de la réalisation de plusieurs projets qui avortèrent : publication d'une brochure au début de mai, et aussi envahissement et pillage du bâtiment administratif de la Faculté, avec l'aide des révolutionnaires nantais, au début de mars. Avant d'en voir tant, le Doyen Grappin dénonçait dans sa conférence de presse du 28 mars « un groupe d'étudiants irresponsables, qui depuis quelques mois perturbent les cours et les examens, et pratiquent des méthodes de partisans dans la Faculté... Ces étudiants ne se rattachent à aucune organisation politique connue. Ils constituent un élément explosif dans un milieu très sensible. » Quant à la brochure, l'imprimeur des Enragés avança moins vite que la révolution. Après la crise, il fallut renoncer à publier un texte qui eût paru prétendre au prophétisme après l'événement.

Tout ceci explique l'intérêt que les Enragés prirent à la soirée du 22 mars, quelque pût être leur méfiance *a priori* pour l'ensemble des autres protestataires. Tandis que Cohn-Bendit, déjà star au firmament nanterrois, parlementait avec les moins décidés, dix Enragés seuls s'installèrent dans la salle du Conseil de Faculté, où ils ne furent rejoints que 22 minutes plus tard par le futur « Mouvement du 22 Mars ». On sait (cf. Viénet) comment et pourquoi ils se retirèrent de cette farce. Ils voyaient, de plus, que la police n'arrivait pas et qu'ils ne pourraient avec de tels gens réaliser le seul objectif qu'ils s'étaient fixé pour la nuit : détruire complètement les dossiers d'examens. Aux premières heures du 23, ils décidaient d'exclure cinq d'entre eux qui avaient refusé de quitter la salle, par crainte de « se couper des masses » étudiantes !

Il est certes piquant de constater qu'aux origines du mouvement de mai on trouve un règlement de comptes avec les penseurs doubles du gang argumentiste. Mais, en s'attaquant à la laide cohorte des penseurs subversifs appointés par l'État, les Enragés faisaient autre chose que vider une querelle ancienne : ils parlaient déjà en tant que *mouvement des occupations* luttant pour l'occupation réelle, par tous les hommes, de tous les secteurs de la vie sociale régis par le mensonge. Et de même, en écrivant sur des murs en béton « prenez vos désirs pour la réalité », ils détruisaient déjà l'idéologie récupératrice de « l'imagination au pouvoir », prétentieusement lancée par le « 22 mars ». C'est qu'ils avaient des désirs, et les autres pas d'imagination.

Les Enragés ne revinrent presque plus à Nanterre en avril. Les velléités de démocratie directe affichées par le « mouvement du 22 mars » étaient évidemment irréalisables en si mauvaise compagnie, et ils refusaient d'avance la petite place qu'on était tout prêt à leur faire comme amuseurs extrémistes, à gauche de la dérisoire « Commission culture et créativité ». A l'opposé la reprise par les étudiants nanterrois, quoique dans un but trouble d'anti-impérialisme, de certaines de leurs techniques d'agitation, signifiait que le débat commençait à être placé sur le terrain qu'ils avaient voulu définir. Les étudiants de Paris qui avaient attaqué la police le 3 mai, en réponse à la dernière des maladresses de l'admi-

nistration universitaire, le prouvèrent aussi : le violent tract de mise en garde des Enragés *La rage au ventre*, distribué le 6 mai, ne put indigner que les léninistes qu'il dénonçait, tant il était à la mesure exacte du mouvement réel ; en deux journées de combat de rue, les émeutiers avaient trouvé son mode d'emploi. L'activité autonome des Enragés s'acheva d'une manière aussi conséquente qu'elle avait commencé. Ils furent traités *en situationnistes* avant même d'être dans l'I.S., puisque les récupérateurs gauchistes s'inspirèrent d'eux en croyant pouvoir les cacher, par leur propre étalage devant ces journalistes que les Enragés avaient évidemment repoussés. Le terme même d'« Enragés », par lequel Riesel a donné une marque inoubliable au mouvement des occupations, prit tardivement et pour quelque temps une signification publicitaire « cohn-bendiste ».

La succession rapide des luttes dans la rue, dans la première décade de mai, avait tout de suite rassemblé les membres de l'I.S., les Enragés, et quelques autres camarades. Cet accord fut formalisé au lendemain de l'occupation de la Sorbonne, le 14 mai, quand ils se fédérèrent dans un « Comité Enragés-I.S. », qui commença le même jour à publier quelques documents portant cette signature. Une plus large expression autonome des thèses situationnistes à l'intérieur du mouvement s'en suivit, mais il ne s'agissait pas de poser des principes particuliers d'après lesquels nous aurions prétendu modeler le mouvement réel : en disant ce que nous pensions, nous disions *qui* nous étions, alors que tant d'autres se déguisaient pour expliquer qu'il fallait suivre la politique correcte de leur comité central. Ce soir-là, l'assemblée générale de la Sorbonne, effectivement ouverte aux travailleurs, entreprit d'organiser son pouvoir sur place, et René Riesel, qui y avait affirmé les positions les plus radicales sur l'organisation même de la Sorbonne et sur l'extension totale de la lutte commencée, fut élu au premier Comité d'Occupation. Le 15, les situationnistes présents à Paris adressèrent en province et à l'étranger une circulaire : *Aux membres de l'I.S., aux camarades qui se sont déclarés en accord avec nos thèses*. Ce texte analysait brièvement le processus en cours et ses développements possibles, par ordre de probabilité décroissante — épuisement du mouvement au cas où il resterait limité « chez les étudiants avant que l'agitation anti-bureaucratique n'ait gagné plus le milieu ouvrier » ; répression ; ou enfin « révolution sociale ? » Il comportait aussi un compte-rendu de notre activité jusque-là, et appelait à agir tout de suite au maximum « pour faire connaître, soutenir, étendre l'agitation ». Nous proposions comme thèmes immédiats en France : « l'occupation des usines » (on venait d'apprendre l'occupation de Sud-Aviation, survenue la veille au soir) ; « constitution de Conseils Ouvriers ; la fermeture définitive de l'Université, critique complète de toutes les aliénations ». Il faut noter que c'était la première fois, depuis que l'I.S. existe, que nous demandions à qui que ce fût, même parmi les plus proches de nos positions, de faire quelque chose. Aussi notre circulaire ne resta-t-elle pas sans écho, et notamment dans quelques-unes des villes où le mouvement de mai s'imposait le plus fortement. Le 16 au soir, l'I.S. lança une deuxième circulaire, exposant les développements de la journée et prévoyant « une épreuve de force majeure ». La grève générale interrompit là cette série, qui fut reprise sous une autre forme, après le 20 mai, par les émissaires que le C.M.D.O. envoyait en province et à l'étranger.

Le livre de Viénet a décrit en détails comment le Comité d'occupation de la Sorbonne, réélu en bloc par l'assemblée générale du 15 au soir, vit disparaître sur la pointe des pieds la majorité des ses membres, qui pliaient devant les manœuvres et les tentatives d'intimidation d'une bureaucratie informelle s'employant à ressaisir souterrainement la Sorbonne (U.N.E.F., M.A.U., J.C.R., etc.). Les Enragés et les situationnistes se trouvèrent donc avoir la responsabilité du Comité d'occupation les 16 et 17 mai. L'assemblée générale du 17 n'ayant finalement



**DERNIER RAPPORT DU COMITÉ D'OCCUPATION A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE *DE LA SORBONNE, LE 17 MAI***

«Que nous importe le jugement qui pourra être ultérieurement porté sur nos obscures personnalités. Si nous avons constaté les différences politiques qui existent entre la majorité de la Commune et nous, ce n'est pas pour attirer le blâme sur les uns et l'éloge sur les autres. C'est pour que plus tard, si la Commune était vaincue, on sache qu'elle était autre que ce qu'elle a paru être jusqu'ici.»

Gustave Lefrançais,
**Discours à ses mandants du 4ᵉ arrondissement,** le 20 mai 1871.

pas approuvé les actes par lesquels ce Comité avait exercé son mandat, et ne les ayant du reste pas davantage désapprouvés (les manipulateurs empêchèrent tout vote de l'assemblée), nous avons aussitôt déclaré que nous quittions la Sorbonne défaillante, et tous ceux qui s'étaient groupés autour de ce Comité d'occupation s'en allèrent avec nous : ils allaient constituer le noyau du Conseil pour le maintien des occupations. Il convient de faire remarquer que le deuxième Comité d'occupation, élu après notre départ, resta en fonction, identique à lui-même et de la glorieuse manière que l'on sait, jusqu'au retour de la police en juin. *Jamais plus il ne fut question de faire réélire chaque jour par l'assemblée ses délégués révoquables.* Ce Comité de professionnels en vint même vite par la suite à supprimer les assemblées générales, qui n'étaient à ses yeux qu'une cause de trouble et une perte de temps. Au contraire, les situationnistes peuvent résumer leur action dans la Sorbonne par cette seule formule : « tout le pouvoir à l'assemblée générale ». Aussi est-il plaisant d'entendre maintenant parler du

*pouvoir situationniste* dans la Sorbonne, alors que la réalité de ce « pouvoir » fut de rappeler constamment le principe de la démocratie directe ici même et partout, de dénoncer d'une façon ininterrompue récupérateurs et bureaucrates, d'exiger de l'assemblée générale qu'elle prenne ses responsabilités *en décidant,* et en rendant toutes ses décisions exécutoires.

Notre Comité d'occupation, par son attitude conséquente, avait soulevé l'indignation générale des manipulateurs et bureaucrates gauchistes. Si nous avions défendu dans la Sorbonne les principes et les méthodes de la démocratie directe, nous étions pourtant assez dépourvus d'illusions sur la composition sociale et le niveau général de conscience de cette assemblée : nous mesurions bien le paradoxe d'une délégation plus ferme que ses mandants dans cette volonté de démocratie directe, et nous voyions qu'il ne pouvait durer. Mais nous nous étions surtout employés à mettre au service de la grève sauvage qui commençait les moyens, non négligeables, que nous offraient la possession de la Sorbonne. C'est ainsi que le Comité d'occupation lança le 16, à 15 heures, une brève déclaration par laquelle il appelait « à l'occupation immédiate de toutes les usines en France et à la formation de Conseils Ouvriers ». Le reste de ce qui nous fut reproché n'était presque rien en regard du scandale que causa partout — sauf chez les « occupants de base » — ce « téméraire » engagement de la Sorbonne. Pourtant, à cet instant, deux ou trois usines étaient occupées, une partie des transporteurs des N.M.P.P. essayaient de bloquer la distribution des journaux, et plusieurs ateliers de Renault, comme on allait l'apprendre deux heures après, commençaient avec succès à faire interrompre le travail. On se demande au nom de quoi des individus sans titre pouvaient prétendre gérer la Sorbonne s'ils n'étaient pas partisans de la saisie par les travailleurs de toutes les propriétés dans le pays ? Il nous semble qu'en se prononçant de la sorte, la Sorbonne apporta une dernière réponse restant encore au niveau du mouvement dont les usines prenaient heureusement la suite, c'est-à-dire au niveau de la réponse qu'elles apportaient elles-mêmes aux premières luttes limitées du Quartier Latin. Certainement, cet appel n'allait pas contre les intentions de la majorité des gens qui étaient alors dans la Sorbonne, et qui firent tant pour le répandre. D'ailleurs, les occupations d'usines s'étendant, même les bureaucrates gauchistes devinrent partisans d'un fait sur lequel ils n'avaient pas osé se compromettre la veille, quoique sans renier leur hostilité aux Conseils. Le mouvement des occupations n'avait vraiment pas besoin d'une approbation de la Sorbonne pour s'étendre à d'autres entreprises. Mais, outre le fait qu'à ce moment chaque heure comptait pour relier toutes les usines à l'action commencée par quelques-unes, tandis que les syndicats essayaient partout de gagner du temps pour empêcher l'arrêt général du travail, et qu'un tel appel à cet endroit connut sur le champ une grande diffusion, y compris radiophonique, il nous paraissait surtout important de montrer, avec la lutte qui commençait, le *maximum* auquel elle devait tendre tout de suite. Les usines n'allèrent pas jusqu'à former des Conseils, et les grévistes qui commençaient à accourir à la Sorbonne n'y découvrirent certes pas le modèle.

Il est permis de penser que cet appel contribua à ouvrir çà et là quelques perspectives de lutte radicale. En tout cas, il figure certainement parmi les faits de cette journée qui inspirèrent le plus de craintes. On sait que le Premier ministre, à 19 heures, faisait diffuser un communiqué affirmant que le gouvernement « en présence de diverses tentatives annoncées ou amorcées par des groupes d'extrémistes pour provoquer une agitation généralisée », ferait tout pour maintenir « la paix publique » et l'ordre républicain, « dès lors que la réforme universitaire ne serait plus qu'un prétexte pour plonger le pays dans le désordre ». On rappelait en même temps 10 000 réservistes de la gendarmerie. La « réforme universitaire » n'était effectivement qu'un prétexte, même pour le gouverne-

ment, qui masquait sous cette honorable nécessité, si brusquement découverte par lui, son recul devant l'émeute au Quartier Latin.

Le Conseil pour le maintien des occupations, occupant d'abord l'I.P.N. rue d'Ulm, fit de son mieux pendant la suite d'une crise à laquelle, dès que la grève fut générale et s'immobilisa dans la défensive, aucun groupe révolutionnaire organisé existant alors n'avait d'ailleurs plus les moyens d'apporter une contribution notable. Réunissant les situationnistes, les Enragés, et de trente à soixante autres révolutionnaires conseillistes (dont moins d'un dixième peuvent être comptés comme étudiants), le C.M.D.O. assura un grand nombre de liaisons en France et au-dehors, s'employant particulièrement, vers la fin du mouvement, à en faire connaître la signification aux révolutionnaires d'autres pays, qui ne pouvaient manquer de s'en inspirer. Il publia, à près de 200 000 exemplaires pour chacun des plus importants, un certain nombre d'affiches et de documents, dont les principaux furent le *Rapport sur l'occupation de la Sorbonne*, du 19 mai ; *Pour le pouvoir des Conseils Ouvriers*, du 22 ; et l'*Adresse à tous les travailleurs*, du 30. Le C.M.D.O., qui n'avait été dirigé ni embrigadé pour le futur par personne, « convint de se dissoudre le 15 juin (...) Le C.M.D.O. n'avait rien cherché à obtenir *pour lui*, pas même à mener un quelconque recrutement en vue d'une existence permanente. Ses participants ne séparaient pas leurs buts personnels des buts généraux du mouvement. C'étaient des individus indépendants, qui s'étaient groupés pour une lutte, sur des bases déterminées, dans un moment précis ; et qui redevinrent indépendants après elle. » (Viénet, *op. cit.*). Le Conseil pour le maintien des occupations avait été « un lien, pas un pouvoir ».

Certains nous ont reproché, en mai et depuis, d'avoir critiqué tout le monde, et ainsi de n'avoir présenté comme acceptable que la seule activité des situationnistes. C'est inexact. Nous avons approuvé le mouvement des masses, dans toute sa profondeur, et les initiatives remarquables de dizaines de milliers d'individus. Nous avons approuvé la conduite de quelques groupes révolutionnaires que nous avons pu connaître, à Nantes et à Lyon ; ainsi que les actes de tous ceux qui ont été en contact avec le C.M.D.O. Les documents cités par Viénet montrent à l'évidence qu'en outre nous approuvons *partiellement* nombre de déclarations émanant de Comités d'action. Il est certain que beaucoup de groupes ou comités qui sont restés inconnus de nous pendant la crise auraient eu notre approbation si nous avions eu l'occasion d'en être informés — et il est encore plus patent que, les ignorant, nous n'avons pu d'aucune manière les critiquer. Ceci dit, quand il s'agit des petits partis gauchistes et du « 22 mars », de Barjonet ou de Lapassade, il serait tout de même surprenant que l'on attendît de nous quelque approbation polie, quand on connaît nos positions préalables, et quand on peut constater quelle a été dans cette période l'activité des gens en question.

Pas davantage nous n'avons prétendu que certaines formes d'action qu'à revêtu le mouvement des occupations — à l'exception peut-être de l'emploi des bandes dessinées critiques — aient eu une origine directement situationniste. Nous voyons, au contraire, l'origine de toutes dans *des luttes ouvrières* « sauvages » ; et depuis plusieurs années certains numéros de notre revue les avaient citées à mesure, en spécifiant bien d'où elles venaient. Ce sont les ouvriers qui, les premiers, ont attaqué le siège d'un journal pour protester contre la falsification des informations les concernant (à Liège en 1961) ; qui ont brûlé les voitures (à Merlebach en 1962) ; qui ont commencé à écrire sur les murs les formules de la nouvelle révolution (« Ici finit la liberté », sur un mur de l'usine Rhodiaceta en 1967). En revanche, on peut signaler, évident prélude à l'activité des Enragés à Nanterre, qu'à Strasbourg, le 26 octobre 1966, pour la première fois un professeur d'Université fut pris à partie et chassé de sa chaire : c'est le sort que les

situationnistes firent subir au cybernéticien Abraham Moles lors de son cours inaugural.

Tous nos textes publiés pendant le mouvement des occupations montrent que les situationnistes n'ont jamais répandu d'illusions, à ce moment, sur les chances d'un succès complet du mouvement. Nous savions que ce mouvement révolutionnaire, objectivement possible et nécessaire, était parti subjectivement de très bas : spontané et émietté, ignorant son propre passé et la totalité de ses buts, il revenait d'un demi-siècle d'écrasement, et trouvait devant lui tous ses vainqueurs encore bien en place, bureaucrates et bourgeois. Une victoire durable de la révolution n'était à nos yeux qu'une très faible possibilité, entre le 17 et le 30 mai. Mais, du moment que cette chance existait, nous l'avons montrée comme le *maximum* en jeu à partir d'un certain point atteint par la crise, et qui valait certainement d'être risqué. Déjà, à nos yeux, le mouvement était alors, quoi qu'il pût advenir, une grande victoire historique, et nous pensions que *la moitié seulement* de ce qui s'était déjà produit eût été un résultat très significatif.

Personne ne peut nier que l'I.S., opposée également en ceci à tous les groupuscules, s'est refusée à toute propagande en sa faveur. Ni le C.M.D.O. n'a arboré le « drapeau situationniste », ni aucun de nos textes de cette époque n'a parlé de l'I.S., excepté pour répondre à l'impudente invite de front commun lancée par Barjonet au lendemain du meeting de Charléty. Et parmi les multiples sigles publicitaires des groupes à vocation dirigeante, on n'a pas pu voir une seule inscription évoquant l'I.S. tracée sur les murs de Paris ; dont cependant nos partisans étaient sans doute les principaux maîtres.

Il nous semble, et nous présentons cette conclusion d'abord aux camarades d'autres pays qui connaîtront une crise de cette nature, que ces exemples montrent ce que peuvent faire, dans le premier stade de réapparition du mouvement révolutionnaire prolétarien, quelques individus, cohérents pour l'essentiel. En mai, il n'y avait à Paris qu'une dizaine de situationnistes et d'Enragés, et aucun en province. Mais l'heureuse conjonction de l'improvisation révolutionnaire spontanée et d'une sorte d'aura de sympathie qui existait autour de l'I.S. permirent de coordonner une action assez vaste, non seulement à Paris, mais dans plusieurs grandes villes, comme s'il s'était agi d'une organisation préexistante à l'échelle nationale. Plus largement même que cette organisation spontanée, une sorte de vague et mystérieuse menace situationniste fut ressentie et dénoncée en beaucoup d'endroits : en étaient les porteurs quelques centaines, voire quelques milliers, d'individus que les bureaucrates et les modérés qualifiaient de situationnistes ou, plus souvent, selon l'abréviation populaire qui apparut à cette époque, de *situs*. Nous nous considérons comme honorés par le fait que ce terme de « situ », qui paraît avoir trouvé son origine péjorative dans le langage de certains milieux étudiants de province, non seulement a servi à désigner les plus extrémistes participants du mouvement des occupations, mais encore comportait certaines connotations évoquant le vandale, le voleur, le voyou.

Nous ne pensons pas avoir évité de commettre des fautes. C'est encore pour l'instruction de camarades qui peuvent se trouver ultérieurement dans des circonstances similaires, que nous les énumérons ici.

Dans la rue Gay-Lussac, où nous nous retrouvions par petits groupes rassemblés spontanément, chacun de ces groupes rencontra plusieurs dizaines de personnes connues, ou qui seulement nous connaissaient de vue et venaient nous parler. Puis chacun, dans l'admirable désordre que présentait ce « quartier libéré », même longtemps avant l'inévitable attaque des policiers, s'éloignait vers telle « frontière » ou tel préparatif de défense. De sorte que, non seulement tous ceux-là restèrent plus ou moins isolés, mais nos



**BARRICADE SPARTAKISTE**

«Noske tire avec l'artillerie — Spartakus n'a que l'infanterie — Les grenades frappent dans nos rangs — Les chiens de Noske donnent l'assaut à Büxenstein.»

**Chanson des ouvriers, soldats et matelots de Berlin,** 1919

citée **in** Georges Glaser,
**Secret et Violence.**

«Rue Gay-Lussac, les rebelles — n'ont que les voitures à brûler...
Ils nous lancent comme grêle — grenades et gaz chlorés — Nous ne trouvons que des pelles — et couteaux pour nous armer.»

**Chanson du C.M.D.O.**

groupes mêmes, le plus souvent, ne purent se joindre. Ce fut une lourde erreur de notre part de n'avoir pas tout de suite demandé à tous de rester groupés. En moins d'une heure, un groupe agissant ainsi eût inévitablement fait boule de neige, en rassemblant tout ce que nous pouvions connaître parmi ces barricadiers — où chacun de nous retrouvait plus d'amis qu'on en rencontre au hasard en une année dans Paris. On pouvait ainsi former une bande de deux à trois cents personnes, se connaissant et agissant ensemble, ce qui justement a le plus manqué dans cette lutte dispersée. Sans doute, le rapport numérique avec les forces qui cernaient le quartier, environ trois fois plus nombreuses que les émeutiers, sans parler même de la supériorité de leur armement, condamnait de toute façon cette lutte à l'échec. Mais un tel groupe pouvait permettre une certaine liberté de manœuvre, soit par quelque contre-charge sur un point du périmètre attaqué, soit en poussant les barricades à l'est de la rue Mouffetard, zone assez mal tenue par la police jusqu'à une heure très tardive, pour ouvrir une

voie de retraite à tous ceux qui furent pris dans le filet (quelques centaines n'échappant que par chance, grâce au précaire refuge de l'Ecole Normale Supérieure).

Au Comité d'occupation de la Sorbonne, nous avons fait, vu les conditions et la précipitation du moment, à peu près tout ce que nous pouvions faire. On ne peut nous reprocher de n'avoir pas fait davantage pour modifier l'architecture de ce triste édifice, dont nous n'eûmes même pas le temps de faire le tour. Il est vrai qu'une chapelle y subsistait, fermée, mais nous avions appelé par affiche les occupants — et Riesel également dans son intervention à l'assemblée générale du 14 mai — à la détruire au plus vite. D'autre part, « Radio-Sorbonne » n'existe nullement en tant qu'appareil *émetteur*, et on ne doit donc pas nous blâmer de ne pas l'avoir employé. Il va de soi que nous n'avons pas envisagé ni préparé l'incendie du bâtiment, le 17 mai, comme le bruit en a couru alors à la suite de quelque calomnies obscures des groupuscules : cette date suffit à montrer combien le projet eût été impolitique. Nous ne nous sommes pas davantage dispersés sur les détails, quelque utilité qu'on puisse leur reconnaître : ainsi, c'est pure fantaisie quand Jean Maitron avance que « le restaurant et la cuisine de la Sorbonne... sont restés jusqu'en juin contrôlés par les « situationnistes ». Très peu d'étudiants parmi eux. Beaucoup de jeunes sans travail. » (*La Sorbonne par elle-même*, p. 114, Editions Ouvrières, 1968). Nous devons toutefois nous reprocher cette erreur : les camarades chargés d'envoyer au tirage les tracts et déclarations émanant du Comité d'occupation, à partir de 17 heures le 16 mai, remplacèrent la signature « Comité d'occupation de la Sorbonne » par « Comité d'occupation de l'Université autonome et populaire de la Sorbonne », et personne ne s'en avisa. Il est sûr que c'était une régression d'une certaine portée, car la Sorbonne n'avait d'intérêt à nos yeux qu'en tant que *bâtiment saisi par le mouvement révolutionnaire*, et cette signature donnait à croire que nous pouvions reconnaître le lieu comme prétendant encore être une *Université*, fut-elle « autonome et populaire » ; chose que nous méprisons en tout cas, et qu'il était d'autant plus fâcheux de paraître accepter en un tel moment. Une faute d'inattention, moins importante, fut commise le 17 mai quand un tract, émanant d'ouvriers de la base venus de Renault, fut diffusé sous la signature « Comité d'occupation ». Le Comité d'occupation avait certes très bien fait de fournir des moyens d'expression, sans aucune censure, à ces travailleurs, mais il fallait préciser que ce texte était rédigé par eux, et se trouvait seulement *édité* par le Comité d'occupation ; et ceci d'autant plus que ces ouvriers, appelant à continuer les « marches sur Renault », admettaient encore à cette heure l'argument mystifiant des syndicats sur la nécessité de garder fermées les portes de l'usine, pour qu'une attaque de la police ne pût pas prendre prétexte et avantage de leur ouverture.

Le C.M.D.O. oublia de faire porter sur chacune de ses publications la mention « imprimé par des ouvriers en grève », qui certainement eût été exemplaire, en parfait accord avec les théories qu'elles évoquaient, et qui eût donné une excellente réplique à l'habituelle marque syndicale des imprimeries de presse. Erreur plus grave : tandis qu'un usage excellent était fait du téléphone, nous avons complètement négligé la possibilité de nous servir des *téléscripteurs* qui permettaient de toucher quantité d'usines et de bâtiments occupés en France, et d'envoyer des informations dans toute l'Europe. Singulièrement, nous avons négligé le circuit utilisable des observatoires astronomiques, qui nous était accessible au moins à partir de l'Observatoire occupé de Meudon.

Mais ceci dit, et s'il s'agit de formuler un jugement sur l'essentiel, toutes ces entreprises de l'I.S. rassemblées et considérées, nous ne voyons point en quoi elle mériterait d'être blâmée.

Citons maintenant les principaux *résultats* du mouvement des occu-

pations, jusqu'ici. En France, ce mouvement a été vaincu, mais d'aucune manière *écrasé.* C'est sans doute le point le plus notable, et qui présente le plus grand intérêt dans la pratique. Il semble que jamais une crise sociale d'une telle gravité n'avait fini sans qu'une répression ne vienne affaiblir, plus ou moins durablement, le courant révolutionnaire ; comme une sorte de contrepartie dont il doit s'attendre à payer l'expérience historique qui, chaque fois, a été portée à l'existence. On sait qu'aucune répression proprement politique n'a été maintenue, quoique naturellement, en plus des nombreux étrangers expulsés administrativement, plusieurs centaines d'émeutiers se soient trouvés condamnés, dans les mois suivants, pour des délits dits « de droit commun » (si plus d'un tiers de l'effectif du Conseil pour le maintien des occupations avait été arrêté dans les divers affrontements, aucun de ses membres ne tomba dans cette rubrique, le mouvement de retraite du C.M.D.O., à la fin de juin, ayant été fort bien conduit). Tous les responsables politiques qui n'avaient pas su échapper à l'arrestation à la fin de la crise ont été libérés après quelques semaines de détention, et aucun n'a été traduit devant un tribunal. Le gouvernement a dû se résoudre à ce nouveau recul rien que pour obtenir une apparence de rentrée universitaire calme, et une *apparence d'examens* à l'automne de 1968 ; la seule pression du Comité d'action des étudiants en médecine obtint cette importante concession dès la fin du mois d'août.

L'ampleur de la crise révolutionnaire a gravement déséquilibré « ce qui a été attaqué de front... l'économie capitaliste *fonctionnant bien* » (Viénet), non certes du fait de l'augmentation, tout à fait supportable, consentie sur les salaires, ni même du fait de l'arrêt total de la production pendant quelques semaines ; mais surtout parce que la bourgeoisie française *a perdu sa confiance dans la stabilité du pays :* ce qui — rejoignant les autres aspects de l'actuelle crise monétaire des échanges internationaux — a entraîné l'évasion massive des capitaux et la crise du Franc apparue dès novembre (les réserves en devises du pays sont tombées de 30 milliards de Francs en mai 1968 à 18 milliards un an après). Après la dévaluation *retardée* du 8 août 1969, *Le Monde* du lendemain commençait à s'apercevoir que « le franc, comme le général, était « mort » en mai ».

Le régime « gaulliste » n'était qu'un bien mince détail dans cette mise en question générale du capitalisme moderne. Pourtant le pouvoir de de Gaulle a reçu, lui aussi, le coup mortel en mai. Malgré son rétablissement de juin — objectivement facile, comme nous l'avons dit, puisque la véritable lutte avait été perdue ailleurs —, de Gaulle ne pouvait effacer, comme responsable de l'Etat qui avait *survécu* au mouvement des occupations, la tare d'avoir été responsable de l'Etat qui *avait subi* le scandale de son existence. De Gaulle, qui ne faisait que couvrir, dans son style personnel, tout ce qui arrivait — et ce cours des choses n'était rien d'autre que la modernisation normale de la société capitaliste — avait prétendu régner par le prestige. Son prestige a subi en mai une humiliation définitive, subjectivement ressentie par lui-même aussi bien qu'objectivement constatée par la classe dominante et les électeurs qui la plébiscitent indéfiniment. La bourgeoisie française recherche une forme de pouvoir politique plus rationnelle, moins capricieuse et moins rêveuse ; plus intelligente pour la défendre des nouvelles menaces dont elle a constaté avec stupeur le surgissement. De Gaulle voulait effacer le mauvais rêve persistant, « les derniers fantômes de mai », en gagnant, le 27 avril, ce référendum annoncé le 24 mai, et que l'émeute avait annulé dans la même nuit. Le « pouvoir stable » qui a trébuché alors sentait bien qu'il n'avait plus retrouvé son équilibre, et il tenait imprudemment à être vite rassuré par un rite de réadhésion factice. Les slogans des manifestants du 13 mai 1968 ont été justifié : de Gaulle n'a pas atteint son onzième anniversaire ; non certes du fait de l'op-

position bureaucratique ou pseudo-réformiste, mais parce que, le lendemain, on vit que la rue Gay-Lussac débouchait directement sur toutes les usines de France.

Un désordre généralisé, qui met en cause à leur racine toutes les institutions, s'est installé dans la plupart des facultés, et surtout dans les lycées. Si, se limitant au plus urgent, l'Etat a sauvé à peu près le niveau de l'enseignement dans les disciplines scientifiques et les grandes écoles, ailleurs l'année universitaire 1968-69 a été bel et bien perdue, et les diplômes sont effectivement dévalués, alors même qu'ils sont encore loin d'être méprisés par la masse des étudiants. Une telle



**OCCUPATION DU RECTORAT A LA SORBONNE**

«O prodige! Combien de belles créatures vois-je ici assemblées ! Que l'humanité est admirable! O splendide nouveau monde qui compte de pareils habitants!»
Shakespeare, **La Tempête.**

situation est, à la longue, incompatible avec le fonctionnement normal d'un pays industriel avancé, et amorce une chute dans le sous-développement, en créant un « goulot d'étranglement » qualitatif dans l'enseignement secondaire. Même si le courant extrémiste n'a gardé en réalité qu'une base étroite dans le milieu étudiant, il semble qu'il ait la force suffisante pour maintenir un processus de dégradation continue : à la fin de janvier, l'occupation et la mise à sac du rectorat à la Sorbonne, et nombre d'incidents assez graves depuis, ont montré que le simple maintien d'un pseudo-enseignement constitue un sujet d'inquiétude considérable pour les forces du maintien de l'ordre.

L'agitation sporadique des usines, qui ont appris la grève sauvage et où se sont implantés des groupes radicaux plus ou moins consciemment ennemis des syndicats, entraîne, malgré les efforts des bureaucrates, nombre de grèves partielles qui paralysent aisément des entreprises de plus en plus concentrées, pour lesquelles s'accroît toujours l'interdépendance des différentes opérations. Ces secousses ne laissent oublier à personne que le sol n'est pas redevenu solide dans les entreprises, et que les formes *modernes* d'exploitation ont révélé en mai à la fois l'ensemble de leurs moyens associés, et leur nouvelle fragilité.

Après l'érosion du vieux stalinisme orthodoxe (lisible même dans les pertes de la C.G.T. aux récentes élections professionnelles), c'est le tour des petits partis gauchistes de s'user en manœuvres malheureuses : presque tous auraient bien voulu recommencer *mécaniquement* le processus de mai, pour y recommencer leurs erreurs. Ils ont noyauté facilement ce qui restait de Comités d'action, et les Comités d'action n'ont pas manqué de disparaître. Les petits partis gauchistes eux-mêmes éclatent en de nombreuses nuances hostiles, chacun tenant ferme sur une sottise qui exclut glorieusement toutes celles de leurs rivaux. Sans doute, les éléments radicaux, devenus nombreux depuis mai, sont encore dispersés — et d'abord dans les usines. La cohérence qu'il leur faut acquérir est encore, faute d'avoir su organiser une véritable pratique autonome, altérée par des illusions anciennes, ou du verbiage, ou même parfois par une malsaine admiration unilatérale « pro-situationniste ». Leur seule voie est pourtant tracée, qui



**PEINTURE MODIFIÉE EN JANVIER 1969**

«Comment allons-nous mettre en faillite la culture dominante ? De deux façons, graduellement d'abord et puis brusquement.»

**Internationale Situationniste 8** (janvier 1963).

«De nombreux passants, parmi lesquels des ouvrières d'un chantier voisin, s'appliquent à copier des citations affichées sur les murs de la faculté, située au bord de la Vltava(...) « Quelle époque terrible que celle où des idiots dirigent des aveugles» (Shakespeare)».

**Le Monde** (20-11-68).

«Ces inscriptions, vous les avez tous lues : nées au début de janvier 1969, elles ont disparu après le premier tour des élections présidentielles. Leur existence a été éphémère, mais elles ont suscité tant de commentaires que les responsables de la publicité dans le métro, pour éviter toute «nouvelle vague», viennent d'apposer dans chaque station une affiche où l'on rappelle aux auteurs de graffiti «qu'ils encourent une amende de 400 à 1 000 francs, assortie d'une peine de deux jours à un mois»... Un spécialiste de la publicité résumait l'action des auteurs de graffiti par la formule : «Ils ont combattu la publicité sur son propre terrain avec ses propres armes»... Responsables : un petit groupe d'étudiants révolutionnaires. Mi-lettristes, mi-situationnistes...».

**France-Soir** (6-8-69).

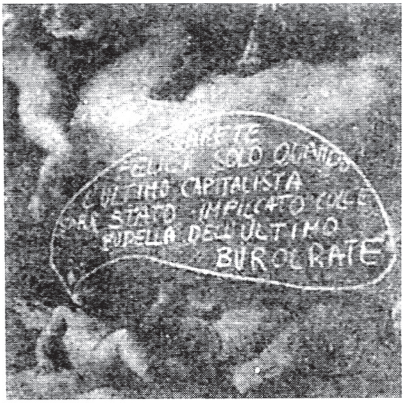
sera évidemment difficile et longue : la formation d'organisations *conseillistes* de travailleurs révolutionnaires, se fédérant sur la seule base de la démocratie totale et de la critique totale. Leur première tâche théorique sera de combattre, et de démentir en pratique, la dernière forme d'idéologie que le vieux monde leur opposera : *l'idéologie conseilliste,* telle qu'une première forme grossière était exprimée, à la

fin de la crise, par une groupe « Révolution Internationale », implanté à Toulouse, qui proposait tout simplement — on ne sait d'ailleurs à qui — *d'élire* des Conseils Ouvriers au-dessus des assemblées générales, qui ainsi n'auraient plus qu'à ratifier les actes de cette sage néo-direction révolutionnaire. Ce monstre léninisto-yougoslave, repris depuis par l'« Organisation trotskiste» de Lambert, est presque aussi étrange à présent que l'emploi du terme de « démocratie directe » par les gaullistes quand ils étaient entichés de « dialogue » référendaire. La prochaine révolution ne reconnaîtra comme Conseils que les assemblées générales souveraines de la base, dans les entreprises et les quartiers ; et leurs délégués toujours révocables dépendant d'elles seules. Une organisation conseilliste ne défendra jamais d'autre but : il lui faut traduire en actes une dialectique qui dépasse les termes figés et unilatéraux du spontanéisme et de l'organisation ouvertement ou sournoisement bureaucratisée. Elle doit être une organisation qui marche *révolutionnairement* vers la révolution des Conseils ; une organisation qui ne se disperse pas après le moment de la lutte déclarée, et qui ne s'institutionnalise pas.

Cette perspective n'est pas limités à la France, mais internationale. C'est le sens total du mouvement des occupations qu'il faudra comprendre partout, comme déjà son exemple en 1968 a déclenché, ou porté à un degré supérieur, des troubles graves à travers l'Europe, en Amérique et au Japon. Des suites immédiates de mai, les plus remarquables furent la sanglante révolte des étudiants mexicains, qui put être brisée dans un relatif isolement, et le mouvement des étudiants yougoslaves contre la bureaucratie et pour l'autogestion prolétarienne, qui entraîna partiellement les ouvriers et mit le régime de Tito en grand péril : mais là, plus que les concessions proclamées par la classe dominante, l'intervention russe en Tchécoslovaquie vint puissamment au secours du régime ; elle lui permit de rassembler le pays en faisant redouter l'éventualité d'une invasion par une bureaucratie étrangère. La main de la nouvelle Internationale commence à être dénoncée par les polices de différents pays, qui croient découvrir les directives de révolutionnaires français à Mexico pendant l'été de 1968 comme à Prague dans la manifestation antirusse du 28 mars 1969 ; et le gouvernement franquiste au début de cette année, a explicitement justifié son recours à l'état d'exception par un risque d'évolution de l'agitation universitaire vers une crise générale du type français. Il y a longtemps que l'Angleterre connaissait des grèves sauvages, et un des buts principaux du gouvernement travailliste était évidemment d'arriver à les interdire ; mais il est hors de doute que c'est la première expérience d'une grève générale sauvage qui a mené Wilson à déployer tant de hâte et d'acharnement pour arracher cette année une législation répressive contre ce type de grève. Cet arriviste n'a pas hésité à risquer sur le « projet Castle » sa carrière, et l'unité même de la bureaucratie politico-syndicale travailliste, car si les syndicats sont les ennemis directs de la grève sauvage, ils ont peur de perdre eux-mêmes toute importance en perdant tout contrôle sur les travailleurs, dès que serait abandonné à l'Etat le droit d'intervenir, sans passer par leur médiation, contre les formes réelles de la lutte de classes. Et, le 1er mai, la grève anti-syndicale de 100 000 dockers, typographes et métallurgistes contre la loi dont on les menaçait a montré, pour la première fois depuis 1926, une grève politique en Angleterre : comme il est juste, c'est contre un gouvernement travailliste que cette forme de lutte a pu reparaître.

Wilson a du se déconsidérer en renonçant à son projet le plus cher, et en repassant à la police syndicale le soin de réprimer elle-même les 95 % des arrêts du travail constitués désormais en Angleterre par les grèves sauvages. En août, la grève sauvage gagnée après huit semaines par les fondeurs des aciéries de Port-Talbot « a prouvé que la direction du T.U.C. n'est pas armée pour ce rôle ». (*Le Monde*, 30-8-69).

Nous reconnaissons bien le ton nouveau sur lequel désormais, à travers le monde, une critique radicale prononce sa déclaration de guerre à la vieille société, depuis le groupe extrémiste mexicain *Caos*, qui appelait pendant l'été de 1968 au sabotage des Jeux Olympiques et de « la société de consommation spectaculaire », jusqu'aux inscriptions des murs d'Angleterre et d'Italie ; depuis le cri d'une manifestation à Wall Street, rapporté par l'A.F.P. du 12 avril — « Stop the Show » —, dans cette société américaine dont nous signalions en 1965 « le déclin et la chute » et que ses responsables eux-mêmes avouent maintenant être « une société malade », jusqu'aux publications et aux actes des *Acratas* de Madrid.




**INSCRIPTION SUR LES FRESQUES DE L'UNIVERSITÉ DE GÊNES (1969)**

En Italie, l'I.S. a pu apporter une certaine aide au courant révolutionnaire, dès la fin de 1967, moment où l'occupation de l'Université de Turin donna le départ à un vaste mouvement ; tant par quelques éditions, mauvaises mais vite épuisées, de textes de base (chez Feltrinelli et De Donato), que du fait de l'action radicale de quelques individus, quoique l'actuelle section italienne de l'I.S. n'ait été formellement constituée qu'en janvier 1969. La lente évolution depuis vingt-deux mois, de la crise italienne — ce qui a été appelé « le mai rampant » — s'était d'abord enlisée en 1968 dans la constitution d'un « Mouvement étudiant » beaucoup plus arriéré encore qu'en France, et isolé — à l'exemplaire exception près de l'occupation de l'hôtel de ville d'Orgosolo, en Sardaigne, par les étudiants, les bergers et les ouvriers unis. Mais les luttes ouvrières commençaient elles-mêmes lentement, et s'aggravaient en 1969, malgré les efforts du parti stalinien et des syndicats qui s'épuisent à fragmenter la menace en concédant des grèves d'une journée à l'échelle nationale par catégories, ou des grèves générales d'une journée par province. Au début d'avril, l'insurrection de Battipaglia, suivie de la mutinerie des prisons de Turin, Milan et Gênes, ont porté la crise à un niveau supérieur, et réduit encore la marge de manœuvre des bureaucrates. A Battipaglia, les travailleurs, après que la police ait tiré, sont restés maîtres de la ville pendant plus de vingt-quatre heures, s'emparant des armes, assiégeant les policiers réfugiés dans leurs casernes et les sommant de se rendre, barrant les routes et les voies ferrées. Alors que l'arrivée massive des renforts de carabiniers avait repris le contrôle de la ville et des voies de communication, une ébauche de Conseil existait encore à Battipaglia, prétendant remplacer la municipalité et exercer le pouvoir direct des habitants sur leurs propres affaires. Si les manifestations de soutien dans toute l'Italie, encadrées par les bureaucrates, restèrent platoniques, du moins les éléments révolutionnaires de Milan réussirent-ils à s'attaquer violemment à ces bureaucrates, et à ravager le centre de la ville, se heurtant fortement à la police. En cette occasion, les situationnistes italiens ont repris les méthodes françaises de la plus adéquate manière.

Dans les mois suivants, les mouvements « sauvages » chez Fiat et parmi les ouvriers du nord, plus que la décomposition achevée du gouvernement, ont montré à quel point l'Italie est proche d'une crise révolutionnaire *moderne*. Le tour pris en août par les grèves sauvages de



**LA ZENGAKUREN EN 1968**

la Pirelli de Milan et de Fiat à Turin signale l'imminence d'un affrontement total.

On comprendra aisément la principale raison qui nous a fait ici traiter ensemble la question du sens général des nouveaux mouvements révolutionnaires et celle de leurs rapports avec les thèses de l'I.S. Naguère, ceux qui voulaient bien reconnaître de l'intérêt à quelques points de notre théorie regrettaient que nous en suspendions nous-mêmes toute la vérité à un retour de la révolution sociale, et jugeaient cette dernière « hypothèse » incroyable. En revanche, divers activistes tournant à vide, mais tirant vanité de rester allergiques à toute théorie actuelle, posaient, à propos de l'I.S., la stupide question : « quelle est son action pratique ? » Faute de comprendre, si peu que ce soit, le processus dialectique d'une rencontre entre le mouvement réel et « sa propre théorie inconnue », tous voulaient négliger ce qu'ils croyaient être *une critique désarmée*. Maintenant, elle s'arme. Le « lever du soleil qui, dans un éclair, dessine en une fois la forme du nouveau monde », on l'a vu dans ce mois de mai de France, avec les drapeaux rouges et les drapeaux noirs mêlés de la démocratie ouvrière. La suite viendra partout. Et si nous, dans une certaine mesure, sur le retour de ce mouvement, nous avons écrit notre nom, ce n'est pas pour en conserver quelque moment ou en tirer quelque autorité. Nous sommes désormais sûrs d'un aboutissement satisfaisant de nos activités : l'I.S. sera dépassée.

# RÉFORME ET CONTRE-RÉFORME DANS LE POUVOIR BUREAUCRATIQUE

On dirait que l'histoire des vingt dernières années s'est donnée pour unique tâche de démentir les analyses de Trotsky sur la bureaucratie. Victime d'une sorte de « subjectivisme de classe », il n'a voulu voir — tout au long de sa vie — dans la pratique stalinienne, que la déviation momentanée d'une *couche* usurpatrice, une « réaction thermidorienne ». Idéologue de la révolution bolchevik, Trotsky ne pouvait devenir le théoricien de la révolution prolétarienne, lors de la restauration stalinienne. En refusant de reconnaître la bureaucratie au pouvoir pour ce qu'elle *est,* à savoir une *nouvelle classe exploiteuse,* ce Hegel de la révolution trahie s'est interdit d'en fournir la véritable critique. L'impuissance théorique et pratique du trotskisme (dans toutes ses nuances) est en grande partie contenue dans ce péché originel du maître.

Dans *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations* (p. 20), nous disions, un mois avant l'intervention russe, que « l'appropriation bureaucratique de la société est inséparable d'une possession totalitaire de l'Etat, et du règne absolu de son idéologie. L'absence de censure, la garantie de la liberté d'expression, le droit d'association, posent à court terme en Tchécoslovaquie cette alternative : ou bien une répression, avouant le caractère factice de ces concessions ; ou bien l'assaut prolétarien contre la propriété bureaucratique de l'Etat et de l'économie, qui se trouverait démasquée dès lors que l'idéologie dominante devrait quelque temps se priver de l'omniprésence de sa police. L'issue d'un tel conflit intéresse au plus haut point la bureaucratie russe, dont la survie même se trouverait mise en cause par une victoire des travailleurs tchèques ». C'est maintenant chose faite ; le premier terme de l'alternative l'a emporté par l'entremise des chars « soviétiques ». Le règne absolu de Moscou sur les pays dits socialistes avait pour base cette règle d'or proclamée et pratiquée par la bureaucratie russe : « le socialisme n'ira pas plus loin que notre armée ». Ainsi là où cette armée a été la principale force installant les partis « communistes » au pouvoir, c'est à elle que revient le dernier mot chaque fois que les anciens protégés manifestent des velléités d'indépendance pouvant mettre en danger la domination bureaucratique totalitaire. Le système socio-économique russe a été, dès le début, le *type idéal* des nouveaux régimes bureaucratiques. Seulement, à cette fidélité à l'archétype s'opposait souvent la nécessité d'obéir aux exigences propres de chaque société possédée ; puisque les intérêts de classe dominante de chaque bureaucratie satellite ne coïncident pas nécessairement avec ceux de la bureaucratie russe, les rapports inter-bureaucratiques ont toujours été sous-tendus par des conflits latents. Placées entre le marteau et l'enclume, les bureaucraties satellites finissent toujours par adhérer au marteau, dès que les puissances prolétariennes manifestent leur volonté d'autonomie. En Pologne, en Hongrie, comme dernièrement en Tchécoslovaquie, la « révolte » bureaucratique nationale ne dépasse pas le remplacement d'un bureaucrate par un autre.

Premier Etat industrialisé conquis par le stalinisme, la Tchécoslovaquie a, pendant vingt ans, occupé une place « privilégiée » dans le système d'exploitation international instauré

par les Russes à partir de 1949, dans le cadre de la « division socialiste du travail » dirigée par le *Comecom*. Le totalitarisme sans phrase de la période staliniste fit que, dès leur avènement au pouvoir, les staliniens tchèques n'avaient qu'à imiter servilement le « système universel du socialisme ». Ainsi, contrairement aux autres pays bureaucratiques où il y avait un besoin réel de développement économique (l'industrialisation), le niveau des forces productives en Tchécoslovaquie était en opposition complète avec les objectifs de la planification économique du nouveau régime. Au bout de quinze ans de gestion bureaucratique irrationnelle, l'économie tchèque s'est trouvée au bord de la catastrophe ; dès lors la réforme de cette économie devenait une question de vie ou de mort pour la classe dominante. C'est là que prennent racine le « printemps de Prague » et l'aventureuse libéralisation tentée par la bureaucratie. Mais avant d'aborder l'analyse de cette « réforme bureaucratique », faisons le point quant à ses origines, c'est-à-dire le bilan de la période purement stalinienne (ou novotnyste).

Au lendemain du coup de Prague, l'intégration de la Tchécoslovaquie dans le système économique de l'Est, vivant en autarcie quasi-totale, fit de ce pays la principale victime de la domination russe. Puisqu'il était le plus développé, il devait faire les frais de l'industrialisation de ses homologues, eux-mêmes soumis à un régime de surexploitation. A partir de 1950, la planification totalitaire, essentiellement axée sur la métallurgie lourde et les industries mécaniques, va introduire un profond déséquilibre dans le fonctionnement de l'économie, qui ne cessera de s'aggraver. En atteignant 47 % en 1966, les investissements dans l'industrie lourde tchèque connaissaient le taux le plus élevé du monde. C'est que la Tchécoslovaquie était tenue de fournir, à des prix dérisoires ne permettant même pas d'amortir les frais de production et l'usure de l'outillage, des produits bruts (en cinq ans, l'U.R.S.S. a épuisé cinquante ans de réserves des gisements d'uranium de Jachimov en Bohême) ou manufacturés (machines, armements, etc.) à l'U.R.S.S., aux pays dits socialistes et, par la suite, aux pays du « Tiers Monde » convoités par les Russes. « La production pour la production » était l'idéologie qui accompagnait cette entreprise, dont les travailleurs étaient les premiers à faire les frais. Dès 1953, à la suite d'une réforme monétaire, les ouvriers de Pilsen, qui voyaient leurs salaires baisser et les prix augmenter, se soulèvent et sont aussitôt violemment réprimés. Les conséquences de cette politique économique furent donc essentiellement : la dépendance de plus en plus accrue de l'économie tchèque vis-à-vis des fournitures soviétiques de matières premières et de combustibles ; son orientation vers les intérêts extérieurs ; la baisse très sensible du niveau de vie, consécutive à la baisse des salaires réels, et en définitive la baisse du revenu national à partir des années 1960 : son taux d'augmentation passe de la moyenne de 8,5 % entre les années 1950-60 à 0,7 % en 1962. En 1963, pour la première fois dans l'histoire d'un pays dit socialiste, le revenu national baisse au lieu d'augmenter. Ce fut le signal d'alarme de la nouvelle réforme. Ota Sik estimait qu'il fallait un investissement quatre fois plus grand pour obtenir en 1968 le même accroissement du revenu national qu'en 1958. A partir de cette date, on commence à reconnaître que « l'économie nationale de la Tchécoslovaquie traverse réellement une période de profond déséquilibre structurel et de tendances inflationnistes réfrénées qui se manifestent dans tous les domaines de la vie et de la société, notamment dans le commerce extérieur, sur le marché intérieur et dans les investissements ». (*Commerce Extérieur Tchécoslovaque*, octobre 1968.)

Des voix commencent à s'élever, insistant sur la nécessité vitale de transformer l'économie. Le professeur Ota Sik et son équipe commencent à préparer leur plan de réforme, qui sera plus ou moins adopté à partir de 1965 par les instances supérieures de l'État. Le nouveau plan Ota Sik fait une critique assez osée du fonctionnement de l'économie pendant les dernières années. Il remet en cause la tutelle russe, et propose de préparer un dégage-

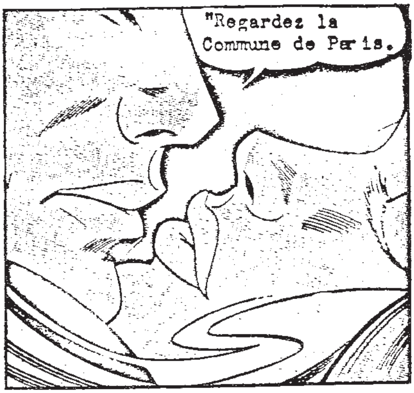
ment de l'économie hors d'une planification centrale rigide, et de l'ouvrir sur le marché mondial. Il faut donc, pour ce faire, sortir de la reproduction simple, mettre fin au régime de « la production pour la production » (dénoncé comme un crime anti-socialiste après avoir été glorifié comme principe de ce même socialisme), réduire le coût de la production et augmenter l'indice de la productivité, qui est passé de 7,7 % en 1960 à 3,1 % en 1962, pour baisser encore plus les années d'après.

Ce plan, qui est un modèle de réforme technocratique, a commencé à être appliqué en 1965, pour devenir effectif à partir de 1967. Il exigeait une nette rupture avec les méthodes administratives qui suppriment toute initiative : « intéresser » les producteurs aux résultats de leur travail, rendre l'autonomie aux différentes entreprises, récompenser les succès, pénaliser les échecs, favoriser au moyen de mesures techniques appropriées le progrès des industries et entreprises rentables, rétablir progressivement le marché en harmonisant les prix avec les cours internationaux. Combattu par les cadres administratifs sclérosés, ce programme ne fut appliqué qu'au compte-goutte. La bureaucratie novotnyste commençait à percevoir les dangereuses implications d'une telle entreprise. La hausse momentanée des prix, non compensée par une hausse similaire des salaires, permit à cette couche attardée de dénoncer le projet aux yeux des ouvriers. Novotny lui-même s'est découvert comme le défenseur des intérêts de la classe ouvrière, et a critiqué ouvertement les nouvelles mesures lors d'une assemblée ouvrière en 1967. Mais l'aile « libérale » qui détient la conscience des véritables intérêts du pouvoir bureaucratique en Tchécoslovaquie, forte de l'appui de la population, engagea la bataille. C'est que, comme le constate un journaliste de *Kulturni Tvorba* du 5 janvier 1967, « pour les gens, le nouveau système économique est devenu synonyme avec le besoin de changer », *tout changer*. C'est là le premier anneau d'une chaîne de développements qui aboutira nécessairement à d'importantes transformations sociales et politiques. La bureaucratie conservatrice, ne disposant d'aucun appui réel, va faire amende honorable et se retirer progressivement de la scène politique du pays : sa résistance signifiait, à court terme, une explosion analogue à celle de Budapest en 1956. Le IV[e] Congrès des Ecrivains (auxquels on avait pourtant concédé déjà, ainsi qu'aux cinéastes, une certaine marge de liberté dans l'exercice esthétique de leur métier) en juin 1967, se transforma en un véritable réquisitoire contre le régime. Avec leurs dernières forces, les « conservateurs » réagissent en excluant un certain nombre d'intellectuels radicaux du parti, et en mettant leur journal sous le contrôle direct du ministre.

Mais le vent de la révolte souffle de plus en plus fort, et rien désormais ne peut plus arrêter l'élan populaire vers la transformation des conditions dominantes de la vie tchèque. Une manifestation étudiante pour protester contre une panne d'électricité, fortement réprimée, s'est transformée en un meeting d'accusation du régime. L'une des premières découvertes de ce meeting, qui va devenir le mot d'ordre de tout le mouvement de contestation ultérieur, a été l'exigence absolue de *dire la vérité*, en soulignant « les contradictions fantastiques entre ce qui est dit et la pratique ». Dans un système fondé sur le mensonge permanent de l'idéologie, une telle exigence devenait tout simplement révolutionnaire ; et les intellectuels n'ont pas manqué de développer jusqu'au bout ses implications. Dans les systèmes bureaucratiques, où rien ne saurait échapper au totalitarisme de l'Etat-Parti, la protestation contre le moindre détail de la vie aboutit nécessairement à la mise en question de la *totalité* des conditions existantes, à la protestation de l'homme contre toute la vie inhumaine. Quand bien même elle se limitait à la seule cité universitaire de Prague, la manifestation étudiante concernait tous les aspects aliénés de la vie tchèque, dénoncée comme inacceptable au cours du meeting.

La néo-bureaucratie prend alors la tête du mouvement et essaie de le contenir dans le cadre étroit de ses

réformes : en janvier 1968 un « *programme d'action* » est adopté, consacrant la montée de l'équipe Dubcek et l'éloignement de Novotny. Outre le plan économique d'Ota Sik, définitivement adopté et intégré à ce nouveau programme, un certain nombre de mesures d'ordre politique étaient fièrement affirmées par la nouvelle direction. Presque toutes les « libertés » formelles des régimes bourgeois sont garanties, ce qui constitue une orientation tout à fait originale pour les régimes bureaucratiques. C'est dire l'importance de l'enjeu et la gravité de la situation. Les éléments radicaux, profitant de ces concessions bureaucratiques, vont leur donner leur véritable valeur : à savoir, des mesures « *objectivement nécessaires* » pour la sauvegarde de la domination bureaucratique. Le plus libéral parmi les membres nouvellement promus, Smrkovsky, explicite tout naïvement la vérité du libéralisme bureaucratique : « Sachant que, même dans une société socialiste, l'évolution a lieu par une lutte constante d'intérêts dans les domaines économique, social et politique, nous devrions chercher un système de *direction politique* qui permet le règlement de tous les conflits sociaux et exclut la nécessité d'interventions administratives extraordinaires ». Cependant, la nouvelle bureaucratie, en renonçant à ces « interventions extraordinaires », qui constituent, en réalité, sa seule façon *normale* de gouverner, ne savait pas qu'elle livrait son régime à l'impitoyable critique radicale. La liberté d'expression culturelle et politique, et d'association, fut une véritable orgie de la vérité critique. L'idée que le Parti doit « bénéficier, même au niveau des organisations de base, d'une autorité naturelle et spontanée fondée sur la capacité des fonctionnaires communistes à travailler et à commander » (Programme d'action) est partout battue en brèche, et de nouvelles exigences d'organisation autonome des travailleurs commencent à s'affirmer. A la fin du printemps 1968, la bureaucratie dubcekiste donnait la ridicule impression de vouloir à la fois « manger son gâteau et le garder ». Elle réaffirme son intention de maintenir son monopole politique : « Si des éléments anti-communistes, dit la résolution du Comité Central de juin 1968, entreprennent de s'attaquer à ce fait historique (le droit du Parti à commander), le Parti mobilisera toutes les forces du peuple et de l'Etat socialiste pour repousser et réduire à néant cette tentative aventuriste ». Mais, la réforme bureaucratique remettant tout à la décision de la majorité du Parti, comment les grandes majorités en dehors du Parti ne voudraient-elles pas décider elles aussi ? Quand au sommet de l'Etat on joue du violon, comment ne pas s'attendre à ce que ceux qui sont en bas se mettent à danser ?




A partir de là les tendances révolutionnaires vont orienter leur critique vers la dénonciation du formalisme libéral, et de son idéologie. Jusqu'ici la démocratie a été, en quelque sorte, « imposée aux masses » de la même manière que la dictature leur était imposée : c'est-à-dire en excluant leur participation réelle. Tout le monde sait que Novotny est arrivé au pouvoir comme partisan de la libéralisation et que, dès lors, une « régression » de « type gomulkiste » menaçait à tout moment le mouvement de Dubcek. On ne transforme pas une société en changeant d'appareil, mais en la bouleversant de fond en comble. De là, on en vient à critiquer la conception bolchevik du parti dirigeant de la classe ouvrière, et à exiger une organisation autonome du prolétariat : ce qui signifiait pour la bureaucratie une mort prochaine. C'est que, pour elle, le prolétariat ne peut exister

que comme une puissance *imaginaire* ; elle le ravale — ou prétend le ravaler — jusqu'à ne plus être qu'une apparence, mais elle veut que cette apparence existe et croit à sa propre existence. Fondant son pouvoir sur le formalisme de l'idéologie, la bureaucratie fait de ses buts *formels* son contenu, et ainsi elle entre partout en conflit avec les buts *réels*. Là où elle s'empare de l'Etat et de l'économie, là où l'intérêt général de l'Etat devient un intérêt à part, et, par suite, un intérêt *réel*, la bureaucratie commence à lutter contre le prolétariat comme toute conséquence lutte contre l'existence de ses présuppositions.




Mais le mouvement de contestation — consécutif à la réforme bureaucratique — n'a fait que la moitié du chemin. Il n'a pas trouvé le temps de s'affirmer dans toutes ses conséquences pratiques. La dénonciation théorique et sans concessions de la « dictature bureaucratique » et du totalitarisme stalinien a été à peine reprise à son propre compte par la grande majorité de la population, que la néo-bureaucratie a réagi en brandissant la menace russe, déjà présente à partir du mois de mai. On peut dire que la grande faiblesse du mouvement tchécoslovaque a été que la classe ouvrière n'y est pratiquement pas intervenue comme une force autonome et décisive. Les thèmes de « l'autogestion » et des « conseils ouvriers », contenus dans la réforme technocratique d'Ota Sik, n'ont pas dépassé les perspectives bureaucratiques d'une « gestion » démocratique-à-la-yougoslave ; ceci même pour le contre-projet, manifestement rédigé par des syndicalistes, présenté le 29 juin 1968 par l'usine mécanique Wilhelm Pieck. La critique du léninisme, présenté par « certains philosophes » comme étant « déjà une déformation du marxisme puisqu'il contient dans sa logique le stalinisme » a été, non comme le pensent les ânes de *Rouge* « une idée saugrenue parce qu'à terme elle nie le rôle dirigeant du prolétariat » (!), mais le plus haut point de critique théorique atteint dans un pays bureaucratique. Dutschke lui-même, a été ridiculisé par les étudiants révolutionnaires tchèques, et son « anarcho-maoïsme » rejeté avec mépris comme étant « absurde, comique et ne méritant même pas l'attention d'enfants de quinze ans ». Toute cette critique qui, naturellement, ne pouvait aboutir qu'à la *mise en question pratique du pouvoir de classe de la bureaucratie,* était encore tolérée, et même parfois encouragée, par le dubcekisme tant qu'il pouvait la *récupérer* comme une légitime dénonciation des « erreurs stalino-novotnystes ». La bureaucratie dénonce bien ses propres crimes, mais toujours comme étant commis par *d'autres*; il lui suffit de détacher une partie d'elle-même, de l'ériger en entité autonome et de l'affubler de tous les crimes anti-prolétariens (le sacrifice est, depuis les temps les plus reculés, la pratique préférée de la bureaucratie, pour perpétuer son pouvoir). Comme en Pologne et en Hongrie, le nationalisme a été, en



Tchécoslovaquie, le meilleur argument pour réaliser l'adhésion de la population à la classe dirigeante. Plus la menace russe se précisait, plus le pouvoir bureaucratique de Dubcek se renforçait ; son désir unique aurait été que les forces du Pacte de Varsovie se maintiennent indéfiniment aux frontières. Cependant, tôt ou tard, le prolétariat tchèque aurait découvert en luttant qu'il ne s'agit pas de savoir ce que tel bureaucrate, ou même la bureaucratie dans son ensemble, se représente momentanément comme son but, mais qu'il importe de savoir ce qu'elle est réellement, ce que, *conformément à son être,* elle sera historiquement obligée de faire. Et il aurait agi en conséquence.

C'est la peur d'une telle découverte qui hantait la bureaucratie russe et ses satellites. Qu'on se représente le bureaucrate russe (ou est-allemand) au milieu de cette panique « idéologique », combien sa cervelle, aussi malade que son pouvoir, ne devait-elle pas être torturée, abasourdie, ahurie par les mots d'indépendance, de conseils ouvriers, de dictature bureaucratique, par la conspiration des ouvriers et des intellectuels, et leur menace de défendre leurs conquêtes les armes à la main ; et l'on comprendra que dans cette confusion bruyante de vérité, de liberté, de complots et de révolution, la bureaucratie russe ait crié à son homologue tchèque : « Plutôt une fin effroyable qu'un effroi sans fin » !

Si jamais événement a projeté devant lui son ombre longtemps avant de se produire, ce fut bien, pour ceux qui savent lire l'histoire moderne, l'intervention russe en Tchécoslovaquie. Longuement méditée, et malgré toutes ses conséquences internationales, elle était en quelque sorte fatale. En mettant en cause l'omnipotence du pouvoir bureaucratique, l'aventureuse — mais nécessaire — tentative de Dubcek commençait à mettre en péril ce même pouvoir partout où il se trouve, et devenait dès lors intolérable. Six cents mille soldats (presque autant que d'Américains au Vietnam) vont y mettre brutalement un terme. Ainsi lorsque les forces « anti-socialistes » et « contre-révolutionnaires », continuellement évoquées et conjurées par toutes les bureaucraties, apparaissent enfin, elle n'apparaissent pas sous le portrait de Benès ou armées par les « revanchards allemands », mais dans l'uniforme de l'Armée dite Rouge.

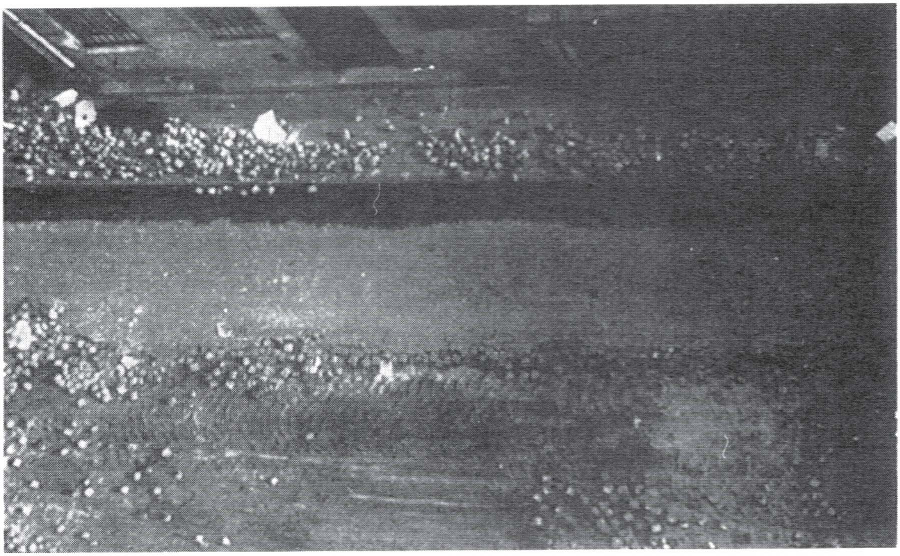
Une remarquable résistance populaire va pendant sept jours — « *les sept glorieuses* » — opposer la quasi-totalité de la population aux envahisseurs. Paradoxalement, on vit apparaître des méthodes de lutte nettement révolutionnaire au service d'une bureaucratie réformiste. Mais ce qui ne s'était pas réalisé au cours du mouvement ne pouvait certes pas se réaliser sous l'occupation : permettant aux dubcekistes de freiner au maximum le processus révolutionnaire quand elles étaient aux frontières, les troupes russes vont encore leur permettre de contrôler tout le mouvement de résistance au lendemain du 21 août. Elles jouent de la sorte exactement le même rôle que les troupes américaines au Nord-Vietnam, qui suscitent l'adhésion unanime de la population à la bureaucratie qui l'exploite.

Le premier réflexe des Pragois n'a cependant pas été de défendre le Palais de la République, mais la Maison de la Radio, considérée comme le symbole de leur principale conquête : la vérité de l'information contre le mensonge organisé. Et ce qui a constitué le cauchemar de toutes les bureaucraties du Pacte de Varsovie, à savoir la presse et la radio, va encore les hanter pendant toute une semaine. L'expérience tchécoslovaque a montré les possibilités extraordinaires de lutte dont pourra, un jour, disposer un mouvement révolutionnaire conséquent et organisé. C'est l'équipement fourni par le Pacte de Varsovie (en vue d'une éventuelle invasion impérialiste de la Tchécoslovaquie !) qui va servir aux journalistes de ce pays pour monter 35 postes émetteurs clandestins, reliés à 80 émetteurs de secours. La propagande soviétique — si nécessaire à une armée d'occupation — a été ainsi sabotée à la base ; et la population a pu connaî-

tre, à peu près, tout ce qui se passait dans le pays, et suivre les directives, soit des bureaucrates libéraux, soit des éléments radicaux qui contrôlaient certains postes. Ainsi, en réponse à un appel de radio visant à saboter les opérations de la police russe, Prague a été transformée en une véritable « ville-labyrinthe », où toutes les rues ont perdu leur nom, et les maisons leur numéro, pour se couvrir d'inscriptions dans le meilleur style du mai parisien. Elle devenait un chez-soi de la liberté défiant toutes les polices, un exemple de détournement révolutionnaire de l'urbanisme policier. Grâce à une exceptionnelle organisation prolétarienne, *tous* les journaux ont pu être librement tirés et diffusés à la barbe des Russes qui tenaient ridiculement leurs locaux. Plusieurs usines se sont transformées en imprimeries, d'où sortirent des milliers de journaux et de tracts. On imprimera même un faux numéro de la *Pravda* en russe. Le XIV[e] Congrès du Parti put se réunir clandestinement, pendant trois jours, sous la protection des ouvriers de l' « Auto-Praha ». C'est ce Congrès qui sabota « l'opération Kadar » et obligea les Russes à négocier avec Dubcek. En utilisant d'une part ses troupes, et d'autre part les contradictions internes de la bureaucratie tchèque, les Russes vont pouvoir transformer l'équipe libérale en une sorte de gouvernement de Vichy camouflé. Husak, qui pensait à son avenir, a été le principal agent pour annuler le XIV[e] Congrès (en invoquant l'absence des délégués slovaques, apparemment recommandée par lui). Dès le lendemain des « accords de Moscou », il déclara : « Nous pouvons accepter cet accord à partir duquel des *hommes réfléchis* (souligné par nous) peuvent faire sortir le peuple de l'impasse actuelle, de manière telle que celui-ci n'ait pas besoin d'avoir honte à l'avenir. »

Le prolétariat tchèque, en devenant révolutionnaire, n'aura pas honte de la honte d'avoir fait confiance à Husak, Dubcek ou Smrkovsky. Il sait déjà qu'il ne peut plus compter que sur ses propres forces ; et que tour à tour Dubcek et Smrkovsky vont le décevoir, comme la néo-bureaucratie l'a collectivement déçu, en cédant à Moscou et en s'alignant sur sa politique totalitaire. L'attachement affectif à telle ou telle personnalité fait partie de la période misérable du prolétariat, c'est-à-dire du vieux monde. Les grèves de novembre et les suicides vont ralentir quelque peu le processus de « normalisation » qui n'a pu s'achever qu'en avril 1969. En se restaurant dans sa vérité, le pouvoir bureaucratique se verra plus efficacement combattu. Toutes les illusions se sont dissipées les unes après les autres, et l'attachement des masses tchécoslovaques à la bureaucratie réformiste s'est évanoui. En réhabilitant les « collaborateurs », les réformistes perdent leur dernière chance d'avoir un appui populaire à l'avenir. La conscience révolutionnaire des ouvriers et des étudiants va d'autant plus s'approfondir que la répression s'aggrave. Le retour aux méthodes et à « l'esprit borné et stupide des années 50 » suscite déjà des réactions violentes de la part des ouvriers et des étudiants dont les diverses formes de liaison sont la principale inquiétude commune à Dubcek, son successeur et leurs maîtres. Les travailleurs proclament leur « droit inaliénable de répondre à d'éventuelles mesures extrêmes » par leurs « propres contre-mesures extrêmes » (motion des ouvriers de la C.K.D. au ministre de la Défense, le 22-4-69). La restauration du stalinisme montre définitivement le caractère illusoire de tout réformisme bureaucratique, et l'impossibilité congénitale pour la bureaucratie de « libéraliser » sa gestion de la société. Son prétendu « socialisme humain » n'est autre que l'introduction de quelques concessions « bourgeoises » dans son monde totalitaire ; et déjà ces concessions la ruinent. La seule *humanisation* possible du « socialisme bureaucratique » est sa suppression par le prolétariat révolutionnaire, non par une prétendue « révolution politique » mais par la subversion totale des conditions existantes, et la dissolution pratique de l'internationale bureaucratique.

Les émeutes du 21 août 1969 ont montré à quel point le *stalinisme ordinaire* est rétabli en Tchécoslovaquie, et aussi à quel point il est



**PARIS DÉPAVÉ**

« L'ennemi de classe n'est pas éliminé. Il vit. Il s'agite, sape notre société, entrave notre progrès social. Il est là, et il est en nombre non négligeable. Nous sommes submergés par l'Occident de théories, concepts et conceptions de toutes sortes, et tous négatifs ».

**Tito,**
*Discours au 28 août 1969,* à Zadar.

menacé par la critique prolétarienne : dix morts, 2 000 arrestations, et les menaces d'exclusion ou de procès contre le fantoche Dubcek n'arrêtent pas *la grève perlée à l'échelle nationale,* par laquelle les ouvriers tchèques mettent en péril la survie du système économique de leurs exploitateurs, indigènes et russes.

L'intervention russe, si elle a pu freiner le processus objectif de transformation en Tchécoslovaquie, a été chèrement payée par le stalinisme international. Les pouvoirs bureaucratiques de Cuba et de Hanoï, directement dépendants de l'Etat dit soviétique, n'ont pu qu'applaudir — à la grande honte de leurs admirateurs trotskistes et surréalistes, et des belles âmes de gauche — à l'intervention de leurs maîtres. Castro, avec un cynisme particulier, a longuement justifié l'intervention militaire, nécessitée selon lui par les menaces d'une restauration du capitalisme, démasquant par là la vérité de son propre « socialisme ». Hanoï et les pouvoirs bureaucratiques arabes, victimes eux-mêmes d'une occupation étrangère, vont pousser leur logique de l'absurde jusqu'à appuyer une agression analogue, parce que cette fois elle est réalisée par leurs soit-disant protecteurs.

Quant à ceux qui pleurent sur la Tchécoslovaquie, parmi les membres de l'Internationale bureaucratique, ils le font chacun pour ses propres raisons *nationales*. Venant immédiatement après la grande secousse qu'il a subie lors de la crise révolution-

naire de mai, « l'affaire tchécoslovaque » a encore asséné un sérieux coup au P.C.F., maintenant divisé en fractions archéo, néo et ortho-staliniennes, déchirées entre la fidélité à Moscou et leurs intérêts dans l'échiquier politique bourgeois. Le Parti italien, s'il a été plus audacieux dans la dénonciation, c'est en fonction de la crise montante en Italie, et surtout à cause de l'atteinte directe portée à son « togliattisme ». Les bureaucraties nationalistes de Yougoslavie et de Roumanie ont trouvé là une occasion pour consolider leur domination de classe puisqu'elles récupèrent l'appui des populations qui ne voient plus que la menace russe — plus fictive que réelle. Le stalinisme, qui a déjà toléré le titisme et le maoïsme comme d'autres images de lui-même, tolèrera toujours une quelconque « indépendance roumaine » tant qu'elle ne menace pas directement son « modèle socialiste » fidèlement reproduit partout. Il est inutile de parler de la critique sino-albanaise de « l'impérialisme russe » ; dans la logique de leur délire « anti-impérialiste », les Chinois vont tour à tour reprocher aux Russes de ne pas intervenir en Tchécoslovaquie comme ils l'avaient fait en Hongrie (voir *Pékin-Information* du 13 août), et dénoncer « l'odieuse agression » perpétrée par « la clique fasciste Brejnev-Kossyguine ».

« La dissolution de l'association internationale des bureaucraties totalitaires, écrivions-nous dans *I.S. 11*, est maintenant un fait accompli. » La crise tchécoslovaque n'a fait que confirmer la décomposition avancée du stalinisme. Jamais celui-ci n'aurait pu jouer un si grand rôle *partout* dans l'écrasement du mouvement ouvrier, si le modèle bureaucratique totalitaire russe n'avait été apparenté, à la fois à la bureaucratisation du vieux mouvement *réformiste* (social-démocratie allemande et IIe Internationale), et à l'organisation de plus en plus bureaucratique de la production capitaliste moderne. Mais maintenant, et après plus de quarante ans d'histoire contre-révolutionnaire, la révolution renaît partout, et fait trembler les maîtres de l'Est comme ceux de l'Ouest, attaqués à la fois dans leurs différences et dans leur profonde parenté. Les courageuses protestations isolées qui ont été émises à Moscou après le 21 août annoncent la révolution qui ne manquera pas d'éclater bientôt *en Russie même*. Le mouvement révolutionnaire connaît désormais ses ennemis véritables, et aucune des aliénations produites par les deux capitalismes, bourgeois privé et bureaucratique d'Etat, ne peut plus échapper à sa critique. Face aux immenses tâches qui l'attendent, il ne s'emploiera plus à combattre les fantômes ni à soutenir les illusions.

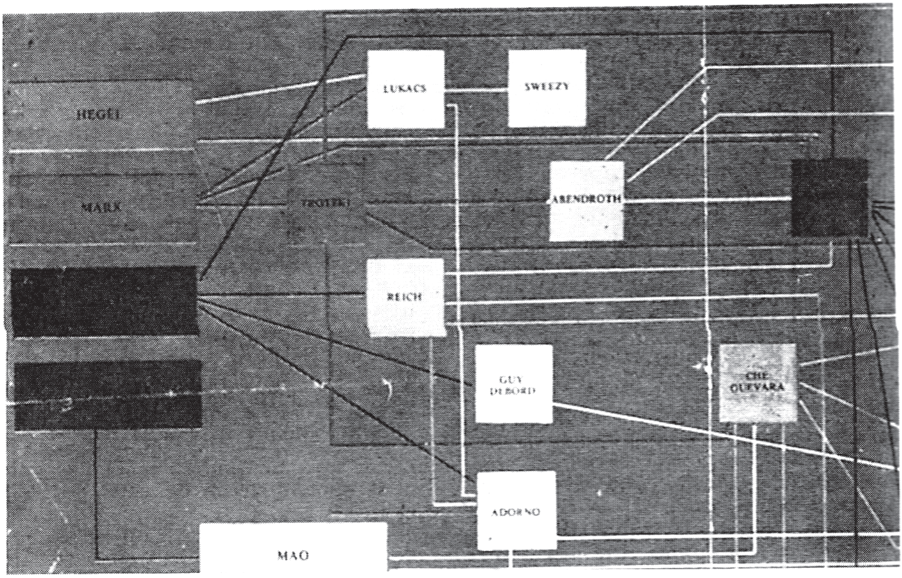
# COMMENT ON NE COMPREND PAS DES LIVRES SITUATIONNISTES

Si l'action menée par l'I.S. n'avait pas entraîné depuis peu quelques conséquences publiquement scandaleuses et menaçantes, il est tout à fait hors de doute qu'aucune publication française n'aurait rendu compte de nos récents livres. C'est ce qu'avouait naïvement François Châtelet dans *Le Nouvel Observateur* du 3 janvier 1968 : « Le premier sentiment, face à des ouvrages semblables, est de les exclure purement et simplement, de laisser l'absolu point de vue où ils se placent dans l'absolu, précisément, dans le non-relatif, dans le non-relaté ». Mais à force de nous laisser dans le non-relaté, les organisateurs de cette conspiration du silence ont vu, après quelques années, cet étrange « absolu » leur retomber sur la tête, et se montrer comme étant peu distinct de *l'histoire actuelle*, dont ils s'étaient absolument séparés ; sans pouvoir empêcher cependant cette « vieille taupe » de faire son chemin vers le jour. Ce représentatif Châtelet accumulait dans son article tous les aveux malencontreux sur l'état d'esprit des canailles de son espèce. Evoquant les incidents de Strasbourg, ce bon prophète, cinq mois avant mai, jouissait d'être rassuré et trompait, comme d'habitude, ses imbéciles lecteurs : « Un court moment, ce fut la panique ; on craignait la contagion (...) tout rentra (...) dans l'ordre ». Il signale que Debord et Vaneigem, apportant « une dénonciation qui est à prendre dans son entier ou à laisser complètement », sont de ce fait même disqualifiés, et « découragent d'avance toute critique », car « ils tiennent pour évident que toute contestation de ce qu'ils disent émane d'une pensée sottement tributaire du « pouvoir » et du « spectacle ». Certes, *décourager* la critique de la misérable génération intellectuelle qui s'est prostituée dans le stalinisme, l'argumentisme et la pensée philosophante pour *L'Express* et *Le Nouvel Observateur,* est un de nos buts. Ce n'est pas *parce que l'on nous critique* que l'on est sottement spectaculaire et lâchement rampant devant les pouvoirs existants ; c'est au contraire parce qu'un Châtelet a rallié momentanément le stalinisme vers 1956, et depuis s'est fait le valet du spectacle dans quelques métiers un peu plus rentables, qu'il nous critique si stupidement. Châtelet trouve, parce que nous nous bornerions à une négation radicale mais « abstraite », que nous restons « dans l'empirique », et même « sans concept ». Le mot est dur. Mais qui le dit ? On sait pourtant que, dès que se trouve coupé d'eau sale le vin de la critique, cent livres quelconques sont vite salués comme très hautement conceptuels par Châtelet et tous les autres châtrés du concept, qui voudraient bien faire croire qu'ils en ont, aux malheureux lecteurs du *Nouvel Observateur*. Et d'ailleurs cet ex-stalinien, qui aurait évidemment combattu le communisme de 1848, donne sa mesure avec la phrase, peut-être, la plus maladroite qu'un crétin ait jamais commise à notre propos. Dans le but de nous diminuer, mais voulant aussi, comme les autres argumentistes cocus du stalinisme, déprécier l'ancienne exigence d'une révolution prolétarienne — qu'il croyait alors exorcisée à tout jamais, enterrée par son stalinisme et par son *Express* —, Châtelet avance que, quoiqu'on puisse tout de même relever comme des « symptômes » ces

livres et l'existence de l'I.S., « comme petite lueur qui se promène vaguement de Copenhague à New-York », « le situationnisme n'est pas le spectre qui hante la société industrielle, *pas plus qu'en 1848 le communisme* n'était le spectre qui hantait l'Europe ». C'est nous qui soulignons cet hommage tout involontaire. Tout le monde comprendra aisément que nous trouverions *déjà assez bien* de nous être « trompés » comme Marx, plutôt que comme Châtelet.

Si la colère des prétentieux experts démentis par l'événement était déjà belle avant le mouvement des occupations, elle est devenue réellement grandiose après. Pierre Vianson-Ponté, dans *Le Monde* du 25 janvier 1969, écarte furieusement le livre de Viénet, avec une malhonnêteté assez extraordinaire, même parmi les rédacteurs de ce journal. Il n'y voit qu'« une prose à peu près illisible, une prétention sans bornes et une soif de publicité sans limites (...) Ils en concluent tout uniment que la révolte de mai (...) annonce la révolution mondiale, pas moins ». Vianson-Ponté est un imbécile, pas plus. Il commence son article par cette sentence à la Homais : « Jadis les révolutionnaires tombaient sur les barricades ou prenaient le pouvoir. Ils n'avaient pas le temps d'écrire leur histoire et ils n'en avaient généralement pas le goût ». Il est difficile d'aller plus loin dans l'erreur pompeuse. Les révolutionnaires, parmi les pires comme parmi les meilleures tendances, ont *toujours écrit* beaucoup, et personne ne peut même un instant se demander pourquoi ; sauf Vianson-Ponté qui ignorait simplement le fait. Est-il besoin de signaler que, dans la seule année 1871, ont paru à Genève et Bruxelles une dizaine de livres importants écrits par les survivants de la Commune (Gustave Lefrançais, *Etude sur le mouvement communaliste à Paris ;* Benoît Malon, *La troisième défaite du prolétariat français;* Lissagaray, *Les huit journées de mai derrière les barricades ;* Georges Janneret, *Paris pendant la commune révolutionnaire*, etc., sans même compter ici *La guerre civile en France*). Mais Vianson-Ponté veut du sang. Admettant automatiquement la thèse de la police, selon laquelle il y eut très peu de morts, il nous reproche ce piètre résultat : « les révolutionnaires de mai 68 sont, grâce à Dieu, bien vivants (...) Alors ils écrivent. Beaucoup. La main qui vient de lâcher le pavé saisit aussitôt le stylo ». Nous nous flattons de ce passage du stylo au pavé, et réciproquement, comme d'un début de dépassement de la séparation entre le travail manuel et le travail intellectuel. Mais l'imprudent nécrophage ne comprend-il pas que son ironie malvenue peut être lue comme un appel, pour la prochaine fois, à une plus sanglante répression policière et militaire ? Et, si cela advient, n'est-il pas évident que plusieurs de ceux qui ont essayé de nier le sérieux du mouvement de 1968 en tirant argument du fait qu'il n'y a pas eu assez de morts risqueraient d'être eux-mêmes au premier rang des victimes d'inévitables représailles spontanées ? Nous écrivions, en 1962, dans *I.S. 7*, page 19 : « L'étonnant est plutôt que tous les spécialistes des sondages d'opinion ignorent la grande proximité de cette juste colère qui se lève, à tant de propos. Ils seront tout étonnés de voir un jour traquer et pendre les architectes dans les rues de Sarcelles. » A cause de sa force même, qui lui venait de la participation, inachevée mais déjà écrasante, des masses prolétariennes, le mouvement de mai a été *clément*. Mais si l'on en vient un jour à des affrontements plus sanglants, les urbanistes et les journalistes (qui parlent déjà de fascisme rouge pour quelques coups reçus récemment à Vincennes par le stalinien Badia) seront forcément en péril.

Il se trouve donc que, dans quelques dizaines d'articles, on s'est senti obligé de parler de nos livres en France; une quantité presque égale d'articles un peu plus honnêtes et informés ayant paru dans la presse étrangère. Il y eut même des éloges ; sur lesquels il est inutile de s'étendre. Une contradiction générale pèse sur l'ensemble de ces critiques. Quelques-uns des auteurs




## LES CHEMINEMENTS TÉNÉBREUX DE LA RÉVOLUTION

«L'Espresso» du 24 mars 1968, consacrant un numéro spécial aux troubles qui commençaient à se répandre parmi les «étudiants» de plusieurs pays, a publié, sous le titre **Leurs prophètes,** une sorte de schéma des origines théoriques de cette agitation. L'ignorance absolue qui l'inspire n'en est que plus portée à revêtir le style d'une figure géométrique (dans laquelle, par exemple, Guy Debord n'est placé en relation directe qu'avec Freud et Rudi Dutschke, ce qui est à la fois trop et trop peu). Le commentaire de «L'Espresso» est aussi embrumé que son schéma : «Ils ont plus ou moins les mêmes maîtres, ils se réfèrent aux mêmes textes : mais ils ne constituent pas une église monolithique. Entre eux, les mouvements étudiants se distinguent par une série de nuances subtiles, et pas toujours dépourvues d'importance, qui parfois tournent nettement à la polémique. Ce que nous présentons ici est une sorte d'atlas idéologique, un arbre généalogique des principales positions du mouvement universitaire. Il serait excessif cependant d'attribuer à une telle carte une absolue rigueur scientifique.»

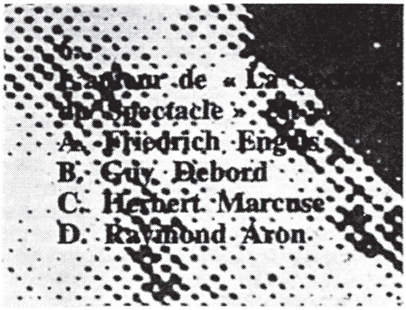
qui croyaient trouver chez nous quelques vérités frappantes, étaient en fait dénués des plus simples connaissances politiques et théoriques qui auraient pu leur permettre de comprendre vraiment de quoi il était question dans ces livres, en considérant chacun dans la totalité de ce qu'il énonce. Un cas exemplaire est celui du critique Henri-Charles Tauxe, dans le journal suisse *La Gazette littéraire* du 13 janvier 1968, qui conclut son analyse, où il a en tout cas honnêtement cherché à exposer le contenu du livre dont il parle, par cette interrogation : « On pourrait certes se poser un certain nombre de questions sur les perspectives ouvertes par Debord et se demander en particulier si le concept même de révolution garde aujourd'hui un sens ». En revanche, ceux de nos critiques qui connaissent bien les problèmes traités dans ces livres ont été portés justement à les *maquiller,* avec une mauvaise foi étroitement dépendante des positions particulières, et des tribunes mêmes, à partir desquelles ils s'expriment. Pour ne pas risquer trop d'ennuyeuses redites, nous nous limiterons à relever trois attitudes typiques, chacune se manifestant à propos d'un de nos livres. Il s'agit, dans l'ordre, d'un universitaire

marxiste, d'un psychanalyste, d'un militant ultra-gauchiste. Nous dirons en passant leurs motivations principales.

Claude Lefort a été révolutionnaire, et un des principaux théoriciens de la revue *Socialisme ou Barbarie* au début des années 50, — revue dont nous annoncions dans *I.S. 10* qu'elle s'était effondrée dans le vulgaire questionnement « argumentiste » et qu'elle devait disparaître : elle nous a donné raison en disparaissant effectivement un ou deux mois après. Lefort, à ce moment, s'en était séparé depuis des années, ayant été en flèche dans le combat contre toute forme d'organisation révolutionnaire, qu'il dénonçait comme fatalement vouée à la bureaucratisation. Il s'est consolé depuis de cette affligeante découverte en suivant une banale carrière universitaire, et en écrivant dans *La Quinzaine littéraire*. Cet homme rangé, mais fort cultivé, dans le numéro du 1er février 1968 de ce périodique, critique *La Société du Spectacle*. Il y reconnaît d'abord quelques mérites. L'emploi dans ce livre de la méthodologie marxienne, et même du détournement, ne lui a pas échappé, quoiqu'il ne soit pas allé jusqu'à y retrouver aussi Hegel. Mais ce livre lui a paru tout de même universitairement imbuvable pour la raison suivante : « Debord ajoute les thèses aux thèses, mais il n'avance pas ; il répète inlassablement la même idée : que le réel est renversé dans l'idéologie, que l'idéologie changée en son essence dans le spectacle, se fait passer pour le réel, qu'il faut renverser l'idéologie pour rendre ses droits au réel. Peu importe le sujet qu'il traite ici et là, cette idée se mire dans toutes les autres, et c'est aux limites de son endurance que nous devons un arrêt à la 221e thèse ». Debord admet très volontiers qu'il a trouvé, à la 221e thèse, qu'il en avait bien assez dit ; et qu'il n'a jamais voulu dire autre chose que ce qui est précisément dans ce livre : il ne s'agissait que de décrire « inlassablement » ce qu'est le *spectacle*, et comment il peut être renversé. Que « cette idée se mire dans toutes les autres », voilà justement ce que nous considérons comme la caractéristique d'un *livre dialectique*. Un tel livre n'a pas à « avancer » comme un travail de doctorat d'Etat sur Machiavel, vers la satisfaction d'un jury et l'obtention d'un diplôme (et, selon le mot de Marx dans la postface à la deuxième édition allemande du *Capital* sur la manière dont peut être vu « le procédé d'exposition » de la méthode dialectique, « ce mirage peut faire croire à une construction *a priori* »). *La Société du Spectacle* ne cache pas son parti-pris *a priori*, ne tente pas de faire surgir sa conclusion d'un questionnement universitaire ; mais n'est écrit que pour montrer le champ d'application cohérent *concret* d'une thèse qui existe elle-même au départ, venue d'une investigation que la critique révolutionnaire a pu porter sur le capitalisme moderne. Pour l'essentiel donc, à notre avis, c'est *un livre auquel il ne manque rien, qu'une ou plusieurs révolutions*. Lesquelles ne pouvaient tarder. Mais Lefort, ayant perdu tout intérêt pour ce genre de théorie et de pratique, trouve que ce livre est en lui-même un monde fermé : « On le croyait lancé à l'assaut de ses adversaires, il faut convenir que le grand déploiement d'un discours n'avait d'autre fin qu'une parade. Reconnaissons qu'elle a sa beauté : la parole n'est jamais en défaut. Toute question qui ne commandât pas sa réponse ayant été bannie dès les premières lignes, il est vrai qu'on chercherait en vain une faille ». Le contre-sens est complet : Lefort voit une sorte de pureté mallarméenne là où ce livre, comme *négatif* de la société spectaculaire — dans laquelle aussi, mais d'une façon inverse, toute question qui ne commande pas sa réponse est bannie à tout instant — ne recherche finalement rien d'autre qu'à *renverser* le *rapport de forces* existant dans les usines et dans la rue.

Après ce refus global, Lefort veut encore faire le marxiste sur un détail, pour rappeler que c'est sa spécialité, que c'est en tant que tel qu'il obtient des piges dans des périodiques intellectuels. Là, il

commence à falsifier, pour se donner l'occasion d'introduire un rappel pédant de ce qui est bien connu. Il annonce gravement que Debord a changé « la marchandise en spectacle », ce qui est « plein de conséquences ». Il résume pesamment ce que Marx dit de la marchandise ; impute faussement à Debord d'avoir dit que « la production de la fantasmagorie commande celle des marchandises », *au lieu du contraire* — ce contraire qui est une évidence clairement énoncée dans *La Société du Spectacle,* notamment dans le deuxième chapitre ; le spectacle n'étant défini que comme un *moment* du développement de la production de la marchandise. Ainsi




**LES JEUX DE L'ÉPOQUE**

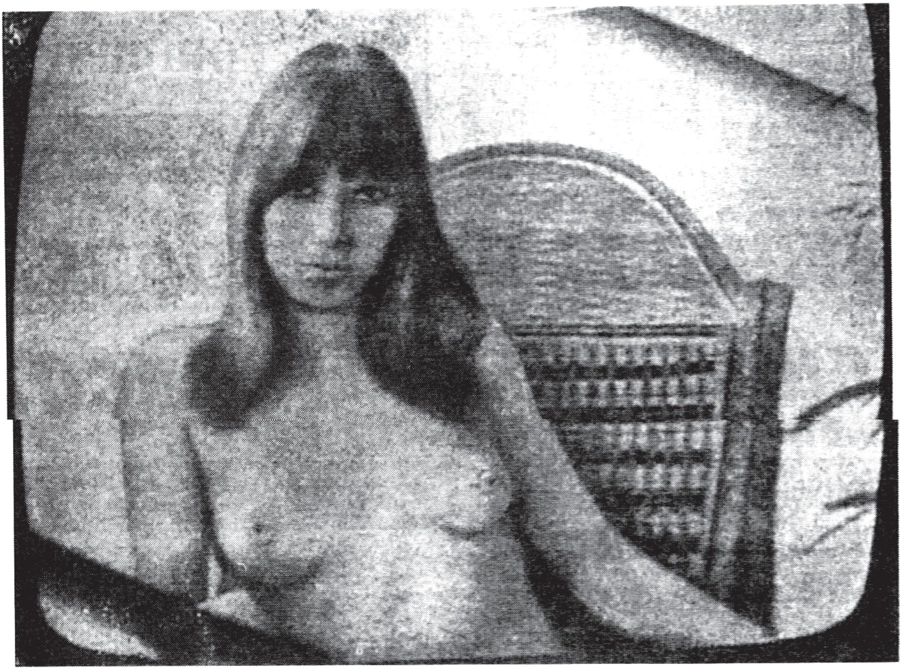
Cet intéressant problème est extrait d'une série de tests publiée dans la revue **Constellation,** de mars 1969, sous le titre « Connaissez-vous la Révolution ? » Nous pouvons rassurer les éventuels perdants, en leur disant : «Ce n'est que partie remise».

donc, Lefort peut conclure plaisamment qu'« à la lecture de Debord, toute histoire paraît vaine » ! Il diagnostique aussi : « Etrange rejeton de Marx, Debord s'est grisé de la fameuse analyse consacrée au fétichisme de la marchandise ». N'entrons pas dans une polémique sur les meilleures manières de se griser, c'est une question que les universitaires connaissent mal. Mais notons que l'histoire revenait, et qu'elle a surpris Lefort plus que nous en mai. C'est alors que l'on put voir, dans ces « bacchanales de la vérité où personne ne reste sobre » (Hegel), des foules — déjà des foules — grisées par la découverte de la marchandise et du spectacle comme réalités de la pseudo-vie *devant être détruite.* Et Lefort, dans *Le Monde* du 5 avril 1969, toujours en retard sur ce qui arrive, et même *sur ce qu'il sait,* mais moins en retard tout de même qu'en février 1968, va jusqu'à écrire qu'il ne faut pas s'obnubiler, comme « les observateurs bourgeois », sur la réapparition de la vieillerie trotskiste à gauche de l'appareil stalinien, car désormais « les conditions sont réunies pour permettre une critique de l'univers bureaucratique et fonder une analyse en termes nouveaux, des mécanismes modernes d'exploitation et d'oppression. (...) Avec le mouvement de mai, avec les initiatives aussi qu'il a inspirées à de jeunes ouvriers, quelque chose de nouveau se prononce qui ne doit rien à l'intervention des héros : une opposition qui ne sait pas encore se nommer, mais défie de telle manière toutes les autorités établies que l'on ne saurait la confondre avec les mouvements du passé ». Mieux vaut tard que jamais ! Seulement, comme on a vu, en février 1968, les « conditions » étaient *déjà réunies,* bien que Lefort voulût les ignorer, et que *lui,* aujourd'hui, ne sache « pas encore » comment cette opposition *se nomme.*

Nous tombons plus bas avec l'*Univers contestationnaire* d'André Stéphane (Payot, 2e trim. 1969), dont le treizième chapitre est une critique du livre de Raoul Vaneigem. Le pseudonyme de Stéphane couvre, annonce l'éditeur, « deux psychanalystes ». Ils pourraient être aussi bien vingt-deux, et même le travail pourrait avoir été fait par quelque machine I.B.M. programmée en psychanalyse, tant la parodie du « freudisme orthodoxe » est chargée, tant l'ineptie prend son vol jusqu'à des orbites circumlunaires. Comme ces auteurs sont psychanalystes, Vaneigem doit être fou. Vaneigem est donc paranoïaque, c'est en cela qu'il a exprimé si parfaitement par avance le mouvement de mai, et diverses fâcheuses tendances de toute la société moderne. Ce ne sont que fantasmes, délires, refus du

monde objectal et de la problématique œdipienne, narcissisme fusionnel, exhibitionnisme, pulsion sadique, etc. Ils couronnent leur édifice de niaiseries en professant de « l'admiration pour l'œuvre d'art qu'est ce livre ». Mais ce livre étant tombé en de mauvaises mains, le mouvement de mai a horrifié nos psychiatres par la violence aveugle qu'il a déployée, son terrorisme inhumain, sa cruauté nihiliste et son but explicite de détruire la civilisation et peut-être même la planète. En entendant le mot « fête », ils sortent leurs électrodes ; ils demandent tristement mais impérativement que l'on en revienne vite au sérieux, ne doutant pas un seul instant qu'eux-mêmes représentent fort bien le sérieux de la psychanalyse et de la vie sociale, et qu'ils peuvent écrire sur tout cela sans faire rire. Même des gens qui avaient la sottise d'être *les clients* de ces Laurel et Hardy de la médecine mentale, se sont sentis, après mai, un peu moins écrasés et dissociés, et le leur ont dit. Craignant de perdre là une fraction de leurs rentes (après avoir tremblé de tout perdre en mai, quand notre absolutisme intemporel menaçait jusqu'à l'existence de la marchandise et de l'argent), nos *délirants socialement intégrés* écrivent : « Ceci était très net chez certains patients qui semblaient considérer que si la Révolution (désir ancien qu'ils avaient abandonné) était possible, *tout* devenait possible ; il n'était plus nécessaire de renoncer à rien... » Ces gens seraient la honte de la psychanalyse s'il restait quelque dignité dans cette désolante profession ; si l'œuvre de Freud n'avait pas été mise en pièces depuis trente ans par sa récupération dans la société bourgeoise. Mais ces débiles mentaux, quand ils se hasardent, pressés par la haine, la peur, et le désir de maintenir leur fructueux petit prestige, à traiter dans un livre une question dont la base est évidemment *politique*, comment s'en sortent-ils ? Là, nos sages et raisonnables défenseurs de la société « réelle » — et du principe que tout va pour le mieux dans la meilleure des sociétés possibles — donnent la mesure de leur bêtise. Pour eux, il est hors de question que ce mouvement de mai qu'ils analysent avec une si fine perspicacité, a été un mouvement des *seuls étudiants* (ces chiens policiers de la détection de l'irrationnel n'ont pas un instant trouvé *anormal* et inexplicable qu'un simple accès de vandalisme des étudiants ait pu paralyser l'économie et l'Etat dans un grand pays industriel). De plus, selon eux, tous les étudiants sont riches, vivent fort bien dans l'abondance et le confort, n'ont aucun sujet de mécontentement rationnel discernable : ils participent à tous les bienfaits, sans contrepartie notable, d'une société heureuse et qui n'a jamais été moins répressive. Il serait donc démontré que le bonheur socio-économique, que connaissaient manifestement à l'état pur *tous* les révoltés de mai, a révélé en termes métaphysiques la misère intime des gens qui avaient soif d'absolu par « désir infantile », ceux que leur immaturité rend incapables de profiter « des bienfaits » de la société moderne. Détail qui traduit, pour ces cuistres, « une impossibilité d'investir libidinalement le monde extérieur pour des raisons conflictuelles. Les plus merveilleuses fêtes ne sauraient distraire qui porte en soi l'ennui, cette carence dans l'économie de la libido ».

En lisant ces Stéphane, on est obligé de comprendre que ce qu'ils appellent « les plus merveilleuses fêtes » doit être pour eux quelque chose comme l'illumination en « Son et Lumière » de la pyramide de Chéops. Leur jugement sur l'automobile suffit à révéler l'infantilisme correctement sublimé de ces « vrais adultes », monogames et électeurs : cet admirable jouet a remplacé adéquatement leur petit train électrique de l'époque où ils liquidaient favorablement leur Œdipe, à la satisfaction générale de leurs respectables familles. Relevant (page 215) quelques phrases ironiques de Vaneigem sur la pseudo-satisfaction actuelle des besoins sociaux (« Les communards se sont fait tuer jusqu'au dernier pour que toi aussi tu puisses acheter une chaîne stéréophonique Philips haute-fidélité »), ils rejettent avec indignation ce point de vue paranoïaque, et professent franchement



**LE POINT CULMINANT DE L'OFFENSIVE DU SPECTACLE**

Cette image fut assez remarquée quand elle passa, en octobre 1967, sur la chaîne protestante de la télévision hollandaise. Son directeur, qui se trouve être un ancien prédicateur, déclara alors : «Nous voulions montrer que des femmes nues peuvent être très belles». On peut admettre que là, l'inversion spectaculaire de la vie réelle avait atteint un indépassable sommet. Dans leur assurance grandissante, les experts des **mass media** se proposent de révéler au bétail qui les contemple une vérité dont on semble croire qu'elle lui aurait autrement à jamais échappé ; et ils se flattent de cette contribution au progrès culturel des foules qu'ils sont persuadés d'avoir réduites à une passivité définitive et absolue. Et, bien sûr, on leur livre cette réalité, après les autres, précisément sous la forme où elle échappe à tout usage concret, à toute communication réelle, derrière la vitrine du spectacle inaccessible qui « a pris en charge la totalité de l'existence humaine». Comme pour confirmer la pensée dialectique de Clausewitz, le spectacle, au moment où il a poussé si loin son invasion de la vie sociale, va connaître le début du **renversement** du rapport de forces. Dans les mois suivants, l'histoire et la vie réelle sont revenues à l'assaut du ciel spectaculaire. Et cette contre-offensive ne s'arrêtera pas avant la fin du monde de la séparation.

que les Communards auraient bel et bien été contents de savoir que leur sacrifice assurerait à leurs descendants le logis à Sarcelles et les émissions télévisées de Guy Lux. Ils tranchent : « Il faut vraiment avoir contre-investi la matérialité pour ne pas comprendre qu'acheter une voiture puisse constituer un but en soi, au moins provisoire, et que cette acquisition soit à même de procurer une grande joie ». Il faut vraiment avoir contre-investi la plus mince trace de pensée rationnelle pour se faire les chantres unilatéraux de cette « grande joie » à l'heure où les spécialistes de l'examen scientifique, même parcellaire et socialement désarmé, dénoncent dans tous les domaines les dangers de la prolifération de cette marchandise-vedette (destruction du milieu urbain, etc.) ; et où ceux mêmes qui sont le plus aliénés par cette

« possession » d'une voiture ne cessent de se plaindre des conditions précises qui détériorent continuellement la « grande joie » que cet achat était censé, publicitairement, leur garantir (bien sûr ce malaise ne va pas encore jusqu'à comprendre que cette détérioration n'est pas causée par des carences particulières des pouvoirs publics, mais tout simplement par la multiplication obligatoire de ce pseudo-bien jusqu'à l'encombrement total). Enfin, nos deux psychiatres ne sont précis, sincères, réalistes, que sur un seul point. C'est dans une note de la page 99. On y dénonce quelques personnes « se prétendant psychanalystes et freudiennes » qui, après un débat à la faculté de Médecine sur la question du paiement des psychanalystes, auraient voulu mettre en cause la nécessité même du paiement. « Or pour qui connaît les effets du transfert, il apparaîtra clairement que l'argent que paie l'analysé lui garantit ce que schématiquement nous pourrons appeler « l'autonomie » (une fois qu'il a payé l'analyste, « il ne lui doit rien ») ». La psychanalyse n'a jamais été en peine, évidemment, d'énoncer une belle justification psychanalytique de la nécessité de payer. Mais si ceux qui en profitent pour consommer plus et vivre moins sont tant à l'aise pour psychanalyser les marxistes, ils ne feront pas oublier que la plus simple critique marxiste révèle, avec une meilleure exactitude, leur propre *psychologie des profondeurs* (pour reprendre ici leur style verbal d'analyse, le peuple ne dit pas pour rien « il a vite mis le blé *dans sa profonde* »), leur *économie*, et leurs *investissements*. Voilà donc l'origine du livre des Stéphane : leur monnaie fut menacée. Quel pire délire ont-ils jamais eu à traiter ? De mémoire de psychiatre, on n'a jamais vu mourir un mode de production ! On commence pourtant à sentir des craintes.

A la fin de 1966, le Recteur Bayen de Strasbourg, déclarait à la presse que *nous relevions de la psychiatrie*. Dans l'année suivante, il a vu disparaître les « Bureaux d'Aide Psychologique Universitaire » de Strasbourg et de Nantes et même, dix-huit mois plus tard, tout ce qu'il connaissait comme son aimable monde universitaire, et un grand nombre de ses supérieurs hiérarchiques. Avec cette critique de Vaneigem, on voit donc venir tardivement ces psychiatres dont on nous menaçait. Ils auront très probablement déçus ceux qui en attendaient la solution définitive du problème situationniste.

Le livre de René Viénet n'a pas eu les honneurs de la psychiatrie, mais a été critiqué dans un article du n° 2 de *Révolution Internationale* (Adresse : C. Gine, B.P. 183, 31 - Toulouse), tribune d'un groupe ultra-gauchiste, anti-trotskiste, point bordighiste, mais peu dégagé du léninisme, et visant toujours à reconstituer la savante direction d'un vrai « parti du prolétariat », qui promet de rester pourtant démocratique le jour où il existera. Les idées de ce groupe sentent un peu trop la poussière pour qu'il soit intéressant de les discuter ici. Nous nous contenterons, puisqu'il s'agit de gens qui ont des intentions révolutionnaires, de relever chez eux quelques *falsifications* précises. Cette pratique est à notre avis *beaucoup plus incompatible* avec l'activité d'une organisation révolutionnaire que la simple affirmation de théories erronées, toujours susceptibles d'être discutées et rectifiées. De plus, ceux qui croient avoir besoin de falsifier des textes pour défendre leurs thèses avouent *ipso facto* que leurs thèses sont indéfendables autrement.

Le critique se déclare déçu par ce livre « d'autant plus que le temps de recul de plusieurs mois offrait des possibilités meilleures ». Quoique ce livre n'ait paru qu'à la fin d'octobre 1968, il est clairement indiqué dans l'introduction (p. 8), qu'il a été achevé le 26 juillet. Remis aussitôt à l'éditeur, ce livre n'a subi ensuite aucune correction ; seules deux courtes notes ajoutées, pp. 20 et 209, sont explicitement datées d'octobre ; elles concernent la Tchécoslovaquie et le Mexique,

pour les développements connus après juillet.

On reproche à ce livre de « céder au goût du jour » — c'est-à-dire, en fait, à notre propre style, car il a adopté le même genre de présentation que les anciens numéros d'*I.S.* — parce qu'y sont inclus des photos et des *comics* (et on reproche du coup aux situationnistes de mépriser « la grande masse infantile des ouvriers », en visant à les *divertir,* tout comme la presse et le cinéma capitalistes). On fait remarquer sévèrement que « c'est surtout l'action des enragés et des situationnistes qui est décrite » ; mais pour ajouter tout de suite : « comme d'ailleurs l'annonce le titre ». Viénet s'est en effet proposé d'établir tout de suite un rapport sur nos activités dans cette période, accompagné de nos analyses et de quelques documents, en estimant que le tout constitue une documentation précieuse pour comprendre mai, et principalement pour ceux qui auront à agir dans les futures crises du même type (et c'est dans le même but que nous avons repris cette question dans ce numéro). Que cette expérience paraisse à certains utilisable, et à d'autres négligeable, c'est affaire de ce qu'ils pensent et *de ce qu'ils sont effectivement.* Mais ce qui est sûr, c'est que cette documentation précise aurait été cachée (ou connue fragmentairement et faussement) pour beaucoup de gens, sans ce livre. Le titre dit bien de quoi il s'agit.

Sans aller jusqu'à insinuer qu'il y aurait le moindre détail faux dans ce rapport, notre censeur estime que Viénet a donné une trop grande place à notre action, imaginée « prépondérante ». Il écrit que « ramenée à ses justes proportions, la place occupée par les situationnistes a été sûrement inférieure à celle de nombreux autres groupes et groupuscules, en tout cas pas supérieure ». On ne sait vraiment pas d'où vient la « sûreté » de sa balance, comme s'il s'agissait de peser, en plus ou moins lourd, un même poids de pavés que chaque groupe aurait porté au même édifice, et dans la même direction. Les C.R.S., et même les maoïstes, ont certainement eu dans la crise une « place » plus étendue que nous, un plus grand poids. La question est de savoir *dans quel sens* les uns et les autres ont pesé. S'il s'agit seulement du courant *révolutionnaire,* un grand nombre d'ouvriers inorganisés ont évidemment eu un poids si déterminant qu'aucun groupe ne peut même être cité en regard ; mais cette tendance n'est pas devenue consciemment maîtresse de sa propre action. S'il s'agit seulement — puisque notre critique paraît plus intéressé par une sorte de course entre les « groupes » ; et peut-être pense-t-il *au sien ?* — des groupes qui étaient sur des positions clairement révolutionnaires, on sait très bien qu'ils n'étaient pas si « nombreux » ! Et il faudrait alors dire de *quels groupes* il s'agissait, et *ce qu'ils ont fait ;* au lieu de laisser tout cela dans un vague mystérieux, pour décider seulement que l'action précise de l'I.S. a été, par rapport à ces groupes restés inconnus, « sûrement inférieure », et puis — ce qui est un peu différent — « pas supérieure ».

En fait, la revue *R.I.* reproche aux situationnistes d'avoir dit, depuis quelques années, qu'un *nouveau* départ du mouvement révolutionnaire prolétarien était à attendre d'une critique moderne des nouvelles conditions d'oppression, et des nouvelles contradictions que celles-ci mettaient au jour. Pour *R.I.*, fondamentalement, il n'y a rien de nouveau dans le capitalisme, et donc dans sa critique ; le mouvement des occupations n'a présenté aucun caractère nouveau ; les concepts de « spectacle » ou de « survie », la critique de la marchandise atteignant un stade de production abondante, etc., ne sont que des mots creux. On voit que ces trois séries de postulats se tiennent inséparablement.

Si les situationnistes étaient seulement des obsédés de l'innovation

suffisamment étendu.

**SITUATIONNISTE** adj. et n. Se dit d'un groupe d'étudiants préconisant une action efficace contre la situation sociale qui favorise la génération en place.

***SITUER** v. tr. — ***Se situer*** v. pr. Se pla-

## CONNAISSANCES DU LAROUSSE

On sait que le Larousse, voici quelques années, se ridiculisa en donnant Karkunfelstein comme nom véritable du politicien qui se serait fait connaître sous le pseudonyme de Léon Blum : c'était une grossière plaisanterie antisémite des années 30, dont personne n'avait jamais été dupe, à l'exception tardive de ce malheureux dictionnaire. Quand il lui prend fantaisie, en 1969, de définir les situationnistes, on voit que sa rigueur intellectuelle reste à la hauteur de la réputation qu'il a méritée.

intellectuelle, *Révolution Internationale,* qui sait tout sur la révolution prolétarienne depuis 1920 ou 1930, ne leur attacherait aucune importance. Ce qui choque notre critique, c'est que nous montrions en même temps que cette *nouveauté* du capitalisme, et corollairement les nouveautés de sa négation, *retrouvent aussi* l'ancienne vérité de la révolution prolétarienne autrefois vaincue. Ici *R.I.* est très mécontente, parce qu'elle veut posséder cette vieille vérité *sans aucun mélange* de nouveauté ; que la nouveauté surgisse dans la réalité aussi bien que dans la théorie de l'I.S. ou d'autres, peu importe. Alors commence le truquage. On extrait un certain nombre de phrases des pages 13 et 14 du livre de Viénet, rappelant ces banalités de base de la révolution inaccomplie, et on les truffe de notes de professeur, en marge, comme à l'encre rouge : « C'est heureux vraiment que l'I.S. constate « aisément » ce que tous les ouvriers et tous les révolutionnaires savaient » ; « en voilà une découverte ! » ; « évidence », etc. Mais les extraits en question de ces deux pages de Viénet sont choisis habilement — si l'on ose dire. On cite par exemple littéralement ceci : « l'I.S. savait bien (...) que l'émancipation des travailleurs se heurtait partout et toujours aux organisations bureaucratiques ». Quels sont les quelques mots précisément supprimés par cette opportune parenthèse? Voici la phrase exacte : « L'I.S. savait bien, *comme tant d'ouvriers privés de la parole,* que l'émancipation des travailleurs se heurtait partout et toujours aux organisations bureaucratiques ». L'*évidence* du procédé de *R.I.* est tout aussi grande que l'évidence ancienne de la lutte des classes, dont ce groupe semble bien se rêver exclusif propriétaire ; et que Viénet rappelait ici explicitement à l'adresse de « tant de commentateurs », ayant la parole dans les livres et les journaux, et qui « se sont accordés pour dire que c'était imprévisible ».

Et, toujours pour nier que l'I.S. ait dit par avance quelque vérité sur la proximité d'une nouvelle époque du mouvement révolutionnaire, *R.I.,* qui ne veut pas du tout que cette époque soit nouvelle, demande ironiquement comment donc l'I.S. peut prétendre avoir prévu cette crise ; et pourquoi il a fallu attendre justement *cinquante* ans après la défaite de la révolution russe. « Pourquoi pas trente ou soixante-dix ? » dit platement notre

critique. La réponse est bien simple. En mettant même de côté le fait que l'I.S. voyait d'assez près la montée de certains éléments de la crise (et par exemple à Strasbourg, à Turin, à Nanterre), *nous n'avons pas prévu la date, mais le contenu.*

Le groupe de *Révolution Internationale* peut fort bien être en désaccord total avec nous quand il s'agit de juger le contenu du mouvement des occupations, comme il est plus généralement en désaccord avec la compréhension de son époque, et donc avec les formes d'action pratique que d'autres révolutionnaires ont pu commencer à ressaisir. Mais si nous méprisons le groupe de *Révolution Internationale* et ne voulons pas avoir de contact avec lui, ce n'est pas pour le contenu de sa science théorique un peu défraîchie, c'est pour le *style* petit-bureaucrate qu'il est amené, sans problème, à adopter pour la défense de ce contenu. Ainsi la forme et le contenu de ses perspectives sont en accord, et sont datés des mêmes tristes années.

Mais par ailleurs, l'histoire moderne a créé les yeux qui savent nous lire.

# JUGEMENTS CHOISIS

## CONCERNANT L'I.S. ET CLASSÉS SELON LEUR MOTIVATION DOMINANTE

### La bêtise

Les « enragés » représentent une trentaine d'étudiants qui se veulent « situationnistes », « super-anarchistes », pratiquant une éthique « révolutionnaire » que le fantaisiste Pierre Dac a résumée dans une formule fort célèbre — vieille de plus de trente ans : « Contre tout ce qui est pour, pour tout ce qui est contre. » Avec l'humour en moins et le genre beatnik en plus (...) Le premier chapitre s'intitulait : « Rendre la honte plus honteuse encore en la livrant à la publicité. » De la belle eau apportée au moulin du Doyen Grappin ! Certains étudiants, dans leur volonté destructrice, tiennent-ils absolument à ce que la Faculté soit considérée comme un vaste lupanar?

Alain Spiraux,
*Noir et Blanc* (7-3-68).

Enfin et surtout, il y a les enragés, les « situationnistes », ceux qui sont décidés à exploiter la manifestation et à créer des incidents graves. Ce sont les plus dangereux, mais ils ne sont pas nombreux, une demi-douzaine environ, barbus et chevelus. Il faut y ajouter leurs égéries. Certaines ont payé très cher leur appartenance aux situationnistes. L'une d'elles, étudiante en lettres, 18 ans, après s'être droguée, a avalé en janvier un tube de gardénal ; résultat : trois semaines d'hôpital et un traitement psychiatrique qui dure encore.

*Paris-Presse* (30-3-68).

M. Max-Etienne Schmitt, recteur de l'Université de Nantes-Angers (...) a son explication : « Les situationnistes de Strasbourg, c'est moi qui en ai hérité. Le climat n'est pas catastrophique : on a dix-sept perturbateurs, mais c'est décourageant. »

*Combat* (24-4-68).

La majorité des étudiants désapprouvait les excès des enragés et réclamait sur l'air des lampions la reprise des cours qu'ils perturbaient. Mais elle ne s'est jamais opposée, d'une façon positive, par des mesures concrètes, à aucune des initiatives de ces extrémistes. Elle était en effet fascinée par la représentation théâtrale improvisée qui se jouait à bureaux ouverts sur le thème de la perte du pouvoir par les professeurs. C'était une sorte de *happening* permanent (...) La présence d'un groupe situationniste n'avait pas été étrangère à tout cela.

Epistémon,
*Ces idées qui ont ébranlé la France* (Fayard, 3e trimestre 1968).

Internationale situationniste : ce mouvement est parti en France de l'Université de Strasbourg pendant l'année 1966-1967. Son influence, diffuse, non organisationnelle, est assez difficile à apprécier, mais paraît dans l'ensemble faible à la Sorbonne où les situationnistes ont pourtant contrôlé le premier comité d'occupation — du 14 au 17 mai — après en avoir seuls assumé la direction du 13 mai au 14 mai au soir.

Jean Maitron,
*La Sorbonne par elle-même* (Editions Ouvrières, 4e trimestre 1968).

Sage, cette jeunesse strasbourgeoise qui semble simplement rejeter un monde où l'on débite de la culture comme des chapelets de saucisses? Que non pas ! Plus folle même que la plus rageuse des jeunesses nanterroises. C'est qu'elle a goûté, bien avant qui que ce soit en France, à une étrange médecine expérimentée un peu partout, en Scandinavie, en Allemagne, au Japon. Cela s'appelle le « situationnisme », c'est du socialisme mâtiné de marxisme et d'anarchisme, et cela émane d'un évanescent groupe international de théoriciens qui se livreraient à la critique radicale de la société actuelle.

Christian Charrière,
*Le printemps des Enragés* (Arthème Fayard, 4e trimestre 1968).

Et lorsque les étudiants français, qui se sont mobilisés les derniers, rejoignent dans l'utopie leurs camarades italiens, allemands, hollandais, suédois, espagnols et belges, ils rédigent ensemble, à la fin de mai 1968, une « Adresse à tous les travailleurs » qui méritera de passer à l'Histoire par la hiérarchie qu'elle indique dans la détestation : « Ce que nous avons fait hante l'Europe et va bientôt menacer toutes les classes dominantes, des bureaucrates de Moscou et de Pékin aux milliardaires de Washington et de Tokyo. » Que l'aversion des jeunes mêle Pékin et Tokyo, et fasse passer les bureaucrates avant les milliardaires, ne rassurera sans doute pas Mitsubishi, mais doit rendre Mao Tsé-toung songeur.

Servan-Schreiber,
*L'Express* (30-12-68).

Après plusieurs mois d'éclipse et de silence, probablement consacrés à l'élaboration de ses travaux, vient d'intervenir dans ce débat le groupe de l' « Internationale situationniste », en publiant un livre chez Gallimard : *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations*. On était en droit d'attendre, de la part d'un groupe qui a effectivement pris une part active dans les combats, une contribution approfondie à l'analyse de la signification de Mai, et cela d'autant plus que le temps de recul de plusieurs mois offrait des possibilités meilleures. On était en droit d'émettre des exigences et on doit constater que le livre ne répond pas à ses promesses. Mis à part le vocabulaire qui leur est propre : « Spectacle, Société de consommation, critique de la vie quotidienne, etc. », on peut déplorer que, pour leur livre, les situationnistes aient allègrement cédé au goût du jour, se complaisant à le farcir de photos, d'images et de bandes de comics (...) La classe ouvrière n'a pas besoin d'être divertie. Elle a surtout besoin de comprendre et de penser. Les comics, les mots d'esprit et les jeux de mots leur sont d'un piètre usage. On adopte d'une part pour soi un langage philosophique, une terminologie particulièrement recherchée, obscure et ésotérique, réservée aux « penseurs intellectuels », d'autre part, pour la grande masse infantile des ouvriers, quelques images accompagnées de phrases simples, cela suffit amplement.

*Révolution Internationale n° 2* (février 1969).

L'utilisation des carences de l'éducation sexuelle des nouveaux résidents explique le développement de ce qu'on nomme ici « l'anarchisme » et le « situationnisme ». Il ne s'agit nullement de philosophie de l'Etat et de l'individu, mais tout simplement de la justification, par le recours abusif au vocabulaire idéologique, de mœurs dont la ligne directrice est le refus de toute contrainte — y compris la sienne propre — et la répudiation de tout effort, ainsi que le culte de la jouissance oisive...

P. Deguignet,
*La Nation* (28-2-69).

Il faut ajouter que le style même de Vaneigem a été celui des slogans de mai. Il semble au reste avoir été à l'origine d'un grand nombre de formules parmi les plus heureuses et les plus poétiques. Sans doute avaient-elles été préalablement répandues par la revue de l'Internatio-

nale Situationniste dont il est un des plus éminents rédacteurs. Il faut peut-être rappeler que les situationnistes de Strasbourg avaient émigré à Nanterre au début de l'année scolaire 1967 (...) L'auteur du *Traité de Savoir-Vivre* nous donne une clé pour la compréhension du rôle et de la place des *mécanismes paranoïaques dans notre civilisation.*

André Stéphane,
*L'Univers contestationnaire* (Ed. Payot, 2e trimestre 1969).

## Le soulagement prématuré

Les faiblesses de l'I.S. — refus de l'organisation et de l'idéologie, la révolution pour la révolution, en somme l'utopie d'échapper au conditionnement de la société de consommation par la pure et simple négation ou l'invocation d'une solidarité anti-bureaucratique et spontanée des *prolétaires* — ont été vite mises en lumière. Le mouvement est entré en crise : les défections ont commencé (...) c'est le commencement de la fin, inévitable dans tout mouvement qui refuse d'institutionnaliser sa propre théorie (...) Restent les propositions, certaines intentions fort intelligentes, que d'autres sauront dans l'avenir reprendre avec une plus grande conscience des limites de toute action historique, pour opérer avec succès dans une société toujours plus complexe et ambiguë.

*Nuova Presenza n° 25-26* (printemps-été 1967).

Quant à l'Internationale situationniste, on ne peut donner sur elle que des informations limitées et approximatives, étant donné que personne n'en a jamais plus entendu parler depuis un an (...) Il était assez prévisible que la brochure du groupe de Strasbourg trouverait des interprétations empreintes de révolutionnarisme verbal, facilement récupérables, au demeurant, au niveau de la consommation, comme le prouve l'usage même qui a été fait de la brochure dans la moitié de l'Europe, et maintenant en Italie avec l'édition de la Maison Feltrinelli (...) Les rapports du groupe de Strasbourg avec l'I.S. n'ont pas duré plus de quatre mois, pour finir par une orageuse rupture.

*Idéologie n° 2*, de Rome (1967).

Le mode commun de l'exposition situationniste est la *dénonciation*, une dénonciation globale, qui atteint, indifféremment, tous les domaines, de l'économique au culturel et qui, sans s'embarasser ni de concepts ni d'informations, *constate, révèle* l'aliénation sans cesse aggravée de l'humanité contemporaine (...) Il va de soi que de semblables énoncés découragent d'avance toute critique. Ils l'écartent, d'entrée de jeu, puisqu'ils tiennent pour évident que toute contestation de ce qu'ils disent émane d'une pensée sottement tributaire du « pouvoir » et du « spectacle » (...) Certes, le situationnisme n'est pas le spectre qui hante la civilisation industrielle, pas plus qu'en 1848 le communisme n'était le spectre qui hantait l'Europe.

François Châtelet,
*Le Nouvel Observateur* (3-1-68).

Au comble de la notoriété, et de l'insuccès pratique, l'histoire des situationnistes prend le chemin du conflit interne. Mustapha Kebati, un des *leaders*, fils d'immigrés algériens, essaya d'accaparer tous les mérites de l'action accomplie, et de se déclarer l'unique auteur de la brochure *De la misère* (...) Les Strasbourgeois ne veulent même plus être appelés *situationnistes.* Ils ont publié un nouveau manifeste théorique : *L'Unique et sa propriété* (où l'*Unique*, c'est la société néo-capitaliste, unique système vraiment *cohérent* dans la répression de toute tendance à la critique) (...) Les Parisiens, de leur côté, ont été consummés dans la grande fournaise de la révolte de mai, et il ne reste rien d'eux que le nom de Guy Debord.

Memmo Giampaoli,
*Giovani, nuova frontiera* (Ed. SEI-Turin, mars 1969).

Disons que la vertu majeure qui semble caractériser le Situationnisme c'est l'impatience de jouer un rôle (...) Jouer sur le devant de la scène une farce énorme singularise. Elle permet de

forcer les portes de ces cercles fermés où nos jeunes intellectuels prétendent à la première place (...) On y trouve des formules toutes faites comme « les révolutions seront des fêtes », dont le ridicule est désarmant (...) Aussi éphémère que les groupes d'intellectuels qui l'ont précédé, le situationniste appartient maintenant à l'histoire.

Maurice Joyeux.
*La Rue n° 4* (2e trimestre 1969).

# La panique

« Selon les accusés, vous présidez un cercle à tendance extrémiste. Quels sont les buts de ce groupement? » — « Extrémiste n'est pas le terme qui convient, répondit l'artiste d'une voix mesurée. Le club est un foyer intellectuel où sont abordés tous les problèmes de prospective situationniste. » (...) « Ne vous imaginez pas avoir en face de vous une organisation bâtie sur le modèle des sociétés secrètes traditionnelles. » (...) Et puis, ils ont le nombre, leurs adhérents circulent partout, de part et d'autre du Rideau de fer. Même si l'on mobilisait contre eux toutes les forces de police et de contre-espionnage, elles n'y suffiraient pas ! C'est un raz-de-marée, une lame de fond qui se propage et dont le centre n'est nulle part, avec des complicités à l'infini. (...) La doctrine est élaborée dans des universités d'Angleterre et de Hollande par de jeunes stratèges qui voient loin.

Paul Kenny,
*Complot pour demain* (Ed. Fleuve Noir, 3e trimestre 1967).

C'est le ton qui fait la chanson, et la violence négative et provocante des formules, plus cynique chez Vaneigem et plus glacée chez Debord, ne laisse rien debout de ce que les époques antérieures ont produit, si ce n'est Sade, Lautréamont et Dada (...) Nos futurs Saint-Just en blousons noirs, qui s'annoncent comme les porteurs « d'une nouvelle innocence, d'une nouvelle grâce de vivre », nous auront au moins avertis : la civilisation ludiste des « maîtres sans esclaves » devra se résigner à secréter ses commissaires ; et l'heureuse nouvelle de la suppression des tribunaux ne signifiera pas, hélas ! la fin des exécutions.

P.-H. Simon,
*Le Monde* (14-2-68).

La Kermesse communiste, pro-chinoise, trotskyste, castriste, anarchiste, situationniste et autres de la Sorbonne rappelait assez bien les tout premiers soviets de la révolution russe. Parmi les inscriptions murales de la faculté des Lettres et qui ne furent pas, semble-t-il, citées dans la presse quotidienne, il y avait et il y a encore : « A bas le crapeau de Nazareth » — « Comment penser librement à l'ombre d'une chapelle? » — « Ceux qui font la révolution à moitié ne font que creuser un tombeau » — « Défense de photographier, les pellicules seront saisies ». Un micro tenu par le comité d'occupation situationniste répétait la consigne : « Tous à Boulogne pour exprimer notre soutien aux ouvriers de chez Renault ». Cette consigne était régulièrement démentie par des dissidents progressistes armés d'un porte-voix.

*Rivarol* (25-5-68).

Le mouvement situationniste se définissait lui-même comme un groupe international de théoriciens qui a entrepris la critique radicale de la société actuelle sous tous ses aspects, en s'appuyant sur la théorie marxiste (...) L'écroulement d'Apocalypse préconisé par les auteurs devait être la conséquence inéluctable du sur-développement économique et de la croissance bureaucratique (...) La contestation effrénée, dont les situationnistes s'étaient fait les porte-paroles dans un extrémisme radical, fut un des symptômes précurseurs de la maladie. On eut tort de ne pas le prendre au sérieux.

*Etudes* (juin 1968).

Ce qui m'a surpris, c'est la date de la révolte, car je l'attendais pour la rentrée de novembre 1968. On aurait tort de mésestimer certains antécédents, en particulier l'occupation en novembre 1966 des locaux de l'*Association générale des Etudiants de Strasbourg*. La stratégie est connue, d'autant mieux que les révolutionnaires n'en font aucun mystère : discréditer d'abord l'organisation réformiste des étudiants (...) Il y a deux ans, ce résultat fut acquis. Ce coup

d'éclat permit d'augmenter le nombre des sympathisants et de préparer l'occupation des Facultés. Ce qui fut fait au cours du mois de mai dernier (...) Je connais assez bien les étudiants révolutionnaires de Strasbourg. Il se trouve parmi eux des farfelus pour qui la révolution n'est qu'une griserie stérile ou une « fête ». Mais il faut compter avec une minorité d'esprits conséquents et décidés, authentiquement révolutionnaires, aux idées organisées et claires ayant parfaitement conscience de leurs forces et de leurs faiblesses (...) L'observateur ne peut qu'être frappé de la rapidité avec laquelle la contagion s'est propagée dans toute l'Université et en général dans les milieux de la jeunesse non universitaire. Il semble donc que les mots d'ordre lancés par la petite minorité de révolutionnaires authentiques aient remué je ne sais quoi d'indéfinissable dans l'âme de la nouvelle génération (...) Malgré tout, dans les conditions actuelles, il faut faire une distinction essentielle entre les vrais révolutionnaires (peu nombreux) et la masse des ralliés qui a cru la révolution imminente et dont un certain nombre n'étaient que des opportunistes. L'ordre rétabli peut sans doute impressionner ces ralliés qui ont d'ailleurs été les principaux facteurs de désordre (Geismar, Sauvageot), mais non ceux qui vivent uniquement pour la révolution. Il faut souligner ce fait : nous voyons réapparaître, comme il y a cinquante ans, des groupes de jeunes gens qui se consacrent entièrement à la cause révolutionnaire, qui savent attendre selon une technique éprouvée les moments favorables pour déclencher ou durcir des troubles dont ils restent les maîtres, pour retourner ensuite à la clandestinité, continuer le travail de sape et préparer d'autres bouleversements sporadiques ou prolongés suivant le cas, afin de désorganiser lentement l'édifice social. Les désordres et les confusions qu'ils suscitent répondent à une tactique calculée dont les ralliés ne sont que des instruments.

Julien Freund,
*Guerres et Paix nº 4* (1968).

L'Internationale Situationniste est essentiellement l'œuvre de Debord (...) Le nouveau mouvement devait progressivement évoluer de l'esthétique au politique, l'esthétique ayant dès l'origine un aspect politique, et la politique, aujourd'hui, restant toujours entachée, au dire des politiques eux-mêmes, d'un certain esthétisme (...) de 1961 à 1964 c'est essentiellement l'élaboration d'une plate-forme critique de la société dominante ; à partir de 1964 et jusqu'à nos jours se préparent à la fois une ébauche de théorie constructive et surtout des actions politiques menées en répétition, d'abord à Strasbourg l'année dernière, et ensuite au mois de mai 68 à Paris et dans d'autres villes de province.

R. Estivals,
*Communications nº 12* (décembre 1968).

Les drapeaux rouges et noirs ont flotté pendant quelques heures, hier, aux fenêtres de la Sorbonne (...) Une fois de plus, des actes de vandalisme ont été commis, imputables (semble-t-il) à des « étudiants » qui n'avaient rien à faire à la Sorbonne : les « situationnistes » de Nanterre.

*Le Parisien Libéré* (24-1-69).

Dehors pendant ce temps, des étudiants arrivent continuellement (les plus actifs sont les « commandos » situationnistes de Nanterre). Les policiers ont sorti de leurs camions les casques, les boucliers, les lacrymogènes. Alors les occupants — il est 18 heures — pénètrent dans le bureau du doyen de la faculté des lettres, Las Vergnas, et lui annoncent qu'ils le garderont en otage...

*Il Giorno* (24-1-69).

Leur quartier-général est secret mais je pense qu'il est quelque part dans Londres. Ce ne sont pas des étudiants, mais ce qui est connu sous le nom de situationnistes ; ils voyagent partout et exploitent le mécontentement des étudiants.

*News of the World* (16-2-69).

A partir du 20 mai, la grève gagne l'Alsace (...) Et quand la préfecture envisage une action contre l'université maintenant totalement occupée, un des responsables du service d'ordre ne souligne-t-il pas les risques de l'entreprise ! (...) il y aurait une quarantaine « d'agitateurs » locaux : situationnistes revenus de Paris, des marxistes pro-chinois, des trotskystes (...

Les groupes extrémistes — toujours selon les milieux officiels — possèdent de l'armement, même s'ils n'ont pas les mille cinq cents fusils comme leur propagande veut le laisser croire.

Claude Paillat,
*Archives secrètes* (Ed. Denoël, 1er trim. 1969).

Sept arrestations et quatre-vingt blessés légers, en majorité des policiers, tel est le bilan des graves incidents survenus pendant plus de trois heures en plein centre de la ville, après la manifestation organisée vendredi après-midi par les trois syndicats en hommage aux morts de Battipaglia (...) Quelqu'un parmi les plus excités — et il faut dire tout de suite que le mouvement étudiant est étranger à cette partie de la manifestation — a pris l'initiative de lancer sur une auto-pompe de la police un rudimentaire cocktail Molotov (...) Il y a eu des charges de police et un lancer très dense de grenades lacrymogènes ; certaines étant renvoyées par les manifestants (anarchistes, situationnistes, maoïstes, internationalistes, marxistes-léninistes).

*Il Giorno*, de Milan (13-4-69).

D'abord une volonté très apparente, non de corriger, d'améliorer, de réformer cette société de consommation, mais bien de la détruire : « La marchandise on la brûlera » (Internationale Situationniste, Hall Richelieu, Sorbonne).

André Stéphane,
*L'Univers contestationnaire* (Payot, 2e trim. 1969).

## Le confusionnisme spontané

Il est vrai qu'avant les explosions que vous savez, d'aucuns s'étaient imaginé d'expulser de France Daniel Cohn-Bendit, le chef des «enragés», que des intellectuels de gôche ont présenté, lui et ses amis, comme un disciple de l'Américain Marcuse, alors qu'il suffit de lire les livres en français des écrivains « situationnistes » Vaneigem et Debord pour y retrouver l'inspiration de Dany et de ses potes.

*Le Canard Enchaîné* (22-5-68).

Une série de documents sur la lutte que mènent les étudiants italiens permettent de se faire une idée de la situation idéologique de ces groupes à la fin de l'hiver dernier (...) Le choix des textes ne met peut-être pas assez en évidence l'importance de Turin où « situationnistes » et « marcusiens » ont joué, à l'origine, un grand rôle.

Claude Ambroise,
*Le Monde* (25-1-69).

Nous avons évoqué dans le premier chapitre le « Mouvement du 22 mars » ; c'est le plus connu mais non le plus ancien des groupuscules ; à Nanterre parmi ses membres figurent quelques-uns des situationnistes qui ont fait scandale à Strasbourg deux ans plus tôt. L'entreprise de ces derniers, par ses méthodes et son programme, préfigure ce que Paris et la France vont connaître en 1968.

Claude Paillat,
*Archives secrètes* (Ed. Denoël, 1er trim. 1969).

La position d'intellectuels des situationnistes les a logiquement amenés à se regrouper entre eux pour diffuser les concepts élaborés ensemble. Si leur livre montre bien la force explosive que peut prendre une telle action de groupe et refléter une libération de toutes les contraintes, ils ont l'air d'oublier que c'est dans les usines que se passe l'essentiel. Et ils ne semblent pas avoir évité le danger de devenir prisonniers de leur propre langage.

*Informations Correspondance Ouvrières n° 78* (fév. 1969).

Robert Estivals (*Communications*, 12), a esquissé une analyse de l'influence de la doctrine de l'I.S. dans les origines du mouvement né à Nanterre. Analyse insuffisante que le livre d'E. Brau — *elle-même membre de l'I.S.* — permet de dépasser. S'il n'est pas question pour les éducateurs modernes de devenir « situationnistes », il appartient à chacun de nous de reconnaître ses alliés (...) A condition que dans une prochaine étape révolutionnaire, ce radicalisme ne se réduise pas à un terrorisme lâche et borné. Comportement dont certains prétendus membres de l'I.S. ont fait montre il y a peu.

Michel Faligand,
*Interéducation n° 8*, mars 1969.

En Italie, Feltrinelli fut le premier à faire traduire *De la misère en milieu étudiant*, mais l'édition tout de suite épuisée n'eut pas de réimpression (...) A trois ans de distance, cette inquiétante analyse sociologique semble presque un lieu commun, mais cela ne veut pas dire qu'elle apparaissait telle à l'époque de sa diffusion (...) Au contraire, la très rapide « escalade » des vérités contenues dans ce libelle et la brûlante présence au centre des « événements de Mai » de groupes anarcho-situationnistes tels que « L'Hydre de Lerne », « Les Enragés » et le « 22 mars » dont faisait également partie Cohn-Bendit, ont confirmé dans l'action leur charge authentiquement révolutionnaire.

Nicola Garrone,
*Paese Sera*, de Rome (27-4-69).

Cela dit, mai 1968 fut tout autre chose que ce que Trotsky, et finalement Lénine lui-même, avait pu imaginer (...) Entre certains trotskystes, maoïstes, anarchistes, situationnistes, ce n'était plus l'anathème stérile, mais une pratique commune. C'était peut-être le début du communisme.

Jacques Bellefroid,
*Le Monde* (28-5-69).

## Le confusionnisme intéressé

Cette réunion aura lieu à la faculté de Nanterre au centre culturel (salle C 20). Les organisations suivantes participant au mouvement du 22 mars : J.C.R., C.V.N., U.J.C.M.L., C.V.B., E.S.U., U.N.E.F., S.N.E. Sup., S.D.S., C.A.L., M.A.U., Anarchistes, Situationnistes...

*Tract du « Mouvement du 22 mars »*, appelant à un meeting prévu pour le 2 mai 1968.

Les organisations dissoutes sont de trois ordres. Il s'agit d'une part de l'ensemble des organisations trotskystes, d'autre part des groupements « pro-chinois », enfin, du Mouvement du 22 mars, qui est un cas à part (...) Il réunit des anarchistes, des situationnistes, des trotskistes et des « pro-chinois ».

Frédéric Gaussen,
*Le Monde* (14-6-68).

N'écrasons pas sous les lourdes semelles du passé, serait-il relativement récent, l'herbe neuve de la révolte. Il importe au contraire de souligner ce que le mouvement actuel *ne doit pas* aux expériences ni aux théories antérieures, y compris les plus nobles, les plus dignes de considération, les plus fécondes. Ce qui vaut par rapport à la Révolution d'Octobre comme par rapport à la Commune, à la psychanalyse comme aux diverses théories socialistes, à Bakounine comme à Marx, à Marcuse comme à Mao-Tsé-Toung, au situationnisme comme au surréalisme.

*L'Archibras n° 4* (Le surréalisme le 18 juin 1968).

Aux pays sans tradition ouvrière revenaient le spontanéisme, l'anarchisme ou le situationnisme (*Flower Power* du Danemark, *Mother's fuckers* des U.S.A.).

*Rouge* (16-4-69).

# La calomnie démesurée

Car d'autre part, il ne faut pas oublier certaines choses. Que si l'on supprime le fait que le père de G. Debord soit un très riche industriel, les situationnistes ne sont plus rien (du moins en France).

Nerslau,
*L'Hydre de Lerne n° 5* (janvier 1968).

Les « enragés » au nombre d'abord d'une dizaine, puis d'une centaine, allaient réussir, en recourant à la violence, à paralyser le travail de quelque 12 000 étudiants. Le « mouvement du 22 mars» vient de là, d'une quarantaine de jeunes gens membres de l'Internationale situationniste qui a son siège à Copenhague et qui est manipulée par la H.V.A., service de sécurité et d'espionnage est-allemand.

Louis Garros,
*Historama n° 206* (décembre 1968).

On peut tenir pour certain que dans tout cela sont absentes aussi bien la poésie que la révolution, neutralisées et non exaltées l'une par l'autre. La rigueur de cette double exigence manque évidemment aux militants qui sont entrés dans la révolution comme on entre en littérature. Une complaisance de ce genre atteint son comble chez ceux qui se définissent comme « situationnistes ». Ce qui, en mai, dans les inscriptions murales, toucha pour un temps certains bourgeois sensibles, avait cette origine. Bien loin d'être spontané, mais absolument prémédité, ce travail de transcription était très semblable au développement, avec des moyens divers, de l'activité littéraire traditionnelle. Le récent livre de l'un d'eux, Viénet, en est la preuve. Au contraire, ce qu'aucun bourgeois ne pouvait apprécier dans les paroles de mai (« Nous sommes tous des juifs allemands », « Soyez réalistes, demandez l'impossible », etc.), n'était pas situationniste.

*Comité des écrivains et des étudiants* (Duras, Mascolo, Schuster, etc.).
Texte publié dans *Quindici n° 17*, juin 1969.

# La démence

Un asile de fous semblait partir à la rescousse d'un autre, les surréalistes aussi occupaient. Alliés aux « situationnistes », ils eurent même les premiers jours la majorité au « comité d'occupation » qui, en principe, réglait toutes les affaires intérieures de la Sorbonne (...) Un vent de juridisme tâtillon soufflait que les situationnistes calmèrent par la via negativa des mystiques, forçant l'assemblée générale à discuter pendant des heures du mode de discussion de l'ordre du jour de la séance en cours, laquelle s'achevait avant qu'on se soit mis d'accord sur le remède absolu contre tout risque de « bureaucratie ».

Edgar André,
*Magazine littéraire n° 20* (août 1968).

J'ai retrouvé dans mes archives une brochure éditée en 1966 par les situationnistes qui s'étaient emparé du bureau de l'U.N.E.F. de Strasbourg : ces quelque trente pages révolutionnaires sont à ce point proches des idées à l'origine de Mai qu'il m'a semblé intéressant de les rappeler, d'autant que cette contestation radicale pourrait être souvent la nôtre, si elle ne s'envolait

pas dans une phraséologie désastreuse (...) Bravo, Messieurs, mais alors venez chez nous combattre la démocratie, au lieu de vouloir la réaliser sous ce que vous croyez pouvoir être une autre forme ! De l'audace !

*AF Université*, Mensuel des Etudiants de la Restauration Nationale (octobre 1968).

Contrairement à ce qu'on pourrait attendre, la reconversion psychologique n'a pas été effectuée et elle est, selon nous, la cause de l'erreur de l'I.S., et par la suite l'échec de la néo-social-démocratie estudiantine de mai 68 (...) le principe de l'individualisme n'a pas été abandonné (...) Dans une perspective léniniste l'I.S. ne saurait être considérée autrement que comme une manifestation dangereuse de la pensée petite-bourgeoise. Elle sert le capitalisme, témoin l'audience qui lui fut faite ces derniers temps dans la presse bourgeoise.

R. Estivals,
*Communications n° 12* (décembre 1968).

# PRÉLIMINAIRES SUR LES CONSEILS ET L'ORGANISATION CONSEILLISTE

> « Le gouvernement ouvrier et paysan a décrété que Cronstadt et les navires en rébellion doivent se soumettre immédiatement à l'autorité de la République Soviétique.
>
> J'ordonne par conséquent à tous ceux qui levèrent la main contre la patrie socialiste de poser les armes sans délai. Les récalcitrants devront être désarmés et remis aux autorités soviétiques. Les commissaires et les autres représentants du gouvernement qui sont arrêtés doivent être remis en liberté sur-le-champ. Seuls ceux qui se seront rendus sans condition pourront compter sur un acte de grâce de la République Soviétique. Je donne simultanément l'ordre de préparer la répression de la révolte et la soumission des marins par la force armée. Toute la responsabilité des dommages que la population pacifique pourrait souffrir de ce fait retombera entièrement sur la tête des mutins blanc-gardistes. Cet avertissement est définitif. »
>
> Trotsky, Kamenev, *Ultimatum à Cronstadt.*

> « Nous n'avons qu'une chose à répondre à tout cela : *Tout le pouvoir aux Soviets !* Otez vos mains de là : vos mains rouges du sang des martyrs de la liberté qui luttèrent contre les gardes-blancs, les propriétaires, et la bourgeoisie ! »
>
> *Izvestia de Cronstadt, n° 6.*

Depuis cinquante ans que les léninistes ont ramené le communisme à l'électrification, que la contre-révolution bolchevik a dressé l'*Etat soviétique* sur le cadavre du pouvoir des Soviets, et que Soviet a cessé de signifier *Conseil*, les révolutions n'ont fait que jeter au visage des maîtres du Kremlin la revendication de Cronstadt : « *Tout le pouvoir aux Soviets et non aux partis* ». La persistance remarquable de la *tendance réelle* vers le pouvoir des *Conseils Ouvriers* au long de ce demi-siècle de tentatives, et d'écrasements successifs, du mouvement prolétarien moderne, impose désormais au nouveau courant révolutionnaire les Conseils comme la seule forme de la dictature anti-étatique du prolétariat, comme le seul tribunal qui pourra prononcer le jugement du vieux monde, et exécuter lui-même la sentence.

Il faut préciser la notion de Conseil, non seulement en écartant les grossières falsifications accumulées par la social-démocratie, la bureaucratie russe, le titisme et jusqu'au ben-bellisme ; mais surtout en reconnaissant les insuffisances dans les brèves expériences pratiques du pouvoir des Conseils jusqu'ici ébauchées ; et, naturellement, dans les conceptions mêmes des révolutionnaires conseillistes. Ce que le Conseil *tend à être en totalité* apparaît négativement dans les limites et les illusions qui ont marqué ses premières manifestations et, tout autant que la lutte immédiate et sans compromis qui est normalement engagée contre lui par la classe dominante, ont causé sa défaite. Le Conseil veut être la forme de l'*unification pratique* des prolétaires se donnant les moyens matériels et intellectuels du changement de toutes les conditions existantes, faisant souverainement leur histoire. Il peut et doit être l'organisation en

actes de la conscience historique. Or, précisément, il n'est nulle part encore parvenu à dominer la séparation dont sont porteuses les organisations politiques *spécialisées* et les formes de fausse conscience idéologique qu'elles produisent et défendent. En outre, si les Conseils comme agents principaux d'un moment révolutionnaire sont normalement des *Conseils de délégués*, en tant qu'ils coordonnent et fédèrent les décisions de Conseils locaux, il apparaît que les assemblées générales de la base ont été presque toujours considérées comme de simples assemblées d'électeurs, le premier degré du « Conseil » se trouvant ainsi au-dessus d'elles. Ici déjà réside un principe de séparation, qui ne peut être surmonté qu'en faisant des assemblées générales locales de tous les prolétaires en révolution *le Conseil lui-même*, d'où toute délégation doit tirer à tout instant son pouvoir.

En laissant de côté les traits pré-conseillistes qui enthousiasmèrent Marx dans la Commune de Paris (« la forme politique enfin découverte sous laquelle l'émancipation économique du travail pouvait être réalisée »), et qui du reste, plus que dans la Commune élue, peuvent être relevés dans l'organisation du Comité Central de la Garde nationale, composé de délégués du prolétariat parisien en armes, le fameux « Conseil des députés ouvriers » de Saint-Pétersbourg fut la première ébauche d'une organisation du prolétariat dans un moment révolutionnaire. D'après les chiffres donnés par Trotsky dans *1905*, 200 000 ouvriers avaient envoyé leurs délégués au Soviet de Saint-Pétersbourg, mais son influence s'étendait très au-delà de sa zone, bien d'autres Conseils en Russie s'inspirant de ses délibérations et décisions. Il regroupait directement les travailleurs de plus de cent cinquante entreprises, et accueillait en outre les représentants de seize syndicats qui s'étaient ralliés à lui. Son premier noyau s'étant formé le 13 octobre, dès le 17 le Soviet instituait au-dessus de lui un Comité Exécutif qui, dit Trotsky, « lui servait de ministère ». Sur un total de 562 délégués, le Comité Exécutif comportait seulement 31 membres, dont 22 étaient réellement des ouvriers délégués par l'ensemble des travailleurs de leurs entreprises, et 9 représentaient trois partis révolutionnaires (mencheviks, bolcheviks, et socialistes-révolutionnaires) ; cependant « les représentants des partis n'avaient pas voix délibérative ». On peut admettre que les assemblées de base étaient fidèlement représentées par leurs délégués révocables, mais ceux-ci avaient évidemment abdiqué une grande part de leur pouvoir, d'une manière toute *parlementaire*, aux mains d'un Comité Exécutif où les « techniciens » des partis politiques avaient une immense influence.

Quelle est l'origine de ce Soviet? Il semble que cette forme d'organisation ait été trouvée par certains éléments politiquement instruits de la base ouvrière, appartenant généralement eux-mêmes à une fraction socialiste. Il paraît vraiment excessif d'écrire, comme Trotsky : « Une des deux organisations social-démocrates de Pétersbourg prit l'initiative de la création d'une administration autonome révolutionnaire ouvrière » (de plus, celle « des deux organisations » qui reconnut tout de suite l'importance de cette initiative des ouvriers fut précisément la menchevik). Mais la grève générale d'octobre 1905 avait en fait eu sa première origine à Moscou, le 19 septembre, quand les typographes de l'imprimerie Sytine se mirent en grève, notamment parce qu'ils voulaient que les signes de ponctuation soient comptés parmi les 1 000 caractères qui constituaient l'unité de paiement de leur salaire aux pièces. Cinquante imprimeries suivirent et, le 25 septembre, les imprimeurs de Moscou constituèrent un Conseil. *Le 3 octobre*, « l'assemblée des députés ouvriers des corporations de l'imprimerie, de la mécanique, de la menuiserie, du tabac et d'autres, adopta la résolution de constituer un conseil (Soviet) général des ouvriers de Moscou » (Trotsky, *op. cit.*). On voit donc que cette forme apparaissait spontanément au début du mouvement de grève. Et ce mouvement, qui commençait à retomber dans les jours suivants, se relança jusqu'à la grande crise historique que l'on sait, le 7 octobre, lorsque les travailleurs des chemins de fer, à partir de Moscou, commencèrent spontanément à interrompre le trafic.

Le mouvement des Conseils à Turin, en mars-avril 1920, avait son origine dans le prolétariat, très concentré, des usines Fiat. Entre août et septembre 1919, le renouvellement des élus à une « commission interne » — sorte de comité d'entreprise collaborationniste, fondée par une convention collective de 1906 dans le but de mieux intégrer les ouvriers — donna soudain l'occasion, dans la crise sociale

que traversait alors l'Italie, d'une transformation complète du rôle de ces « commissaires ». Ils commencèrent à se fédérer entre eux, en tant que représentants directs des travailleurs. En octobre 1919 trente mille travailleurs étaient représentés à une assemblée des « comités exécutifs des Conseils d'usines », qui ressemblait davantage à une assemblée de *shop-stewards* qu'à une organisation de Conseils proprement dite (sur la base d'un commissaire élu par chaque atelier). Mais l'exemple fit tache d'huile, et le mouvement se radicalisa, soutenu par une fraction du Parti socialiste qui était majoritaire à Turin (avec Gramsci) et par les anarchistes piémontais (cf. la brochure de Pier Carlo Masini, *Anarchici e comunisti nel movimento dei Consigli a Torino*). Le mouvement fut combattu par la majorité du Parti socialiste, et par les syndicats. Le 15 mars 1920, les Conseils commencèrent *la grève avec occupation des usines*, et *remirent en marche la production* sous leur seul contrôle. Le 14 avril la grève fut générale au Piémont ; dans les jours suivants elle toucha une grande partie de l'Italie du nord, notamment les cheminots et les dockers. Le gouvernement dut employer des navires de guerre pour débarquer à Gênes les troupes qu'il faisait marcher sur Turin. Si le programme des Conseils devait être ultérieurement approuvé par le Congrès de l'Union Anarchiste Italienne réuni à Bologne le 1er juillet, on sait que le Parti socialiste et les syndicats réussirent à saboter la grève en la maintenant dans l'isolement : le journal du parti, *Avanti*, refusa d'imprimer l'appel de la section socialiste de Turin, alors que la ville était investie par 20 000 soldats et policiers (cf. P.C. Masini). La grève qui aurait manifestement permis une victorieuse insurrection prolétarienne dans tout le pays, fut vaincue le 24 avril. On connaît la suite.

Malgré certains traits remarquablement avancés de cette expérience peu citée (une foule de gauchistes croient que les occupations d'usines ont été inaugurées en France en 1936), il convient de noter qu'elle comporta de graves ambiguïtés, même parmi ses partisans et théoriciens. Gramsci écrivait dans le nº 4 de *L'Ordine Nuovo* (deuxième année) : « Nous concevons le Conseil d'usine comme le début historique d'un processus qui doit nécessairement conduire à la fondation de l'Etat ouvrier ». De leur côté, les anarchistes conseillistes ménageaient le syndicalisme, et prétendaient que les Conseils lui donneraient une nouvelle impulsion.

Cependant, le manifeste lancé par les conseillistes de Turin, le 27 mars 1920, « aux ouvriers et paysans de toute l'Italie » pour un Congrès général des Conseils (qui n'eut pas lieu), formule quelques points essentiels du programme des Conseils : « La lutte de conquête doit être conduite avec des armes de conquête, et non plus seulement de défense (ceci vise les syndicats, « organismes de résistance... cristallisés dans une forme bureaucratique » — *Note de l'I.S.*). Une organisation nouvelle doit se développer comme antagoniste direct des organes de gouvernement des patrons ; elle doit pour cela surgir spontanément sur le lieu de travail, et réunir tous les travailleurs, du fait que tous, comme producteurs, sont assujettis à une autorité qui leur est étrangère (« estranea ») et doivent s'en libérer. (...) Voici l'origine pour vous de la liberté : l'origine d'une formation sociale qui, en s'étendant rapidement et universellement, vous mettra en situation d'éliminer du champ économique l'exploiteur et l'intermédiaire, et de devenir vous-mêmes les maîtres, les maîtres de vos machines, de votre travail, de votre vie... »

On sait que, plus simplement, les Conseils d'ouvriers et de soldats dans l'Allemagne de 1918-1919 étaient restés en majorité dominés par la bureaucratie social-démocrate, ou victimes de ses manœuvres. Ils toléraient le gouvernement « socialiste » d'Ebert, dont l'appui principal était l'Etat-major et les corps francs. Les « sept points de Hambourg » (sur la liquidation immédiate de la vieille armée) présentés par Dorrenbach et votés à une forte majorité par le Congrès des Conseils de soldats ouvert le 16 décembre à Berlin, ne furent pas appliqués par les « commissaires du Peuple ». Les Conseils tolérèrent ce défi, et les élections législatives fixées vite au 19 janvier ; l'attaque lancée contre les matelots de Dorrenbach, puis l'écrasement de l'insurrection spartakiste, à la veille même de ces élections. En 1956, le Conseil Ouvrier Central du Grand Budapest, constitué le 14 novembre, et se déclarant décidé à défendre lui-même le socialisme, en même temps qu'il exigeait « le retrait de tous les partis politiques des usines », se prononçait pour le retour de Nagy au pouvoir et des élections libres dans un délai limité. Sans doute, à ce moment, il maintenait la grève générale alors que les troupes russes avaient

déjà écrasé la résistance armée. Mais avant même la seconde intervention russe, les Conseils hongrois avaient demandé des élections parlementaires ; c'est-à-dire qu'ils recherchaient eux-mêmes à revenir à une situation de double pouvoir, alors qu'ils étaient en fait, face aux Russes, le seul pouvoir effectif en Hongrie.

La conscience de ce que le pouvoir des Conseils est et *doit être* naît de la pratique même de ce pouvoir. Mais, à un stade *entravé* de ce pouvoir, elle peut être grandement différente de ce que pense isolément tel ou tel travailleur membre d'un Conseil, ou même la totalité d'un Conseil. L'*idéologie* s'oppose à la vérité en actes qui a son champ dans le système des Conseils; et cette idéologie se manifeste non seulement sous la forme d'idéologies hostiles, ou sous la forme d'idéologies *sur les Conseils* édifiées par des forces politiques qui veulent les assujettir, mais aussi bien sous la forme d'une idéologie *favorable* au pouvoir des Conseils, qui en restreint et réifie la théorie et la praxis totale. Finalement un pur *conseillisme* serait lui-même forcément ennemi de la réalité des Conseils. Une telle idéologie, sous une formulation plus ou moins conséquente, risque d'être portée par les organisations révolutionnaires qui sont en principe orientées vers le pouvoir des Conseils. Ce pouvoir, qui est lui-même *l'organisation de la société révolutionnaire*, et dont la cohérence est objectivement définie par les nécessités pratiques de cette tâche historique découverte comme un ensemble, ne peut en aucun cas échapper au problème pratique des *organisations particulières*, ennemies du Conseil ou plus ou moins véridiquement pro-conseillistes, qui interviendront de toute façon dans son fonctionnement. Il faut que les masses organisées en Conseils connaissent et dominent ce problème. Ici la théorie conseilliste et l'existence d'authentiques organisations conseillistes ont une grande importance. En elles apparaissent déjà certains éléments essentiels qui seront en jeu dans les Conseils, et dans leur propre interaction avec les Conseils.

Toute l'histoire révolutionnaire montre la part que détient dans l'échec des Conseils l'apparition d'une idéologie conseilliste. L'aisance avec laquelle l'organisation spontanée du prolétariat en lutte assure ses premières victoires, annonce souvent une deuxième phase où la reconquête s'opère de l'intérieur, où le mouvement lâche sa réalité pour l'ombre de sa défaite. Le conseillisme est ainsi la nouvelle jeunesse du vieux monde.

Sociaux-démocrates et bolcheviks ont en commun la volonté de ne voir dans les Conseils qu'un organisme auxiliaire du Parti et de l'Etat. En 1902, Kautsky, inquiet du discrédit qui, dans l'esprit des travailleurs, atteint les syndicats, souhaitait que, dans certaines branches de l'industrie, les ouvriers élisent « des délégués qui formeraient une sorte de parlement ayant pour mission de régler le travail et de surveiller l'administration bureaucratique » *(La Révolution sociale)*. L'idée d'une représentation ouvrière hiérarchisée culminant dans un parlement sera appliquée avec beaucoup de conviction par Ebert, Noske, et Scheidemann. La façon dont ce genre de conseillisme traite les Conseils a été magistralement expérimentée — et pour l'édification définitive de tous ceux qui n'ont pas de la merde à la place du cerveau — dès le 9 novembre 1918 lorsque, pour combattre sur son propre terrain l'organisation spontanée des Conseils, les sociaux-démocrates fondent dans les bureaux du *Vorwaerts* un « Conseil des ouvriers et des soldats de Berlin » qui compte 12 hommes de confiance des fabriques, des fonctionnaires et des leaders sociaux-démocrates.

Le conseillisme bolchevik n'a ni la naïveté de Kautsky, ni la grossièreté d'Ebert. Il saute de la base la plus radicale, « Tout le pouvoir aux Soviets », pour retomber sur ses pattes, de l'autre côté de Cronstadt. Dans *Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets* (avril 1918), Lénine ajoute des enzymes à la lessive Kautsky : « Les parlements bourgeois, même celui de la meilleure — du point de vue démocratique — république capitaliste du monde, les pauvres ne les considèrent jamais comme des institutions « à eux » et bien à eux. (...) C'est précisément le contact des Soviets avec le peuple des travailleurs qui crée des formes particulières de contrôle par en bas — rappel des députés, etc. —, formes que nous devons maintenant nous appliquer à développer avec un zèle particulier. Ainsi, ces conseils d'instruction publique que sont les conférences périodiques des électeurs soviétiques et de leurs délégués, réunis pour discuter et contrôler l'activité des autorités soviétiques

dans ce domaine, méritent toute notre sympathie et tout notre appui. Rien ne serait plus sot que de transformer les soviets en quelque chose de figé, en un but en soi. Plus résolument nous devons nous affirmer aujourd'hui pour un pouvoir fort et impitoyable, pour la dictature personnelle *dans tel processus de travail*, à tel moment de l'exercice des fonctions *purement exécutives*, et plus variées doivent être les formes et moyens de contrôle par en bas, afin de paralyser toute ombre de possibilité de déformation du pouvoir des Soviets, afin d'extirper encore et toujours l'ivraie bureaucratique. » Pour Lénine, les Conseils doivent donc, à la manière des ligues de piété, devenir des groupes de pression corrigeant la bureaucratie inévitable de l'Etat dans ses fonctions politiques et économiques, assurées respectivement par le Parti et les syndicats. Les Conseils sont la part sociale qu'il faut bien, comme l'âme de Descartes, accrocher quelque part.

Gramsci lui-même ne fait que décrasser Lénine dans un bain de convenances démocratiques : « Les commissaires d'usines sont les seuls et vrais représentants sociaux (économiques et politiques) de la classe ouvrière, parce qu'élus au suffrage universel par tous les travailleurs sur le lieu même du travail. Aux différents degrés de leur hiérarchie, les commissaires représentent l'union de tous les travailleurs telle qu'elle se réalise dans les organismes de production (équipe de travail, département d'usine, union des usines d'une industrie, union des établissements d'une ville, union des organismes de production de l'industrie mécanique et agricole d'un district, d'une province, d'une région, de la nation, du monde) dont les Conseils et le système des Conseils représentent le pouvoir et la direction sociale. » (article dans *Ordine Nuovo*). Les Conseils réduits à l'état de fragments économico-sociaux, préparant une « future république soviétique », il va de soi que le Parti, ce « Prince des temps modernes », apparaît comme l'indispensable lien politique, comme le dieu mécanique préexistant et soucieux d'assurer son existence future : « Le parti communiste est l'instrument et la forme historique du processus de libération intérieure grâce auquel les ouvriers, d'exécutants deviennent initiateurs, de masses deviennent *chefs* et *guides*, de bras se transforment en cerveaux et volontés ». *(Ordine Nuovo*, 1919). L'air change mais la chanson du conseillisme reste la même : Conseils, Parti, Etat. Traiter des Conseils de façon fragmentaire (pouvoir économique, pouvoir social, pouvoir politique), comme s'y emploie le crétinisme conseilliste du groupe *Révolution Internationale* de Toulouse, c'est croire qu'en serrant les fesses on se fait enculer à moitié.

L'austro-marxisme après 1918, dans la ligne de la lente évolution réformiste qu'il préconisait, a aussi construit une idéologie conseilliste qui lui est propre. Max Adler, par exemple, dans son livre *Démocratie et Conseils Ouvriers*, voit bien dans le Conseil l'instrument de l'auto-éducation des travailleurs, la fin possible de la séparation entre exécutants et dirigeants, la constitution d'un *peuple homogène* qui pourra réaliser la démocratie socialiste. Mais il reconnaît aussi que le fait que des Conseils de travailleurs détiennent un pouvoir ne suffit nullement à leur garantir un but révolutionnaire cohérent : il faut pour cela que les travailleurs membres des Conseils veuillent explicitement transformer la société, et réaliser le socialisme. Comme Adler est un théoricien du *double pouvoir légalisé*, c'est-à-dire d'une absurdité qui sera forcément incapable de se maintenir en se rapprochant graduellement de la conscience révolutionnaire et en préparant, sagement, une révolution pour plus tard, il se trouve privé du seul élément vraiment fondamental de l'auto-éducation du prolétariat : la révolution elle-même. Pour remplacer cet irremplaçable terrain de l'homogénéisation prolétarienne, et ce seul mode de sélection *pour la formation même des Conseils*, comme pour la formation des idées et des modes d'activité cohérents dans les Conseils, Adler en vient à n'imaginer de recours que dans cette aberration : « Le droit de vote pour l'élection des Conseils ouvriers doit être fondé sur l'appartenance à une organisation socialiste ».

On peut affirmer qu'en dehors de l'idéologie *sur les Conseils* des sociaux-démocrates et des bolcheviks qui, de Berlin à Cronstadt, avait toujours un Noske ou un Trotsky d'avance, l'idéologie conseilliste elle-même, *celle des organisations conseillistes* passées, et de quelques-unes présentement, a toujours quelques assemblées générales et quelques mandats impératifs de retard : tous les conseils ayant existé jusqu'à ce jour, à l'exception des collectivités *agraires* d'Aragon, étaient *en idée* simplement des « conseils démocratiquement élus » ; même quand les plus

hauts moments de leur pratique démentaient cette limitation, et voyaient toutes les décisions prises par des Assemblées Générales souveraines mandatant des délégués révocables.

Seule la pratique historique, dans laquelle la classe ouvrière devra découvrir et réaliser toutes ses possibilités, indiquera les formes organisationnelles précises du pouvoir des Conseils. C'est, en revanche, la tâche immédiate des révolutionnaires d'établir les principes fondamentaux des *organisations conseillistes* qui vont naître dans tous les pays. En formulant des hypothèses et en rappelant les exigences fondamentales du mouvement révolutionnaire, cet article — qui devra être suivi par un certain nombre d'autres — entend ouvrir un débat *égalitaire et réel*. N'en seront exclus que ceux qui refuseront de le poser dans ces termes, ceux qui se déclarent aujourd'hui adversaires de toute forme d'organisation, au nom d'un spontanéisme sous-anarchiste, et ne font que reproduire les tares et la confusion de l'ancien mouvement : ces mystiques de la non-organisation, ouvriers découragés d'être trop longtemps restés mêlés aux sectes trotskistes, ou étudiants prisonniers de leur pauvre condition qui sont incapables d'échapper aux schémas organisationnels bolcheviks. Les situationnistes sont évidemment partisans de l'organisation — l'existence de *l'organisation* situationniste en témoigne. Ceux qui annoncent leur accord avec nos thèses tout en mettant un vague spontanéisme au crédit de l'I.S. ne savent simplement pas lire.

Précisément parce que l'organisation n'est pas tout, et ne permet pas de tout sauver ou de tout gagner, elle est indispensable. A l'inverse de ce que disait le boucher Noske (dans *Von Kiel bis Kapp*) à propos de la journée du 6 janvier 1919, ce n'est pas parce qu'elles avaient « de beaux parleurs » au lieu de « chefs décidés » que les foules ne furent pas « maîtresses de Berlin ce jour-là vers midi », mais parce que la forme d'organisation autonome des conseils d'usines n'était pas parvenue à un stade d'autonomie tel qu'elles puissent se passer de « chefs décidés » et d'organisation séparée pour assurer leurs liaisons. Le honteux exemple de Barcelone en mai 1937 en est une autre preuve : que les armes sortent si vite en réponse à la provocation stalinienne, mais aussi que l'ordre de *reddition* lancé par les ministres anarchistes soit si vite exécuté, en dit long sur les immenses capacités d'autonomie des masses catalanes, et sur ce qui *leur manquait encore* d'autonomie pour vaincre. Demain encore, c'est le degré d'autonomie des travailleurs qui décidera de notre sort.

Les organisations conseillistes qui vont se former ne manqueront donc pas de reconnaître, et de reprendre, effectivement comme un minimum, à leur compte, la *Définition minimum des organisations révolutionnaires* adoptée par la VII^e^ Conférence de l'I.S. (cf. *I.S. 11*, pp. 54 et 55). Parce que leur tâche sera de préparer le pouvoir des Conseils, lui-même incompatible avec toute autre forme de pouvoir, elles sauront qu'un accord *abstrait* donné à cette définition les condamne sans appel à n'être rien ; c'est pourquoi leur accord réel se déterminera pratiquement dans les rapports non-hiérarchiques à l'intérieur des groupes ou sections qui les constitueront, dans les rapports entre ces groupes, comme dans les rapports avec les autres groupes ou organisations autonomes ; dans le développement de la théorie révolutionnaire et de la critique unitaire de la société dominante, comme dans la critique permanente de leur propre pratique. En refusant le vieux cloisonnement du mouvement ouvrier en organisations séparées, partis et syndicats, elles affirmeront leur programme et leur pratique unitaires. En dépit de la belle histoire des Conseils, toutes les organisations conseillistes du passé qui ont pris une part importante dans les luttes de classes ont consacré la séparation en secteurs politique, économique et social. Un des rares partis anciens qui mérite l'analyse, le *Kommunistische Arbeiter Partei Deutschlands* (K.A.P.D., Parti communiste-ouvrier d'Allemagne), en adoptant les Conseils comme programme, mais en ne se donnant pour seules tâches essentielles que la propagande et la discussion théorique, « l'éducation politique des masses », laissait à l'*Allgemeine Arbeiter Union Deutschlands* (A.A.U.D., Union générale des travailleurs d'Allemagne) le rôle de fédérer les organisations révolutionnaires des usines, conception peu éloignée du syndicalisme traditionnel. Si le K.A.P.D. rejetait, aussi bien que le parlementarisme et le syndicalisme d'un K.P.D. (Kommunistische Partei Deutschlands, Parti communiste allemand), l'idée léniniste du parti de masse, et préférait regrouper les travailleurs

conscients, il restait cependant lié au vieux modèle hiérarchique du parti d'avant-garde : professionnels de la Révolution et rédacteurs salariés. Le refus de ce modèle, principalement le refus d'une organisation politique séparée des organisations révolutionnaires d'usines, amena en 1920 la scission d'une partie des membres de l'A.A.U.D., qui fondèrent l'A.A.U.D.-E. (Allgemeine Arbeiter Union Deutschlands-Einheitsorganisation, Union générale des travailleurs d'Allemagne — Organisation unifiée) : la nouvelle organisation unitaire accomplirait par le simple jeu de sa démocratie interne le travail d'éducation jusque là dévolu au K.A.P.D., et s'assignait pour tâche simultanée la coordination des luttes : les organisations d'usines qu'elle fédérait se transformeraient en Conseils dans le moment révolutionnaire, et assureraient la gestion de la Société. Le mot d'ordre moderne de Conseil ouvrier était là encore mélangé aux souvenirs messianiques du syndicalisme révolutionnaire ancien : les organisations d'usines deviendraient magiquement des Conseils quand tous les ouvriers en feraient partie.

Tout cela mena où cela pouvait mener. Après l'écrasement de l'insurrection de 1921 et la répression du mouvement, les ouvriers, découragés par l'éloignement de la perspective révolutionnaire, quittèrent en grand nombre les organisations d'usines, qui périclitèrent en même temps qu'elles cessaient d'être les organes d'une lutte réelle. L'A.A.U.D. était un autre nom du K.A.P.D., et l'A.A.U.D.-E. voyait la révolution s'éloigner à la vitesse de la diminution de ses effectifs. Elles n'étaient plus que les porteuses d'une *idéologie conseilliste* de plus en plus coupée de la réalité.

L'évolution terroriste du K.A.P.D., le soutien apporté ensuite par l'A.A.U.D. aux revendications « alimentaires », amenèrent en 1929 la scission entre l'organisation d'usines et son parti. Corps morts, A.A.U.D. et A.A.U.D.-E. fusionnaient dérisoirement, et sans principe, en 1931, contre la montée du nazisme. Les éléments révolutionnaires des deux organisations se regroupèrent pour former la K.A.U.D. (Kommunistische Arbeiter Union Deutschlands, Union des travailleurs communistes d'Allemagne). Organisation minoritaire consciente de l'être, la K.A.U.D. fut aussi la seule de tout le mouvement pour les Conseils en Allemagne à ne pas prétendre assumer l'organisation économique (économico-politique dans le cas de l'A.A.U.D.-E.) future de la société. Elle appela les ouvriers à former des groupes autonomes et à assurer eux-mêmes les liaisons entre ces groupes. Mais en Allemagne la K.A.U.D. venait beaucoup trop tard. Le mouvement révolutionnaire était mort depuis près de dix ans en 1931.

Ne serait-ce que pour les faire braire, rappelons aux demeurés de la querelle anarcho-marxiste que la C.N.T.-F.A.I., le poids mort de l'idéologie anarchiste mis à part, mais avec une plus grande pratique de l'imagination libératrice, rejoignit dans ses dispositions organisationnelles le marxiste K.A.P.D.-A.A.U.D. De la même manière que le Parti communiste ouvrier allemand, la Fédération anarchiste ibérique se veut l'organisation *politique* des travailleurs espagnols conscients, tandis que son A.A.U.D., la C.N.T., a charge gestionnaire de la société future. Les militants de la F.A.I., élite du prolétariat, diffusent l'idée anarchiste parmi les masses ; la C.N.T. organise pratiquement les travailleurs dans ses syndicats. Deux différences essentielles pourtant, dont l'une, idéologique, donnera ce qu'on pouvait en attendre : la F.A.I. ne veut pas prendre le pouvoir et se contente d'influencer la totalité de la conduite de la C.N.T. ; d'autre part la C.N.T. représente *réellement* la classe ouvrière espagnole. Adopté le 1er mai 1936 au congrès cénétiste de Saragosse, deux mois avant l'explosion révolutionnaire, l'un des plus beaux programmes jamais avancé par une organisation révolutionnaire du passé se verra appliqué partiellement par les masses anarcho-syndicalistes, tandis que leurs chefs sombreront dans le ministérialisme et la collaboration de classes. Avec les maquereaux des masses Garcia Oliver, Secundo Blanco, etc., et la sous-maîtresse Montseny, le mouvement libertaire anti-étatiste, qui avait déjà supporté le prince anarchiste-des-tranchées Kropotkine, trouvait enfin le couronnement historique de son absolutisme idéologique : les anarchistes-de-gouvernement. Dans la *dernière* bataille historique qu'il livra, l'anarchisme verra retomber sur sa gueule toute la sauce idéologique qui faisait son être : Etat, Liberté, Individu, et autres épices majuscules éventées ; tandis que les miliciens,

les ouvriers et les paysans libertaires sauvaient son honneur, apportaient *la plus grande contribution pratique* au mouvement prolétarien international, brûlaient les églises, combattaient sur tous les fronts la bourgeoisie, le fascisme et le stalinisme, et commençaient à *réaliser la société communiste.*

Quelques organisations existent aujourd'hui, qui prétendent sournoisement ne pas en être. Cette trouvaille leur permet à la fois d'éviter de se soucier de la plus simple clarification des bases sur lesquelles elles peuvent rassembler n'importe qui (en l'étiquetant magiquement « travailleur ») ; de ne rendre aucun compte à leurs semi-membres de la *direction informelle* qui tient les commandes ; de dire n'importe quoi et surtout de condamner en *amalgame* toute autre organisation possible et tout énoncé théorique maudit d'avance. C'est ainsi que le groupe « Informations Correspondance Ouvrières » écrit dans un récent bulletin (*I.C.O.* n° 84, août 1969) : « Les conseils sont la transformation des comités de grève sous l'influence de la situation elle-même, et en réponse aux nécessités mêmes de la lutte, dans la dialectique même de cette lutte. Toute autre tentative pour formuler à un moment quelconque d'une lutte la nécessité de créer des conseils ouvriers relève d'une idéologie conseilliste telle qu'on peut la voir sous des formes diverses dans certains syndicats, dans le P.S.U. ou chez les situationnistes. Le concept même de conseil exclut toute idéologie ». Ces individus ne savent rien de l'idéologie, comme on pense, la leur se distinguant seulement d'idéologies plus formées par un éclectisme invertébré. Mais ils ont entendu dire (peut-être dans Marx, peut-être seulement par l'I.S.) que l'idéologie est devenue une mauvaise chose. Ils en profitent pour essayer de faire croire que tout travail théorique — dont ils s'abstiennent comme du péché — est une idéologie, chez les situationnistes exactement comme au P.S.U. Mais leur vaillant recours à la « dialectique » et au « concept » qui ornent désormais leur vocabulaire ne les sauve nullement d'une idéologie imbécile dont cette seule phrase témoigne suffisamment. Si l'on compte seulement, en idéaliste, sur le « concept » de Conseil ou, ce qui est encore plus euphorique, sur l'inactivité pratique d'I.C.O., pour « exclure toute idéologie » dans les Conseils réels, on doit s'attendre au pire : on a vu que l'expérience historique ne justifie aucun optimisme de ce genre. Le dépassement de la forme primitive des Conseils ne pourra venir que de luttes devenant plus conscientes, et de luttes pour *plus de conscience.* L'image mécaniste d'I.C.O. sur la parfaite réponse automatique du comité de grève aux « nécessités », qui fait voir que le Conseil viendra très bien tout seul à son heure, *à condition surtout qu'on n'en parle pas*, méprise complètement l'expérience des révolutions de notre siècle, qui montre que « la situation elle-même » est aussi prompte à faire disparaître les Conseils, ou à les faire capter et récupérer, qu'à les faire surgir.

Quittons cette idéologie contemplative, *ersatz* très dégradé des sciences naturelles, qui voudrait observer à peu près comme une éruption solaire l'apparition d'une révolution prolétarienne. Des organisations conseillistes se formeront, quoiqu'elles doivent être tout le contraire d'un état-major qui ferait surgir sur ordre les Conseils. Malgré la période de nouvelle crise sociale ouverte où nous sommes entrés depuis le mouvement des occupations, et les encouragements que prodigue la situation çà et là, d'Italie en U.R.S.S., il est fort probable que de véritables organisations conseillistes mettront encore longtemps à se constituer, et que d'autres moments révolutionnaires importants se produiront avant qu'elles ne soient en état d'y intervenir à un niveau important. On ne doit pas jouer avec l'organisation conseilliste ; en lancer ou soutenir quelques parodies prématurées. Mais il est hors de doute que les Conseils auront de plus grandes chances de se maintenir comme seul pouvoir s'il s'y trouve des conseillistes conscients, et une possession réelle de la théorie conseilliste.

Au contraire du Conseil comme permanente *unité de base* (constituant et modifiant sans cesse à partir de lui des Conseils de délégués), assemblée à laquelle doivent participer tous les travailleurs d'une entreprise (conseils d'ateliers, d'usines) et tous les habitants d'un secteur urbain rejoignant la révolution (conseils de rues, de quartiers), l'organisation conseilliste, pour garantir sa cohérence et l'exercice effectif de sa démocratie interne, devra *choisir ses membres*, d'après ce qu'ils veulent expressément et ce qu'ils peuvent faire effectivement. La cohérence

des Conseils, elle, est garantie par le seul fait qu'ils sont le pouvoir ; qu'ils éliminent tout autre pouvoir et décident de tout. Cette expérience pratique est le terrain où les hommes acquièrent l'intelligence de leur propre action, « réalisent la philosophie ». Il va de soi que leurs majorités risquent aussi d'accumuler des erreurs passagères, et de n'avoir plus le temps et les moyens de les rectifier. Mais ils ne peuvent douter que leur propre sort est le produit véritable de leurs décisions, et que leur existence même sera forcément anéantie par le contre-coup de leurs erreurs non dominées.

Dans l'organisation conseilliste, l'égalité réelle de tous dans les décisions et l'exécution ne sera pas un slogan vide, une revendication abstraite. Certes, tous les membres d'une organisation n'auront pas les mêmes talents, et il est évident qu'un ouvrier écrira toujours mieux qu'un étudiant. Mais parce que l'organisation aura globalement tous les talents nécessaires, complémentairement aucune hiérarchie des talents individuels ne viendra saper la démocratie. Ce n'est pas l'adhésion à une organisation conseilliste, ni la proclamation d'une égalité idéale, qui permettra à ses membres d'être tous beaux, intelligents et de vivre bien, mais leurs aptitudes réelles à devenir plus beaux, plus intelligents, et à vivre mieux, se développant librement dans le seul jeu qui vaille le plaisir : la destruction du vieux monde.

Dans les mouvements sociaux qui vont s'étendre, les conseillistes refuseront de se laisser élire dans les comités de grève. Leur tâche sera au contraire d'agir pour que tous les ouvriers s'organisent à la base en assemblées générales décidant de la conduite de la lutte. Il faudra bien qu'on commence à comprendre que l'absurde revendication d'un « comité central de grève », lancée par quelques naïfs pendant le mouvement des occupations aurait, si elle avait abouti, plus vite encore saboté le mouvement vers l'autonomie des masses, puisque presque tous les comités de grève étaient contrôlés par les staliniens.

Etant donné qu'il ne nous appartient pas de forger un plan qui vaille pour tous les temps à venir, et qu'un pas en avant du mouvement réel des Conseils vaudra mieux que douze programmes conseillistes, il est difficile d'émettre des hypothèses précises quant au rapport des organisations conseillistes avec les Conseils dans le moment révolutionnaire. L'organisation conseilliste — qui se sait *séparée* du prolétariat — devra cesser d'exister en tant qu'organisation séparée dans le moment qui abolit les séparations ; et cela même si la complète liberté d'association garantie par le pouvoir des Conseils laisse survivre divers partis et organisations ennemis de ce pouvoir. On peut douter cependant que la dissolution immédiate de toutes les organisations conseillistes *dès que* des Conseils apparaissent, comme le voulait Pannekoek, soit une mesure praticable. Les conseillistes parleront en tant que tels à l'intérieur du Conseil, et ne devront pas affirmer une dissolution exemplaire de leurs organisations pour se réunir à côté, et jouer aux groupes de pression sur l'assemblée générale. Il leur sera ainsi plus facile et légitime de combattre et dénoncer l'inévitable présence de bureaucrates, d'espions et d'anciens jaunes qui s'infiltreront ça et là. Tout autant, il leur faudra lutter contre des Conseils factices ou fondamentalement réactionnaires (Conseils de policiers) qui ne manqueront pas d'apparaître. Ils agiront en sorte que le pouvoir unifié des Conseils ne reconnaisse pas ces organismes ni leurs délégués. Parce que le noyautage d'autres organisations est exactement contraire aux fins qu'elles poursuivent, et parce qu'elles refusent toute incohérence en leur sein, les organisations conseillistes interdisent la double appartenance. Nous l'avons dit, tous les travailleurs d'une usine doivent faire partie du Conseil, du moins ceux qui acceptent les règles de son jeu. On ne trouvera de solution que pratique au problème de savoir si l'on acceptera de voir figurer dans le Conseil « ceux qui ont dû être sortis hier de l'usine le browning à la main » (Barth).

L'organisation conseilliste ne sera finalement jugée que par la cohérence de sa théorie et de son action, et sa lutte pour la disparition complète de tout pouvoir resté extérieur aux Conseils, ou essayant de s'autonomiser par rapport à eux. Mais pour simplifier tout de suite la discussion, en refusant même de prendre en considération une foule de pseudo-organisations conseillistes qui pourront être simulées par des étudiants ou des obsédés du militantisme professionnel, disons qu'il ne

nous semble pas que l'on puisse reconnaître comme conseilliste une organisation qui ne comporterait pas au moins 2/3 d'ouvriers. Comme cette proportion pourrait peut-être passer pour une concession, ajoutons qu'il nous paraît indispensable de la corriger par cette règle : il faudrait que, dans toute délégation à des conférences centrales où peuvent être prises des décisions non-prévues par un mandat impératif, les ouvriers constituent les 3/4 des participants. En somme, la proportion inverse des premiers congrès du « parti ouvrier social-démocrate de Russie ».

On sait que nous n'avons aucune propension à l'ouvriérisme, sous quelque forme que ce soit. Il s'agit là d'ouvriers « devenus dialecticiens », comme ils devront le devenir en masse dans l'exercice du pouvoir des Conseils. Mais d'une part, les ouvriers se trouvent être, encore et toujours, la force *centrale* qui peut arrêter le fonctionnement existant de la société, et la force *indispensable* pour en réinventer toutes les bases. D'autre part, bien que l'organisation conseilliste ne doive évidemment pas séparer d'elle d'autres catégories de salariés, et notamment des intellectuels, il importe en tout cas que ces derniers voient sévèrement limiter l'importance suspecte qu'ils pourraient prendre : non seulement en vérifiant, à considérer tous les aspects de leur vie, s'ils sont effectivement des révolutionnaires conseillistes, mais aussi en faisant en sorte qu'ils soient, dans l'organisation, aussi peu nombreux que possible.

L'organisation conseilliste n'acceptera de parler à égalité avec d'autres organisations que si elles sont d'une manière conséquente partisanes de l'autonomie du prolétariat ; de même que les Conseils auront à se défaire, non seulement d'une prise en main par les partis et les syndicats, mais aussi bien de toute tendance visant à leur reconnaître une place, et à traiter avec ceux-ci de puissance à puissance. Les Conseils sont la seule puissance, ou ne sont rien. Les moyens de leur victoire sont déjà leur victoire. Avec le levier des conseils *et* le point d'appui d'une négation totale de la société spectaculaire-marchande, on peut soulever la Terre.

La victoire des Conseils ne se place pas à la fin, mais dès le début de la révolution.

René RIESEL.

# AVIS AUX CIVILISÉS RELATIVEMENT A L'AUTOGESTION GÉNÉRALISÉE

« Ne sacrifiez point le bien présent au bien à venir. Jouissez du moment, évitez toute association de mariage ou d'intérêt qui ne contenterait pas vos passions dès l'instant même. Pourquoi travailleriez-vous pour le bien à venir, puisqu'il surpassera vos vœux, et que vous n'aurez dans l'ordre combiné qu'un seul déplaisir, ce sera de ne pouvoir doubler la longueur des jours, afin de suffire au cercle immense des jouissances que vous aurez à parcourir? »

Charles Fourier, *Avis aux civilisés relativement à la prochaine métamorphose sociale.*

1

Dans son inachèvement, le mouvement des occupations a vulgarisé de façon confuse la nécessité d'un dépassement. L'imminence d'un bouleversement total, ressentie par tous, doit maintenant découvrir sa pratique : le passage à l'autogestion généralisée par l'instauration des conseils ouvriers. La ligne d'arrivée, où l'élan révolutionnaire a porté la conscience, va désormais devenir une ligne de départ.

2

L'histoire répond aujourd'hui à la question posée par Lloyd George aux travailleurs, et reprise en chœur par les serviteurs du vieux monde : « Vous voulez détruire notre organisation sociale, que mettrez-vous à sa place? » Nous connaissons la réponse grâce à la profusion de petits Lloyd George, qui défendent la dictature étatique d'un prolétariat de leur choix, et attendent que la classe ouvrière s'organise en conseils pour la dissoudre et en élire une autre.

3

Chaque fois que le prolétariat prend le risque de changer le monde, il retrouve la mémoire globale de l'histoire. L'instauration d'une société des conseils — jusqu'ici confondue avec l'histoire de son écrasement à différentes époques — dévoile la réalité de ses possibilités passées à travers la possibilité de sa réalisation immédiate. L'évidence en est apparue à tous les travailleurs depuis qu'en mai le stalinisme et ses résidus trotskistes ont montré, par leur faiblesse agressive, leur impuissance à écraser un éventuel mouvement des conseils et, par leur force d'inertie, leur aptitude à en freiner encore l'apparition. Sans se manifester vraiment, le mouvement des conseils s'est trouvé présent dans un arc de rigueur théorique jaillissant de deux pôles contradictoires : la logique interne des occupations et la logique répressive des partis et des syndicats. Ceux qui confondent encore Lénine et « que faire ? » ne font que s'aménager une poubelle.

4

Le refus de toute organisation qui ne soit pas l'émanation directe du prolétariat se niant comme prolétariat a été ressenti par beaucoup, inséparablement de la possibilité enfin réalisable d'une vie quotidienne sans temps morts. La notion de conseils ouvriers fonde, en ce sens, le premier principe de l'autogestion généralisée.

5

Mai a marqué une phase essentielle de la longue révolution : l'histoire individuelle de millions d'hommes, chaque jour à la recherche d'une vie authentique, rejoignant le mouvement historique du prolétariat en lutte contre l'*ensemble* des aliénations. Cette unité d'action spontanée, qui fut le moteur passionnel du mouvement des occupations, ne peut développer qu'unitairement sa théorie et sa pratique. Ce qui fut dans tous les cœurs va passer dans toutes les têtes. D'avoir éprouvé qu'ils « ne pourraient plus vivre comme avant, même pas un peu mieux qu'avant », beaucoup inclinent à prolonger le souvenir d'une part de vie exemplaire, et l'espoir, un instant vécu, d'un grand possible, en une ligne de force à laquelle il ne manque, pour devenir révolutionnaire, qu'une lucidité plus grande sur la *construction historique des rapports individuels libres*, sur l'autogestion généralisée.

6

Seul le prolétariat précise, en se niant, le projet d'autogestion généralisée, parce qu'il le porte en lui objectivement et subjectivement. C'est pourquoi les premières précisions viendront de l'unité de son combat dans la vie quotidienne et sur le front de l'histoire ; et de la conscience que toutes les revendications sont réalisables dans l'immédiat, mais par lui seul. C'est en ce sens que l'importance d'une organisation révolutionnaire doit désormais s'estimer à sa capacité de hâter sa disparition dans la réalité de la société des conseils.

7

Les conseils ouvriers constituent un type nouveau d'organisation sociale, par lequel le prolétariat met fin à la prolétarisation de l'ensemble des hommes. L'autogestion généralisée n'est que la totalité selon laquelle les conseils inaugurent un style de vie fondé sur l'émancipation permanente individuelle et collective, unitairement.

8

De ce qui précède à ce qui suit, il est clair que le projet d'autogestion généralisée exige autant de précisions qu'il y a de désirs en chaque révolutionnaire, et autant de révolutionnaires qu'il y a de gens insatisfaits de leur vie quotidienne. La société spectaculaire-marchande fonde les conditions répressives et — contradictoirement, dans le refus qu'elle suscite — la positivité de la subjectivité ; de même la formation des conseils, pareillement issue de la lutte contre l'oppression globale, fonde les conditions d'une réalisation permanente de la subjectivité, sans autre limite que sa propre impatience à faire l'histoire. Ainsi l'autogestion généralisée se confond avec la capacité des conseils à réaliser historiquement l'imaginaire.

9

Hors de l'autogestion généralisée, les conseils ouvriers perdent leur signification. Il faut traiter en futur bureaucrate, donc sur-le-champ en ennemi, quiconque parle des conseils en termes d'organismes économiques ou sociaux, quiconque ne les place au centre de la révolution de la vie quotidienne ; avec la pratique que cela suppose.

10

C'est un des grands mérites de Fourier d'avoir montré qu'il faut réaliser sur-le-champ — et, pour nous, cela signifie dès le début de l'insurrection généralisée — les conditions objectives de l'émancipation individuelle. Pour tous, le début du moment révolutionnaire doit marquer une *hausse immédiate du plaisir de vivre ;* l'entrée vécue et consciente dans la totalité.

11

La cadence accélérée à laquelle le réformisme laisse derrière lui des déjections, toutes aussi ridicules que gauchistes — la multiplication, dans la colique triconti-

nentale, des petits tas maoïstes, trotskistes, guévaristes — prouve à odeur de nez ce que la droite, et en particulier socialistes et staliniens, avait subodoré depuis longtemps : les revendications partielles contiennent *en soi* l'impossibilité d'un changement global. Mieux que de combattre un réformisme pour en cacher un autre, la tentation de retourner la vieille ruse comme une peau de bureaucrate apparait, par bien des aspects, comme une solution finale du problème des récupérateurs. Cela implique le recours à une stratégie qui déclenche l'embrasement général à la faveur de moments insurrectionnels de plus en plus rapprochés ; et à une tactique de progression qualitative où des actions, nécessairement partielles, contiennent toutes, comme condition nécessaire et suffisante, la liquidation du monde de la marchandise. Il est temps de commencer le *sabotage positif* de la société spectaculaire-marchande. Tant que l'on gardera pour tactique de masse la loi du plaisir immédiat, il n'y aura pas lieu de s'inquiéter du résultat.

12

Il est facile, à seule fin d'exemple et d'émulation, d'évoquer ici quelques possibilités, dont la pratique des travailleurs libérés montrera vite l'insuffisance : en toute occasion — ouvertement dans la grève, plus ou moins clandestinement dans le travail — *inaugurer le règne de la gratuité* en offrant aux amis et aux révolutionnaires des produits usinés ou stockés, en fabriquant des objets-cadeaux (émetteurs, jouets, armes, parures, machines à usages divers), en organisant, dans les grands magasins, des distributions « perlées » ou « sur le tas » de marchandises ; *briser les lois de l'échange et amorcer la fin du salariat* en s'appropriant collectivement des produits du travail, en se servant collectivement des machines à des fins personnelles et révolutionnaires ; *déprécier la fonction de l'argent* en généralisant les grèves de paiements (loyer, impôts, achats à tempéraments, transports, etc.) ; *encourager la créativité de tous* en mettant en marche, même par intermittence mais sous seul contrôle ouvrier, des secteurs d'approvisionnement et de production, et en regardant l'expérience comme un exercice nécessairement hésitant et perfectible ; *liquider les hiérarchies et l'esprit de sacrifice,* en traitant les chefs patronaux et syndicaux comme ils le méritent, en refusant le militantisme ; *agir unitairement partout contre toutes les séparations; extraire la théorie de toute pratique, et inversement* par la rédaction de tracts, d'affiches, de chansons, etc.

13

Le prolétariat a déjà montré qu'il saurait répondre à la complexité oppressive des Etats capitalistes et « socialistes » par la simplicité de l'organisation exercée *directement* par tous et pour tous. Les questions de survie ne se posent à notre époque qu'à la condition préalable de n'être jamais résolues ; au contraire, les problèmes de l'histoire à vivre se posent clairement à travers le projet des conseil ouvriers, à la fois comme positivité et comme négativité ; autrement dit, comme élément de base d'une société unitaire industrielle et passionnelle, et comme anti-Etat.

14

Parce qu'ils n'exercent aucun pouvoir séparé de la décision de leurs membres, les conseils ne tolèrent d'autre pouvoir que le leur. Encourager partout les manifestations d'anti-Etat ne peut donc se confondre avec la création anticipée de conseils, ainsi privés de pouvoir absolu sur leurs zones d'extension, séparés de l'autogestion généralisée, nécessairement vides de contenu et prêts à se farcir de toutes les idéologies. Les seules forces lucides qui puissent aujourd'hui répondre à l'histoire faite par l'histoire *à faire* seront les organisations révolutionnaires développant, dans le projet des conseils, une égale conscience de l'adversaire à combattre et des alliés à soutenir. Un aspect important d'une telle lutte s'annonce sous nos yeux avec l'apparition d'un *double pouvoir.* Dans les usines, les bureaux, les rues, les maisons, les casernes, les écoles, s'esquisse une réalité nouvelle, le mépris des chefs, sous quelque nom et dans quelque attitude qu'ils aboient. Il faut désormais que ce mépris atteigne son aboutissement logique en démontrant, par l'initiative concertée des travailleurs, que les dirigeants ne sont pas seulement mépri-

sables, mais qu'ils sont inutiles, et qu'on peut, de leur point de vue même, les liquider impunément.

15

L'histoire récente ne va pas tarder à se manifester, dans la conscience des dirigeants comme dans celle des révolutionnaires, sous la forme d'une alternative qui les concerne les uns et les autres : l'autogestion généralisée ou le chaos insurrectionnel ; la nouvelle société d'abondance, ou la désagrégation sociale, le pillage, le terrorisme, la répression. La lutte dans le double pouvoir est déjà inséparable d'un tel choix. Notre cohérence exige que la paralysie et la destruction de tous les modes de gouvernement ne se distingue pas de la construction des conseils ; l'élémentaire prudence de l'adversaire devrait, en bonne logique, s'accommoder de ce qu'une organisation de nouveaux rapports quotidiens vînt empêcher l'extension de ce qu'un spécialiste de la police américaine appelle déjà « notre cauchemar », de petits commandos d'insurgés surgissant des bouches de métro, tirant des toits, usant de la mobilité et des ressources infinies de la guerilla urbaine pour abattre les policiers, liquider les serviteurs de l'autorité, susciter des émeutes, détruire l'économie. Mais nous n'avons pas à sauver les dirigeants malgré eux. Qu'il nous suffise de préparer les conseils et d'assurer leur autodéfense par tous les moyens. Lope de Vega montre, dans une de ses pièces, comment des villageois, excédés par les exactions d'un fonctionnaire royal, le mettent à mort et répondent tous aux magistrats chargés de découvrir le coupable, par le nom du village « Fuenteovejuna ». La tactique « Fuenteovejuna », dont usent envers les ingénieurs mal avisés beaucoup de mineurs asturiens, a le défaut de s'apparenter trop au terrorisme et à la tradition du watrinage. L'autogestion généralisée sera notre « Fuenteovejuna ». Ce n'est plus assez qu'une action collective décourage la répression (que l'on juge de l'impuissance des forces de l'ordre si, lors des occupations, les employés d'une banque dilapidaient les fonds), il faut encore qu'elle encourage, dans le même mouvement, le progrès vers une cohérence révolutionnaire plus grande. Les conseils sont l'ordre face à la décomposition de l'Etat, contesté dans sa forme par la montée des nationalismes régionaux, et dans son principe par les revendications sociales. Aux questions qu'elle se pose, la police ne peut répondre qu'en estimant le nombre de ses morts. Seuls les conseils apportent une réponse définitive. Qu'est-ce qui empêche le pillage? L'organisation de la distribution et la fin de la marchandise. Qu'est-ce qui empêche le sabotage de la production? L'appropriation des machines par la créativité collective. Qu'est-ce qui empêche les explosions de colère et de violence? La fin du prolétariat par la construction collective de la vie quotidienne. Il n'y a d'autre justification à notre lutte que la satisfaction immédiate de ce projet; que ce qui nous satisfait immédiatement.

16

L'autogestion généralisée n'a, pour se soutenir, que l'essor de la liberté vécue par tous. C'est bien assez pour inférer dès maintenant de la rigueur préalable à son élaboration. Une telle rigueur doit caractériser dès maintenant les organisations conseillistes révolutionnaires ; inversement, leur pratique contiendra déjà l'expérience de la démocratie directe. C'est ce qui va permettre de serrer de plus près certaines formules. Ainsi, un principe comme « l'assemblée générale est seule souveraine » signifie aussi que ce qui échappe au contrôle direct de l'assemblée autonome ressuscite en médiations toutes les variétés autonomes d'oppression. A travers ses représentants, c'est l'assemblée toute entière, avec ses tendances, qui doit être présente à l'instant de décider. Si la destruction de l'Etat interdit essentiellement que se répète la plaisanterie du Soviet Suprême, encore faut-il veiller à ce que la simplicité d'organisation garantisse l'impossibilité d'apparition d'une néo-bureaucratie. Or, précisément, la richesse des techniques de télécommunications, prétexte au maintien ou au retour des spécialistes, permet le contrôle permanent des délégués par la base, la confirmation, la correction ou le désaveu immédiat de leurs décisions à tous les niveaux. Télex, ordinateurs, télévisions appartiennent donc incessiblement aux assemblées de base. Ils réalisent leur ubiquité. Dans la composition d'un conseil — on distinguera sans doute conseils locaux, urbains, régionaux, internationaux —, il sera bon que l'assemblée puisse élire et contrôler une *section d'équipement*, destinée à recueillir les demandes en

fournitures, à dresser les possibilités de production, à coordonner ces deux secteurs ; une *section d'information*, chargée de maintenir une relation constante avec la vie des autres conseils ; une *section de coordination*, à qui il incombe, à mesure que les nécessités de la lutte le permettent, d'enrichir les rapports intersubjectifs, de radicaliser le projet fouriériste, de prendre en charge les demandes de satisfaction passionnelle, d'équiper les désirs individuels, d'offrir ce qui est nécessaire aux expérimentations et aux aventures, d'harmoniser les disponibilités ludiques de l'organisation des corvées (services de nettoyage, garde des enfants, éducation, concours de cuisine, etc.) ; une *section d'autodéfense*. Chaque section est responsable devant l'assemblée pleinière ; les délégués, révocables et soumis au principe de rotation verticale et horizontale, se réunissent et présentent régulièrement leur rapport.

17

Au système logique de la marchandise, qu'entretient la pratique aliénée, doit répondre, avec la pratique immédiate qu'elle implique, la logique sociale des désirs. Les premières mesures révolutionnaires porteront nécessairement sur la diminution des heures de travail et sur la réduction la plus large du travail-servitude. Les conseils auront intérêt à distinguer entre *secteurs prioritaires* (alimentation, transports, télécommunications, métallurgie, constructions, habillement, électronique, imprimerie, armement, médecine, confort et, en général, l'équipement matériel nécessaire à la transformation permanente des conditions historiques), *secteurs de reconversion*, considérés par les travailleurs concernés comme détournables au profit des révolutionnaires, et *secteurs parasitaires*, dont les assemblées auront décidé la suppression pure et simple. Evidemment, les travailleurs des secteurs éliminés (administration, bureaux, industries du spectacle et de la marchandise pure) préféreront à 8 heures quotidiennes de présence dans un lieu de travail, 3 ou 4 heures par semaine d'un travail librement choisi par eux parmi les secteurs prioritaires. Les conseils expérimenteront des formes attractives de corvées, non pour en dissimuler le caractère pénible, mais pour le compenser par une organisation ludique, et autant que possible, pour les éliminer au profit de la créativité (selon le principe « travail non, jouissance oui »). A mesure que la transformation du monde s'identifiera avec la construction de la vie, le travail nécessaire disparaîtra dans le plaisir de l'Histoire pour soi.

18

Affirmer que l'organisation conseilliste de la distribution et de la production empêche le pillage et la destruction des machines et des stocks, c'est se placer encore dans la seule perspective de l'anti-Etat. Ce que le négatif conserve ici de séparations, les conseils, comme organisation de la société nouvelle, en viendront à bout par une *politique collective des désirs*. La fin du salariat est réalisable immédiatement, dès l'instauration des conseils, dès l'instant précis où la section « équipement et approvisionnement » de chaque conseil organisera la production et la distribution en fonction des souhaits de l'assemblée pleinière. C'est alors qu'en hommage à la meilleure prédiction bolchévik, on pourra appeler « lénines » les pissotières en or et en argent massif.

19

L'autogestion généralisée implique l'extension des conseils. Au début, les zones de travail seront prises en charge par les travailleurs concernés, groupés en conseils. Pour débarrasser les premiers conseils de leur aspect corporatif, les travailleurs les ouvriront, aussi vite que possible, à leurs compagnes, aux gens du quartier, aux volontaires venus des secteurs parasitaires, en sorte qu'ils prennent rapidement la forme de conseils locaux, fragments de la Commune (soient des unités à peu près équivalentes numériquement, de 8 à 10 000 personnes?).

20

L'extension interne des conseils doit aller de pair avec leur extension géographique. Il faut veiller à la parfaite radicalité des zones libérées, sans l'illusion de

Fourier sur le caractère attractif des premières communes, mais sans sous-estimer la part de séduction que comporte, une fois débarrassée du mensonge, toute expérience d'émancipation authentique. L'autodéfense des conseils illustre ainsi la formule : « la vérité en armes est révolutionnaire ».

21

L'autogestion généralisée aura un jour prochain son *code des possibles*, destiné à liquider la législation répressive et son emprise millénaire. Peut-être apparaîtra-t-il dans le double pouvoir, avant que soient anéantis les appareils juridiques et les charognards de la pénalité. Les nouveaux droits de l'homme (droit pour chacun de vivre à sa guise, de bâtir sa maison, de participer à toutes les assemblées, de s'armer, de vivre en nomade, de publier ce qu'il pense — à chacun son journal mural —, d'aimer sans réserves ; droit de rencontre, droit à l'équipement matériel nécessaire à la réalisation de ses désirs, droit de créativité, droit de conquête sur la nature, fin du temps-marchandise, fin de l'histoire en soi, réalisation de l'art et de l'imaginaire, etc.) attendent leurs anti-législateurs.

Raoul VANEIGEM.

# LA CONQUÊTE DE L'ESPACE DANS LE TEMPS DU POUVOIR

1

La science au service du capital, de la marchandise et du spectacle, n'est rien d'autre que la connaissance capitalisée, fétichisme de l'idée et de la méthode, image aliénée de la pensée humaine. Pseudo-grandeur des hommes, sa connaissance passive d'une réalité médiocre est la justification magique d'une race d'esclaves.

2

Il y a longtemps que le pouvoir de la connaissance s'est transformé en connaissance du pouvoir. La science contemporaine, héritière expérimentale de la religion du Moyen-Age, accomplit — en relation avec la société de classes — les mêmes fonctions : elle compense, avec son intelligence éternelle de spécialiste, la stupidité quotidienne des hommes. Elle chante en chiffres la grandeur du genre humain, quand elle n'est pas autre chose que la somme organisée de ses limitations et de ses aliénations.

3

De la même façon que l'industrie, destinée à libérer les hommes du travail par les machines, n'a fait jusqu'à présent que les aliéner au travail des machines, la science, destinée à les libérer historiquement et rationnellement de la nature, n'a fait que les aliéner à une société irrationnelle et anti-historique. Mercenaire de la pensée séparée, la science travaille pour la survie, et ne peut donc concevoir la vie que comme une formule mécanique ou morale. En effet, elle ne conçoit pas l'homme comme sujet, ni la pensée humaine comme action, et c'est pour cela qu'elle ignore l'histoire comme activité voulue, et fait des hommes des « patients » dans ses hôpitaux.

4

Fondée sur le mensonge essentiel de sa fonction, la science ne peut que se mentir à elle-même. Et ses mercenaires prétentieux ont conservé, de leurs ancêtres prêtres, le goût et la nécessité du mystère. Partie dynamique dans la justification des Etats, le corps scientifique garde jalousement ses lois corporatives et les secrets du « Machina ex Deo » qui en font une secte méprisable. Rien d'étonnant, par exemple, que les médecins — bricoleurs de la force de travail — aient une calligraphie impossible : c'est le code policier de la survie monopolisée.

5

Mais, si l'identification *historique* et *idéologique* de la science aux pouvoirs temporels montre clairement qu'elle est la servante des Etats, et donc ne trompe personne, il a fallu attendre jusqu'à nos jours pour voir disparaître les dernières séparations entre la société de classes et une science qui se voulait neutre et « au service de l'Humanité ». En effet, l'impossibilité actuelle de la recherche et de l'application scientifique sans des moyens énormes, a mis dans les mains du pouvoir la connaissance, concentrée spectaculairement, et l'a dirigée vers les objectifs d'Etat. Il n'y a aujourd'hui plus de science qui ne soit au service de l'économie, du militaire et de l'idéologie. Et la Science de l'idéologie nous montre son autre côté, l'idéologie de la Science.

6

Le pouvoir, qui ne peut tolérer le vide, n'a jamais pardonné aux territoires d'ultraciel d'être des terrains vagues livrés à l'imagination. Depuis l'origine de la société de classes, on a toujours placé dans le ciel la source irréelle du pouvoir séparé. Quand l'Etat se justifiait religieusement, le ciel était inclus dans le *temps* de la religion ; aujourd'hui que l'Etat veut se justifier scientifiquement, le ciel est dans *l'espace* de la science. De Galilée à Werner von Braun, il n'y a qu'une question d'idéologie d'Etat ; la religion voulait conserver son temps, donc, pas question de toucher à son espace. Le pouvoir doit rendre son espace illimité, devant l'impossibilité de prolonger son temps.

7

Si greffer des cœurs est encore une misérable pratique artisanale, qui ne fait pas oublier les massacres chimiques et nucléaires de la science, la « Conquête du Cosmos » est la plus grande expression spectaculaire de l'oppression scientifique. Le savant spatial est au petit médecin ce que l'Interpol est au policier de quartier.

8

Le ciel promis jadis par les curés à soutane noire est vraiment saisi par les astronautes aux blancs uniformes. Asexués, neutres, superbureaucratisés, les premiers hommes qui échappent à l'atmosphère sont les vedettes d'un spectacle qui flotte jour et nuit sur nos têtes, qui peut vaincre les températures et les distances, et qui nous opprime de là-haut, comme la poussière cosmique de Dieu. Exemple de la survie à son exposant le plus élevé, les astronautes font, sans le vouloir, la critique de la terre : condamnés au trajet orbital — sous peine de mourir de froid et de faim, — ils acceptent docilement (« techniquement ») l'ennui et sa misère de satellites. Habitants d'un urbanisme de la nécessité dans leurs cabines, prisonniers du gadget scientifique, ils sont l'exemple — *in vitro* — de leurs contemporains qui n'échappent pas, malgré les distances, aux desseins du pouvoir. Hommes-panneaux publicitaires, les astronautes flottent dans l'espace ou sautillent sur la Lune pour faire marcher les hommes au temps du travail.

9

Et si les astronautes chrétiens d'Occident et les cosmonautes bureaucrates de l'Est s'amusent à faire de la métaphysique et de la morale laïque (Gagarine « n'a pas vu Dieu » et Borman prie pour la petite Terre), c'est dans l'obéissance de leur « service commandé » spatial, où l'on doit trouver la vérité de son culte ; comme chez Exupéry, le saint, qui disait des bassesses à une grande altitude, mais dont la vérité était dans sa triple condition de militaire, patriote et idiot.

10

La conquête de l'espace fait partie de l'espoir planétaire d'un système économiste qui, saturé de marchandise, de pouvoir et de spectacle, éjacule dans l'espace quand il arrive au bout du nœud coulant de ses contradictions terrestres. Nouvelle Amérique, l'espace doit servir aux Etats pour leurs guerres, pour leurs colonies ; pour envoyer des producteurs-consommateurs qui permettront ainsi de dépasser les limitations de la planète. Province de l'accumulation, l'espace est destiné à devenir une accumulation de provinces, pour lesquelles il existe déjà des lois, des traités, des tribunaux internationaux. Nouveau Yalta, la répartition de l'espace montre l'incapacité des capitalistes et des bureaucrates à résoudre, sur la surface terrestre, ses antagonismes et ses luttes.

11

Mais la vieille taupe révolutionnaire, qui aujourd'hui ronge les bases du système, détruira les barrières qui séparent la science de la connaissance généralisée des hommes historiques. Plus d'idées du pouvoir séparé, plus de pouvoir des idées séparées. L'autogestion généralisée de la transformation permanente du monde par les masses, fera de la science une banalité de base, et non plus une vérité d'Etat.

12

Les hommes iront dans l'espace pour faire de l'Univers le terrain ludique de la dernière révolte : celle qui ira contre les limitations qu'impose la nature. Et, brisées les murailles qui séparent les hommes de la science d'aujourd'hui, la conquête de l'espace ne sera plus la « promotion » économique ou militaire, mais l'épanouissement des libertés et réalisations humaines, atteint par une race de Dieux. Nous irons dans l'espace, non comme employés de l'administration astronautique ou comme « volontaires » d'un projet d'Etat, mais comme maîtres sans esclaves qui passent en revue leurs domaines : l'Univers entier mis à sac pour les conseils de travailleurs.

Eduardo ROTHE.

# LA PRATIQUE DE LA THÉORIE

## Comment les blousons noirs se politisèrent

En novembre et décembre 1967, Debord, Vaneigem et Viénet ont été à plusieurs reprises entendus par la Police Judiciaire, relativement à la bande dessinée de Vaneigem dont deux images ont été publiées dans *I.S. 11*. Ils ont convenu qu'ils en étaient effectivement auteurs et éditeurs, et qu'ils en avaient organisé la diffusion et l'affichage. Le Parquet semblait s'être ému de quelques incitations au vol, à la débauche, à l'émeute et au meurtre (des « dirigeants »), que l'on pouvait relever dans les propos et les actes des personnages de ce bref *comics*. Ce délit de presse d'une allure assez neuve promettait un procès hors du commun mais, en fin de compte, sans que nous sachions pourquoi, l'enquête qui établissait les faits ne fut pas utilisée pour déférer les responsables devant un tribunal.

Sans chercher si les incitations en question ont été plus ou moins *suivies d'effet*, on doit noter que le *comics* de Vaneigem, traduit, réédité, et largement reproduit en différents pays, notamment l'Angleterre, les Etats-Unis et la Suède, devait avoir six mois plus tard en France même une remarquable postérité ; quelques camarades du C.M.D.O. s'étant à leur tour exprimés par ce moyen. On sait que, par la suite, une quantité de bandes dessinées à intention révolutionnaire ont été publiées par différents groupes autonomes. Les thèses que René Viénet avait exposées en 1967 dans cette revue ont été depuis complètement confirmées par l'expérience pour tous les moyens d'agitation qu'il envisageait à l'exception, jusqu'ici, de l'emploi du cinéma.

## Factices (suite)

Il y a maintenant tellement de gens qui ont essayé, en privé, de se faire passer pour membres de l'I.S., que nous renonçons à relever les noms de ceux qu'on nous a signalés. La liste serait ici trop longue, et tout de même très incomplète : elle pourrait presque servir à donner une allure d'authenticité à tous ceux qui n'y figureraient pas nommément. Il nous suffira de noter qu'en France aucun situationniste ne réside *en province* (et surtout pas à Strasbourg). A Paris même, il n'est vraiment pas difficile de s'y reconnaître quand on n'a pas une forte envie d'être trompé ; ou une exceptionnelle faiblesse de jugement.

Quelques exploits de faux situationnistes sont d'ailleurs, plus probablement, construits de toutes pièces, ou développés à partir de n'importe quoi, par leurs prétendues « victimes ». C'est ainsi que le bruit courait, en juin 1968, qu'un professeur nommé Jankélévitch disait avoir reçu une lettre très insultante signée par l'I.S. Nous devons avouer que nous ignorons presque totalement l'œuvre, et l'existence, d'un philosophe de la dimension du professeur Jankélévitch. Nous ne lui avons jamais écrit et nous continuerons, selon toute probabilité, à ne pas le lire. Peut-être aimerait-il être, aux yeux de ses étudiants, assez moderne pour que les situationnistes l'insultent, lui aussi? Nous n'y pouvons rien. Point de favoritisme !

Diverses tartines racornies de la déconfiture actuelle du milieu littéraire moderniste — et notamment Mme Marguerite Duras — ont prétendu, à la même époque, avoir vu venir chez elles des « situationnistes », qui leur auraient fièrement demandé cent francs pour soutenir leur action révolutionnaire. Personne de sensé ne peut croire un instant que les situationnistes ont jamais assuré leur financement en ramassant des mégots, et, par dessus le marché, chez des gens qu'ils méprisent.

Quant au philosophe argumentiste Kostas Axelos, il aurait été assailli à son domicile, terrorisé, et finalement cambriolé, par quatre, sept, quinze blousons noirs situationnistes (le chiffre est sujet à variations). Après avoir conté partout l'équipée sauvage de cette pègre, il nous a même écrit pour nous reprocher ces « agissements de type fasciste et stalinien ». Ce philosophe aime bien nous écrire. Nous lui avons

répondu, comme toujours, par quelques injures, et l'assurance que nous allions publier sa lettre calomnieuse. Axelos a probablement compris que cette publication ne serait que le début de notre réaction : toujours est-il qu'il nous a écrit de nouveau pour demander de ne pas publier sa précédente lettre, sous le prétexte qu'elle pourrait nuire à certains de ses amis et à lui-même, dans un conflit qu'ils ont avec des gens qui sont assurément pires qu'Axelos. Quoique nous estimions que l'argument était très peu convaincant, nous avons voulu nous abstenir de toute apparence d'avoir nui à ce personnage de ce côté-là. Ainsi, nos lecteurs seront malheureusement privés des pittoresques réclamations du philosophe.

Certaines personnes ont cru, paraît-il, que M. Hubert Tonka, qui a publié en juin 1968 chez Pauvert un *comics* intitulé *Fiction de la contestation aliénée*, était un situationniste. Cette œuvrette à la mode se voulait évidemment parodique, bien que le talent soit fort loin de soutenir l'intention. Cependant, quoique M. Tonka n'ait aucune sorte de relation avec l'I.S., il serait tout à fait illogique d'en déduire qu'il a trempé dans les persécutions dont se plaint Kostas Axelos.

## Qu'est-ce qu'un « situationniste » ?

Vu l'extension frappante, quoiqu'elle ne soit vraiment pas surprenante, de l'intérêt suscité par l'I.S., il nous faut maintenant, en tenant compte du développement constaté dans les deux dernières années, préciser le sens qui peut être donné au terme « situationniste » quand il qualifie un individu.

D'abord, au sens plein et précis du terme, un situationniste est un membre de l'I.S., qui a part à toutes les délibérations et décisions de cette organisation, et qui donc en assume personnellement la co-responsabilité générale.

Par ailleurs, un individu peut sans doute être dit, et même se dire, « situationniste » en ceci qu'il admet nos principales positions théoriques ; ou parce que son goût personnel le rapproche de notre style d'expression et de vie ; ou simplement parce qu'il a participé à des formes de lutte subversive qui peuvent se voir ainsi qualifiées, grossièrement et de l'extérieur, par différents observateurs.

Le sens précis et le sens large peuvent être, l'un et l'autre, correctement employés, à la condition expresse de ne pas laisser s'introduire une confusion entre eux. Ceux qui, n'étant pas membres de l'I.S., veulent le laisser croire, ne peuvent qu'être promptement traités en *suspects* par leur entourage. Quant à tous les autres, qui ne mènent pas en quelque point du monde un travail pratique *organisé* avec l'I.S., ce que peuvent faire de mieux ces révolutionnaires « situationnistes », c'est de garder pour eux-mêmes (donc, pour le mouvement prolétarien qui monte) ce qu'ils ont pu approuver de nous, en tant que perspective et en tant que méthode ; c'est de ne pas trop nous évoquer comme référence, mais, au contraire, *de nous oublier un peu.*

## Les dernières exclusions

Le 21 décembre 1967, Timothy Clarke, Christopher Gray et Donald Nicholson-Smith ont été exclus de l'I.S., au moment même où ils se disposaient à publier une revue en Angleterre, et à y commencer une activité de groupe. (Charles Radcliffe, peu de mois auparavant, s'en était retiré par convenance personnelle).

Les divergences, qui étaient inexistantes, ou du moins restées inaperçues, sur tout le reste, se développèrent soudainement, non à propos de ce qui se faisait en Angleterre, mais sur la question des relations et de l'action possible de l'I.S. aux Etats-Unis. Vaneigem était allé, en novembre, à New York, comme délégué de tous les situationnistes, et y appliqua exactement son mandat, notamment en discutant avec les camarades avec qui — de l'avis de tous, à commencer par les Anglais — nous avions les contacts les plus développés, et qui ont composé depuis notre section américaine. Vaneigem refusa de rencontrer un certain Ben Morea, éditeur du bulletin *Black Mask*, avec qui nos camarades américains étaient en conflit sur à peu près toutes les questions que pose l'action révolutionnaire, et dont ils contestaient même l'honnêteté intellectuelle. De plus, Vaneigem avait déjà dû refuser de parler davantage avec un certain Hoffman, qui développait élogieusement devant lui une interprétation *mystique* de son texte *Banalités de base*, et qui était à ce moment le principal collaborateur des publications de Morea : l'énormité de ce détail incita justement Vaneigem à ne même pas vouloir discuter de l'ensemble de nos divergences avec Morea. Tout semblait bien clair lors de son retour en Europe ; mais Morea écrivit aux situationnistes de Londres pour se plaindre d'avoir été calomnié auprès de Vaneigem. On répondit collectivement ce qu'il en était — à la demande des camarades anglais, extrêmement scrupuleux sur la base de l'assez invraisemblable hypothèse d'une sous-information possible de Morea. Cependant les Anglais admirent que c'était la dernière réponse que nous pouvions envoyer au personnage. Morea nous écrivit de nouveau à tous qu'il s'agissait de faux prétextes et que le conflit était ailleurs : il insultait nos amis de New York et mettait en cause cette fois le témoignage de Vaneigem. *En dépit de leur engagement formel*, les Anglais répondirent encore à Morea que, cette fois, ils ne comprenaient plus ce qui se passait, et que « quelqu'un » devait mentir. Ils

avaient de plus en plus d'indulgence pour Morea, et de plus en plus de méfiance envers nos amis américains ; et même envers Vaneigem, *quoiqu'en refusant d'en convenir*. Nous avons alors sommé les trois Anglais de réparer cette outrageante incertitude étalée publiquement, en rompant sur-le-champ avec le truqueur et son mystique. Ils acceptèrent le principe, mais biaisèrent pour finalement refuser de passer à l'exécution. Nous avons alors dû rompre. En trois semaines, cette discussion avait donné lieu à deux rencontres à Paris et à Londres, et à l'échange d'une douzaine de longues lettres. Notre patience avait été quelque peu excessive, mais ce qui paraissait d'abord une surprenante lenteur dans le raisonnement se montrait, toujours plus gravement, comme une volonté d'obstruction dont on ne pouvait deviner la cause. Jamais cependant la discussion, jusqu'à l'exclusion des Anglais, ne sortit des détails exposés ici et de la question de méthode qu'elle soulevait, si étrangement, sur la solidarité de l'I.S. et les motifs suffisants de nos ruptures habituelles (car jamais les Anglais ne nièrent que Morea était acoquiné à un idiot mystique). Plus tard, Gray passa par New York et conta tristement à qui voulait bien lui prêter attention que son groupe mort-né avait voulu, en s'occupant ainsi directement de l'Amérique, y sauver le projet révolutionnaire d'une fâcheuse incompréhension des situationnistes de l'Europe continentale (et des Américains eux-mêmes). En Angleterre même, ces camarades ne s'étaient pas senti assez aimés. Ils n'avaient pas osé le dire, mais ils avaient souffert d'un manque d'intérêt des continentaux pour *ce qu'ils allaient faire*. On les laissait isolés dans leur pays — entourés d'eau de toutes parts. Une raison plus « théorique » apparaissait *après la discussion:* l'Angleterre étant beaucoup plus près d'une crise révolutionnaire que le continent, les théoriciens « continentaux » auraient été mus par le dépit de voir que « leurs » théories seraient réalisées ailleurs. Le côté piquant de l'affaire, c'est que cette espèce de loi historique du révolutionnarisme anglo-saxon se soit vue si vite démentie, cinq mois plus tard. Il n'empêche que la critique *post festum*, en dehors de sa valeur comique, avait un contenu quelque peu ignoble : il faudrait que ces théoriciens continentaux attendissent d'une révolution « chez eux » quelque occasion de s'installer eux-mêmes dans la sphère gouvernementale, pour être ainsi dépités de voir « leur » théorie réalisée plutôt ailleurs. Mais avant d'être sûrs que ceux dont ils étaient secrètement les adversaires avaient de tels buts, les ex-situationnistes de Londres avouaient l'origine de leurs propres *projections*, en prétendant revenir même avant la Guerre d'Indépendance pour diriger, depuis Londres, le mouvement révolutionnaire américain. Bien sûr, toute cette géopolitique sombra instantanément le jour même de leur exclusion.

Nous tenons à dire que Donald Nicholson-Smith, pendant les deux années où nous l'avons connu, a constamment été grandement estimé de tous, à tous points de vue, et nous inspirait la plus vive sympathie. *Il a cependant fait preuve, dès qu'il fut à* Londres, d'une regrettable inconséquence, passant en un mois sous l'influence d'individus extérieurs à l'I.S., et de deux situationnistes assurément *mal choisis*. Cependant, quand Nicholson-Smith, six mois plus tard, nous a écrit, à deux reprises, dans l'intention de nous rencontrer de nouveau, et en s'offrant à dissiper le « malentendu », nous avons dû à regret refuser même une rencontre à titre personnel. L'affaire avait été trop trouble, et la suite de l'activité de Gray a bien gardé ce caractère. Gray édite une feuille qui passe, bien à tort, pour légèrement pro-situationniste, *King Mob*, où l'on peut lire l'éloge de l'éternel Morea — tout ce qui lui reste ; au point que certains textes vraiment trop consternants de l'actuel Morea sont *cachés* par Gray et ses acolytes aux personnes de leur entourage qu'ils veulent entretenir dans le respect de leur idole — avec cet argument plaisant, un an après le mouvement des occupations : Morea aurait eu le mérite de faire passer certaines positions radicales « du salon situationniste » jusqu'à la lutte dans les rues ! Le même Gray a essayé lui aussi de reprendre contact avec nous, mais sournoisement, par l'intermédiaire d'un certain Allan Green, qui prétendait ne pas le connaître, mais qui fut démasqué à la deuxième rencontre. Joli travail et, comme on pouvait s'y attendre, finement mené ! D'avoir eu un si digne successeur, les « uniques » garnautins doivent se retourner de dépit dans leur tombe universitaire.

On remarquera que, depuis près de deux ans, il n'y a pas eu d'autre exclusion. Il nous faut avouer que ce notable succès n'est pas entièrement dû à l'élévation, réelle, de la conscience et du radicalisme cohérent des individus de la présente période révolutionnaire. C'est aussi dû au fait que l'I.S., appliquant de plus en plus rigoureusement ses décisions précédentes sur l'examen préalable de ceux qui veulent y entrer, a refusé dans le même temps cinquante à soixante adhésions : ce qui nous a épargné un nombre équivalent d'exclusions.

# Additif au livre de Viénet

Il nous semble que, aux pages 72 et 73, *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations* contient une erreur de fait : il y est dit que les locaux de l' « annexe Censier » de la Faculté des Lettres furent octroyés par Pompidou, à son retour d'Afghanistan, pour que les universitaires y discutent de leurs problèmes. Bien que ceci soit finalement exact, certains documents et témoignages inclinent à conclure que l'annexe Censier avait été employée pour une réunion, sinon réellement occupée,

e samedi 11 mai, vers la fin de l'après-midi ; donc plusieurs heures avant l'arrivée de Pompidou, et l'exposé de ses conceptions qui comportait ce point. Il n'en reste pas moins vrai que « pendant plusieurs jours l'atmosphère, studieuse et modérée » de ce centre porta la marque des gens qui avaient pris cette initiative si vite légalisée ; et de leurs buts réformistes pour le milieu étudiant.

En revanche, la seule inexactitude qu'un ouvrage consacré au mouvement de mai a, jusqu'ici, prétendu relever dans nos publications du moment, nous est imputée à tort. Dans le livre de Schnapp et Vidal-Naquet, *Journal de la Commune étudiante*, une note de la page 547, à propos d'un tract du C.M.D.O. sur Flins où il est dit qu'à la gare Saint-Lazare « les dirigeants syndicaux (...) détournèrent les manifestants vers Renault-Billancourt, en leur promettant que des camions les conduiraient de là vers Flins », commente : « Inexact : les dirigeants des syndicats de cheminots de Saint-Lazare se contentèrent de refuser de fournir aux étudiants un train spécial pour Flins... » Mais le tract du C.M.D.O. ne parlait pas de dirigeants *de la C.G.T.* (qui, hors des meetings, dirent à certains que le courant était coupé sur les voies par la police et, à d'autres, que le sabotage des gauchistes provocateurs empêchait de faire partir un train). Les « dirigeants syndicaux » qui ont dispersé les manifestants à Saint-Lazare par d'extravagants mensonges étaient ceux *de l'U.N.E.F. et du S.N.E. Sup.* Le gauchisme vulgaire, dont Schnapp et Vidal-Naquet partagent le vocabulaire illusoire, appelait en mai « dirigeants syndicaux » ceux qui combattaient ouvertement le mouvement, comme la C.G.T. Mais les Geismar et Sauvageot, qui entravaient ce mouvement *de l'intérieur*, étaient bel et bien *des dirigeants syndicaux*, aussi comiques que soient les syndicats au nom desquels ils tenaient le crachoir.

Dans le livre de Viénet, on doit signaler aussi une sous-estimation de l'action des ouvriers révolutionnaires de Lyon, à propos de leurs tentatives, à demi-réussies déjà, mais à ce moment cachées par toute l'information en place, pour lancer des grèves dans l'industrie dès avant le 14 mai ; et aussi à propos de leur participation exemplaire aux luttes qui se déroulèrent ensuite à Lyon (nous avions, au moment où ce livre fut écrit, momentanément perdu tout contact avec ces camarades).

Enfin, dans les pages 19 à 21, à propos de l'agitation antérieure chez les étudiants de plusieurs pays, il aurait fallu citer le Congo, avec le remarquable cas de l'occupation de l'Université Lovanium à Kinshasa (ex-Léopoldville) en 1967, avant Turin et tout ce qui allait suivre en Europe. Là, les étudiants révolutionnaires furent cernés par l'armée dans le campus qu'ils tenaient. Ils ne purent descendre sur la ville où les travailleurs attendaient leur arrivée pour se soulever. Le régime de Mobutu prononça le *lock-out* de l'Université, en exigeant une réinscription personnelle de chaque étudiant, qui devait s'engager à obéir à l'avenir aux usages universitaires (technique depuis ramassée par le ministre Edgar Faure). Mais la solidarité des étudiants obligea le gouvernement à renoncer à cette mesure. On sait que, par la suite, le 4 juin 1969, l'Université Lovanium (où quelques influences situationnistes sont discernables) se souleva de nouveau, non, comme l'a prétendu le gouvernement, pour une augmentation de 30 % des bourses perçues mais pour abattre le régime. Cette fois, l'armée tira ; il y eut plusieurs dizaines de morts et des centaines d'arrestations.

## Notes sur l'Espagne

L'inadaptation des penseurs du capitalisme privé qui *gouverne* l'Espagne est leur meilleure garantie contre un renversement révolutionnaire. Elle cristallise les forces autour d'un réformisme technocratique, qui pourtant commence déjà à susciter des luttes réelles là où il s'est installé. C'est dans l'industrie la plus avancée, celle qui constitue la carte de visite du franquisme dans l'Europe du Marché Commun, que les ouvriers ont le mieux affirmé leurs possibilités. En 1965, les métallurgistes de Pegaso ont tenté à plusieurs reprises de marcher sur Madrid pour y soutenir les étudiants en révolte. En 1967, les usines Echevarri de Bilbao sont restées en grève pendant six mois. Les familles des ouvriers participaient aux assemblées générales qui envoyaient des délégués dans toute l'Espagne. De même que les récentes collectivisations spontanées des petits agriculteurs de Navarre, ces actions s'inscrivent en opposition flagrante avec la pratique des stalino-chrétiens des commissions ouvrières. On sait que ceux-ci, avec un remarquable à-propos, avaient prévu une journée de revendications le 24 janvier et que, face à la proclamation de l'état d'exception, ils ont annulé leur projet. La tactique du parti communiste — alliance avec tous les opposants au franquisme y compris les « phalangistes de gauche » — qui vise à se faire une place au soleil des parlements de l'après-franquisme, se heurte à son propre spectre, qui le hante tout autant qu'il hante encore les fascistes au pouvoir ; alors qu'en 1936 déjà, il n'effrayait pas plus le Pape que les milliardaires de New York. Quant à l'état d'exception, il se présentait comme la seule réponse possible de ceux qui n'ont déjà plus que le pouvoir, face à ceux qui savent — et même l'*Opus Dei* l'a compris — que la modernisation ne peut se faire que parallèlement à un changement de structures. Notons que l'état d'exception est arrivé juste à point pour éviter une importante réévaluation des salaires bloqués depuis un an, alors que la vie augmentait d'environ 25 %.

Bien au-delà de ces luttes dinausoriennes, la vieille taupe poursuit son œuvre. En Es-

pagne comme ailleurs, l'Université Critique a fait son temps de jongleries relatives et de contorsions contingentes. Déjà les éléments radicaux se sont regroupés autour du mot d'ordre « Fin de l'Université », en joignant tout naturellement l'allumette à la parole. Tout comme le moindre comité d'action français, ils ont su définir l'alternative fondamentale : « Université-bidon qui fournit des alibis à tous ceux qui poursuivent d'autres études, ou solution définitive au « problème de l'Université » anticipant sur la solution définitive aux problèmes de classes». A Madrid, le groupe des *Acratas* a su mieux que tout autre, tout en rompant avec l'illusion d'un syndicalisme révolutionnaire, exprimer des positions radicales et leur donner une réalité scandaleuse. Constitué en octobre 1967, ce groupe n'est pas sans analogies, qui en disent long sur l'époque que nous vivons, avec celui des Enragés de Nanterre : même terrain, même programme, mêmes formes d'action. L'initiative de la violence qui appartenait trop souvent à la police, est devenue sous leur influence le fait quasi quotidien des « étudiants ». En Espagne, toute assemblée finit littéralement par des chansons et une émeute. Les *Acratas*, qui traduisaient et diffusaient des textes de l'I.S., sont à l'origine des malheurs ibériques de J.-J. Servan-Schreiber, crève-vite-salope, qu'ils ont chassé sans ménagements de la Faculté de Droit où il avait la prétention de vouloir parler, et l'illusion de trouver un public qui se contente de rire. L'emploi critique de la violence a évité aux *Acratas* la récupération inhérente au terrorisme traditionnel. Si la police, les automobiles, le matériel scolaire et les vitrines ont servi à vérifier leur critique de l'idéologie, de la hiérarchie, de la marchandise, c'est en précipitant la croix d'une classe, qu'ils avaient envahie,sur les flics, qu'ils ont su le mieux défier l'histoire figée du franquisme. Par ce geste ils renouaient avec la grande tradition révolutionnaire qui n'a jamais vu d'autre préliminaire à l'instauration du pouvoir absolu des Conseils Ouvriers dont, bien sûr, les *Acratas* se réclamaient.

Si les *Acratas* ont disparu en juin 1968, ils ont laissé le vivifiant souvenir d'un groupe aussi proche de Marx que de Durruti et aussi loin de Lénine que de Proudhon. Ne voit-on pas jusqu'aux quatre bureaucrates de la F.U.R. risquer la peine capitale pour avoir voulu brûler l'Université et, faute de mieux, incendié le meilleur couvent de Madrid où deux bonnes sœurs auraient péri ? A Barcelone, et que Grappin-la-Matraque en apprécie mieux notre modération, les étudiants qui brûlaient une porte de la faculté ont arrosé d'essence le doyen qui tentait d'intervenir. La police l'a éteint de justesse. Le 20 janvier, c'est le recteur de la même Université qui échappait de peu à la défenestration. Le processus de ferme-



**« Y EL CRISTO EN LA MIERDA»**

Crucifix défenestré par les «Acratas» à l'Université de Madrid (janvier 1968).

ture des facultés, qui désole tant les syndicats et le pouvoir, contribue de plus en plus à clarifier les oppositions factices des idéologies de la préhistoire : le vouloir de récupération des syndicats renvoie, ici comme partout, à leur récupération par le pouvoir. Le mouvement révolutionnaire espagnol restera vaincu tant qu'il n'aura pas la conscience de ses victoires. Il doit se les réapproprier où laisser tous les terrains, en premier lieu celui de sa mémoire, aux artisans staliniens, franquistes et démocrates, de sa défaite militaire. Ses victoires sont l'ébauche du pouvoir absolu des conseils de travailleurs. Elles sont la revendication minimum de tout le mouvement ouvrier. Leur connaissance est liée à toute position révolutionnaire cohérente. Ceux qui ont conscience de faire l'histoire ne doivent pas ignorer l'histoire de la conscience.




**PUBLICITÉ DÉTOURNÉE**

**«Belle mentalité!»** Conçue à partir d'une bande dessinée publicitaire, c'est la première page d'un de ces tracts dont nos lycées sont journellement inondés. Celui-ci est un mélange délirant et détonnant d'anarchisme infantile et de pornographie enragée. Il est publié par une certaine «Fédération des Comités ouvriers-étudiants de la banlieue sud de Paris» dont les slogans affichés sont «Crève salope» (à l'adresse de «papa, monsieur le professeur, monsieur le curé») etc., qu'on nous excuse, «Ne nous laissons plus enc...». Même si les lycéens ont assez de bon sens pour traiter par le mépris de telles aberrations, on se demande qui finance la coûteuse impression de ces torchons. Et surtout quelle autorité peut prétendre exercer dans les établissements scolaires un ministre de l'Education nationale qui les tolère.»

**Minute** (27-2-69).

# Manœuvre particulièrement vile et maladroite de certains anti-situationnistes

Nous avons dû signaler assez fréquemment, dans cette revue, des gens qui se faisaient passer ici ou là pour membres de l'I.S., en gardant toutefois leur identité véritable, cas restant le plus souvent dans le cadre d'une mythomanie assez inoffensive. Il nous faut maintenant attirer l'attention de tous les éléments révolutionnaires qui peuvent nous connaître sur une affaire plus grave, et bien révélatrice des méthodes et des intentions de ses responsables.

En Italie, pendant l'été de 1968, un *imposteur* s'est présenté à de nombreuses personnes comme étant *le situationniste Mustapha Khayati*. Il a ainsi recueilli, auprès de plusieurs de ceux qui ont cru parler à Khayati, *des informations* sur leurs activités en France pendant le mouvement des occupations. D'autre part, il a essayé par divers moyens de compromettre l'I.S., d'abord par ses propres déclarations et fréquentations misérables, qu'il prétendait approuvées par nous ; ensuite, avec d'autres interlocuteurs, par quelques attaques contre les situationnistes, en s'abritant toujours sous l'identité de Khayati, qui était alors censé avoir rompu avec l'I.S. dont il était précédemment « le chef » (ayant, par exemple, rédigé sous le nom de Vaneigem, le *Traité de savoir-vivre*, etc.).

L'imposteur était au Congrès anarchiste de Carrare, en compagnie d'un groupe cohnbendiste de Nanterre. Il s'est ensuite transporté à Venise au moment de la Biennale. Le même individu figurait, *dans la délégation de Nanterre,* au Congrès de l'U.N.E.F. tenu à Marseille à la fin de décembre, où il se montra plus prudent. Interrogé là par des délégués de Bordeaux, il leur a précisé que Khayati n'était que la deuxième partie de son nom, qui commençait autrement. Rencontrant peu après un délégué de Nantes, le personnage n'a plus osé dire qu'il s'appelait le moins du monde Khayati, mais s'est seulement présenté comme « un Enragé » de Nanterre. Comme il lui était alors demandé s'il avait été dans le même groupe que Riesel, il répondit que non, mais qu'il se trouvait « objectivement » sur les mêmes positions. Au début de janvier, cet étrange émissaire se retrouvait à Rome, où il continuait à se faire passer pour Mustapha Khayati.

Partout où cet exécutant d'une politique que tous les révolutionnaires jugeront comme il convient n'a pas cru pouvoir faire admettre qu'il représentait réellement l'I.S. dans la bande de l'ex- « 22 mars » où il figurait ouvertement, il a adopté un autre mensonge, dont la fonction est également éclairante. Il a prétendu avoir *démissionné* de l'I.S. en mai « parce que l'I.S. aurait eu à ce moment une attitude *d'abstention* », de sorte que « la critique du spectacle était devenue elle-même spectaculaire, etc. »

Il faut que les idées et l'existence de l'I.S. soient bien obsédantes pour certains arrivistes de la bureaucratie gauchiste, et il faut qu'ils se trouvent bien incapables de leur opposer la moindre critique réelle, pour en arriver à de tels procédés. Ils n'ont rien trouvé de mieux pour enfin « démontrer » qu'une part quelconque de l'I.S. a jamais pu figurer dans leur lamentable rassemblement, comme ils l'avaient cent fois insinué aux journalistes.

Nous sommes maintenant en état d'affirmer que l'imposteur est un certain *Mustapha Saha*, actuellement étudiant à Nanterre, et qui serait d'origine marocaine. Malgré le style indiscutablement policier de cette usurpation d'identité et de cet espionnage parmi des révolutionnaires, nous ne croyons pas que l'activité du nommé Saha soit orientée vers le renseignement et la dénonciation au profit des autorités françaises ou marocaines. La réalité en tout cas vérifiable est bien plus extraordinaire : il s'agit d'un *agent* de ce groupe qui fut au centre de l'ex-« mouvement du 22 mars » et demeure, ses alliés groupusculaires ayant rejoint leurs véritables appartenances, sous la direction d'un certain Jean-Pierre Duteuil.

Toujours en retard sur leur époque, ces manœuvriers s'inspirent des pratiques qui ont servi dans la phase stalinienne de la destruction du mouvement révolutionnaire. Mais à présent que ce mouvement commence à se reformer, il sait que *la pratique de la vérité* est son seul milieu d'existence, en même temps que son but historique. Tous ceux qui vont y participer *boycotteront* évidemment les Duteuil, les Saha et ce qui les touche.

## Une maspérisation

Dans le numéro 42 de la revue *Partisans* (juin 1968), consacré au mouvement des occupations, quelques documents alors publiés par l'I.S. et le C.M.D.O. ont été reproduits, comme ils le furent, en plus grand nombre, dans beaucoup de revues et brochures parues en Europe, en Amérique et au Japon.

Mais cette revue *Partisans*, dirigée par le stalino-castriste Maspero, s'est distinguée de toutes les autres par un truquage qui sent bien cette *école stalinienne de la falsification* dont il est un éminent diplômé.

Page 76 et 77, le *Rapport sur l'occupation de la Sorbonne* signé par le C.M.D.O. a été gravement *maspérisé :* gardant le début et la fin de ce texte, on en a frauduleusement coupé *plus de la moitié* — tout ce qui constituait justement le rapport précis sur les luttes qui s'étaient déroulées dans la Sorbonne. Evidemment, aucun signe ne marque l'existence d'une quelconque coupure.

Page 103, la maspérisation simplement négative se développe jusqu'à un frappant exemple de *maspérisation totale :* la falsification qui reconstruit un faux texte en arrangeant une partie d'un texte réel avec des phrases surajoutées qui lui donnent un autre sens. Il s'agit du tract *Pour le pouvoir des Conseils Ouvriers*, qui est reproduit sans son titre, et sans sa date (22 mai) mais *avec la signature du C.M.D.O.* A partir de la dixième ligne du texte fabriqué par les maspérisateurs, on peut lire la fin du tract en question. Mais son début n'a pas seulement disparu : il a été *remplacé* par neuf lignes que personne de nous n'a jamais vues nulle part, qui appellent à manifester « aujourd'hui 24 mai », et qui contiennent d'énormes concessions *à la C.G.T.* (« Oui, la C.G.T. veut faire aboutir tes revendications »).

Nous nous contentons de citer ces excès particuliers, sans penser qu'un individu aussi notoirement louche que Maspero mérite même d'être puni pour ses truquages. C'est son métier officiel. Il est simplement juste d'y attacher son nom. Nous rappellerons seulement combien il est fantaisiste d'écrire, comme *Le Crapouillot* de mai-juin 1969, que la revue *I.S.* fut « diffusée un temps chez Maspero ». D'autre part plusieurs personnes ont murmuré que les situationnistes ne méprisent tant Maspero que parce qu'il leur aurait bien plu d'être édités chez lui ! De tels propos jugent leurs auteurs. Nous ne savons pas si un tel bruit a sa source dans l'entourage de cette malheureuse canaille. Nous pouvons seulement dire que, vu le procédé que nous avons relevé ici, cela ne nous étonnerait même pas.

## L'historien Maitron

*La Sorbonne par elle-même* (Editions Ouvrières, octobre 1968), rassemblant des documents sur mai-juin 1968, est un livre qui prétend à l'objectivité historique. Paraissant comme numéro spécial de la revue universitaire *Le Mouvement Social*, il a été fait sous la responsabilité de Jean Maitron, directeur de cette revue, qui avait une certaine réputation en tant qu'historien du mouvement ouvrier, et même en tant que « libertaire ». Il convient du reste de noter qu'y ont collaboré J.-C. et Michelle Perrot, ainsi que Madeleine Rebérioux, laquelle était notoirement *membre du parti stalinien français*.

Ce livre parle des situationnistes, avec beaucoup de détails erronés, et reproduit quelques-uns de nos documents de mai. Cependant, après avoir noblement déclaré, à la page 6 : « Nous avons refusé toute coupure (mort aux pointillés qui rejettent un je ne sais quoi aux enfers !) », les auteurs ont pourtant publié notre *Rapport sur l'occupation de la Sorbonne* dans sa version *maspérisée*, qui fait vivement regretter l'emploi du pointillé, qui au moins révèle que l'on a caché quelque chose.

Cependant Maitron va plus loin que cette reproduction irresponsable d'une falsification reprise aux poubelles des maspérisateurs. Il maspérise pour son propre compte : page 165, il présente un « tract anonyme » qui « exprime assez bien le point de vue des situationnistes ». D'où vient cette prescience ? C'est bien simple. Il s'agit — cette fois, comme texte isolé — des neuf lignes répugnantes et pro-C.G.T. passées par la revue *Partisans* en tant que début surajouté d'un fragment de tract signé du C.M.D.O. Le fait qu'on isole ainsi cette greffe prouve que l'on sait qu'il s'agissait d'un tract autonome — du style que pouvaient adopter des Rebérioux, staliniens légèrement contestataires, à cette époque. Mais le fait qu'on l'attribue à l'I.S. montre que l'on veut profiter de l'attribution risquée par Maspero dans son mixage. Ainsi donc, on connaît la falsification de Maspero comme telle, et l'on s'en sert allègrement comme référence, sans pourtant le dire expressément, mais en dissimulant la fausse information derrière une fausse connaissance par la *critique interne* (« exprime assez bien le point de vue... »).

Le 24 octobre, l'I.S. écrivit à Maitron une lettre qui lui signalait, preuves à l'appui, les falsifications les plus grossières nous concernant dans son livre, et qui demandait « des excuses écrites ». Pendant quinze jours, Maitron ne répondit pas. Alors Riesel et Viénet se rendirent à son domicile, l'insultèrent comme il le méritait, et pour souligner leur propos cassèrent une soupière qui était, d'après cet historien, « un souvenir de famille ».

Ainsi, nous avions fait voir à l'individu que sa malhonnêteté précise ne passerait pas inaperçue, et même pouvait désagréablement l'exposer à l'insulte. Ce qui donnera, croyons-nous, à réfléchir à ses émules. L'émotion soulevée par un geste si simple a montré que nous n'avions pas manqué notre but. Dès le 17 novembre, une lettre signée par la stalinienne Rebérioux et ses collègues, parue dans *Le Monde*, dénonçait le fait que leur « collègue et ami » Jean Maitron « vient d'être victime à son domicile d'une véritable agression. Quelques jeunes gens, se présentant au nom de l'Internationale situationniste et se disant mécontents d'un ouvrage élaboré pourtant de manière à faire leur place à tous les courants d'opinion, l'ont insulté et ont brisé chez lui divers objets ». Le style stalino-tartuffe estflagrant. On parle d'une « véritable » agression parce que l'on sait qu'une « agression » est précisément tout autre chose. Elle est commise par « quelques » jeunes gens, puisqu'ils sont deux — ce qui est un progrès sur la célèbre numération primitive : « un, deux, beaucoup ». Riesel et Viénet ont d'ailleurs dit leurs noms à Maitron, et ont assez longtemps parlé de la lettre précise dont ils étaient signataires. La question n'est aucunement de savoir si l'ouvrage fait sa place à tous « les courants d'opinion », mais s'il *falsifie* ou non nos propres textes quand il estime devoir les reproduire, etc.

Après d'autres, en décembre 1968, *La Quinzaine Littéraire*, s'appuyant toujours sur les mêmes bonnes sources, en rajoute : « Ce probe ouvrage d'historien ne pouvait plaire à tout le monde (...) Jean Maitron a été victime d'une véritable agression à son domicile. Des individus, se réclamant de l'Internationale situationniste ont prétendu réagir en venant chez lui briser une machine à écrire et des objets d'art. Réagir contre quoi ? Leur groupement est cité dans le livre, un document émanant de lui est largement (*début d'aveu ?* Note de l'*I.S.*) présenté. Voulaient-ils rappeler, par cette agression aussi stupide que monstrueuse, que dans les mouvements sociaux, il y a toujours des « en-dehors » qui se veulent tels et font en sorte qu'on ne puisse plus leur conserver l'estime qu'on doit à tous les militants courageux ? » Et le 5 février 1969, lors d'une émission radiophonique, Maitron, encore émerveillé sans doute d'avoir survécu à cette « monstrueuse » agression, dénonçait les situationnistes qui « ont saccagé » son foyer ; et affirmait qu'il n'avait pas peur d'eux. Comme il avait complètement négligé d'évoquer un quelconque motif de cette « agression », on peut espérer qu'il n'a pas peur de nous parce qu'il est désormais résolu à ne plus truquer nos textes. Ce qui sera très bien pour tout le monde.

Au-delà du comique de cet incident — « ils s'y sont livrés à d'importantes déprédations », écrit la *Révolution prolétarienne* de décembre 1968, qui parle de « fascisme », et incite même à la « contre-violence » —, il y a une question importante. A notre avis, pour le mouvement révolutionnaire qui se constitue actuellement, l'objectif nº 1, bien avant même l'élaboration d'une critique théorique conséquente, la liaison avec des comités de base démocratiques dans les usines, ou la paralysie de l'Université, c'est d'abord le soutien dans la pratique *d'une exigence de vérité et de non-falsification.* Ceci est le *préalable* et le *commencement* de tout le reste. Tout ce qui falsifie doit être discrédité, boycotté, traité en canaille. Quand il s'agit des *systèmes mensongers* (comme dans les cas des bureaucrates staliniens et des bourgeois) ce sont naturellement ces systèmes qui doivent être détruits par une grande lutte sociale et politique. Mais cette lutte elle-même doit créer ses propres conditions : quand on a affaire à des individus ou des groupes qui ont voulu se placer où que ce soit dans le courant révolutionnaire, il ne faut *rien laisser passer.* Par là, le mouvement brisera à la base toutes les conditions du truquage qui ont




**MUR D'UN LYCÉE FRANÇAIS (1969)**

accompagné et provoqué sa disparition pendant un demi-siècle. Selon nous, tous les révolutionnaires doivent maintenant reconnaître comme leur tâche immédiate de dénoncer et *décourager* par tous les moyens, et à quelque prix que ce soit, ceux qui veulent continuer à falsifier. Nous ne voulons absolument pas « l'estime qu'on doit à tous les militants courageux ». Les militants courageux ont fait trop de mal au mouvement prolétarien ; et les lâches encore plus. Nous voulons effectivement être « en dehors » de la misérable compromission généralisée des dernières décennies, et de plus en plus nombreux vont être ceux qui sauront qu'il n'y a plus rien à faire *là-dedans*. Comme le disait justement la lettre que Maitron n'a pas su comprendre assez vite : « Ne doutez pas, Monsieur, que la conscience de classe de notre époque a fait suffisamment de progrès pour savoir demander des comptes par ses propres moyens aux pseudo-spécialistes de son histoire, qui prétendent continuer à subsister de sa pratique. »

Pour répondre d'avance à ceux qui diront encore que les situationnistes injurient toujours tout le monde au même degré, et blâment tout dans l'absolu, nous citerons deux livres qui ont fait une assez grande place à nos documents ou à l'analyse de notre action en mai : *Le projet révolutionnaire* de Richard Gombin (Ed. Mouton, 1969) et *Journal de la Commune étudiante* d'Alain Schnapp et P. Vidal-Naquet (Seuil, 1er trim. 1969). Quoique nous soyons en désaccord avec les méthodes et les idées de ces auteurs, ainsi que sur la quasi-totalité de leurs interprétations, et même sur certains faits, nous reconnaissons volontiers que ces livres sont composés honnêtement, qu'ils citent correctement des documents examinés dans leur version originale ; et donc qu'ils apportent des matériaux qui pourront servir à écrire l'histoire du mouvement des occupations.

## Familiers du Grand Truc

Il a suffi de la mort d'André Breton, et d'une invitation à la Havane, pour que les ex-surréalistes de *L'Archibras* deviennent les apologistes de la bureaucratie, sous sa forme castriste. La belle tête politique de cette équipe, Jean Schuster, signait, en janvier 1968, avec les ex-staliniens Borde, Châtelet, Marguerite Duras, Mascolo, et quelques autres jobards, une déclaration affirmant que « c'est à Cuba et par le mouvement de la révolution cubaine que l'exigence communiste a retrouvé, en même temps qu'un centre vivant, sa puissance d'avenir ». Les personnes citées plus haut, moins Borde et Châtelet, eurent donc la triste surprise d'avoir à exprimer, huit mois plus tard, leurs respectueux regrets, parce que le « camarade Castro » avait approuvé, dans sa cynique allocution du 23 août,

l'intervention « socialiste » de l'armée russe en Tchécoslovaquie ; intervention dont la nécessité stratégique est d'ailleurs indubitable puisqu'il s'agissait d'y combattre la menace d'une révolution prolétarienne.
Quand commencèrent en France les troubles qui allaient devenir le mouvement des occupations, la seule contribution perceptible du castro-surréalisme fut la publication d'un petit tract qui déclarait, le 5 mai, que « le mouvement surréaliste est à la disposition *des étudiants* » (cette remarquable niaiserie est soulignée par nous).
Et pourtant, longtemps après la fête, un « Comité des écrivains et des étudiants », animé par le même Schuster, avec les *littérateurs* Duras, Mascolo, etc., publiait dans le périodique italien *Quindici*, en juin 1969, un texte qui ne craint pas d'accuser *les situationnistes* d'être entrés dans la révolution « comme on entre en littérature » ! Les auteurs de ce texte, avec un aplomb bien digne de leurs maîtres passés ou actuels, tranchent que l'activité de l'I.S. en mai s'est limitée à écrire des slogans sur les murs — et encore, entre eux tous, seulement les phrases qui pouvaient plaire à « certains bourgeois sensibles ». Cette omniscience paraît déjà fantastique, pour qui a vu les murs de Paris alors, où tant d'inconnus ont écrit, reproduit ou transformé spontanément tout ce qu'ils voulaient, ou ce qui leur plaisait parmi les inscriptions qu'ils lisaient. Mais ces « écrivains-étudiants » *ont poussé l'imposture jusqu'à évoquer là le livre de Viénet comme étant « la preuve » de ce qu'ils avancent.* Ils savent bien pourtant que ce livre ne prend explicitement au compte des situationnistes et des Enragés que cinq ou six inscriptions, toutes apposées dans des *instants* et des *lieux* où elles avaient une certaine portée pratique. Et que Viénet, rapportant l'ensemble de notre conduite dans cette période, cite nombre de faits et de documents manifestement plus importants en matière de subversion. Mais Schuster et les autres déchets étaient tout bonnement résolus à énoncer le dogme suivant : « ce qu'aucun bourgeois ne pouvait apprécier dans les paroles de mai... n'était pas situationniste. »
Nous laissons nos lecteurs apprécier ce que valent ces personnages, même dans l'écriture, leur seul petit succédané de vie ; surtout si l'on remarque qu'un article de *L'Archibras* paru le 18 juin signalait admirativement une des premières interventions radicales dans l'assemblée de la Sorbonne : « Une voix osa s'élever (...) pour réclamer également l'amnistie à l'égard des « pillards » (...) cette proposition fut accueillie par des huées indignées. Nous étions alors au début... » Il s'agit de l'intervention de René Riesel, lors de l'élection du premier comité d'occupation, également citée par Viénet. Des menteurs de l'envergure de Jean Schuster et ses amis n'échappent au ridicule que dans les régimes où ils travaillent avec une police qui empêche tout rappel à la réalité ; à Cuba, par exemple.

# Les démarcheurs abusifs

En juin 1968, Vaneigem reçut de l' « Union des écrivains » une circulaire qui lui proposait tout simplement d'y adhérer ; demandant s'il entendait « participer aux travaux de la commission professionnelle (C.P.), ou de la commission idéologique (C.I.), ou des deux » ; et s'il voulait bien envoyer trente francs à Jean-Pierre Faye.
Il leur répondit aussitôt la lettre qui suit :
« Pourritures, croûtons moisis des vespasiennes intellectuelles, connards, il faut que l'odeur de votre propre décomposition vous monte à la tête pour que vous vous égariez au point de proposer à un situationniste d'adhérer à la dernière de vos petites saletés. Vous êtes les ratés de vingt ans de misères et de mensonges. On vous connaît, salopes.
Ce qui s'est passé récemment en France a fait apparaître, entre autres choses, la honteuse nullité de l'époque où vous viviez. Mais vous avez quand même cru, carpettes, qu'il y avait encore quelques crachats à capitaliser en refaisant parler de vous, en re-pétitionnant, en vous reconstituant en commissions idéologiques et autres, en prétendant à une loge de concierge dans la Maison des Gens de Lettres.
Imbéciles ! Vous êtes tous aussi usés que votre bourguibiste de Duvignaud, que votre inqualifiable Sartre, que votre ridicule Faye qui aspire à compter les sous de votre petite trésorerie.
Vous allez comprendre bientôt que l'heure de ce genre de plaisanteries est finie pour vous. Les temps changent. A la prochaine on vous crèvera, charognes. »

# Qu'est-ce qui fait mentir I. C. O. ?

Nous avons dit dans le précédent numéro de cette revue (octobre 1967) les quelques points d'accord que nous pensions avoir avec les gens qui publient le bulletin *Informations Correspondance Ouvrières* (Adresse : Blachier, 13 *bis* rue Labois-Rouillon, Paris 19e), sans cacher notre désaccord sur leur refus de « formuler une critique théorique précise de la société actuelle » ; en précisant d'autre part que nous ne les connaissions pas directement. Certains de ceux qui sont aujourd'hui parmi nous avaient eu entre temps l'occasion de les connaître directement, mais on verra que ce n'est pas seulement pour cela que nous les connaissons mieux.
Nous ne savions alors d'I.C.O. que ce qu'apprenait la lecture de son bulletin : un groupe antisyndical, majoritairement anarchiste. Ceci expliquant cela, il n'était pas étonnant de les voir parler des conseils

sans oser se définir comme conseillistes, ni de lire dans leur plate-forme (« Ce que nous sommes, ce que nous voulons ») pour définir leur action : « Nous ne pouvons que leur (les travailleurs) apporter des informations, au même titre qu'ils peuvent nous en donner ». Cela — que la *Misère en milieu étudiant* avait appelé le choix de l'*inexistence* fait par I.C.O. — ne recoupe pourtant que partiellement sa réalité.

I.C.O. *existe*, et cette existence pèse même un poids assez lourd de mensonges par omission, de hiérarchie occulte, et d'éreintements discrets. Un membre du *groupe des Enragés* (Riesel) assistait à une réunion d'I.C.O. à la fin de mars 1968. Comme on le lui *demandait*, il fit un compte rendu des activités de son groupe, et de la situation dans l'Université à Nantes et Nanterre. Cet exposé fut publié dans le n° d'*I.C.O.* suivant cette réunion, sur un ton hostile et avec une importante quantité de contresens. Surpris de cette malveillance, mais sentant quand même d'où venait le coup (des gens de *Noir et Rouge* participant à I.C.O., et amis de Cohn-Bendit et du « 22 mars »), les Enragés exigèrent par lettre la publication d'un *prière d'insérer* assez dur. A la réunion suivante, le « 22 mars » avait dépêché un envoyé qui demanda la publication conjointe d'une réponse au *prière d'insérer*. Les Enragés acceptèrent. Alléguant qu'il est inélégant de nommer les gens qu'on attaque (Cohn-Bendit en l'occurence, qui avait déjà la une de tous les quotidiens), les patrons d'*I.C.O.* ne publièrent jamais le *prière d'insérer*.

On voit l'élégance de ces gens, au moins égale à la discrétion qui leur fait cacher tout aussi bien les noms et les textes de leurs oppositionnels. C'est que, aussi surnaturel qu'ils veuillent le faire croire, I.C.O. a une opposition. Et c'est davantage dans leur empressement à masquer cette trivialité que dans leur vertueuse antipathie pour le papier imprimé qu'on trouve l'explication de la fureur qui les prit quand un certain nombre de révolutionnaires leur écrivirent pour prendre contact, à la suite de la notule *Lire I.C.O.*, parue dans *I.S.11.* Dans une circulaire du 27 avril 1968 *I.C.O.* se plaignait des critiques « d'un groupe d'étudiants dits « les Enragés », influencés par les situationnistes et qui ont manifesté un intérêt subit pour *I.C.O.* ». Les petits propriétaires d'*I.C.O.* se voyaient tout de suite noyautés ! Et précisaient que ce ne pouvait être que par des « idéologues » et des obsédés de « l'éthique » — pourtant ils ne visaient pas leur vieil ami Rubel —, car la vraie lutte des classes « se déroule sur le terrain économique et hors de toute « conscience » (au sens idéologique du terme) ». Peut-on mieux mépriser à la fois ses contradicteurs et les ouvriers? Et la réalité historique?

Si I.C.O. ne prétend rien offrir d'autre que des informations, il exige en retour qu'on ne lui demande rien de plus. Le degré de participation requis de ses membres n'est ainsi que leur capacité de se réunir une fois par mois pour rabâcher les quelques mêmes évidences, communiquer les mêmes informations découragées en provenance des mêmes entreprises, et remettre à la séance suivante la discussion sur l'orientation générale du groupe. Que des gens nouveaux viennent mettre leur doigt dans l'engrenage, la machine s'arrête le temps de les fatiguer. On peut écrire ensuite (n° 66, déc. 67) : « Tôt ou tard les camarades qui poursuivent d'autres fins (c'est toujours la propagation d'une idéologie sous une forme ou une autre) s'éliminent d'eux-mêmes pour une raison ou une autre, c'est à dire qu'ils cessent de venir ». Ce ton papelard ne doit pas faire illusion : quand les « camarades » disent clairement qu'ils entendent mener la discussion à l'intérieur, sur la base des principes affirmés, non pour les nier mais pour aller au-delà, pour dépasser l'économisme primaire et amorcer aussi une critique de la vie quotidienne, I.C.O. les éconduit parce que leur texte est trop long ! Et quand les mêmes « camarades » le tirent eux-mêmes, I.C.O. refuse de leur communiquer la liste des abonnés. Cinq ou six oppositionnels que nous ne connaissions pas furent ainsi repoussés au début de l'année 1968. Deux mois après, le problème était à nouveau soulevé par d'autres.

Le fait que les Enragés approchent I.C.O. au même moment parut à ses maîtres révélateur d'un vaste complot visant à miner leur pérennité sur le groupe. C'est sans doute pourquoi, tout en minimisant le mouvement tel qu'il commençait à prendre forme, ils choisirent le « 22 mars » contre les Enragés. L'aile cohn-bendiste avec laquelle ils étaient en contact leur garantissait suffisamment l'inexistence formelle et l'absence de théorie cohérente du « 22 mars » pour qu'ils lui fassent confiance : du moins ces étudiants-là ne viendraient pas se mêler des affaires des travailleurs conscients d'I.C.O.

Cette conscience ne va pas beaucoup plus loin que leur sens du ridicule. Les lamentables analyses de leur numéro de mai 68, qui paraissaient au moment où l'on pouvait prévoir sans extrapoler un affrontement majeur, et qui veulent prouver l'inanité et l'inadéquation de la lutte entreprise, ont au moins ceci de comique qu'elles ne disent pas à quel moment ces fins observateurs de la conjoncture historique se sont apprçus qu' « il s'est passé quelque chose » (*La grève généralisée en France, Mai-Juin 1968*, brochure *I.C.O. - Noir et Rouge*). On peut imaginer que c'est au même moment que le parti stalinien. Rien ne contredit cette hypothèse, pas même l'identité du terme « grève généralisée » pour désigner le mouvement des occupations. I.C.O. n'a pris le train en marche que le jour où la vieille taupe vint creuser sous le café où il se réunissait d'ordinaire, en troublant le déroulement de la réunion mensuelle par l'écho des explosions des grenades de la police. Comme le parti dit communiste, I.C.O. voit essentiellement dans le mouvement des occupations une accumulation de grèves locales. La différence ne réside qu'en

ceci qu'I.C.O. sait et dit que ce sont des grèves sauvages. Ainsi, « mai 68 n'a été de ce point de vue (l'évolution vers une autonomie des luttes) que l'expression brutale d'une situation latente se développant depuis des années, en rapport étroit avec la modernisation rapide du capitalisme français ». Il faut avoir l'énorme culot de ces gens pour, sans rire, tenter de minimiser à ce point le mouvement des occupations, tout en reconnaissant sur un ton soudain lyrique que « la grande masse des travailleurs est entrée en lutte poussée par la volonté de changer quelque chose dans le système d'exploitation ». Ils pourraient savoir que « la réalisation d'un monde nouveau dans lequel leur intervention sera totale, c'est-à-dire où ils gèreront totalement leur activité dans leur travail, et partant, dans leur vie » passera par l'explication du mystère qui fait présenter à I.C.O. ces réalités comme séparées.

Qui ces partisans désabusés de la grève sauvage essaient-ils d'abuser quand ils expliquent lourdement, analysant les luttes de classes en France en mars 1969 (« Organisations et mouvement ouvrier »), que puisque les grèves sauvages avant mai visaient des revendications catégorielles, puisque dans celles d'après mai « ...les travailleurs d'un secteur limité de l'entreprise, ne veulent pas ou plus de ce qu'on leur impose touchant *uniquement* leurs conditions particulières de travail (salaires ou autres), on retrouve là le caractère des grèves sauvages de Hollande, d'Angleterre, des U.S.A. » (...) « Certains voudront voir dans ces quelques grèves le début d'une généralisation des luttes ou d'une transformation des luttes ou d'une transformation radicale du mouvement ouvrier. Si mai a été à la fois un révélateur et a ainsi précipité une évolution, il n'a pas modifié radicalement le contexte des luttes... »? Incapables de voir qu'un syndicat ne soutient une grève sauvage que pour mieux la circonvenir, mais qu'il lui est de loin préférable de la perdre dans les méandres d'une grève légale, les réalistes d'*I.C.O.* se montrent encore plus bêtes que les abrutis de *Lutte Ouvrière :* « L'intransigeance des patrons et du gouvernement les (les syndicats) a forcés à organiser le 11 mars une manifestation centrale » — en posant que la grève du 11 mars 1969 « fait partie de cette exploitation politique du mouvement ouvrier ». C'est sûrement parce qu'eux ne briguent d'autre poste que celui qu'ils ont déjà, spécialistes presque reconnus de l'antisyndicalisme, que les « ouvriers » d'I.C.O. peuvent nous prédire un bel avenir, « la conquête d'un grand nombre de sièges de conseillers municipaux et autres ». Pour des *ouvriers*, ils oublient un peu facilement ce que le mouvement révolutionnaire fait des calomniateurs.

La haine d'I.C.O. pour tout ce qui ressemble à de la théorie ne vient pas d'une méfiance, qui serait justifiée, envers leurs militants étudiants ou leurs amis intellectuels. Les dirigeants objectifs d'I.C.O., ses tenanciers de ronéo, se sont eux-mêmes mutés en intellectuels à force de tourner la manivelle. Aujourd'hui ils souhaitent que de vrais intellectuels viennent les relayer dans cet épuisant labeur, pour pouvoir se consacrer à plein temps à l'entretien d'I.C.O. qui, ils le savent, n'a rien d'autre à perdre qu'une existence illusoire. Les étudiants ne manqueront pas à l'appel, mais les révolutionnaires sauront qu'on peut *lire I.C.O.*, pour y trouver l'*idéologie antisyndicaliste de l'époque des groupuscules.*

## L'élite et le retard

Les situationnistes sont, sans aucun doute, très critiquables. Malheureusement ces critiques, jusqu'ici, nous ont presque complètement fait défaut. Nous voulons dire, la critique intelligente, précise et sans mauvaise foi, que les révolutionnaires pourraient formuler, et formuleront aisément un jour, sur beaucoup de nos thèses et sur nombre de points de notre activité réelle. Mais au contraire, la manière dont beaucoup de révolutionnaires du moment actuel nous lancent des objections ou des accusations ineptes, comme pour se débarrasser du problème avec les tristes réflexes acquis dans la vieille époque de leurs défaites et de leur inexistence, ne révèlent qu'une persistante misère groupusculaire, voire de pauvres *intentions dissimulées.*

Disons d'abord que, de même que nous trouvons bien normales à notre égard la colère des bourgeois ou bureaucrates, et la haine des intellectuels récupérateurs, nous admettons fort bien que des révolutionnaires — s'il en existe — qui se poseraient par principe en ennemis de toute forme d'organisation sur une plate-forme précise et engageant la co-responsabilité pratique des participants, nous condamnent complètement, puisque nous sommes manifestement de l'avis, et dans la pratique, contraires. Mais tous les autres? Il faut une évidente malhonnêteté, *et qui avoue implicitement des quelconques buts de domination*, pour reprocher à l'I.S. de constituer une organisation à fonction dirigeante alors que, d'une part, nous avons tout fait pour qu'il soit *presque impossible* de devenir membre de l'I.S. (ce qui, semble-t-il détruit à la racine tout risque concret de devenir une « direction » devant la plus minime fraction des masses) ; et alors que, d'autre part, il est bien clair que nous n'avons jamais *négocié* notre — disons — « prestige intellectuel », ni en fréquentant quelque cercle bourgeois ou intellectuel que ce soit — *a fortiori* en y acceptant des « honneurs » ou rémunérations —, ni en disputant à tant de groupuscules le contrôle ou l'admiration d'une partie du misérable public étudiant, ni en essayant d'exercer la moindre pression occulte, *ni même la moindre présence directe ou indirecte* dans les organisations révolutionnaires autonomes dont nous pré-

conisons — comme quelques autres — la formation, et qui commencent à se chercher. Il faut bien croire que ceux qui n'ont jamais rien fait, veulent expliquer par des buts *et des moyens* imaginaires qu'ils nous prêtent, le scandale qui consiste en ce que nous ayons pu, nous, faire quelque chose. En réalité, c'est parce que nous choquons certains en refusant leur contact, ou même leur adhésion, que l'on nous reproche d'être « une élite » et, du même coup, d'aspirer à diriger ceux que nous ne voulons même pas connaître ! Mais quel rôle « d'élite » nous serions-nous donc réservé ? Est-ce la théorie ? Nous avons dit que les ouvriers *doivent devenir dialecticiens,* et les travailleurs devront régler eux-mêmes tous leurs problèmes théoriques et pratiques. Que tous ceux qui le veulent, au lieu de s'intéresser *à nous* de ragot en ragot, s'approprient simplement *nos méthodes,* et ils n'en seront que plus indépendants de nous. Après mai, le retard théorique de beaucoup, même chez certains étudiants, pourrait être assez vite comblé, avec une pratique adéquate, et quelques lectures qui deviennent maintenant *accessibles.* Et la principale méthode que nous soutenons, — que l'on n'aspire guère à nous reprendre mais que l'on préfère nous reprocher — c'est une certaine *rigueur* intellectuelle et en pratique. Les travailleurs instruits de la période précédente ont connu un « milieu révolutionnaire » bien limité et déprimant ; et ils y ont admis, comme monnaie courante, une quantité de petits mensonges. Voilà ce dont nous ne voulons plus. Cette irresponsabilité finira, et les indulgents que nous tenons à l'écart pour cette seule raison comprendront, avec le retour du mouvement historique profond, qu'il n'y a pas en cette matière de *petits mensonges.*

Confondant volontairement trois mensonges d'ailleurs distincts, on reproche à cette « élite » que serait l'I.S. d'être une organisation dirigeante — comment ? —, d'être la dictature de la théorie — par quelle médiation? —, et d'être composée de riches bourgeois — ici, il vaut mieux en rire ! Cette dernière objection ne serait pas moins stupide si elle était vraie, quelques révolutionnaires bien connus du XIX$^e$ siècle, qui furent, en termes socio-économiques, des intellectuels prolétarisés et même plus ou moins des parasites, ayant été d'origine bourgeoise ou princière. Mais enfin il se trouve que nous pouvons opposer à tous les suspects qui nous présentent à chaque occasion comme une *élite du milieu étudiant* une vérité pour eux bien déplorable : pour prendre l'exemple des auteurs des trois seuls livres que nous ayons jusqu'à présent publiés, deux d'entre eux sont fils d'ouvriers et le troisième, un déclassé s'il en fut, n'a même pas été étudiant.

Il est bien vrai que nous avons développé une critique radicale de la société moderne avant mai, bien avant d'autres. Pour ceux qui s'indignent naïvement, comme ce garnautin exclu en 1967, du fait que toute action avancée est elle-même conditionnée par le monde dominant qui a multiplié « les retards dans tous les domaines », on comprend bien que, par rapport à leur propre *retard* démocratiquement glorifié, l'I.S. soit stigmatisée de la qualification d'*élite.* Si le fait d'être là *en même temps que la réalité révolutionnaire* caractérise l'élite, alors nous en sommes une. Mais une telle « élite » est plus près du prolétariat quand il reparaît comme sujet historique, que tous les fiers spécialistes du *retard.* Par exemple, l'I.S. a été fortement présente au début du mouvement des occupations, tandis que bien d'autres révolutionnaires — nous ne parlons pas ici des groupes de néo-bureaucrates — attendaient la fin de mai pour commencer à reconnaître dans ce mouvement leurs propres idées en actes. Malgré la cruauté du procédé, nous devons citer le n° 71 d'*Informations Correspondance Ouvrières* paru au milieu du mois de mai, et qui ne peut avoir été écrit avant le 11 mai, ni après le 13, puisqu'il annonce la journée de grève et le défilé décidés pour le 13 par les syndicats. Voilà l'analyse d'*I.C.O.* à cette date (qui sera fortement améliorée, bien sûr, au mois de juin) : « Le développement du mouvement dans le cadre étroit de la revendication étudiante et de la solution du « problème universitaire » dans une société d'exploitation, le défaut de solidarité *réelle* des travailleurs. La retombée du mouvement qui risque d'effacer les rapports nouveaux que la lutte avait fait surgir et de redonner tout son poids à une masse jusqu'ici passive ou en retrait, forcent à s'interroger sur le sens de développements futurs : totalitarisme de droite ou de gauche ou quoi d'autre ? La violence dans la rue contre le pouvoir *politique* actuel n'est pas forcément le signe d'une lutte de classe des exploités contre l'appareil capitaliste. Une révolution (et on en est loin) peut être l'accoucheuse d'une nouvelle classe, d'une société bureaucratique plus « efficace », précisément dans la répression. (...) Les travailleurs, dans leur ensemble, et au-delà des réactions passionnelles, se sentent-ils vraiment concernés ? Quel est le rapport réel du mouvement, même dans ses développements les plus riches, avec la lutte de classes ? Déjà une première réponse peut être donnée : la solidarité *spontanée* des travailleurs n'a pas eu lieu. »

On voit certes qu'il n'y a rien là qui tombe dans le défaut de l'avant-gardisme, mais un tel *retard* dans la compréhension n'est-il pas, dans de tels jours, un divorce total avec le moment révolutionnaire, équivalent à la plus ridicule arriération ? Heureusement, les ouvriers de Nantes ne sont pas reconnus dans *I.C.O.* Naturellement ceux qui sont arrivés en retard — le livre de Viénet note qu'à la date du *17 mai* « au point atteint par la crise, aucun groupe n'avait plus la force suffisante pour intervenir dans un sens révolutionnaire avec un effet notable » —, sont aussi repartis en retard. En juin 1969, le n° 82 d'*I.C.O.* publie un article sur l'histoire du groupement « inter-entreprises » dont le groupe I.C.O. fit partie, et dont les dernières séances, devenues vides, se prolongèrent

jusqu'à « fin 68, début 69 ». Une note de cet article concernant le C.M.D.O. signale justement que « le fait que le C.M.D.O. se soit dissous le 15 juin montre que ses participants étaient conscients des problèmes que nous posons ». C'est exact : avec six mois d'*avance*.

Le C.M.D.O. se serait même dissous quelques jours plus tôt, s'il n'avait voulu soutenir jusqu'au bout les dernières luttes des ouvriers de Flins. Le reflux était évident dès les tout premiers jours de juin, et nous n'avions aucune intention de jouer à l'organisation révolutionnaire conseilliste avec le C.M.D.O., qui ne fut que la forme improvisée que permettait et, pour nous-mêmes, exigeait, la participation à un moment révolutionnaire réel. Par la suite, les falsifications intéressées et les manœuvres dérisoires de deux ou trois « anciens du C.M.D.O. », le désarroi de plusieurs autres, nous ont semblé faire apparaître que cette dissolution fut *imposée* par l'I.S., et une partie des camarades les plus conscients parmi les membres du C.M.D.O., quoique sur le moment elle ait été acceptée unanimement et nous soit apparue comme l'intention de tous. Ce qui veut dire qu'après le *moment révolutionnaire*, où l'égalité fut réelle et où l'activité commune permanente avait immédiatement son terrain, un tel rassemblement maintenu eût comporté deux catégories inacceptables : les spécialistes de la révolution et leurs suiveurs : certains dans le C.M.D.O. firent voir qu'ils auraient voulu devenir des *exécutants* de l'I.S., et se fâchèrent par la suite de ne pas avoir été acceptés comme tels. Ceux au contraire qui firent preuve à ce moment d'une autonomie réelle, et qui voulurent ensuite être dans l'I.S., y furent reçus quelques mois plus tard. La dissolution du C.M.D.O. avait bien été une nécessité générale pratico-théorique, et pas seulement une utilité pour la tactique qui laissait normalement aux plus « compromis » — les situationnistes et les Enragés — la charge de répondre seuls des actes délictueux que l'on pourrait imputer au C.M.D.O. Au moment où le C.M.D.O. risquait fort de se retrouver sous la coupe d'une élite, celle-ci se supprima instantanément comme telle en soutenant la dissolution.

Il ne faut pas jouer avec l'organisation conseilliste. Quand elle se fera, ce sera avec des travailleurs qui ne seront aucunement préoccupés de l'élitisme, et aucunement indulgents pour le retard ; qui verront froidement l'I.S. à sa simple place historique, et qui interdiront activement les truquages du vieux monde et les complexes des demi-savants.

## L'or de l'I.S. (suite et fin)

Dans toute la stupide mythologie que le refoulement étudiant, ou la jalousie des patrons de sectes gauchistes, ont construit à propos de l'I.S., le thème de l'argent détient une place privilégiée. On nous reproche en même temps d'être très riches par voie d'héritage, et d'être parvenus à la richesse par l'I.S. ; d'être financés par des ressources obscures, et d'être des gangsters. Nous voyons bien que peu de groupes à intention révolutionnaire, du moins en France, ont su trouver de l'argent pour l'employer *à fonds perdus* dans leurs entreprises, ce qui a créé une sorte de mystique ouvriériste du long texte ronéotypé matériellement peu lisible. Mais il n'y a pas là de quoi autoriser de telles extrapolations. L'empreinte du vieux monde est si profonde qu'au mois de mai, alors que *plusieurs imprimeries en grève* travaillaient gratuitement pour nous, des gens proposaient encore d'*acheter* ce que nous avons toujours offert, et s'inquiétaient sur nos frais et nos ressources. Nous répondrons ici, en espérant que c'est pour la dernière fois, à l'ensemble de ces rumeurs. En cette matière, comme on le pense bien, nous ne dirons pas tout, mais tout ce que nous dirons sera vrai.

Le principal sujet d'étonnement des spectateurs est que nous puissions publier une revue si « luxueuse » : le mot a été employé dans plusieurs articles par des journalistes. Avant tout, nous devons répondre qu'une revue qui est vendue 3 Francs depuis son origine—encore que nous ne nous proposions nullement de maintenir le pouvoir d'achat du Franc — ne peut sérieusement être dite luxueuse. D'autres personnes, d'ailleurs, relèvent le délai excessif entre deux de ses parutions ; mais il est vrai que les difficultés de financement n'y ont eu qu'une part assez réduite, le fait que nous ayons bien d'autres choses à faire, et dans une certaine mesure notre paresse, y étant pour beaucoup. On a tout dit pour expliquer notre luxe : financement par l'Allemagne de l'Est ou par Boris Souvarine (qui semble pourtant avoir eu des difficultés financières pour maintenir sa propre revue), par la franc-maçonnerie et même par la C.I.A. (cette dernière rumeur émanant de la police de Boumedienne, qui a quelques raisons de ne pas nous aimer). Notons, pour une fois, ce qui en est de ce luxe. Notre revue française, dont *tous les numéros sont épuisés*, avait son dernier tirage à 5 000 exemplaires et celui du présent numéro atteint 10 000. Nous offrons toujours une forte fraction du tirage à des groupes révolutionnaires dans plusieurs pays ; mais enfin chaque numéro vendu nous rapporte 2 Francs, les précédents numéros ne nous coûtaient guère plus de 10 000 Francs, et l'actuel coûte moins de 20 000. Il est donc aisé de comprendre que, si nous ne diffusions gratuitement qu'un très petit nombre d'exemplaires, cette « luxueuse » revue serait *déjà bénéficiaire*. En portant son prix de vente, par exemple, à 6 Francs, elle deviendrait fortement bénéficiaire, mais nous avons toujours repoussé cette possibilité, parce que nous la trouvons entachée de mesquinerie (nous laissons à ceux de nos lecteurs qui ont le goût du calcul mental,

le soin de trouver l'argent que cette revue, à son prix ou à 6 Francs, pourrait rapporter à l'I.S. si elle paraissait tous les trois ou six mois en étant trois fois moins épaisse). Il est bien vrai que nous avons d'autres dépenses : avocats, secours à quelques groupes révolutionnaires dépourvus, aide à certains camarades de l'I.S. momentanément obligés de changer de pays, envois urgents de délégués qui ne pourraient voyager assez vite à leurs frais, achat de matériel, etc. Mais tout de même l'I.S., qui n'a accepté de percevoir aucune sorte de cotisations, reçoit naturellement en *potlatch* tout ce que ses membres, et certains de ceux que la vieille politique eût appelé « sympathisants », peuvent lui donner. Et nous sommes bien loin d'être dans l'isolement, malgré — ou précisément à la faveur de — tant d'exclusions, ruptures et refus de contact. On ne heurtera pas la modestie des camarades de l'I.S. qui ont écrit les livres situationnistes déjà parus en signalant que ces livres ont aussi rapporté un peu d'argent. D'autre part, cette « richesse » de l'I.S., qui étonne parce qu'elle fait contraste avec la pauvreté relative des situationnistes individuellement, a toujours été essentiellement le produit de l'art de faire des dettes ; puis de trouver en temps utile assez d'argent pour en payer l'essentiel, afin d'en faire d'autres.

Que nous soyons ainsi capables de « trouver de l'argent » sans aliéner l'indépendance de l'I.S., et surtout sans le voir englouti aussitôt dans quelque enrichissement personnel, voilà ce qui enrage certaines gens ; ceux-là mêmes dont le comportement ne laisse pas la moindre espérance qu'ils puissent se conduire avec une rigueur minimum, si seulement le 1 /10 des « occasions » douteuses d'enrichissement que nous avons constamment refusées leur était un jour offert.

Là-dessus, on reproche aux situationnistes leur richesse, héréditaire ou acquise. De sorte que ceux qui disent n'être pas *si riches*, et qui justement nous attribuent cette richesse, sont *ipso facto* excusés d'avoir dû, eux, en passer par l'arrivisme et la prostitution intellectuelle : étant pauvres — et ne voulant pas trop le rester —, étant sans grand intérêt — sauf pour leurs protecteurs du C.N.R.S. ou d'autres salons — que pouvaient-ils donc faire? « On serait bien aussi fermes que les situs, si on avait leurs rentes ! » Le total manque de sérieux de cette imputation n'échappant pas à nos adversaires, ils nous attribuent simultanément des enrichissements personnels obtenus par le biais de l'I.S. Il est pourtant évident que personne ne peut citer un seul situationniste qui ait fait carrière en quoi que ce soit, en utilisant sa renommée — elle-même d'ailleurs fort limitée du fait du *contenu-même* des positions de l'I.S. et de notre politique — pour s'afficher dans telle ou telle place intellectuelle, à la Rubel, à la Lefebvre, etc. Les situationnistes vivent-ils, en quasi totalité, d'expédients? On les dénoncera stupidement comme souteneurs ou trafiquants de drogue — deux illégalités manifestement contraires aux méthodes et pratiques qu'exige le mouvement révolutionnaire, car toute illégalité est loin d'être mécaniquement bonne du fait qu'elle contredit une loi. Utilisent-ils quelques-uns des moyens de diffusion existants? On dénoncera leur arrivisme mondain enfin démontré. Il suffit de voir quels excès de calomnies ont surgi de la simple parution, chez le pauvre éditeur Gallimard, de deux livres de situationnistes. Nous avions dit, dans *I.S. 10*, ce que nous pensions de l'emploi des éditeurs dans le monde bourgeois (comme Marx, Bakounine, n'importe qui). Et pourtant, alors même que nous avions illicitement rompu tout lien avec Gallimard pour une sottise relativement bénigne commise par son milieu, des crétins donnaient encore cet exemple de notre « récupération ». On va jusqu'à nous reprocher d'être surabondamment cités par « la presse bourgeoise », alors que tous les journaux et revues ont gardé un silence absolu à notre égard pendant des années, et alors que nous avons toujours refusé les *interviews*.

En même temps qu'on nous reproche tout le contraire, on attaque quelques situationnistes sur le travail salarié qu'ils ont pu être contraints de faire. Certains de nous ont été maçon, marin, docker, voilà de l'ouvriérisme factice ! Khayati traduit une Encyclopédie scientifique, et se trouve être rédacteur dans une autre : des bureaucrates maghrébins lui attribuent un train de vie fastueux qu'ils trouvent, par la même occasion, très suspect. Vaneigem a travaillé, toujours dans une position subalterne et anonyme, comme rédacteur de la deuxième Encyclopédie évoquée ici, qui se voudrait complètement « objective » dans l'information ; il est seul à avoir en plus corrigé des textes pour la revue *Constellation*. On a prétendu aussitôt qu'il la dirigeait, et même qu'il était le rédacteur en chef du *Reader's Digest !*

Quant à Debord, dont le plus démentiel de nos adversaires aurait quelque difficulté à dire qu'il ait jamais commercialisé sa « célébrité » situationniste dans le seul métier qu'on lui connaisse — à savoir cinéaste —, ni qu'il ait rien accepté de faire dans ce domaine qui soit opposé, par la forme ou le contenu, à ses positions révolutionnaires d'ensemble, on lui invente tout simplement une immense fortune héritée ou à hériter, voire même un père riche industriel, sinon ministre. Il est vrai que des inventeurs moins dépourvus d'humour affirment qu'il gagne sa vie, voire qu'il finance l'I.S., tout simplement en trichant au poker. On a dit de René Viénet qu'il trempait dans divers *rackets :* il est, en quelque sorte, sinologue. D'autres le blâment aussi de l'être. Pour nous résumer : les situationnistes — et un fort pourcentage de nos exclusions en témoigne — n'ont jamais rien fait, ni pour leur survie économique personnelle, ni pour assurer leur financement collectif (car ce sont deux questions distinctes), qui s'oppose aux méthodes révolutionnaires générales que nous avons affirmées, et à la cohérence

du processus pratique qu'elles exigent. Ceux qui insinuent le contraire nous calomnient sans l'ombre d'un souci de vraisemblance. Ce folklore sera dépassé pendant la croissance du futur mouvement révolutionnaire ; parce qu'il s'occupera moins des anecdotes de la période précédente et parce qu'il aura su résoudre lui-même par sa pratique la question de son propre financement.

## Est récupéré qui veut bien

On pouvait lire, dans le *Figaro Littéraire* du 16 décembre 1968, à propos de l'attribution d'un « Prix Sainte-Beuve » à Mme Lucie Faure :
« Le président Edgar Faure est gentiment venu féliciter son épouse (...) preuve était faite qu'en 1968 un jury pouvait encore siéger sans être chahuté (...) N'empêche que nous aurions pu l'avoir, la contestation, et même la violence, si le jury du prix Sainte-Beuve avait couronné Guy Debord, comme il en avait eu un moment l'intention, pour son livre *La Société du Spectacle*. M. Debord est un farouche situationniste et il ne pouvait accepter d'être fêté par des bourgeois au cours d'un cocktail donné par la société de consommation. Il en avait prévenu son éditeur, M. Edmond Buchet : « Comme vous le pensez, je suis radicalement hostile à tous les prix littéraires. Faites-le donc savoir, s'il vous plaît, aux personnes concernées, pour leur éviter une bévue. Je dois même vous avouer que, dans une si regrettable éventualité, je serais sans doute incapable d'empêcher des voies de fait : les jeunes situationnistes s'en prendraient sûrement au jury qui aurait décerné une telle distinction, par eux ressentie comme un outrage. »
On voit que la méthode est fort claire, et ses résultats concluants.

## Le retour de Charles Fourier

Le lundi 10 mars 1969, à 19 heures, au moment même donc où commençait une « grève générale » d'avertissement soigneusement limitée à vingt-quatre heures par l'ensemble des bureaucraties syndicales, la statue de Charles Fourier était remise, place Clichy, sur son socle, resté vide depuis que les nazis en avaient enlevé sa première version. Une plaque gravée à la base de la statue en disait l'origine : « En hommage à Charles Fourier, les barricadiers de la rue Gay-Lussac ». Jamais encore la technique du *détournement* n'avait touché un tel domaine.



Le travail de mise en place fut effectué à un moment où la place Clichy est très fréquentée, et devant plus d'une centaine de témoins, dont beaucoup s'attroupèrent, mais dont personne, même en lisant la plaque, ne s'étonna (on s'étonne peu en France, après avoir vu mai 1968). La statue, réplique exacte de la précédente, était en plâtre, mais finement bronzée. A vue d'œil, on la croyait vraie. Elle pesait quand même plus de cent kilos. La police s'avisa peu après de sa présence, et laissa une garde autour d'elle durant toute la journée du lendemain. Elle fut enlevée à l'aube du surlendemain par les services techniques de la Préfecture.
Un commando d'une vingtaine « d'inconnus », comme disait *Le Monde* du 13 mars, avait suffi à couvrir toute l'opération, qui dura un quart d'heure. D'après un témoin, cité par *France-Soir* du 13, « huit jeunes gens d'une vingtaine d'années sont venus le déposer à l'aide de madriers. Une jolie performance si l'on sait qu'il n'a pas fallu moins de trente gardiens de la paix et une grue pour remettre, le lendemain, le socle à nu. » Et *L'Aurore*, pour une fois véridique faisait remarquer que la chose était notable car « les enragés ne rendent pas tant d'hommages ».




## De la répression

Le vocabulaire gauchiste de 1968, fondamentalement retardataire mais, du même coup, toujours en avance d'un degré sur la réalité quand il s'agissait de l'identifier à une situation archaïque, appelait « répression » l'action de la police quand elle allait reconquérir des rues tenues par les émeutiers, et couvertes de barricades. Cette indignation sentait encore la vieille gauche, bien à tort moralisante, du temps des pétitions respecteuses. Et quand, au milieu de juin, commença une réelle répression — qui resta, par chance, très limitée en regard de ce qui avait été fait —, les mêmes crièrent tout de suite au fascisme.

Il reste que des groupes gauchistes ont été alors dissous. Mis à part le « 22 mars », qui était censé — à tort, heureusement — regrouper tous les courants marginaux et originaux, les groupes dissous étaient tous *léninistes* (les trotskistes ne sont rien d'autre) ou *staliniens* (les maoïstes ne sont rien d'autre).

La position de l'I.S., sur ce point, est bien claire : nous défendons évidemment, au nom de nos principes, la liberté d'association et de parole de ces gens-là, liberté qu'ils nous refuseraient au nom de leurs propres principes, s'ils en avaient un jour les moyens (ajoutons que nous trouvons indigne de révolutionnaires qu'ils appellent la police gaulliste à dissoudre un groupe fasciste comme « Occident », et qu'ils se félicitent d'un tel « succès »).

Lors de la retombée du mouvement, des attentats par explosifs ont eu lieu. Des ouvriers de Bordeaux ont été condamnés pour ces faits, sans que les « étudiants » révolutionnaires leur manifestent d'une façon visible la moindre solidarité. Six mois après, Andrée Destouet fut impliquée dans le plastiquage de quelques façades de banques parisiennes. A examiner la chose du point de vue de la stratégie des luttes sociales, on doit dire d'abord qu'il ne faut jamais *jouer avec le terrorisme*. De plus, même un terrorisme sérieux n'a jamais eu historiquement d'efficacité que là où toute autre forme d'activité révolutionnaire était rendue impossible par une répression complète ; et donc quand une notable fraction de la population était amenée à prendre parti pour les terroristes. Cependant, la personnalité de celui qui a revendiqué toute la responsabilité des attentats en question — Elisée Georgev — permet d'affirmer qu'une véritable intention de servir la cause des exploités a commandé ces actes ; de sorte que ceux des gauchistes qui ont parlé à ce propos de « provocation policière » méritent le mépris définitif de tous les révolutionnaires.

Bien que l'amnistie de juin 1969 ait arrêté les poursuites relatives à la quasi totalité des crimes et délits en connexion avec le mouvement de 1968, on sait que les étrangers alors expulsés administrativement (dont Daniel Cohn-Bendit), n'ayant jamais été inculpés, ne sont pas concernés par cette amnistie. Exiger leur droit inconditionnel de revenir en France, non certes par des réclamations gémissantes, mais par toute action directe qui se trouvera possible, devrait être un but immédiat de tous les groupes qui estiment avoir actuellement les moyens de « paralyser » le fonctionnement d'une faculté, ou de tout autre secteur.

## Avis

L'hostilité passionnée que l'I.S. a depuis longtemps soulevée dans certains milieux a pris, depuis mai 1968, une extension remarquable. Elle revêt souvent des formes très éloignées du style courant des calomnies politiques, s'en distinguant principalement par une invraisemblance et une *inutilité* absolues. Dans ce cas, les expressions névrotiques de cette hostilité sont manifestement produites, et c'est même la seule « production » à laquelle ils aient jamais participé, par des admirateurs repoussés, ou tout simplement jamais pris en considération ; une couche miséreuse d'effarants prétendants à un rôle intellectuel *dirigeant* dont tout leur ôte heureusement les moyens. Ils ont généralement commencé à faire croire à leur entourage qu'ils comprenaient et approuvaient la théorie de l'I.S., voire qu'ils connaissaient bien les situationnistes. Alors, pour confirmer leur propre valeur en comparaison, il ne leur reste plus qu'à attribuer à ces situationnistes quelques défauts surprenants dont ces bons apôtres, eux, sont au moins exempts, s'il est vrai qu'ils n'ont rien fait d'autre.



**PROGRÈS DE LA TÉLÉVISION** (caméra utilisée à Milan, en décembre 1968, pour identifier des manifestants).

«La deuxième journée des épreuves écrites des concours d'agrégation a été marquée, à Paris, ce mardi matin, comme la veille, par un certain nombre d'incidents... A l'intérieur du centre, quelques caméras de télévision avaient été judicieusement disposées afin de surveiller les allées et venues des étudiants.»

**Le Monde** (14-5-69).




## LES PLAISIRS DE L'I.S.

«Mais il y a quelque part, au vu et au su de l'administration, vivant sous sa tolérance, une Association recélant dans son sein, comme l'Association internationale, les aspirations les plus dangereuses, agitant les questions politiques les plus brûlantes, remuant des passions ardentes, cherchant à embrasser le monde dans des mailles puissantes d'affiliations redoutables, créant (pour rappeler les termes de votre arrêt) un danger permanent pour la sécurité publique, à raison des principes subversifs propagés par ses membres contre la religion, la propriété, le capital, les relations entre les ouvriers et les patrons, se perpétuant au mépris de la loi et des avertissements de la justice, trahissant enfin la nature de ses actes par le mystère dont elle cherche à s'entourer en refusant de livrer ses registres de comptabilité et d'indiquer l'emploi qu'elle fait des cotisations qu'elle recueille.»

**Réquisitoire de l'avocat général Benoist**, au deuxième procès de la Commission parisienne de l'Internationale, 19 juin 1868.

En plus donc des exagérations, falsifications ou reproches de mauvaise foi visant tel aspect réel de nos activités, il arrive que des gens nous signalent quelques propos parfaitement démentiels tenus à répétition par certains individus, bien que ceux-ci n'aient certes pas le courage de les publier par écrit. On dit ainsi que les situationnistes sont des maquereaux; qu'ils ont tous opportunément conclu de riches mariages; qu'ils violent les filles ; qu'ils vivent dans un luxe princier ; qu'en mai ils n'ont rien fait, par peur aussi bien que par sottise, le récit comme les documents du livre de René Viénet étant intégralement faux ; que dans la même période les mêmes situationnistes ont régné hiérarchiquement dans des bureaux qu'ils avaient captés, férocement gardés par des sbires serviles et refusant toute discussion avec la foule de vrais révolutionnaires qui voulait y être reçue ; et qu'en même temps d'ailleurs tel ou tel pouvait venir bravement les insulter et, mais oui, leur donner des gifles sans que, dans leur mauvaise conscience, ils osent même répondre !

Des inventions si purement délirantes désignent clairement leur propre origine : c'est le rêve de compensation *d'étudiants impuissants*. D'après quelques témoins, un nommé Jean-Yves Bériou, qui semble baver le plus souvent dans la région lyonnaise, est une sorte de modèle du genre, ayant énoncé à lui tout seul les exemples que nous venons de citer. Cependant bien d'autres imaginations, quantitativement moins fertiles mais d'une qualité similaire, travaillent de Nanterre à Toulouse et de Strasbourg à Bordeaux.

*Première conclusion pratique* : nous trouvons quelque chose d'assez déplaisant dans l'attitude de ceux qui viennent nous parler en dénonçant ces inepties, émises par quelque malheureux débile qu'après tout ils ont fréquenté et bien voulu entendre, comme s'ils voulaient tirer quelque mérite de n'en avoir pas été dupes, ou de ne pas être eux-mêmes si bas. Que l'on comprenne bien que nous ne demandons à personne de nous fréquenter ; et qu'évidemment il n'existe pas d'individu pour qui ce contact soit un besoin vital. Par conséquent, nous n'admettrons plus désormais que quiconque puisse penser nous approcher un jour si, ayant rencontré quelque évident calomniateur de l'I.S., il n'a pas lui-même sur-le-champ démenti le truqueur et rompu avec lui, en le frappant si c'est nécessaire. *Cette décision prendra effet dès la publication du présent numéro de cette revue.*

## A propos de Nantes

Sous un titre bien excessif, *La Commune de Nantes*, (Ed. Maspero, mai 1969) un certain Yannick Guin évoque le mouvement des occupations à Nantes, en propageant l'inévitable banalité du *gauchisme modéré* : il y aurait eu à Nantes une esquisse de « double pouvoir », parce que le Comité Intersyndical de Grève avait effectivement pris le contrôle de la ville, parallèlement au préfet, et plus que lui. On sait que des minorités gauchistes ou syndicalistes-révolutionnaires ont, dans les syndicats de la Loire-Atlantique, une influence (à F.O. et même à la C.F.D.T.) sans commune mesure avec leur réalité nationale, fait lié à certaines traditions de luttes ouvrières et conditions économiques existant localement.

Dans la grande grève de 1953, cette ébauche de pouvoir insurrectionnel du Comité Central de Grève se manifesta nettement à Nantes : c'était un beau reste, dans une époque de liquidation générale du mouvement ouvrier, des possibilités révolutionnaires que le syndicalisme avait jadis contenues. En 1968, la situation était complètement différente. La contribution décisive des Nantais, après le sabotage mené à partir du milieu universitaire par le groupe révolutionnaire des « étudiants » qui tenaient le bureau local de l'U.N.E.F. (Yvon Chotard, Quillet, etc.) et qui furent les premiers en France à faire reparaître dans la rue le drapeau rouge et le drapeau noir ensemble, a été évidemment le fait des ouvriers de Sud-Aviation qui inaugurèrent, le 14 mai, l'occupation des usines. Mais, à partir de cette action exemplaire, il est faux de considérer Nantes comme étant détachée en flèche dans le mouvement de mai. Mai fut essentiellement une *grève sauvage dans tout le pays* — et non une « grève généralisée », comme le disent pudiquement les bureaucrates et ceux qui n'osent se distinguer d'eux. Cette grève ne s'est pas « généralisée » par une sorte d'innocence mécanique, comme une réaction observée en laboratoire, *à côté* de syndicats qui n'ont jamais voulu déclarer une « grève générale », ce qui depuis leur a interdit d'employer ce terme classique ; en fait la grève s'est étendue *contre* eux. Ainsi, tandis que pour la première fois, un courant révolutionnaire ouvrier était déjà en lutte dans tout le pays contre les syndicats, la pseudo-Commune de Nantes, avec son Intersyndicale dirigeante, se retrouvait loin en arrière de ce que le mouvement des occupations eut de plus neuf et de plus profond.

A côté des sottises courantes qui composent ce mauvais livre, Guin a accordé une grande place à des anecdotes, souvent exactes, quoique toujours présentées avec malveillance, relatives à la très importante contribution des « étudiants » révolutionnaires de Nantes. Une de ces anecdotes, au moins, est purement mensongère. On peut lire dans son quatrième chapitre : « En réalité les vraies influences provenaient de l'Internationale situationniste, avec laquelle de fréquents échanges s'effectuaient. Mais là encore le particularisme nantais demeurait sensible. On vit ainsi Vaneigem, la principale tête pensante de l'I.S., débarquer à Nantes et se présenter au local de l'A.G.E.N. Il demanda immédiatement à voir Chotard. On lui répondit volontairement qu'on ne savait pas où il se trouvait. Vaneigem dut attendre tout un après-midi, supportant les sourires des étudiants nantais. »

Ce *roman policier*, personne ne le « vit » jamais le moins du monde, hormis l'auteur qui l'a inventé. Vaneigem *et un camarade ouvrier* allèrent à Nantes en tant que délégués du « Conseil pour le maintien des occupations ». Ils trouvèrent Chotard à l'instant même de leur arrivée. Ils n'avaient évidemment aucun « ordre » à donner à un groupe révolutionnaire complètement autonome, tant par rapport à l'I.S. que par rapport au C.M.D.O. Vaneigem, dont le nom était un peu connu à Nantes, prit bien garde de ne pas se mettre en vedette, refusant même de prendre la parole dans un meeting, comme l'y invitaient les Nantais. Les délégués du C.M.D.O. se bornèrent à échanger des informations avec les révolutionnaires de Nantes : ceux-ci avaient auparavant envoyé à Paris, deux ou trois fois, quelques camarades (dont Chotard), qui furent aussi vite et aussi cordialement reçus par le C.M.D.O., comme il était naturel. Ils n'étaient évidemment pas venus chercher

des ordres à Paris, et personne, heureusement, ne pensa leur en signifier. Il va de soi qu'ils n'étaient pas non plus venus pour nous en donner.
En fait, si quelques Nantais radicaux, ayant eu avec l'I.S., pendant l'année qui précéda le mouvement des occupations, quelques discussions et échanges de lettres, sur une base clairement précisée d'autonomie et d'égalité, avaient peu à peu évolué vers beaucoup de nos positions — mais non toutes —, c'était en pleine liberté, par l'effet de leurs propres réflexions, et surtout de leur expérience concrète. Ils n'avaient avec nous aucun lien organisationnel, ni ouvert ni occulte ; et encore moins y avait-il en ceci la moindre trace d'une sujétion dont de toute façon nous ne voulions pas, et qu'ils n'auraient certainement pas davantage voulue.
La suite semble montrer que ce qui, pour nous, était si évident, n'apparaissait pas aussi simple à eux tous, et que même cette question en gênait obscurément certains. Après lecture du livre de Guin, l'I.S. a écrit aux Nantais pour leur demander comment ils comptaient réagir à cette calomnie, et aussi ce qu'ils savaient précisément de l'existence de ce Guin. Sur ce dernier point, ils ont cru devoir faire une réponse dilatoire. Et, sur le premier, ils nous écrivirent que la calomnie visant Vaneigem n'était qu'un détail d'un livre généralement calomniateur, mais qu'ils ne pensaient pas, comme nous, que moucher les calomniateurs fût un « devoir révolutionnaire ». Ils estimaient, comiquement, avoir dépassé le problème en rejetant, peu avant, toute référence au terrain universitaire, et en s'érigeant en « Conseil de Nantes ». Sans examiner ici le problème de la validité d'une proclamation volontariste d'organisations prolétariennes conseillistes existant simplement en marge du milieu universitaire, et avec le même recrutement, nous avons considéré que le *manque de rigueur* des camarades du « Conseil de Nantes » révélait malheureusement qu'ils ne s'étaient pas appropriés la vérité de la *seule* leçon que, sans honte malvenue, ils auraient assurément dû avoir *appris de nous*. En dépit de ce que nous considérons toujours comme hautement appréciable dans leur activité en 1968 — et notamment chez Yvon Chotard, dont nous reconnaissons les intentions et les remarquables capacités révolutionnaires —, l'I.S. a aussitôt rompu toute relation avec tous les membres de l'actuel « Conseil de Nantes ». (Signalons que Juvénal Quillet nous a fait savoir peu après que, bien que sa signature ait été abusivement portée sur une affiche du « Conseil de Nantes », il s'en était tout de suite désolidarisé).



**LES OCCUPANTS DE L'UNIVERSITÉ CORNELL L'ÉVACUENT AVEC LEURS ARMES**




**LA RÉCUPÉRATION VULGAIRE** (affiche pour un film commercial, automne 1968).

## L'histoire de l'I.S. sera écrite plus tard

Plusieurs Brau semblent vouloir écrire des livres traitant de l'I.S. Mais ils n'ont pas encore réussi. Il faut être un critique du calibre de Maurice Joyeux (*La Rue*, nº 4, 2e trim. 1969) pour croire, ou faire semblant de croire, que ces auteurs aient jamais pu faire partie de l'I.S. Et il faut sans doute être un étudiant pour croire qu'ils ont peut-être compris la moindre chose sur ce que nous sommes. Les éducateurs eux-mêmes ici ont visiblement manqué d'être éduqués, et toute leur bonne volonté didactique reste insuffisante pour traiter cette nouvelle question de cours. M. Jean-Louis Brau, dans son ouvrage *Cours, Camarade, le vieux monde est derrière toi !* (Albin Michel, 4e trim. 1968), a maladroitement effleuré le sujet dans un ou deux chapitres peu informés et, en ce qui concerne la méthodologie, au-dessous de tout. Pire encore, Mme Eliane Brau a donné, avec *Le situationnisme ou la nouvelle Internationale* (Nouvelles Editions Debresse, 4e tr. 1968), une incompréhensible compilation de textes situationnistes, où lui échappe même la maîtrise de l'emploi des guillemets : ses citations commencent très souvent, et ne se terminent nulle part. A en juger par de tels « extraits », appauvris de tels commentaires, on doit normalement se demander ce qu'il pourrait bien y avoir dans ce mouvement situationniste qui « inquiète les ministres de l'Intérieur de tous les pays », pour relever ici les termes de la publicité *provocante* de ce factum.

Un livre consacré à l'I.S., *L'estremismo coerente dei situazionisti*, est paru en Italie aux Editions *Ed 912* de Milan, en novembre 1968. A un niveau très supérieur, il présente un choix intelligent de textes bien traduits, assorti de commentaires qui témoignent d'une demi-compréhension.

## Sur notre diffusion

En juillet 1968 ont paru les numéros 1 de la revue de la section américaine de l'I.S., *Situationist International*, à New York, et de la section italienne, *Internazionale Situazionista* à Milan (5 et 4000 exemplaires). Ce numéro 12 d'*Internationale Situationniste* est tiré à 10 000 exemplaires. Le numéro 3 de la revue de la section scandinave *Situationistisk Revolution* est sous presse.

La brochure *De la misère en milieu étudiant*, à considérer sa diffusion en plusieurs pays, a atteint un tirage total que l'on peut évaluer entre 250 000 et 300 000 exemplaires. Sur ce nombre environ 70 000 exemplaires ont été édités directement par l'I.S. ; le reste a été publié par des groupes révolutionnaires indépendants, des éditeurs ou des journaux extrémistes. On a même constaté, en France, l'existence de deux

ou trois « éditions-pirates » qui avaient supprimé toute référence à l'I.S. Nous avions déjà cité, dans *I.S. 11*, des traductions anglaise, suédoise, américaine et espagnole (publiée à l'extérieur). Depuis, une autre traduction espagnole a été clandestinement imprimée à Barcelone, au printemps de 1969. Des éditions italienne, allemande (*Das Elend der Studenten*, Berlin 1968), danoise, portugaise ont paru. La traduction anglaise a été reprise dans une deuxième édition américaine, à New York en novembre 1967, et celle-ci a été rééditée en feuilleton dans l'hebdomadaire des étudiants radicaux de Berkeley, le *Berkeley Barb*, à partir de son numéro du 29 décembre 1967. Une autre traduction espagnole doit paraître prochainement au Mexique. Une autre traduction de *la Misère* avait paru, en juin 1968, dans le Nº 6 d'une revue d'intellectuels londoniens, *Circuit*, présentée sous le titre général *Comment on casse un système : les situationnistes français*.

D'autres brochures de l'I.S. ont été souvent reproduites, par exemple : *The decline and fall of the « spectacular » commodity-economy* par notre section américaine (augmentée de coupures de presse relatives aux troubles de Newark et Detroit) ; et en Suède par les éditions révolutionnaires *Libertad* (Allmänna vägen 6, Göteborg V), sous le titre *Varn Spektaklets nedgaang och fall*. Ces éditions ont également traduit *Banalités de base* (janvier 1968), *L'Adresse aux révolutionnaires d'Algérie et de tous les pays*, et *Le point d'explosion de l'idéologie en Chine*. Ce dernier texte avait été publié en danois par notre section scandinave. La section américaine de l'I.S. a réédité aussi l'*Adresse aux révolutionnaires*, *Banalités de base* et une dizaine d'autres textes. Quelques textes de l'I.S. avaient été traduits par le groupe révolutionnaire de Madrid que la police a appelé les « acrates », et dont les membres sont tous actuellement emprisonnés pour de nombreuses années — à l'exception de deux ou trois d'entre eux qui ont pu se dérober aux recherches.

Les documents publiés par l'I.S. et le C.M.D.O. en mai-juin 1968 ont été si reproduits qu'il est impossible d'en dresser la liste. Signalons seulement qu'à notre connaissance, ils ont été traduits et édités, une ou plusieurs fois, en Italie, au Japon, aux Etats-Unis, en Suède, au Vénézuéla, au Danemark et au Portugal. Ils commençaient à être diffusés en Tchécoslovaquie quand les troupes russes y ont rétabli l'ordre.

Les livres de Vaneigem et Debord se sont trouvés épuisés, six mois après leur parution, en juin 1968. L'éditeur de Vaneigem a aussitôt sorti un deuxième tirage puis, celui-ci étant à son tour épuisé, un troisième tirage a été fait en mai 1969. *La Société du Spectacle*, par contre, est restée introuvable pendant huit mois, puis son éditeur en a fait un second tirage en mars 1969. Ce livre a été publié en Italie, en septembre 1968, sous le titre *La Società dello Spettacolo* par les éditions De Donato, qui en ont vendu un grand nombre d'exemplaires en *pocke book*. Mais la traduction en est profondément défectueuse.

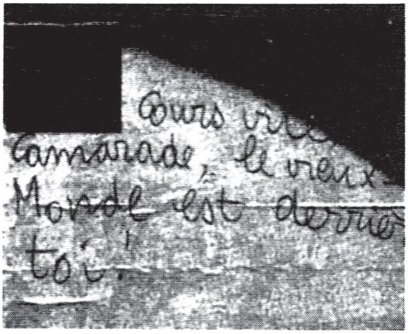
# Le cinéma et la révolution

Dans *Le Monde* du 8 juillet 1969, J.-P. Picaper, correspondant du Festival du film de Berlin, admire que désormais « Godard pousse son autocritique salutaire dans *Le Gai Savoir*, coproduction de l'O.R.T.F. et de Radio-Stuttgart — interdit en France —, jusqu'à projeter des séquences tournées dans l'obscurité ou même à laisser le spectateur durant un laps de temps à peine supportable devant un écran vide ». Sans chercher à mesurer ce que ce critique appelle « un laps de temps à peine supportable », on voit que, toujours en pointe, l'œuvre de Godard culmine dans un style destructif, aussi tardivement plagié et inutile que tout le reste, cette négation ayant été formulée dans le cinéma avant même que Godard n'ait commencé la longue série de prétentieuses fausses nouveautés qui suscita tant d'enthousiasme chez les étudiants de la période précédente.

Le même journaliste rapporte que le même Godard, dans un court métrage intitulé *L'Amour*, avoue, par le truchement d'un de ses personnages, que l'on ne peut « mettre la révolution en images », parce que « le cinéma est l'art du mensonge ». Le cinéma n'a pas plus été un « art du mensonge » que tout le reste de l'art, qui était mort dans sa totalité longtemps avant Godard ; lequel n'a *même pas* été un artiste moderne, c'est-à-dire susceptible de la plus minime originalité personnelle. Le menteur prochinois termine donc son bluff en essayant de faire admirer la trouvaille d'un cinéma qui n'en serait pas, tout en dénonçant une sorte de mensonge ontologique, dont il aurait participé comme les autres, mais pas plus. En fait, Godard a été immédiatement *démodé* par le mouvement de mai 1968, comme fabricant spectaculaire d'une pseudo-critique d'un art *récupéré*, pour rafistolage, dans les poubelles du passé (cf. *Le rôle de Godard*, dans *I.S. 10*). Godard, à ce moment, a fondamentalement disparu en tant que cinéaste, de même qu'il a été insulté et ridiculisé à plusieurs reprises, personnellement, par des révolutionnaires qui le trouvaient sur leur chemin.

Le cinéma, comme moyen de communication révolutionnaire, n'est pas intrinsèquement mensonger parce que Godard ou Jacopetti y ont touché ; de même que toute analyse politique n'est pas condamnée à la fausseté parce que les staliniens ont écrit. Actuellement, en différents pays, plusieurs nouveaux cinéastes essaient d'utiliser les films comme instruments d'une critique révolutionnaire, et certains y parviendront partiellement. Seulement, les limites qu'ils

subissent dans leur reconnaissance même de la vérité révolutionnaire, aussi bien que dans leurs conceptions esthétiques, les empêcheront encore assez longtemps, à notre avis, d'aller aussi loin qu'il faut. Nous estimons qu'en ce moment seules les positions et les méthodes des situationnistes, selon les thèses formulées par René Viénet dans notre précédent numéro, ont un accès direct à un présent usage révolutionnaire du cinéma — les conditions politico-économiques, bien sûr, pouvant encore faire problème.
On sait qu'Eisenstein souhaitait de tourner *Le Capital.* On peut d'ailleurs se demander, vu les conceptions formelles et la soumission politique de ce cinéaste, si son film eût été fidèle au texte de Marx. Mais, pour notre part, nous ne doutons pas de faire mieux. Par exemple, dès que possible, Guy Debord réalisera lui-même une adaptation cinématographique de *La Société du Spectacle*, qui ne sera certainement pas en-deça de son livre.




**LA COMMUNICATION ET SON MOMENT**

« Le film était français et osé. Il s'appelait « Hurlements en faveur de Sade ».
Deux cents jeunes intellectuels londoniens avaient fait la queue et payé cent cinquante francs pour le voir. Fébriles dans leurs fauteuils ils attendaient des images audacieuses et des commentaires provoquants. Pendant quatre-vingt-dix minutes — la durée d'une partie de football — ils virent défiler un film vierge. De temps en temps de brefs éclairs jaillissaient et tout retombait dans l'obscurité. Le commentaire (en version originale) ajoutait sa dense intellectualité à l'audace du désert de celluloïd. »

**Paris-Presse** (25-5-57).

« Jean-Luc Godard (« Week-End ») tournera en Italie, à partir du 5 mai, un western contestataire écrit en collaboration avec Daniel Cohn-Bendit. La nouvelle a été annoncée par le producteur italien Gianni Barceloni. « Vent d'Est » se déroulera comme un western classique mais les cow-boys seront remplacés par des étudiants qui apprendront la contestation à des mineurs... »

**France-Soir** (2-4-69).

# La 8me conférence de l'I.S

La prochaine Conférence de l'I.S. se réunira à la fin du mois de septembre 1969, en Italie.
C'est l'occasion de donner quelques précisions sur l'organisation de l'I.S. dans le passé, et présentement. Notamment de dissiper l'étrange légende sur notre organisation hiérarchique et dictatoriale ; qui accompagne plaisamment l'autre légende (celle-ci, déjà démentie par tous nos textes), selon laquelle nous serions partisans en théorie d'un pur spontanéisme quant à l'action des masses. Le plus fantastique schéma de cette supposée évolution de l'I.S. vers le centralisme se trouve dans l'article, à tous égards monstrueux, d'un chercheur du C.N.R.S., Robert Estivals, dans le numéro 12 de la revue *Communications.* Partant d'une citation, évidemment fausse, d'*I.S.* nº 3 — « une conception fédérative de l'I.S. fondée sur une autonomie nationale avait été imposée dès l'origine par l'influence de la section stalinienne » *(sic)*, l'auteur constate que ce fédéralisme fut abandonné au profit d'un « conseil central » qui « bientôt... reçoit tous les pouvoirs de la conférence ». On arrive au but : « Enfin la dictature de ce comité central permet en réalité à Debord de diriger directement lui-même l'I.S. »
Pour laisser là ce raisonnement délirant, qui ailleurs va jusqu'à insinuer que cet obsédant Debord aurait à lui tout seul fomenté le mouvement de mai et même causé sa défaite (« l'action menée à Strasbourg, répétition générale de celle entreprise à Paris » — « Il est bon, chemin faisant, de remarquer le goût prononcé de Debord pour le terme international » — « l'Internationale situationniste est essentiellement l'œuvre de Debord » — « La reconversion psychologique n'a pas été effectuée et elle est, selon nous, la cause de l'erreur de l'I.S., et par la suite l'échec de la néo-social-démocratie estudiantine de mai 1968 »), revenons à une « réalité » qui est bien étrangère à la conception psychologico-policière de l'histoire selon Estivals. L'I.S. n'a *jamais* jusqu'à ce jour, et ceci très délibérément, groupé plus de vingt-cinq à trente participants — fréquemment moins —, ce qui déjà remet dans une plus

véridique lumière ces historiettes sur « la base » dépossédée et commandée de haut. La participation *d'individus* autonomes a été notre exigence constante, quoique pas toujours atteinte par les capacités réelles d'un certain nombre. Dans une première période, il y eut effectivement, sur la base d'un accord très général, une complète autonomie, non seulement en pratique mais dans les conceptions mêmes de ce que l'I.S. pouvait devenir, de nos divers groupes nationaux, quoiqu'ils n'aient pas exactement coïncidé avec les tendances en présence. Ces groupes eux-mêmes changèrent sans qu'il y en eût jamais plus de trois à mener *simultanément* une activité effective, (le plus souvent en Allemagne, France et Hollande). Le Conseil Central fut établi, à la Conférence de Londres, comme un *conseil de délégués*, se réunissant tous les deux ou trois mois pour coordonner l'activité de nos groupes, et n'ayant *aucune sorte d'existence en dehors de ces réunions*. Quoique nommés par la Conférence, les délégués furent quelquefois remplacés avant une réunion par d'autres membres envoyés par leur groupe. Un vif débat eut lieu dans l'I.S., à partir de la Conférence de Göteborg, qu'il serait un peu trop simplificateur de qualifier d'opposition entre les « artistes » et les « révolutionnaires », mais qui recoupait largement un tel affrontement. La discussion théorique fut longue et extrêmement démocratique, mais à la fin des manifestations absolument divergentes dans la pratique, la rupture de toute solidarité et le reniement d'engagements précis de la part des « artistes » — qui cependant voulaient rester dans l'I.S. et la compromettre tout entière par leurs propres choix —, entraînèrent leur exclusion en 1962. A ce moment la sixième Conférence, à Anvers, constata qu'une unification théorique cohérente s'était accomplie. Dès lors, la question fut posée de dissoudre ce Conseil Central, qui ne fut finalement gardé que pour marquer le rattachement à l'I.S. réelle des camarades qui combattaient en Scandinavie l'imposture publicitaire des *nashistes*, prétendant encore quelque temps représenter l'I.S. dans les galeries de peinture et les journaux de Stockholm. Dès que le nashisme eût disparu, personne ne fit plus jamais mention de ce Conseil Central, qui fut formellement supprimé sans discussion, en 1966 à la Conférence de Paris. L'I.S. après 1962 avait écrit qu'elle se considérait comme un seul groupe uni, quoique plusieurs camarades fussent géographiquement dispersés en Europe, et l'essentiel de l'activité de ce groupe s'organisa en France, où paraissait la revue qui fut sa principale publication (et qui cessa donc, dès son numéro 9, de porter le sous-titre « bulletin central »). Notre perspective était naturellement de reformer, à partir des bases atteintes par ce groupe cohérent, des sections nationales ayant une réelle activité autonome. La première ébauche, en Angleterre, s'effondra au moment même où elle devait commencer à exister en tant que groupe (cf., ici même, la note *Les dernières exclusions*). C'est seulement en 1968-1969 que l'I.S. s'est retrouvée formée de sections nationales, éditant chacune une revue (il va donc de soi qu'il n'y eut jamais de « groupe de Strasbourg », mais seulement quelques membres de l'I.S. dans cette ville jusqu'au début de 1967).

L'I.S. au moment de sa 8e Conférence, quoique comprenant des camarades d'une dizaine de nationalités — nos sections étant elles-mêmes internationales dans leur composition — est organisée en quatre sections seulement : américaine, française, italienne, scandinave.

# DOCUMENTS

## RAISONS D'UNE RÉÉDITION

Depuis mai, l'affirmation erronée qui a peut-être été le plus répétée dans les livres et les journaux concerne l'influence qu'aurait eue la « pensée » d'Henri Lefebvre sur les étudiants révolutionnaires, du fait de son livre, effectivement assez lu, *La Proclamation de la Commune.* Nous nous limiterons à quelques exemples. Anzieu-Epistémon écrit dans *Ces idées qui ont ébranlé la France :* « L'ouvrage d'Henri Lefebvre, paru il y a trois ans, et qui a sans doute le plus marqué les étudiants de Nanterre, voit dans la Commune de Paris, en 1871, la démonstration de la spontanéité populaire créatrice, etc. » Une note du chapitre VII du livre de Schnapp et Vidal-Naquet avance que « le livre d'Henri Lefebvre, *La Proclamation de la Commune*, Paris, Gallimard, 1967 *(en réalité : 1965)* qui définit la révolution comme une fête, exerça une indiscutable influence ». Et dans *Le Monde* du 8 mars 1969 J.-M. Palmier déclare : « Un des livres qui a le plus marqué les étudiants, c'est l'ouvrage d'Henri Lefebvre sur la Commune de Paris. Il y a montré la toute-puissance de la spontanéité populaire ». A côté de cela, toutes sortes de commentateurs ont cru devoir avancer que les situationnistes doivent « beaucoup » à Lefebvre. On lit aussi bien, dans *Le Monde* du 26 juin 1968 l'éloge des esprits originaux qui, dans la revue *Utopie*, ont commencé la critique révolutionnaire de l'urbanisme, et on cite l'idée de base de leur maître Lefebvre, écrivant dans *Métaphilosophie* en 1965 : « Ce que l'on nomme couramment « urbanisme » ne serait-il pas autre chose qu'une idéologie?... »

Si Lefebvre, qui est une sorte de géant de la pensée par rapport aux roquets d'*Utopie*, a mélangé de l'urbanisme à toutes les questions qu'il agite en vrac dans la dizaine de pesants volumes qu'il a produit depuis cinq ou six ans, c'est seulement pour en avoir entendu parler dans *Internationale Situationniste :* il l'a d'ailleurs écrit lui-même dans *Introduction à la modernité*, page 336 (Editions de Minuit, 2e trim. 1962) ; et pourtant il n'arrive pas souvent que cet auteur avoue des sources de ce genre. Et, par exemple, la phrase citée plus haut découle modestement de la première phrase d'un article d'*I.S.* nº 6 (p. 16) en août 1961 : « L'urbanisme n'existe pas : ce n'est qu'une « idéologie », au sens de Marx... ».

Quant aux thèses sur la Commune, qui auraient eu une si vaste influence, peu de commentateurs ignorent qu'elles viennent de l'I.S., mais ils espèrent que leurs lecteurs, eux, ne le savent pas. Longtemps avant la parution de son ouvrage historique, Lefebvre en avait publié les positions fondamentales dans l'ultime numéro de la revue *Arguments*, au début de 1963. L'I.S. avait alors diffusé le tract *Aux poubelles de l'Histoire*, qui révélait un plagiat vraiment démesuré.

Notons que ce tract ne fut jamais démenti par personne ; Lefebvre avouant alors *en chaire* qu'il avait cru pouvoir se servir de notre texte, même dans la revue *Arguments*, et qu'il regrettait ce « malentendu ». Comme ce document était devenu depuis très longtemps introuvable — mais non pour autant *oublié*, puisque les Enragés à Nanterre commencèrent à saboter les cours de Morin-Lefebvre avec le cri « aux poubelles de l'histoire ! » —, nous avons pensé qu'il serait bon de le remettre en circulation maintenant. Le voici reproduit en *fac-simile*. On jugera aisément à sa lecture des truquages faits *et refaits* à tout instant par les spécialistes en place pour cacher la pensée révolutionnaire qui, en la circonstance, était celle de l'I.S.

# AUX POUBELLES DE L'HISTOIRE !

*« Le qualitatif est notre force de frappe. »*

Raoul Vaneigem, « Internationale Situationniste » nº 8.

*La disparition de la revue « Arguments » peut montrer, à qui sait lire le texte social de notre époque sous les gribouillages débiles et déments dont il est recouvert dans la société du spectacle, quelques-unes des nouvelles conditions d'existence, c'est-à-dire de lutte, de la pensée libre aujourd'hui. « Arguments » présente le cas, qui paraît jusqu'ici unique, d'une revue de recherche qui meurt malgré un net succès économique (un éditeur, assez d'abonnés), par pur épuisement des idées, usure impossible à celer du minimum d'accord entre ses collaborateurs, en un mot : sous le poids de sa propre carence, devenant incontestable pour ses responsables eux-mêmes. « Arguments » représentait officiellement dans l'intelligentsia française, depuis 1957, la pensée qui met en cause l'existant, qui cherche des perspectives nouvelles, conteste les idées dominantes, y compris les idées dominantes de la pseudo-contestation incarnée par le stalinisme. En fait, « Arguments » a représenté très précisément l'absence de toute pensée de cette sorte dans le milieu intellectuel « reconnu » ; et l'organisation même d'une telle absence, cette revue se trouvant obligée de cacher complètement toute source de contestation véritable dont elle avait pu entendre parler. Ces jours-ci, nous voyons mourir « Arguments » dans une apothéose de reconnaissance de sa valeur novatrice et questionnante (voir « L'Express » du 14 février 1963). Après le spectacle de l'absence, on nous monte le spectacle de la disparition de l'absence. Il faut avouer que c'est assez fort. Le roi qui était nu déchire ses habits. Les mystifications font prime sur le marché jusque dans le moment de leur effondrement avoué.*

*Malgré la satisfaction stupéfiante affichée par les banqueroutiers : « Personne de nos jours n'a fait ou ne fait mieux... » (page 127 du dernier numéro d'« Arguments »), nombre de gens — beaucoup trop à leur gré, justement — savaient que l'Internationale situationniste avait déclaré, dès la fin de 1960, que la revue « Arguments » était condamnée à mort, du fait de son évidente collusion avec toutes les fausses avant-gardes et l'essentiel du spectacle culturel dominant ; et deux ans ont suffi pour que le développement des contradictions du mensonge qu'était « Arguments » rende exécutoire notre jugement.*

*Les situationnistes ont montré à quelques occasions les étonnantes sottises des responsables d'« Arguments », et aussi comme cette revue trouvait parfois son inspiration dans les textes mêmes des fantômes situationnistes dont on niait l'existence (cf. la copie relevée dans « Internationale Situationniste » 8, page 18). Il y a une cohérence et une fidélité jusque dans le confusionnisme et le truquage. Le léopard meurt avec ses taches. Et le gang d'« Arguments » avec une dernière astuce révélatrice.*

*Henri Lefebvre, écrivant un livre sur la Commune, avait demandé à des situationnistes quelques notes qui pourraient être utiles à son travail. Ces notes lui furent effectivement communiquées au début d'avril 1962. Nous avions estimé qu'il était bon de faire passer quelques-unes de ces thèses radicales, sur un tel sujet, dans une collection accessible au grand public. Le dialogue entre Henri Lefebvre et nous (saisissons l'occasion pour démentir la rumeur parfaitement fantaisiste qui a pu présenter Lefebvre comme un membre clandestin de l'I.S.) était justifié par son importante approche de plusieurs problèmes qui nous occupent, dans « La Somme et le Reste » et même bien avant, quoique beaucoup plus fragmentairement, dans sa première « Critique de la vie quotidienne » et dans sa déclaration sur le romantisme-révolutionnaire. Nous ayant ensuite connus, Lefebvre avait évidemment cessé sa collaboration avec « Arguments » depuis que l'I.S. en avait proclamé, comme première contre-mesure, le boycott. Comme le montrent les documents reproduits à la suite, Lefebvre, évoluant depuis quelque temps vers tout le contraire d'une radicalisation nécessaire de son propre apport théorique, a cru bon de rallier le camp argumentiste au moment précis de sa déroute. Il y a publié, dans cet ultime numéro 27-28, les bonnes pages de son livre sur la Commune. On constatera donc que les thèses des situationnistes, à la référence et aux guillemets près, trouvent paradoxalement une assez grande place chez leurs ennemis, comme perles cachées dans le fumier du questionnement absolu.*

*Nous n'ignorions pas que ce que nous disions de la Commune serait certainement délayé et affaibli, comme il est facile d'en juger en comparant notre texte aux variations de Lefebvre, qui peut aussi écrire dans le même article que « l'Etat, jusqu'à nouvel ordre, triomphe dans le monde entier (sauf en Yougoslavie ?) » ; ce questionnement sur la Yougoslavie valant largement les questionnements d'Axelos sur « Dieu-problème » ou l'insurrection grecque de 1944. Un facteur imprévu et inacceptable d'obscurcissement et de vulgarisation de nos thèses surgit avec leur insolite publication dans « Arguments ». Une lecture encore plus restrictive y est naturellement imposée du seul fait d'un voisinage avec tout ce qu'il y a de notoirement soumis et inoffensif dans l'intelligentsia française. Tout lecteur averti pensera que ceux qui participent au truquage de l'histoire présente de la culture (et cacher l'I.S., sans chercher plus, relève de ce truquage), sont évidemment mal placés pour comprendre l'histoire révolutionnaire du passé. Le fait de vouloir recourir au caché actuel pour comprendre le caché de l'histoire révolutionnaire témoigne d'un goût trop vif à notre gré pour l'occultisme. Ces Versaillais de la culture ne seront pas si vite délivrés de nous.*

*On pourra nous objecter que nous nous occupons trop souvent de gens terriblement médiocres (qui saurait dans cinquante ans qu'Edgar Morin a jamais existé si l'on ne lisait pas cette information dans « Internationale Situationniste » ?). Des gens qui ne représentaient rien sur le plan de la pensée — et il faut dire qu'il est regrettable que Lefebvre, lui, n'ait pas mieux senti sa différence par rapport à eux —, des gens qui n'étaient à peu près rien comme derniers épigones de penseurs classiques, et encore moins comme porteurs d'un dépassement. Justement. En tant que travail préalable à la réalisation d'autres possibilités d'agir, nous avons entrepris de démontrer méthodiquement qu'ils n'étaient rien, non sans tenir cependant en permanence, dans une zone précise de cette société du spectacle que constitue partout le capitalisme moderne, le rôle (payé) de la pensée chercheuse et questionnante. Egarant ainsi vers leur nullité de pensée et d'action une part considérable de ceux qui cherchent quelque temps, avant la résignation qu'organisent toutes les forces du vieux monde, la contestation du présent et les prodromes de la vie nouvelle.*

*Presque tous les gens d'« Arguments » ont d'abord participé au stalinisme, en ont laissé passer sans réagir beaucoup de lourdes conséquences politiques et intellectuelles. Ils ont vu envoyer facilement « aux poubelles de l'histoire » des penseurs anciens dont on n'a même pas fini d'apprendre l'importance et de s'approprier les méthodes. Ensuite, ils se sont trouvés « libres », et ont donné leur propre mesure, dont la collection d'« Arguments » témoigne assez exactement (si l'on en excepte plusieurs bonnes traductions d'articles allemands ou anglais, destinées à dorer leur misère). Il est donc clair qu'ils ont mérité deux fois d'être à présent plus réellement jetés, avec leurs à-peu-près historiques en surplus, dans ces fameuses poubelles de l'histoire. Il est permis à l'I.S. de dire cela parce qu'elle représente, en ce moment, non abstraitement la vérité, mais l'avant-garde de la vérité.*

*Il faut relever une parole que Marx a su affirmer contre son temps : les propriétaires actuels de la pensée marxiste plus ou moins dégradée (révisée en régression) ressemblent aux Hébreux errant dans le désert ; il leur faudra disparaître pour faire place à une autre génération digne d'entrer dans la terre promise de la nouvelle praxis révolutionnaire.*

## S U R   L A   C O M M U N E

1

"Il faut reprendre l'étude du mouvement ouvrier classique d'une manière désabusée, et d'abord désabusée quant à ses diverses sortes d'héritiers politiques ou pseudo-théoriques, car ils ne possèdent que l'héritage de son échec. Les succès apparents de ce mouvement sont ses échecs fondamentaux (le réformisme ou l'installation au pouvoir d'une bureaucratie étatique) et ses échecs (la Commune ou la révolte des Asturies) sont jusqu'ici ses succès ouverts, pour nous et pour l'avenir."

Notes éditoriales d'I.S. 7

2

La Commune a été la plus grande fête du XIXème siècle. On y trouve, à la base, l'impression des insurgés d'être devenus les maîtres de leur propre histoire, non tant au niveau de la décision politique "gouvernementale" qu'au niveau de la vie quotidienne dans ce printemps de 1871 (voir le jeu de tous avec les armes; ce qui veut dire : jouer avec le pouvoir). C'est aussi en ce sens qu'il faut comprendre Marx : "la plus grande mesure sociale de la Commune était sa propre existence en actes".

3

Le mot de Engels : "Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat" doit être pris au sérieux, comme base pour faire voir ce que n'est pas la dictature du prolétariat en tant que régime politique (les diverses modalités de dictatures sur le prolétariat, en son nom).

4

Tout le monde a su faire de justes critiques des incohérences de la Commune, du défaut manifeste d'un appareil. Mais comme nous pensons aujourd'hui que le problème des appareils politiques est beaucoup plus complexe que ne le prétendent les héritiers abusifs de l'appareil de type bolchevik, il est temps de considérer la Commune non seulement comme un primitivisme révolutionnaire dépassé dont on surmonte toutes les erreurs, mais comme une expérience positive dont on n'a pas encore retrouvé et accompli toute la vérité.

5

La Commune n'a pas eu de chefs. Ceci dans une période historique où l'idée qu'il fallait en avoir dominait absolument le mouvement ouvrier. Ainsi s'expliquent d'abord ses échecs et succès paradoxaux. Les guides officiels de la Commune sont incompétents (si on prend comme référence le niveau de Marx ou Lénine, et même Blanqui). Mais en revanche les actes "irresponsables" de ce moment sont précisément à revendiquer pour la suite du mouvement révolutionnaire de notre temps (même si les circonstances les ont presque tous bornés au stade destructif - l'exemple le plus connu est l'insurgé disant au bourgeois suspect qui affirme qu'il n'a jamais fait de politique : "c'est justement pour cela que je te tue").

6

L'importance vitale de l'armement général du peuple est manifestée, dans la pratique et dans les signes, d'un bout à l'autre du mouvement. Dans l'ensemble on n'a pas abdiqué en faveur de détachements spécialisés le

**ARGUMENTS**

6e année, N° 27-28
3e et 4e trimestres 1962

## LA SIGNIFICATION DE LA COMMUNE

La Commune ? Ce fut une fête, la plus grande du siècle et des temps modernes. L'analyse la plus froide y découvre l'impression et la volonté des insurgés de devenir les maîtres de leur vie et de leur histoire, non seulement en ce qui concerne les décisions politiques mais au niveau de la quotidienneté. C'est en ce sens que nous comprenons Marx : « La plus grande mesure sociale de la Commune était sa propre existence en acte... Paris toute vérité, Versailles, tout mensonge. »

3) La formule de Marx et d'Engels : « Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat », cette formule doit se prendre comme un point de départ pour montrer ce qu'est la dictature du prolétariat, mais aussi ce qu'elle n'est pas. En particulier, cette expérience de la Commune et ces formules de Marx et d'Engels apportent des pièces essentielles au procès du stalinisme, en tant que déviation de la dictature du prolétariat dont la théorie a été construite par Marx, Engels et Lénine, à partir précisément de la Commune. Les historiens stalinisants en arrivent à déformer l'histoire de la Commune parce qu'ils continuent à mettre sous le boisseau la véritable théorie de la dictature du prolétariat, identique à celle du dépérissement de l'Etat.

Beaucoup d'historiens, principalement parmi les marxistes, ont su critiquer les incohérences de la Commune et le défaut manifeste d'un « appareil » politique (parti, personnel gouvernemental). Nous avons lieu aujourd'hui de penser que le problème des appareils est autrement complexe que ne le prétendent les staliniens, avérés ou honteux.

Il est donc temps de ne plus considérer la Commune comme l'exemple typique d'un primitivisme révolutionnaire dont on surmonte les erreurs, mais comme une immense expérience négative et positive dont on n'a pas encore retrouvé et accompli toute la vérité.

4) Dans l'insurrection du 18 mars et de la Commune jusqu'à sa fin dramatique, les héros et les génies furent collectifs. La Commune n'a pas eu de grands chefs. Les guides officiels du mouvement de 1871 — aussi bien les théoriciens que les hommes d'action, aussi bien les membres du Comité central que ceux du conseil communal — manquent d'ampleur, de génie et même de compétence. Ainsi s'explique jusqu'à un certain point l'enchevêtrement paradoxal de succès et d'échecs du mouvement. Toutefois, nous devons nous aviser que les actes les plus spontanés et les plus « irresponsables » sont aussi et surtout à revendiquer pour la suite du mouvement révolutionnaire de notre temps.

L'importance de l'armement du peuple s'est manifestée du début du mouvement à son terme. Dans l'ensemble, le peuple parisien et ses mandataires n'ont pas abdiqué en faveur de détachements spécialisés — volontaires, troupes d'élite ou

droit d'imposer par la force une volonté commune. La valeur exemplaire de cette autonomie des groupes armés a son revers dans le manque de coordination : le fait de n'avoir à aucun moment, offensif ou défensif, de la lutte contre Versailles porté la force populaire au degré de l'efficacité militaire ; mais il ne faut pas oublier que la révolution espagnole s'est perdue, et finalement la guerre même, au nom d'une telle transformation en "armée républicaine". On peut penser que la contradiction entre autonomie et coordination dépendait grandement du degré technologique de l'époque.

de choc, formations de marche et d'attaque — le droit d'imposer la volonté commune. Il est certain que cette attitude collective et spontanée a engendré des difficultés, des contradictions et des conflits. La valeur exemplaire de l'armement général du peuple a son revers : le manque de coordination dans les offensives militaires, le fait que la lutte contre Versailles n'a jamais porté la force populaire au degré de l'efficacité militaire. Toutefois, n'oublions pas que la révolution espagnole a été vaincue, malgré la solide organisation d'une armée républicaine.

7

La Commune représente jusqu'à nous <u>la seule réalisation d'un urbanisme révolutionnaire</u>, s'attaquant sur le terrain aux signes pétrifiés de l'organisation dominante de la vie, reconnaissant l'espace social en terme politiques, ne croyant pas qu'un monument puisse être innocent. Ceux qui ramènent ceci à un nihilisme de lumpenprolétaire, à l'irresponsabilité des pétroleuses, doivent avouer en contrepartie tout ce qu'ils considèrent comme positif, à conserver, dans la société dominante (on verra que c'est presque tout). "Tout l'espace est déjà occupé par l'ennemi... Le moment d'apparition de l'urbanisme authentique, ce sera de créer, dans certaines zones, le vide de cette occupation. Ce que nous appelons construction commence là. Elle peut se comprendre à l'aide du concept de <u>trou positif</u> forgé par la physique moderne". (<u>Programme élémentaire d'urbanisme unitaire, I.S.6.</u>)

5) La Commune représente jusqu'à nous la seule tentative d'un urbanisme révolutionnaire, s'attaquant sur le terrain aux signes pétrifiés de la vieille organisation, captant les sources de la sociabilité — à ce moment-là *le quartier* — reconnaissant l'espace social en termes politiques et ne croyant pas qu'un monument puisse être innocent (démolition de la colonne Vendôme, occupation des églises par les clubs, etc.). Ceux qui ramènent de tels actes au nihilisme et à la barbarie doivent avouer qu'en contre-partie ils se disposent à conserver tout ce qu'ils considèrent comme « positif », c'est-à-dire tous les résultats de l'histoire, toutes les œuvres de la société dominante, toutes les traditions : tout l'acquis, y compris le mort et le figé.

8

La Commune de Paris a été vaincue moins par la force des armes que par la force de l'habitude. L'exemple pratique le plus scandaleux est le refus de recourir au canon pour s'emparer de la Banque de France alors que l'argent a tant manqué. Durant tout le pouvoir de la Commune, la Banque est restée une enclave versaillaise dans Paris, défendue par quelques fusils et le mythe de la propriété et du vol. Les autres habitudes idéologiques ont été ruineuses à tous propos (la résurrection du jacobinisme, la stratégie défaitiste des barricades en souvenir de 48, etc.).

D'autre part, la Commune de Paris a été vaincue moins par la force des armes que par la force de l'habitude, force pourtant ébranlée par la spontanéité fondamentale mais reconstituée par certains dirigeants au nom de leur idéologie (les proudhoniens, dont c'est le côté néfaste). Que la Banque de France soit restée une enclave versaillaise dans Paris ainsi que la Bourse, les banques en général, la Caisse des dépôts et consignations, c'est un étonnement pour l'historien et un scandale. D'autres habitudes idéologiques ont été ruineuses et contiennent certaines raisons de l'échec : les ressurgences du jacobinisme, les souvenirs de 89 (si bien dénoncés par Marx), la stratégie défensive et par conséquent défaitiste des barricades par quartiers en souvenir de 1848, etc.

9

La Commune montre comment les défenseurs du vieux monde bénéficient toujours, sur un point ou sur un autre, de la complicité des révolutionnaires ; et surtout de ceux qui <u>pensent</u> la révolution. C'est sur le point où les révolutionnaires <u>pensent comme eux</u>. Le vieux monde garde ainsi des bases (l'idéologie, le langage, les moeurs, les goûts) dans le développement de ses ennemis, et s'en sert pour regagner le terrain perdu. (Seule lui échappe à jamais la pensée en actes naturelle au prolétariat révolutionnaire : la Cour des Comptes a brûlé). La véritable "cinquième colonne" est dans l'esprit même des révolutionnaires.

La Commune et sa défaite montrent comment les défenseurs du vieux monde bénéficiaient de la complicité des révolutionnaires, de ceux qui pensent ou prétendent penser la révolution. Ils revêtent les authentiques créations révolutionnaires de vêtements anciens qui les étouffent. Le vieux monde périmé garde ainsi des points d'appui : idéologie, langage, mœurs, goûts, rites suspects, images consacrées, vieux symboles — jusque parmi ses ennemis. Il s'en sert pour regagner le terrain perdu. Seule lui échappe à jamais la spontanéité fondamentale, la capacité créatrice, la pensée-action inhérente au prolétariat et au peuple révolutionnaire. La « cinquième colonne » gît trop souvent dans le cœur, l'âme et l'esprit des révolutionnaires eux-mêmes.

10

L'anecdote des incendiaires, aux derniers jours, venus pour détruire Notre-Dame, et qui s'y heurtent au bataillon armé des artistes de la Commune, est riche de sens : elle est un bon exemple de démocratie directe. Elle montre aussi, plus loin, les problèmes encore à résoudre dans la perspective du pouvoir des conseils. Ces artistes unanimes avaient-ils raison de défendre une cathédrale au nom de valeurs esthétiques permanentes, et finalement de l'esprit des musées, alors que d'autres hommes voulaient justement accéder à l'expression ce jour-là, en traduisant par cette démolition leur défi total à une société qui, dans la défaite présente, rejetait toute leur vie au néant et au silence ? Les artistes partisans de la Commune, agissant en spécialistes, se trouvaient déjà en conflit avec une

L'anecdote des incendiaires venus pour détruire Notre-Dame et qui se heurtent au bataillon des artistes de la Commune propose un thème de méditation singulière. D'un côté, il y a des hommes — des artistes — qui défendent une grande œuvre d'art au nom de valeurs esthétiques permanentes. De l'autre, il y a des hommes qui veulent accéder ce jour-là à l'expression en traduisant par leur acte destructif leur défi total à une société qui les rejette par la défaite dans le néant et le silence. Ainsi Hercule, symbole du héros collectif, manifeste sa nature héroïque, à la fois vitale, humaine et surhumaine, en allumant le bûcher qui va le consumer.

manifestation extrémiste de la lutte contre l'aliénation. Il faut reprocher aux hommes de la Commune de n'avoir pas osé répondre à la terreur totalitaire du pouvoir par la totalité de l'emploi de leurs armes. Tout porte à croire qu'on a fait disparaître les poètes qui ont traduit à ce moment la poésie en suspens dans la Commune. La masse des actes inaccomplis de la Commune permet que deviennent "atrocités" les actes ébauchés, et que les souvenirs soient censurés. Le mot "ceux qui font des révolutions à moitié n'ont fait que se creuser un tombeau" explique aussi le silence de Saint-Just.

11

Les théoriciens qui restituent l'histoire de ce mouvement en se plaçant du point de vue omniscient de Dieu, qui caractérisait le romancier classique, montrent facilement que la Commune était objectivement condamnée qu'elle n'avait pas de dépassement possible. Il ne faut pas oublier que, pour ceux qui ont vécu l'événement, le dépassement était là.

12

L'audace et l'invention de la Commune ne se mesurent évidemment pas par rapport à notre époque mais par rapport aux banalités d'alors dans la vie politique, intellectuelle, morale. Par rapport à la solidarité de toutes les banalités parmi lesquelles la Commune a porté le feu. Ainsi, considérant la solidarité des banalités actuelles (de droite et de gauche) on conçoit la mesure de l'invention que nous pouvons attendre d'une explosion égale.

13

La guerre sociale dont la Commune est un moment dure toujours (quoique ses conditions superficielles aient beaucoup changé). Pour le travail de "rendre conscientes les tendances inconscientes de la Commune" (Engels), le dernier mot n'est pas dit.

14

Depuis près de vingt ans, en France, les chrétiens de gauche et les staliniens s'accordent, en souvenir de leur front national anti-allemand, pour mettre l'accent sur ce qu'il y eut dans la Commune de désarroi national, de patriotisme blessé, et pour tout dire de "peuple français demandant par pétition d'être bien gouverné" (selon la "politique" stalinienne actuelle), et à la fin poussé au désespoir par la carence de la droite bourgeoise apatride. Il suffirait, pour recracher cette eau bénite, d'étudier le rôle des étrangers venus combattre pour la Commune : elle était bien, avant tout, l'inévitable épreuve de force où devait mener toute l'action en Europe depuis 1848 de "notre parti", comme disait Marx.

18 mars 1962

Debord, Kotànyi et Vaneigem.

Il faut évidemment reprocher aux hommes de la Commune de n'avoir pas osé répondre à la terreur totalitaire du pouvoir établi par la totalité de l'emploi de leurs moyens et de leurs armes.

La masse des actes ébauchés de la Commune permet que soient taxées d'« atrocités » telle ou telle action particulière, restée inachevée et à l'état d'intention spontanée.

Les historiens qui restituent l'histoire en se plaçant, consciemment ou non, au point de vue d'une providence divine ou d'un déterminisme sous-jacent (ce qui revient presque au même) n'ont aucune peine à montrer que la Commune était objectivement condamnée. Prise dans ses propres contradictions, elle ne pouvait dépasser ces contradictions. Mais il ne faut pas oublier que pour ceux qui ont vécu l'événement, le dépassement était là, proche, en marche, dans le mouvement lui-même.

L'audace et l'invention du mouvement révolutionnaire en 1871 ne peuvent évidemment pas se mesurer par rapport à notre époque, mais par rapport aux banalités régnantes alors dans la vie culturelle, politique, morale et quotidienne. Le mouvement révolutionnaire a brisé ces banalités. Si nous considérons la somme des banalités actuellement en cours, nous pouvons imaginer l'invention qui résulterait d'une explosion analogue dans le monde dit moderne

La grande lutte dont la Commune est un moment dure toujours (bien que ses conditions aient changé). Pour ce qui est de « rendre conscientes les tendances inconscientes de la Commune » (Engels), le dernier mot est loin d'être dit. Reprenant ici intégralement la pensée de Marx sur la Commune, nous avons vu en elle la grande tentative de destruction du pouvoir hiérarchisé, la praxis entièrement subversive dévoilant pour le détruire le monde existant et lui substituant un autre monde, un monde neuf, tangible, sensible et transparent. Moment unique jusqu'ici de la révolution totale.

Depuis longtemps en France, libéraux, chrétiens de gauche et staliniens s'accordent pour réduire les significations de la Commune. En souvenir du « front national », ils mettent l'accent sur ce qu'il y eut dans la Commune de désarroi patriotique. Ils décrivent un patriotisme foncier, peu à peu teinté de préoccupations sociales. La Commune, ce serait le peuple français demandant à être bien gouverné, réclamant par pétition un gouvernement « à bon marché », des dirigeants « honnêtes » et ensuite poussé au désespoir par la droite bourgeoise et apatride. Banalités et platitudes positivistes.

Nous avons découvert infiniment plus dans le mouvement de la Commune

Henri LEFEBVRE.

*Note : Ce texte fait partie des Conclusions d'un ouvrage sur La Commune, à paraître dans la collection « Les trente journées qui ont fait la France », chez Gallimard.*

*Après cela, nous avons encore suggéré à Lefebvre de publier sans délai sa propre opinion, quelle qu'elle soit, non bien sûr à propos de la Commune, mais sur l'Internationale situationniste et l'écroulement d' « Arguments ». En particulier pour s'épargner le rôle assez équivoque de complice du silence immobile des régiments d'intellectuels de gauche français à l'égard de l'I.S., puisqu'il devenait patent, dans son cas comme pour le reste d' « Arguments », que le silence sur l'I.S. ne pouvait être légitimé ni par l'ignorance complète ni par un jugement sincère concluant au manque d'importance du sujet. Un article qu'il nous a communiqué en manuscrit le 14 février, et qui semblait destiné à « L'Express », pour favorable qu'il fût, ne nous a paru ni aussi promptement publié, ni aussi profondément étudié que son travail sur la Commune. Nous devions donc, une fois de plus, ne compter que sur nous-mêmes pour dire le sens de l'itinéraire et du naufrage d' « Arguments ».*

*Une autre conclusion utile nous paraît être la vérification objective de ce que nous avions avancé dans le numéro 7 d' « Internationale Situationniste » (pages 17 et 18), sur notre maniement du qualitatif : « Les spécialistes se flattent peut-être de l'illusion qu'ils tiennent certains domaines de la connaissance et de la pratique, mais il n'y a pas de spécialiste qui échappe à notre critique... Nous avons le qualitatif, qui agit dès à présent comme un exposant qui multiplie la quantité des informations dont nous disposons. On pourrait étendre cet exemple à la compréhension du passé : nous nous faisons forts d'approfondir et de réévaluer certaines périodes historiques, même sans accéder à la plus large part de l'érudition des historiens ». Sans doute, on ne peut considérer exactement Lefebvre comme un historien spécialisé. Mais, il convient aussi d'en tenir compte, ces notes sur la Commune ne représentent qu'un sous-produit lointain et rapide de l'élaboration théorique situationniste, finalement rien que trois ou quatre heures de travail en commun de trois de nous seulement. Ces faits doivent donner à penser.*

*21 février 1963. Le Conseil Central de l'I.S. : Michèle Bernstein, Guy Debord, Attila Kotanyi, Uwe Lausen, J.V. Martin, Jan Strijbosch, Alexander Trocchi, Raoul Vaneigem.*

# LA QUESTION DE L'ORGANISATION POUR L'I.S.

(avril 1968)

1. Tout ce qui est connu de l'I.S. jusqu'à présent appartient à une époque qui est heureusement finie (on peut dire plus précisément que c'était la « deuxième époque », si l'on compte comme une première l'activité centrée sur le dépassement de l'art, en 1957-1962).

2. Les nouvelles tendances révolutionnaires de la société actuelle, si elles sont encore faibles et confuses, ne sont plus reléguées dans une marge clandestine : cette année elles paraissent dans la rue.

3. Parallèlement, l'I.S. est sortie du silence ; et doit — en termes stratégiques — exploiter maintenant cette percée. On ne peut empêcher la vogue, ici et là, du terme « situationniste ». Nous devons faire en sorte que ce phénomène (normal) nous serve plus qu'il ne nous nuira. « Ce qui nous sert », c'est à mes yeux indistinct de ce qui sert à unifier et radicaliser des luttes éparses. C'est la tâche de l'I.S. en tant qu'organisation. En dehors de ceci, le terme « situationniste » pourrait vaguement désigner une certaine époque de la pensée critique (c'est déjà assez bien d'avoir inauguré cela), mais où chacun n'est engagé que par ce qu'il fait personnellement, sans référence à une communauté organisationnelle. Mais tant que cette communauté existe, elle devra réussir à se distinguer de ce qui parle d'elle sans être elle.

4. On peut dire, relativement aux tâches que nous nous sommes déjà reconnues précédemment, qu'il faut mettre l'accent actuellement moins sur l'élaboration théorique — à poursuivre — que sur sa communication : essentiellement, sur la liaison pratique avec ce qui apparaît (en augmentant vite nos possibilités d'intervention, de critique, de soutien exemplaire).

5. Le mouvement qui commence pauvrement est le début de notre victoire (c'est-à-dire de la victoire de ce que nous soutenions et montrions depuis plusieurs années). Mais cette victoire ne doit pas être « capitalisée » par nous (chaque affirmation d'un moment de la critique révolutionnaire, à ce sens, en appelle déjà — au niveau où elle est — à cette exigence que toute organisation cohérente avancée sache se perdre elle-même dans la société révolutionnaire). Dans les courants subversifs actuels et prochains, il y a beaucoup à critiquer. Il serait très inélégant que nous fassions cette nécessaire critique en laissant l'I.S. au-dessus d'elle.

6. L'I.S. doit maintenant prouver son efficacité dans un stade ultérieur de l'activité révolutionnaire — ou bien disparaître.

7. Pour avoir des chances d'atteindre cette efficacité, il faut voir et déclarer quelques vérités sur l'I.S., qui évidemment étaient déjà vraies auparavant : mais, dans le stade présent, où ce « vrai se vérifie », il est devenu urgent de le préciser.

8. L'I.S. n'ayant jamais été considérée par nous comme un but, mais comme un moment d'une activité historique, la force des choses nous mène maintenant à le prouver. La « cohérence » de l'I.S., c'est le rapport, tendant à la cohérence, entre toutes nos thèses formulées ; entre elles et notre action ; ainsi que notre solidarité pour les questions (beaucoup, mais non toutes) où quelqu'un de nous doit engager la responsabilité des autres. Ce ne peut être la maîtrise garantie à quiconque, qui serait réputé avoir si bien acquis nos bases théoriques qu'il en tirerait automatiquement la bonne conduite indiscutable. Ce ne peut être l'exigence (encore moins la reconnaissance) d'une excellence égale de tous sur toutes les questions ou opérations.

9. La cohérence s'acquiert et se vérifie par la participation égalitaire à l'ensemble d'une pratique commune, qui à la fois révèle les défauts et fournit les remèdes — cette pratique exige des réunions formelles arrêtant les décisions, la transmission de toutes les informations, l'examen de tous les manquements constatés.

10. Cette pratique réclame à présent plus de participants dans l'I.S., pris parmi ceux qui affirment leur accord et montrent leurs capacités. Le petit nombre, assez injustement sélectionné jusqu'ici, a été cause et conséquence d'une surestimation ridicule « officiellement » accordée à tous les membres de l'I.S., du seul fait qu'ils le sont, alors même que beaucoup n'avaient nullement prouvé des capacités minimum réelles (voir les exclusions depuis un an, garnautins ou Anglais). Une telle limitation numérique pseudo-qualitative augmente exagérément l'importance de toute sottise particulière, en même temps qu'elle la suscite.

11. Un produit direct de cette illusion sélective, à l'extérieur, a été la reconnaissance mythologique de pseudo-groupes autonomes, situés glorieusement au niveau de l'I.S., alors qu'ils n'en étaient que les débiles admirateurs (donc, forcément, à court terme, les malhonnêtes détracteurs). Il me semble que nous ne pouvons pas reconnaître de groupe autonome sans milieu de travail pratique autonome ; ni la réussite durable d'un groupe autonome sans action unie avec les ouvriers (sans bien sûr que ceci retombe au-dessous de notre « définition minimum des organisations révolutionnaires »). Toutes sortes d'expériences récentes ont montré le confusionnisme récupéré du terme « anarchiste », et il me semble que nous devons partout nous y opposer.

12. J'estime qu'il faut admettre dans l'I.S. la possibilité de tendances à propos de diverses préoccupations ou options tactiques, à condition que ne soient pas mises en question nos bases générales. De même, il faut aller vers une complète autonomie pratique des groupes nationaux, à mesure qu'ils pourront se constituer réellement.

13. Au contraire des habitudes des exclus qui, en 1966, prétendaient atteindre — inactivement — dans l'I.S. une réalisation totale de la transparence et de l'amitié (on se trouvait presque gênés de juger leur compagnie ennuyeuse), et qui corollairement développaient en secret les jalousies les plus idiotes, les mensonges indignes de l'école primaire, les complots aussi ignominieux qu'irrationnels, nous devons n'admettre entre nous que des rapports historiques (une confiance critique, la connaissance des possibilités ou limites de chacun), mais sur la base de la loyauté fondamentale qu'exige le projet révolutionnaire qui se définit depuis plus d'un siècle.

14. Nous n'avons pas le droit de nous tromper dans la rupture. Nous devrons nous tromper encore dans l'adhésion — plus ou moins fréquemment — : les exclusions n'ont presque jamais marqué un progrès théorique de l'I.S. (nous ne découvrions pas à ces occasions une définition plus précise de ce qui est inacceptable — le côté surprenant du garnautisme tient justement au fait qu'il était une exception à cette règle). Les exclusions ont été presque toujours des réponses à des pressions objectives que les conditions existantes réservent à notre action : ceci risque donc de se reproduire à des niveaux plus élevés. Toutes sortes de « nashismes » pourraient se reformer : il s'agit seulement d'être en état de les détruire.

15. Pour accorder la forme de ce débat à ce que je crois devoir être son contenu, je propose que ce texte soit communiqué à certains camarades proches de l'I.S. ou susceptibles d'en faire partie, et que nous sollicitions leur avis sur cette question.

Guy DEBORD.

## NOTE AJOUTÉE EN AOUT 1969

Ces notes d'avril 1968 étaient une contribution à un débat sur l'organisation, qui devait alors commencer parmi nous. A deux ou trois semaines de là, le mouve-

ment des occupations, qui fut évidemment plus agréable et plus instructif que ce débat, nous força de le repousser.

Seul le dernier point avait été tout de suite approuvé par les camarades de l'I.S. Ce texte donc, qui n'avait certes rien de secret, n'était même pas exactement un document interne. Cependant, vers la fin de 1968, nous avons constaté que des versions tronquées, et sans date, en avaient été mises en circulation par quelques groupes gauchistes, je ne sais dans quel but. L'I.S. a estimé en conséquence qu'il fallait publier dans cette revue la version authentique.

Quand notre discussion sur l'organisation put être reprise, à l'automne de 1968, les faits avaient marché très vite, et les situationnistes adoptèrent ces thèses, qui en ressortaient confirmées. Réciproquement, l'I.S. a su agir en mai d'une manière qui répondait assez bien aux exigences qu'elles avaient formulées pour l'avenir immédiat.

Je crois qu'il faut ajouter une précision, au moment où ce texte connaît une diffusion plus vaste, pour éviter un contre-sens sur la question de l'ouverture relative demandée pour l'I.S. Je n'ai proposé ici aucune concession à « l'action commune » avec ceux des courants semi-radicaux qui peuvent déjà chercher à se former ; ni surtout l'abandon de notre rigueur dans le choix des membres de l'I.S. et dans la limitation de leur nombre. J'ai critiqué un mauvais usage abstrait de cette rigueur, qui pourrait aboutir au contraire de ce que nous voulons. Les excès, admiratifs ou subséquemment hostiles, de tous ceux qui parlent de nous en spectateurs intempestivement passionnés, ne doivent pas trouver leur répondant dans une « situ-vantardise » qui, parmi nous, aiderait à faire croire que les situationnistes sont des merveilles possédant effectivement tous dans leur vie ce qu'ils ont énoncé, ou simplement admis, en tant que théorie et programme révolutionnaires. On a pu voir, depuis mai, quelle ampleur a pris ce problème, et quelle urgence.

Les situationnistes n'ont pas de monopole à défendre, ni de récompense à escompter. Une tâche, qui nous convenait, a été entreprise, maintenue bon an mal an et, dans l'ensemble, correctement, avec ce qui se trouvait là. L'actuel développement des conditions subjectives de la révolution doit mener à définir une stratégie qui, à partir des données différentes, soit aussi bonne que celle que l'I.S. a suivie en des temps plus difficiles.

G. D.

# CORRESPONDANCE AVEC UN ÉDITEUR

L'I.S. à Monsieur Claude Gallimard
5, rue Sébastien Bottin, Paris 7e

Paris, le 16 janvier 1969.

Monsieur,

Nous apprenons que la semaine dernière, chez un certain Sergio Veneziani, un dénommé Antoine Gallimard a parlé à plusieurs personnes, qui nous en ont informé, des situationnistes et de leurs rapports avec la Maison Gallimard. Ce con a dit que « les situationnistes » avaient fait plusieurs offres de service, entre autres à propos d'une collection qu'il avait d'ailleurs fallu « refuser » ; et que pourtant les situationnistes, en corps, étaient « les employés » de la Maison Gallimard, ou sur le point de le devenir tous.

Cette raclure de bidet s'illusionne visiblement, mais ne peut cependant colporter de telles espérances que parce que vous les lui avez confiées.

Fils raté de votre père, vous ne serez pas surpris de trouver dans la génération suivante une débilité aggravée.

Le merdeux s'identifie naturellement, à son tour, à votre pauvre rôle parce que, comme vous, il espère hériter.

Cette vantardise est au-dessus de vos moyens.

Deux situationnistes, jusqu'à présent, avaient fait éditer un livre chez vous. Vous ne connaîtrez jamais plus de situationnistes et, des deux en question, vous n'aurez plus jamais un livre.

Tu es si bête et si malheureux qu'il est inutile d'ajouter rien de plus insultant.

Pour l'I.S. :

Guy Debord, Mustapha Khayati, René Riesel, René Viénet.

*

Editions Gallimard

Paris le 17 Janvier 1969.
Monsieur René Viénet
(...)
Paris 4e

Cher Monsieur,

Votre lettre nous a tous beaucoup amusés, et ce n'est pas inutile dans une époque qui se veut tristement sérieuse.

J'ai trouvé drôle que vous découvriez maintenant que je suis le fils de mon père ; quant à la question de savoir si mes parents m'ont raté ou réussi, je suis étonné que vous n'y ayez pas songé lorsque vous vous êtes uni par un accord avec moi pour la publication de vos livres.

Votre conception de l'hérédité m'a donné une idée (vous me direz que c'est étonnant), mais si mon fils est encore plus bête que moi et moi que mon père, votre grand'père avait sans doute du génie, vous ne nous en avez jamais parlé?

Mais soyons sérieux une seconde ; je vous ai connu très sérieux dans le domaine de la recherche de l'information, en l'occurence vous semblez vous en tenir à des délations de seconde main, tronquées et anonymes.

Puisque vous aimez vous amuser, ne croyez-vous pas que nous pourrions prendre un verre avec le dénommé Antoine Gallimard qui, tout débile qu'il est, ne manque pas d'humour et nous pourrions les uns et les autres nous insulter avec bonheur, car il n'y a rien de fondé dans votre lettre qui puisse changer nos relations. Naturellement si vous pouvez amener vos amis à cette petite réunion qui me changerait un peu de la vie quotidienne, j'en serais enchanté.

Claude Gallimard.

*

L'I.S. à Claude Gallimard

Paris, le 21 janvier 1969.

Tu as peu de raisons de trouver amusante notre lettre du 16 janvier. Tu as encore plus tort de croire que tu vas pouvoir arranger la chose, et même nous rencontrer autour d'un verre.

Nos témoins sont directs, sûrs, et bien connus de nous. On t'a dit que tu n'auras plus jamais un seul livre d'un situationniste. Voilà tout.

Tu l'as dans le cul. Oublie-nous.

Pour l'I.S. :

Christian Sébastiani, Raoul Vaneigem, René Viénet.